





# idées

## Le point de vue de...

MUSTAPHA NASRAOUI

## Valeurs orientales valeurs occidentales

Mustapha Nasraoui est un psychologue tunisien.

De part et d'autre de la Méditerranée, on assiste à un échange tacite des valeurs. En Europe, toutes les techniques de méditation, de concentration, de relaxation, de maîtrise du corps, la tentation du retour au naturel, trouvent de plus en plus d'écho, surtout auprès des jeunes. Elles semblent les soulager d'un monde complexe et contraignant. En Afrique et en Asie, l'influence occidentale est de plus en plus présente : une tendance à raisonner tout problème se substitue de plus en plus à la croyance au mystérieux et à l'hermétisme. La planification n'est pas seulement une affaire d'Etat, mais une exigence de la famille et de l'individu.

Dans cette situation, il convient d'entamer un travail scientifique sur les besoins que cet échange pourrait satisfaire et l'équilibre personnel qu'il pourrait engendrer. Il n'est pas sûr que seul le goût de l'érotisme soit le mobile essentiel de cet échange, il est probable que certaines valeurs empruntées aux civilisations chinoise, hindoue, islamique ou africaine aient une vertu psychothérapique, comme il en est de même pour les valeurs occidentales adoptées par les Orientaux. Une réflexion sur certaines caractéristiques des deux civilisations, surtout celles qui déterminent le plus la façon d'être, en constitue une étape préliminaire.

D'abord et avant tout, il ne faut pas céder à l'illusion ancienne qui conçoit les deux mentalités, orientale et occidentale, comme absolument différentes : l'anthropologie moderne (Lucien Lévy-Bruhl), a révisé cet cliché. Néanmoins, certaines tendances sont plus accentuées dans une civilisation que dans une autre.

La civilisation occidentale a toujours valorisé la raison, qu'elle a placée au sommet de la hiérarchie des traits psychologiques. Toutes les autres tendances lui sont subordonnées, les aspects affectifs tels que la sensibilité et l'amour sont soumis à sa tutelle, ils s'accroissent mal de l'idéal social de l'homme raisonnable capable de maîtriser ses passions, lui-même dans ses actes, clair dans ses propos.

L'importance de la raison lui confère un rôle essentiel dans la vie. Théoriquement, tout est explicable, tout est analysable verbalement, les actes irrationnels, étourdis, sont réprimables. Cette prépondérance de la raison a permis d'adoucir la brutalité des instincts, de calmer la violence des passions, de contrôler les conflits internes. Toutefois, elle n'est pas toujours bénéfique pour la santé mentale. Une atrophie de la dimension non rationnelle de l'homme est tout aussi nocive qu'une faiblesse du pouvoir rationnel dans la mesure où elle nous cache une part de nous-même, au-delà de toutes les barrières logiques.

Des actes gratuits, des actes absurdes, certains divertissements futiles, des évasions dans l'imaginaire, permettent de retrouver souvent l'équilibre perdu. Faut-il comprendre le courant surréaliste non seulement comme mouvement esthétique, mais aussi comme mode de vie, une réaction à cette contrainte rationnelle ? Breton le définit en ces termes : « Automatismes psychiques par lequel on se propose d'exprimer soit verbalement, soit par écrit, soit de toute autre manière, le fonctionnement réel de la pensée. Dictée de la pensée, en l'absence de tout contrôle exercé par la raison, en dehors de toute préoccupation esthétique et morale. » Dans la civilisation orientale, la raison est aussi une valeur appréciable, un bienfait loué par les écrits religieux et la sagesse populaire. Néanmoins, elle a été toujours limitée à une fonction relative : il y a l'explicable et l' inexplicable, l'exprimable et l' inexprimable, le possible et l'impossible. Les expressions corporelles, l'extase provoquée par toutes les sortes de danses et de psalmodies, constituent des moyens de communication à côté du langage.

La mentalité orientale est surtout une mentalité sensible, elle vibre au moindre stimulus, toujours prête à communiquer, empathique, elle est ouverte à toutes les influences. Les relations sociales sont surtout des relations d'affinité, de sympathie, d'appartenance et de solidarité. Néanmoins, dans certaines circonstances, elle semble hypertrophiée et devient génératrice d'impulsivité, d'irritabilité et d'agressivité, ce qui constitue une perturbation de l'équilibre personnel ; elle gênerait à être plus contrôlée et mieux orientée. Valeurs occidentales et valeurs orientales sont, donc complémentaires. Il est temps d'écarter les préjugés, de favoriser l'échange et la tolérance. Le salut est, peut-être, dans une synthèse harmonieuse de deux systèmes de valeurs.

## Les grilles du temps

## Un entretien avec Roger Garaudy

### II. - Par où commencer ?

Nous poursuivons ci-dessous l'entretien de Bertrand Poirot-Delpech avec Roger Garaudy (voir « le Monde » du 4 octobre 1977). Le philosophe marxo-chrétien et ancien communiste disait, hier, sa foi dans la « base » pour éviter l'apocalypse contenue dans l'actuelle croissance, et retrouver la démocratie. Il précise aujourd'hui comment.

#### ● Que faire, concrètement ?

— Il ne s'agit pas de dessiner un scénario, qui ne serait que la revanche de nos frustrations. La société idéale de Fourier n'est idéale à ses yeux que parce qu'elle satisfait les besoins dont il est frustré. L'important est d'initier le cours des événements. Je répète que c'est immédiatement possible à des conditions toutes simples : l'une est de passer par des institutions qui ne soient pas privées — elles ont essentiellement des objectifs de profit ou de puissance — ni étatiques mais communautaires, c'est-à-dire gérées par ceux-là mêmes qui produisent et qui consomment.

#### ● Et la deuxième ?

— De renouer à l'erreur fondamentale de toutes les politiques, de droite ou de gauche, qui est de vouloir résoudre les problèmes par en haut, par des organisations globales ou des machines géantes. Si, par exemple, on raisonne sur l'énergie solaire, éolienne ou géothermique par comparaison avec SuperPhénix, on conclut forcément à l'aberration technique et économique. Il faut penser en termes de décentralisation : par exemple, dix mille petites unités. D'ores et déjà, il y a des milliers de gens qui travaillent à produire de l'énergie par petites unités. Même en régime capitaliste, il suffirait de favoriser fiscalement toute entreprise qui investit pour produire elle-même son énergie autrement que par le nucléaire, le pétrole ou le charbon. On pourrait aussi encourager la production de l'hydrogène liquide, carburant de l'avenir : non polluant et d'un meilleur rendement, il n'appelle que des modifications minimes des moteurs.

Jeunes patrons (ceux du C.J.D. — « Centre des jeunes dirigeants » d'entreprise par exemple) ne sont pas contre. Là encore, il conviendrait d'avantager fiscalement l'entreprise, la collectivité locale ou l'université fonctionnant sur ces bases. Toutes les mutations des collectivités et des individus supposent qu'aux critères actuels on substitue systématiquement celui-ci : quelle place accordent-ils à l'expérimentation et à l'innovation sociale ?

#### Une université de « mutants »

##### ● C'est-à-dire ?

— Elles prépareraient hommes et femmes de tous âges et de tous niveaux à inventer le futur, au lieu de les intégrer à l'ordre existant.

##### ● Qui y enseignerait ?

— Rarement des enseignants professionnels, c'est-à-dire des gens retirés des autres activités sociales pour se spécialiser dans la transmission du savoir, mais des « novateurs » qui ont fait leurs preuves d'innovation concrète dans les entreprises de type nouveau, sur le plan technique ou social. On pourrait aussi y appeler des artistes ayant réfléchi sur le rapport de l'acte créateur avec la vie sociale. On devrait, bien sûr, y introduire des hommes du tiers-monde. Seule cette conception symphonique et non hiérarchique des civilisations peut nous faire prendre un recul critique par rapport à notre modèle occidental, et concevoir d'autres rapports avec la nature, les autres hommes, le sacré.

L'auteur de Dialogues des civilisations aborde son terrain favori. Le chauvinisme de nos programmes n'a pas fini de l'indigner :

— Songez que j'ai pu passer mon agrégation en ignorant tout de la philosophie indienne, islamique, bouddhiste ! C'est monstrueux ! Et combien de Français savent qu'Abd el Kader, non seulement a sauvé en Syrie, pendant son exil, seize mille chrétiens menacés par des fanatiques, mais que ce fut un des plus grands mystiques du dix-neuvième siècle, alors que Bugeaud était un cri-

#### ● Mais encore ?

— Ministère, haut commissariat, fondation, qu'importe ! Ce qui compte, c'est de favoriser des foyers multiples d'expérimentation. Sur le plan technique, par exemple, avec la recherche d'énergies « douces », dont le tiers-monde pourrait profiter. Mais aussi dans le domaine des rapports sociaux et de la formation culturelle. Même à une échelle modeste, un Etat évolutif devrait créer, ou laisser ouvrir par des fondations, de petites universités d'un type nouveau, ayant des finalités radicalement inédites. Des universités de mutants.

#### mines de guerre ? Pour se sauver,

l'humanité n'aura pas trop de toutes les expériences religieuses du monde sur les fins dernières de l'homme et le sens de la vie, de la mort...

● Croyez-vous à ce propos que l'Occident finira par se débarrasser de l'effroi devant le trépas individuel ?

— Nos malheurs, dans ce domaine, viennent du dualisme absurde entre l'âme et le corps, du « je suis », du « je » de Descartes. Nous finirons bien par renouer à cette perspective d'un « petit moi » qu'on dépasse depuis longtemps les grands Illuminés de l'Inde ou de la Chine ou les mystiques chrétiens. Rappelez-vous la parole d'un grand soufi musulman : « La mort n'arrive vers nous comme compréhensible que si nous n'avons pas su l'accueillir comme une amie. »

● Vous croyez, comme Malraux, à un possible retour du religieux ?

— La foi est au centre de tout ce que je viens d'évoquer. La foi est une réflexion sur les fins dernières de l'homme. La politique, loin de n'être qu'une technique de l'accession ou du maintien au pouvoir, c'est d'abord cette réflexion sur les fins de la société globale et la mise en œuvre des moyens propres à atteindre ces fins.

● Et quelles sont ces fins dernières, selon vous ?

— Créer les conditions pour que chaque homme et chaque femme puisse être un créateur. Mon prochain livre sera un traité sur la mystique, la mystique dans toutes les civilisations. Cela me paraît l'âme de toute politique.

### L'autogestion

#### ● L'autogestion dégraderait-elle ce sens de l'intérêt général ?

— C'est en effet un des problèmes-clés. L'autogestion risque de ne pas éliminer les égoïsmes de collectivité. Voyez le cas de la Corée. Des partis ouvriers et même des syndicats le soutiennent, alors qu'avec les 2.200 milliards d'anciens francs qu'a coûtés ce gadget pour voyageurs de luxe, on aurait pu transformer radicalement les transports en commun de la région parisienne, c'est-à-dire supprimer une ou deux heures de transport à trois millions de travailleurs, ce qui, en outre, aurait constitué un investissement de recherche scientifique immense et créé beaucoup plus d'emplois.

● En quoi consiste pour vous l'autogestion ?

— Ce n'est pas seulement une forme de gestion de l'entreprise. C'est l'ensemble des rapports sociaux lorsque les problèmes sont résolus au niveau où ils se posent, et non d'en haut par une bureaucratie ou une technocratie, et lorsque les dirigeants (économiques,

politiques, culturels), sont désignés sans autre critère de choix que la performance au service des finalités humaines de toute la société, et non au service des profits ou de la puissance des détenteurs de capitaux ou des partis dirigeants. L'entreprise à visage humain est celle où les finalités, l'organisation, la direction et la répartition du profit sont décidées par les porteurs de travail et non par les détenteurs de capitaux.

● Est-ce possible en régime capitaliste ?

— A titre transitoire, on peut imaginer des maintenant des entreprises où les travailleurs louent des capitaux au lieu de ce soient les capitaux qui louent du travail. Ce n'est pas une idée tellement révolutionnaire : c'est un député de la majorité, actuellement ministre, qui en a fait la proposition à l'Assemblée ! Ce n'est pas le socialisme puisque le capital reste rétribué, mais les porteurs de capitaux n'ont plus le pouvoir de décision. Certains

## Les nationalisations ne sont pas le socialisme

● Malgré la caractéristique générale et prospective de l'entretien, on ne résiste pas à l'envie de questionner en passant l'ancien dirigeant communiste sur les déclarations actuelles de la gauche. Qu'a cherché le P.C., selon lui ?

— Les dirigeants du P.C. s'habituent mal à n'être plus ceux du premier parti de l'opposition. Le P.C. l'était depuis un tiers de siècle. Marchais essaye de regagner par la surenchère ce qu'il a perdu par la braderie et les abandons de ralliement à l'illusion nucléaire sur la base maoïste. — La France, la France seule, étant le dernier en date et le plus lourd de conséquences, de ces abandons.

#### ● Que pensez-vous des motifs invoqués pour rompre ?

— Ils sont mal choisis. Les nationalisations ne sont pas le socialisme. Marx ironisait déjà : « Si la nationalisation était le socialisme, Bismarck serait le premier socialiste d'Europe pour avoir nationalisé les postes ! » En France, nul n'a réalisé plus de nationalisations que de Gaulle. La nationalisation, c'est, dans des cas précis, une mesure nationale (en cas de mainmise du capital étranger sur une industrie vitale) ou une mesure démocratique (lorsqu'une firme est en situation de monopole).

#### ● Que va devenir l'union de la gauche ?

— Cette rupture provisoire servira peut-être de révélateur pour faire prendre conscience de ceci : une alliance entre partis se réclamant du socialisme ne peut pas se réaliser sur la base d'un catalogue de revendications, à l'usage d'une clientèle hétéroclite de mécontents. Du point de vue économique, le socialisme n'est pas possible sans mettre en cause le modèle actuel de croissance qui est insupportable du mode capitaliste de production et de consommation. Sans quoi tout au plus peut-on préparer un capitalisme d'Etat. Du point de vue politique, le socialisme n'est pas possible

dans les conditions actuelles de délégation et d'aliénation du pouvoir, essence de la conception bourgeoise de la démocratie. La démocratie socialiste sera participative et associative ou ne sera pas. Du point de vue culturel, toute doctrine socialiste fondée sur le scientisme et la positivité du dix-huitième et du dix-neuvième siècle, c'est-à-dire excluant les ruptures créatrices, propageant l'humilité, de la transcendance et de la foi, nous conduirait à un système productiviste à la suédoise ou à un néo-stalinisme.

Propos recueillis par B. POIROT-DELPECH. FIN

### CORRESPONDANCE

## La crise de la science

De la correspondance reçue à la suite de la publication de l'entretien de Jean-Jacques Solomon (le Monde des 27 et 28 septembre) nous extrayons ces deux réactions :

### Le spectacle pathétique de Niels Bohr

« A l'époque, dites-vous — juste après Hiroshima — très peu de spécialistes parmi les « savants atomistes » ont pressenti que l'armement nucléaire conduirait fatalement à l'escalade. Selon vous, Joliot-Curie et les membres de son laboratoire n'étaient-ils donc pas des savants atomistes ? Ignorez-vous les efforts déployés, en vain hélas ! en Amérique par les physiciens (Chew et les autres) du Bulletin of Atomic Scientists avec leur slogan « Il est moins cinq ! » et leur pendule ? Avez-vous pensé aux démarches de la conférence de Pugwash ? Pour ma part, j'apporterai ici un simple témoignage vécu. J'ai connu le physicien Niels Bohr (l'un des grands fondateurs de

la physique moderne, comme vous savez) à la fin de sa vie. Il était littéralement hanté par ces problèmes. Le spectacle était pathétique de ce vieil homme acharné à tirer les sonnettes d'hommes publics et de diplomates de tous poils pour tenter, vainement toujours, de les alerter sur ce point précis que vous évoquez. Et de voir ces derniers — j'ai pu les observer, et de très près, car un membre de ma famille était précédemment diplomate à Copenhague, de la voir, dis-je, se noyer gentiment, en gens bien élevés qu'ils étaient, de l'insistance vraiment déplacée de ce cher et vieux professeur à vouloir les entretenir.

Je pense qu'en réalité, déjà durant les années 50, à une époque où, comme vous le dites, le public traitait des couronnes aux « savants atomistes », ceux-ci, loin d'adopter une attitude triomphaliste, ont, la plupart, tenté pour la bonne cause. Je veux dire tenté pour tenter de faire prévaloir quelques vérités qui — exagérément simplifiées et travesties — sont (maintenant) qu'il est bien

tard ! la tarte à la crème de l'opinion... »

BERNARD D'ESPAGNAT, professeur à la faculté des sciences de Paris-Orsay.

### La science est innocente c'est l'homme qui ne l'est pas...

La science ne fera pas le bonheur de l'homme. C'est bien évident, s'il continue à la mettre au service de ses passions et de ses pulsions les plus primitives : agressivité destructrice, soif de pouvoir, etc. En faisant le procès de la science, c'est son propre procès que fait l'homme. Mais à qui la faute, si ce n'est à lui-même, qui est incapable de faire bon usage de son savoir, et aux idéologies qu'il sert, parce qu'elles servent ses passions, et qui cherchent à s'annexer la science en la déformant ? Et à quand une éducation à l'usage du savoir ? Et ne trouvera-t-elle pas ses bases, non pas dans une de ces éthiques qui ont suffi-

ment fait la preuve de leur inefficacité, mais bien plutôt, peut-être — qui sait ? — dans la neurophysiologie ?

L'homme aura, donc toujours besoin de boîtes émissaires qu'il puisse charger de ses propres péchés ? Mais pourquoi, tout à coup, la science, cette science sans laquelle il serait resté à l'âge des cavernes (il est vrai qu'il trouve de nouveaux modes, dans le monde dit « moderne », qui ne cessent de donner des preuves, du plus affligeant des obscurantismes). En tout cas, cinquante-sept années de vie au service de la science — et de science au service de ma vie — m'amènent à cette conclusion qui est aussi un témoignage : sans connaissance, l'homme est réduit à l'impulsivité. La connaissance est le plus grand de tous les privilèges, plus grand même que l'argent (bien qu'elle lui soit souvent liée, malheureusement !).

ODETTE THIRIAULT, Docteur ès sciences biologiques, ex-maitre de recherches au C.N.R.S., journaliste scientifique.

Dans le numéro d'octobre de la revue mensuelle

## ÉTUDES SOVIÉTIQUES

D'éminents savants soviétiques donnent leur opinion sur :

**LA SCIENCE AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE**  
Qu'attendre des découvertes susceptibles de se produire dans un avenir prévisible ? Pourra-t-on organiser une production industrielle efficace hors de la terre ? Les ordinateurs au service de la gestion. — Les logons de Spoutnik I. — Soixante de la science et responsabilité du savant. — L'écologie de l'avenir. — L'homme et le milieu urbain. — Le logement et le coût de la construction en U.R.S.S.

**60 ANS DE CINÉMA SOVIÉTIQUE**  
La révolution d'Octobre : les faits, les clichés. L'expérience d'un ingénieur français sur les chantiers de la Kama.

ABONNEZ-VOUS :  
France : 1 an, 20 F - 3 ans, 50 F - Étranger : 1 an, 30 F - 3 ans, 60 F  
Réglement à l'ordre du C.D.L.E. par C.C.P. PARIS 400-30 ou chèque bancaire.

CADEAU À TOUT ABONNÉ SUR ENVOI DE CETTE ANNONCE :  
ÉTUDES SOVIÉTIQUES, 14, place Malherbe, 75017 PARIS.  
Pour 2 ans : « L'U.R.S.S. vue par un américain », reportage de 300 p.  
Pour 1 an : « U.R.S.S. » - 100 questions - 100 réponses et une carte.

EN VENTE DANS LES KIOSQUES.





Roger Garaud  
mencer ?

Une université de mutants

LES NOUVELLES PERSPECTIVES DE RÈGLEMENT AU PROCHE-ORIENT

Tension entre Israël et les États-Unis

(Suite de la première page.)

De fait, les organisations juives et leurs amis du Capitole, qui avaient paru quelque peu divisés et réservés devant l'intransigeance du nouveau gouvernement Begin, semblent s'être resserrés face à ce qu'ils considèrent comme « la » menace pesant sur Israël : la participation de l'O.L.P. à la conférence de Genève. Sur ce point, le général Dayan a réussi à convaincre les très nombreux interlocuteurs qu'il a rencontrés, en dehors de l'administration : Jérusalem considère que toute discussion directe avec l'O.L.P. voire avec toute organisation palestinienne, ne peut que précéder la création d'un État palestinien en Cisjordanie. Or, un tel État, quelles que soient les intentions premières, de ses dirigeants et les garanties internationales, ne pourra que se transformer avec le temps en une plate-forme d'agression contre l'État juif.

Que répondent à cela les responsables de Washington ? Jusqu'à nouvel ordre, ils répugnent à considérer une autre échéance que celle du moment : la convocation de la conférence de Genève. Il s'agit, puisque l'approche « pas à pas » de M. Kissinger n'est plus praticable, de mettre sur pied un mécanisme de négociation. La conférence, dit-on, pourra s'étendre sur des semaines ou plutôt des mois, connaître des hauts et des bas et même des ruptures passagères, mais elle sera en même temps un instrument de réduction des tensions, un forum où les intérêts pourront s'affronter plus pacifiquement que sur un champ de bataille. Une comparaison avec les négociations américano-soviétiques sur les armements stratégiques (SALT) est volontiers avancée : depuis huit ans qu'elles ont débuté, ces conversations ont connu des succès et des revers, mais elles ont évité une prolifération anarchique et aveugle des armements.

Les « droits légitimes »

Cette volonté explique que Washington ait voulu s'entendre au préalable avec Moscou, au risque de choquer tous ceux qui quinquent un retour de l'influence soviétique dans la région. Certes, concéder les officiels, l'O.R.S.S. a beaucoup perdu sur le terrain des dernières années, mais elle conserve une « capacité de nuisance », elle peut saper toute tentative de règlement, car elle a encore bien des moyens (livraisons d'armes, encouragement aux tendances extrémistes, etc.), de souffler sur le feu. En outre, elle est coprésidente de la conférence de Genève. Comme les États-Unis, il fallait donc la faire « rentrer dans le jeu », en lui demandant en échange de souscrire à un texte qui la fixerait sur des positions modérées.

Tel était le but du document de samedi, que l'on présente essentiellement comme un compromis entre des thèses, sinon contradictoires, du moins éloignées les une des autres. Comme l'a dit M. Vance, lundi, il ne représente qu'une partie et non pas l'ensemble de la position américaine. Les réactions d'Israël et des milieux juifs américains négissent ce fait, alors qu'une lecture moins passionnée du texte ferait apparaître les « bons points » d'une personnalité proche de la Maison

Blanche répondait, en outre, de la façon suivante aux critiques les plus souvent avancées contre ce document :

1) Pourquoi avoir mentionné pour la première fois les « droits légitimes » des Palestiniens ? La réponse est que ce terme est un compromis entre celui d'« intérêts palestiniens » employé jusqu'à présent par les États-Unis et les « droits nationaux » dont parlent les Soviétiques. Il est d'ailleurs suffisamment vague et tautologique (à-t-on jamais entendu parler de droits légitimes ?) pour que l'on puisse y mettre ce que l'on veut : ces « droits » peuvent aller du droit à une vie décente, en tant que citoyens, à celui d'avoir une patrie constituée en État. La conférence devra déterminer de quoi il s'agit. Le gouvernement Carter se borne à exprimer discrètement sa préférence pour une entité territoriale ayant des liens avec la Jordanie.

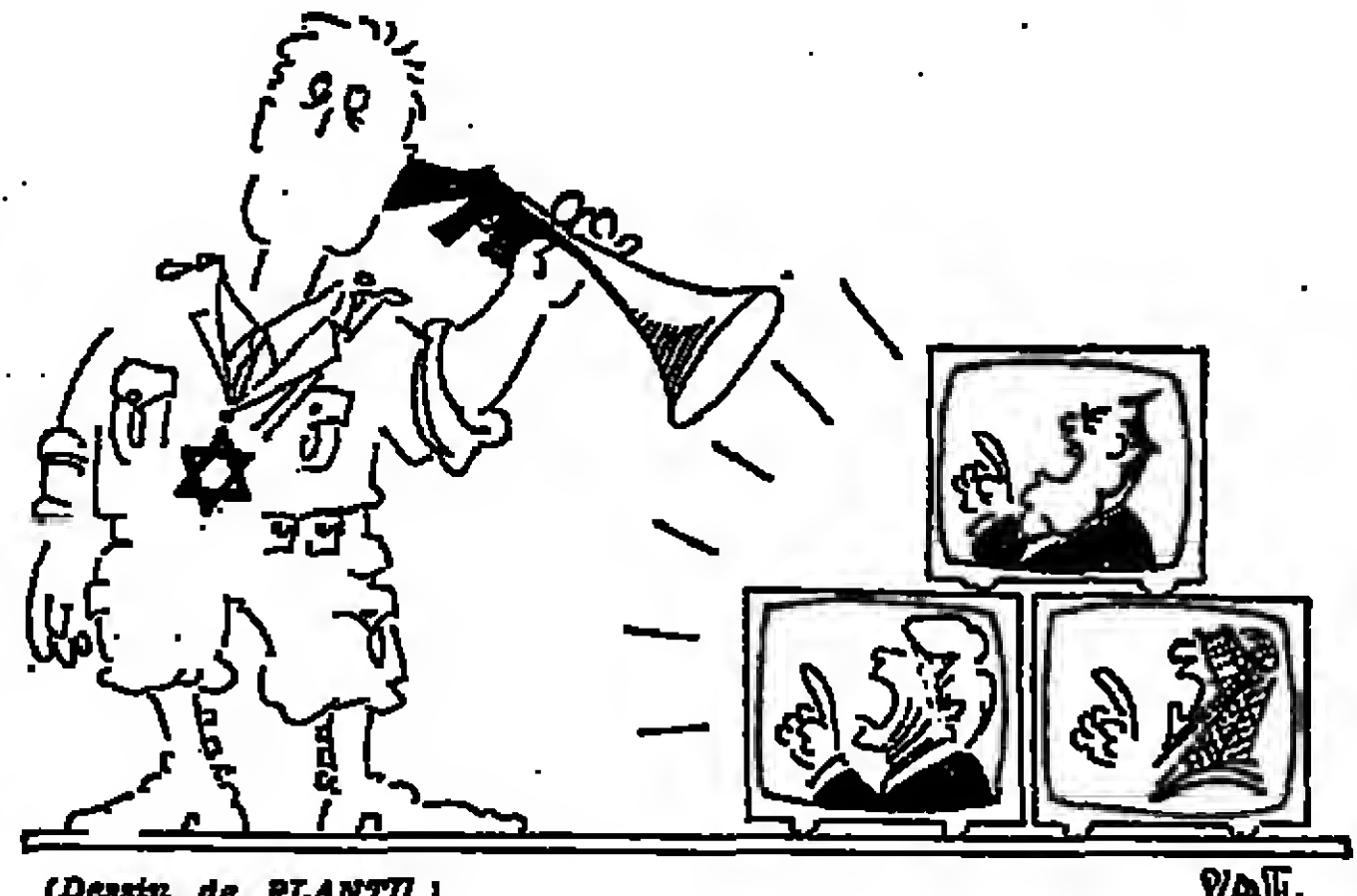
Il reste que le gouvernement américain est maintenant tenu de parler des « droits » des Palestiniens — et c'est un pas en avant pour lui — alors que les Soviétiques, on peut en être sûr, ne se gêneront pas pour parler comme à l'habitude de leurs « droits nationaux ».

2) Pourquoi n'avoir pas mentionné la résolution 242 dans le document ? Là encore, ce silence est le résultat d'un compromis. Les Soviétiques voulaient bien citer la résolution 242, mais aussi d'autres textes de l'ONU beaucoup moins favorables à Israël et que les États-Unis préféraient ignorer. Sans doute, comme on le fait remarquer ici, ni Washington ni Moscou n'ont renoncé à soutenir la résolution 242, mais le silence observé à ce sujet reste quelque peu gênant pour Washington, puisqu'un geste important est fait à l'adresse des Palestiniens, sans mention de la contrepartie habituellement demandée à leur organisation, pour devenir un interlocuteur valable.

Les auteurs américains du texte signé avec M. Gromyko font valoir d'autres silences plus « avantageux » : silence sur l'O.L.P. non mentionné en tant que telle, retrait non total des Israéliens (c'est ainsi en tout cas que l'on veut lire la phrase sur le retrait « de » territoires occupés en 1967, comme on le faisait de la résolution 242).

Cela dit, la réaction négative du gouvernement israélien ne peut pas être sous-estimée par l'administration. Les pessimistes se demandent si Jérusalem ne va pas se « braquer » définitivement et faire échouer la conférence de Genève, précipitant ainsi l'épreuve de force. Les optimistes font valoir que les Israéliens n'ont pas dit qu'ils n'ont pas à Genève, que leur réaction n'est pas « passionnée », n'est pas forcément leur dernier mot et qu'après tout ils ont dû déjà faire de sérieuses concessions : notamment lorsqu'ils ont admis l'idée d'une déclaration arabe unique pour le début de la conférence et la présence en son sein de « sympathisants » de l'O.L.P. Une rupture entraînerait de trop graves conséquences pour que l'on s'y résolve à ce stade, alors que seule la procédure, non le fond de la négociation à venir est en question.

MICHEL TATU.



Les apaisements prodigués par Washington n'ont pas réduit les appréhensions de Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — Les paroles d'apaisement prodiguées par de nombreux dirigeants américains n'ont diminué en rien les appréhensions de Jérusalem sur les intentions réelles de l'administration Carter.

La commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense s'est réunie lundi 3 octobre en prévision de la session extraordinaire de la Knesset convoquée jeudi prochain. Aucun communiqué n'a été publié, mais le chroniqueur parlementaire de la radio indique que selon des informations parvenues à Jérusalem, les Américains et Russes auraient fixé le détail du déroulement de la Conférence de Genève.

Alors qu'Israël avait accepté que les Arabes forment pour la séance d'ouverture une délégation unique qui se scinderait ensuite en autant de groupes que d'États représentés, les Palestiniens se joignant aux Jordaniens, Américains et Russes souhaiteraient que le partage se fasse, pour les travaux réels, en fonction des sujets à traiter, les Palestiniens pouvant se trouver dans tous les groupes.

La réunion de la Knesset, jeudi, aura été précédée d'un conseil des ministres qui sera en possession du compte rendu de l'entrevue que doit avoir, mercredi, M. Moshe Dayan avec le président Carter. Dans une interview au journal *Yedioth Aharonoth*, le ministre israélien des affaires étrangères, a qualifié de décisive sa rencontre avec le chef de la Maison Blanche. « C'est à cette rencontre que nous serons parvenus à la dernière étape », a dit M. Dayan, « que nous pourrions nous séparer si la Conférence de Genève pourra être convoquée. » Les su-

Plusieurs organisations juives de France ont protesté le 3 octobre contre la déclaration américano-soviétique sur le Proche-Orient. Le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) a affirmé que cette déclaration « a provoqué une légitime émotion dans la communauté juive de France » et que celle-ci voyait « une résurgence de l'esprit de Vittel ». Le Rassemblement israélite de France (2) a « tenu à exprimer sa très vive inquiétude et son indignation » et affirme que la déclaration « vise à imposer un dictat sur-dit à l'État hébreu ». Il regrette que « le gouvernement français s'associe à cette ultime trahison ». Le front des étudiants étrangers (3) qualifie également la déclaration de « dictat ». Le Rassemblement national d'action sioniste (Renas-Sion) (4), s'élève de son côté contre cette « autre Munich dont les conséquences pour le monde libre portent des germes aussi dangereux que l'accord Daladier-Ettinger ».

- (1) 18, rue de Téhéran, Paris-9<sup>e</sup>.
- (2) 11, bd de Strasbourg, Paris-10<sup>e</sup>.
- (3) 39, bd de Strasbourg.
- (4) 21, bd de Strasbourg.

Satisfaction mêlée d'inquiétude chez les Palestiniens

De notre correspondant

Beirut. — Le jeune Ahmed vient de décoller l'oreille de son transistor. Nous sommes au camp palestinien de Sabra, E.R.C., Radio-Monte-Carlo, Israël et, avec moins d'assiduité, les radios arabes. Ces Palestiniens écoutent toutes les stations. Ce qu'ils entendent depuis quarante-huit heures les réjouit d'aise. « Pour la première fois, les États-Unis reconnaissent nos droits en tant que peuple. Finalement, notre lutte armée commence à produire ses fruits. Nos camarades tués dans les territoires occupés, en Jordanie, durant la guerre du Liban et tout dernièrement, dans le sud de ce pays, n'auront pas sacrifié leur vie en vain. Nous apercevons peut-être le bout du tunnel. »

Il y a une pointe de fierté dans le propos d'Ahmed. N'est-ce pas le pétrole arabe qui a plus que la lutte armée palestinienne, entraîné l'Europe d'abord et les États-Unis ensuite à reconnaître les Palestiniens comme un « peuple » ? « C'est mon justifié à la décision », répond Mustapha. « Sinon le pétrole aurait permis de régler le conflit israélo-arabe sans en sacrifiant précisément les droits palestiniens. »

Et ils paraissent satisfaits, les Palestiniens ne sont pas optimistes pour autant. Ils ont en au (1) des ans, l'expérience de l'apathie israélienne à bloquer la politique de Washington. Le fait que le président Carter ait été aussi loin leur fait craindre que M. Begin se lance dans une guerre. « Le gouvernement israélien se trouve devant un choix, nous dit M. Mahmoud Labadi, chef du département de l'informa-

tion de l'O.L.P. : soit accepter les termes du document, se rendre à Genève sur cette base et reconnaître en conséquence le peuple palestinien ; soit faire traîner les choses en longueur pour gagner du temps ; soit déclencher une guerre ayant pour objectif d'obliger les États-Unis à modifier à nouveau leur comportement pour se porter au secours d'Israël. La dernière hypothèse, celle de la guerre, est surtout à envisager si la pression américaine sur Tel-Aviv prend la forme d'une réduction des fournitures d'armement. »

Si, au contraire, les États-Unis augmentent ses fournitures pour apaiser M. Begin et le rassurer, c'est la politique d'intermède qu'Israël aura vraisemblablement. Mais il ne faut pas escompter qu'il se rendra à Genève en admettant les droits palestiniens. Voilà pourquoi, malgré ses lauriers, nous sommes profondément satisfaits du document américano-soviétique, mais guère optimiste. — L. G.

● L'O.L.P. a obtenu lundi le statut d'observateur à l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.), dont la vingt-deuxième assemblée générale se tient actuellement à Montréal. Soixante-dix pays du tiers-monde et du bloc soviétique ont voté en faveur de ce statut, qui permet à l'O.L.P. d'assister aux réunions de cette agence spécialisée de l'ONU, mais non de participer aux votes. Trois pays (Israël, Israël et Afrique du Sud) ont voté contre et trente-deux autres, dont le Liban, se sont abstenus. — (A.F.P.)

UNE VISITE AU SUD-LIBAN

Le cessez-le-feu est respecté mais la peur n'est pas dissipée

De notre envoyé spécial

Khiam. — Plus d'une semaine après le cessez-le-feu, le mouvement de retour de la population du Sud-Liban vers les localités désertées au cours des six derniers mois, n'a guère été encouragé. Sur la route de Khiam, qui fut au centre des combats, les voitures chargées de meubles hétéroclites et de ballons, remontrant de la zone libanaise vers le nord. Nous en croisons huit en une demi-heure. Les passagers de l'une d'entre elles se reposent sous un figuier. « Nous sommes de Khiam, nous disaient-ils. Mais il ne faut pas croire pour autant que nous avons vécu jusqu'à présent dans ce village. Nous l'avons abandonné depuis des mois. Simplement, à la faveur du cessez-le-feu, nous y étions retournés pour voir notre maison. Nous l'avons vue et nous avons compris. Nous avons alors rassemblé ce que nous avons trouvé, et nous avons repris le chemin de l'exode. » Regardant l'arbre au-dessus de sa tête, un vieil homme se met à cueillir des figuilles. « C'est le meilleur figuier de toute la région, dit-il avec une pointe de nostalgie. Je sais que je ne le reverrai pas de sitôt. Alors, j'en profite. Croyez-moi, personne ne ne retournera au village avant la réinstallation de l'armée libanaise. »

Les témoignages sont pourtant unanimes : le cessez-le-feu est rigoureusement respecté. « Un seul obus a été tiré en une semaine », nous déclare Abou Ahmad, jeune officier palestinien qui commande un poste. Un de ses camarades nous le confirme à Khiam, en nous faisant faire le tour de la localité dont pas une maison n'est intacte. Dans les rues criblées d'obus, les combattants palestiniens sont nombreux et les habitants rares.

Les quelques jours de calme qui viennent de s'écouler ne suffisent pas à dissiper la peur. Sur la route de Khiam, qui fut au centre des combats, les voitures chargées de meubles hétéroclites et de ballons, remontrant de la zone libanaise vers le nord. Nous en croisons huit en une demi-heure. Les passagers de l'une d'entre elles se reposent sous un figuier. « Nous sommes de Khiam, nous disaient-ils. Mais il ne faut pas croire pour autant que nous avons vécu jusqu'à présent dans ce village. Nous l'avons abandonné depuis des mois. Simplement, à la faveur du cessez-le-feu, nous y étions retournés pour voir notre maison. Nous l'avons vue et nous avons compris. Nous avons alors rassemblé ce que nous avons trouvé, et nous avons repris le chemin de l'exode. » Regardant l'arbre au-dessus de sa tête, un vieil homme se met à cueillir des figuilles. « C'est le meilleur figuier de toute la région, dit-il avec une pointe de nostalgie. Je sais que je ne le reverrai pas de sitôt. Alors, j'en profite. Croyez-moi, personne ne ne retournera au village avant la réinstallation de l'armée libanaise. »



presque vide. C'est bien plus qu'une semaine de cessez-le-feu, qu'il serait nécessaire pour rétablir un minimum de confiance au sein d'une population durement éprouvée.

La situation sur le terrain n'encourage guère les habitants à réintégrer leurs foyers. Partout les hélicoptères entourent les positions, posent des mines, creusent des tranchées. Les Israéliens, pour leur part, continuent de prêter main-forte aux milices chrétiennes et maintiennent les quelques dix postes qu'ils avaient établis, depuis 1974, en territoire libanais.

La « route de la paix... »

Le cas de Kfar-Chouba est à cet égard caractéristique. Ce village musulman du Haut-Arzon, qui fut un des sanctuaires des fedayin, a été presque entièrement détruit par les Israéliens en 1974. Les habitants qui ont depuis regagné leurs foyers vivent dans des maisons ébranlées, sans eau, sans électricité et sans école. Les Israéliens les surveillent continuellement du haut d'une colline où ils ont établi un poste à 400 mètres à l'intérieur du territoire libanais. Ils ont construit deux routes, dont l'une est asphaltée, menant directement d'Israël à Kfar-Chouba.

Au sommet du minaret de la mosquée, très endommagée par les bombardements, flotte un drapeau libanais. Les habitants racontent : « Ce sont les conservateurs chrétiens qui sont venus planter il y a quelques mois. Ils sont arrivés par la route israélienne. Depuis, ils reviennent de temps à autre dans le village, mais sans nous chercher que-

re. Durant la bataille de Khiam, les Israéliens ont installé un point de contrôle fixe à l'entrée du village. Ils nous laissent circuler, sauf durant trois jours où ils ont coupé toutes les communications. C'est là que, la veille du cessez-le-feu, ils ont brûlé la voiture d'Essa, qu'ils ont accusé de collaborer avec les Palestiniens, qui maintiennent une présence symbolique dans le

village voisin de Rachaya-El-Foukar. En quittant Kfar-Chouba, nous retrouverons l'homme ainsi châtié par la caravane calcaire de sa voiture. « Durant la bataille, les Israéliens ont envoyé deux blindés et un canon sur la place du village pour bombarder Khiam. Nous leur avons dépêché une délégation pour leur dire : « Vous nous avez assuré que vous aviez ouvert une « route de la paix », mais voici que par cette route vous nous amenez la guerre, car votre bombardement ne nous a cessé d'entraîner une riposte dont nous serons les victimes. » Il n'est pas insensé et ont retiré leurs engins. Après le cessez-le-feu, ils ont supprimé le poste de contrôle et ils ne sont plus revenus dans le village. »

Les Israéliens se sont retirés, mais ils sont toujours omniprésents. Les conservateurs chrétiens patrouillent, les fedayin sont dans le village voisin, l'armée libanaise est absente ; saisissant raccourci de la réalité du Sud-Liban, qui n'est pas encore sorti de la tourmente.

LUCIEN GEORGE.

Iran

● M. MICHEL PONIATOWSKI, représentant personnel de M. Valéry Giscard d'Estaing, est longuement reçu par le chah, lundi 3 octobre, à Téhéran. De sources informées, on pense que le but de cette courte visite de M. Poniatowski à Téhéran permettra de réexaminer le fonctionnement de la coopération économique entre les deux pays. — (A.F.P.)

**BALLY**

Noblesse du cuir  
Souplesse des peausses  
Sûreté du chaussant

DURSTEL

**Le Monde**

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

**UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE**

révisée à nos lecteurs résidents à l'étranger

Au sommaire de chaque numéro :

- \* Les principaux faits de l'actualité française et étrangère.
- \* Un choix des articles de synthèse et de commentaires.
- \* Les grandes enquêtes politiques, économiques, sociales.
- \* Une chronologie des événements.

Renseignements et tarifs :  
5, rue des Italiens — 75001 PARIS CEXDE 62.  
Téléphone : 24-72-73



صكرا من الاعمال

# \*Libya 1

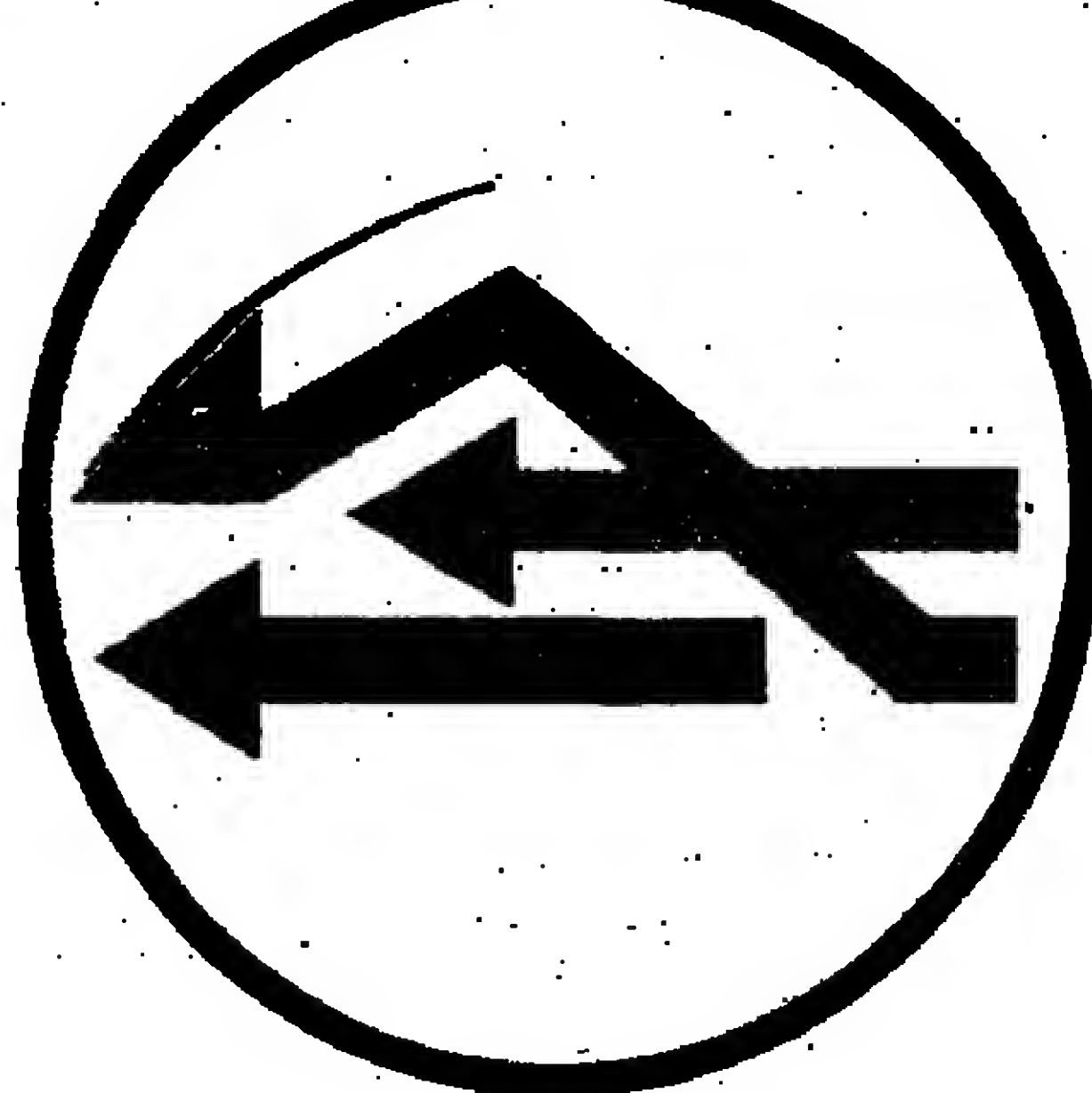
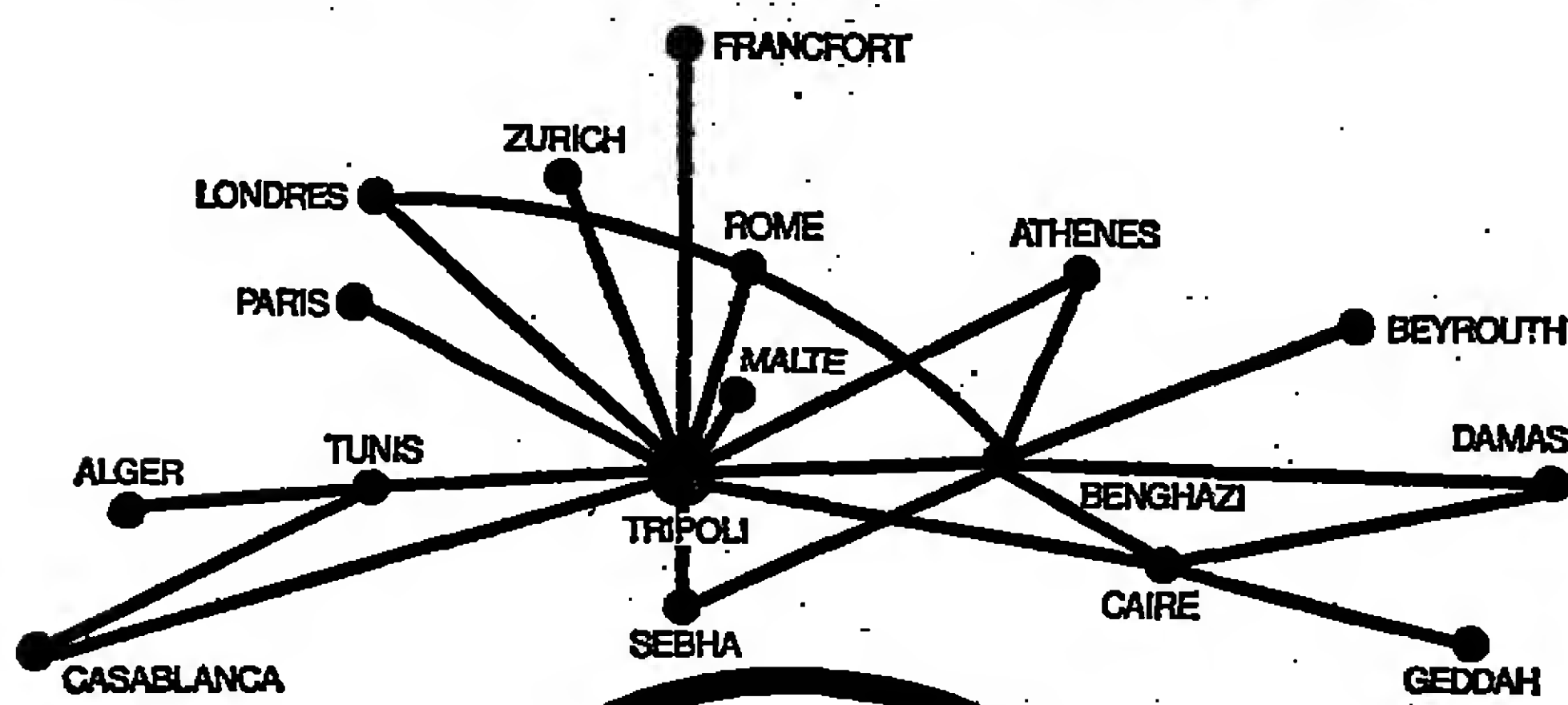
## Numéro un vers la Libye

Ceux qui vont en Libye pensent: Libya 1.

Il y a de bonnes raisons pour cela:

- 1 Nos horaires sont pratiques:  
Mardi Départ Benghazi 10h.00 Départ Tripoli 12h.00  
Arrivée Paris 13h.50  
Mercredi Départ Paris 14h.05 Départ Tripoli 17h.55  
Arrivée Benghazi 20h.05
- 2 Sur notre réseau, les hommes d'affaires et les touristes gagnent du temps car nous avons établi nos horaires afin qu'ils en perdent le moins possible.
- 3 Nos correspondances sont excellentes vers le Moyen Orient et l'Afrique du Nord et bien sûr vers tous les Aéroports Libyens.
- 4 L'espace vital — nous l'offrons à nos passagers par l'aménagement de nos cabines.
- 5 Le calme est garanti par notre choix de Super Boeing 727/200. Pour vous, le bruit des réacteurs est réduit à un murmure de bien-être.
- 6 Libyan Arab Airlines est une compagnie en plein essor et l'une des 10 premières du monde par son dynamisme.
- 7 Nous ne proposons ni tarifs spéciaux ni arrangements particuliers car nous consacrons toute notre compétence à l'efficacité.
- 8 Notre réseau ne cesse de s'étendre.

Contactez Air France notre Agent Général pour informations et réservations ainsi que nos représentants en Europe à Londres, Francfort, Zürich, Rome et à Paris, 90 Champs Élysées. Tel: 2563300/2563301



انخطوط الجوية العربية الليبية  
**LIBYAN ARAB AIRLINES**

\*JAMAHIRIYA ARABIE LIBYENNE POPULAIRE SOCIALISTE

## AFRIQUE

CORRESPONDANCE

### Une lettre du ministre de l'information du Sénégal

Le Dr Daouda Sow, ministre de l'information du Sénégal, nous écrit à la suite de la publication dans le Monde du 16 septembre d'un éditorial intitulé « Plus de cent intellectuels sénégalais demandent le retour à un multipartisme véritable ».

Nul doute que les signataires ont sacrifié à une mode fort répandue dans certains milieux d'Europe. Si nous avions voulu faire du suivi, il est facile, le parti socialiste du Sénégal comprenant plus d'un million de militants sur une population totale de cinq millions de personnes, de publier une liste signée par des milliers d'intellectuels de notre parti ou de sympathisants, et prenant le contre-pied des affirmations du placard publicitaire visé. C'est à dire, comme l'est le procédé utilisé, en la circonstance, par certains opposants au régime sénégalais. C'est pourquoi le problème de fond doit être posé: celui du fonctionnement de la démocratie sénégalaise.

Le Sénégal a, de tout temps, connu, sur le plan juridique, un régime où plusieurs partis coexistaient. L'histoire politique de notre pays montre que, presque toujours, deux grands partis se sont opposés, quelques groupements vivant, plus ou moins, autour d'eux. C'est cela qui explique que, après de multiples fusions de partis au sein de l'Union démocratique sénégalaise (U.D.S.), devenue le parti socialiste (P.S.) du Sénégal, notre pays a pratiquement vécu, et depuis 1960, sous le régime du « parti unique ». Le régime survie a consisté, pendant cette période, à toujours ouvrir le dialogue pour permettre les fusions de façon à assurer au régime la base populaire la plus large possible. Ce système n'était pas sans inconvénients. Le mécontentement s'exprimait, alors, par la sortie du parti, la création d'une nouvelle organisation politique, de nouvelles négociations, une nouvelle intégration et, enfin, l'obtention d'un poste plus conforme aux ambitions personnelles.

En 1975, il a été mis fin à cette politique. L'U.D.S. a donc décidé d'organiser la démocratie sur de nouvelles bases, en veillant tout particulièrement à ce que le débat politique se situe dans notre pays, au niveau des idéologies, exactement, des projets de société.

C'est dans ce sens que la Constitution a été amendée cette année. Mais un deuxième parti avait déjà été créé dès 1974. A cet effet, l'article 3 de la Constitution a été modifié. Il était libellé de la manière suivante: « Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils sont définis par leur programme, leurs conditions dans lesquelles les partis politiques sont formés, exercent et cessent leurs activités, sont déterminés par la loi. »

Cette disposition a été adoptée conformément à l'article 89 de la Constitution, qui précise les deux modalités de révision constitutionnelle, l'initiative en appartenant tout à la fois au président de la République, sur proposition du premier ministre, et aux députés. Voici cet article: « Le projet ou la proposition de révision adoptée par l'Assemblée nationale ne deviennent définitifs qu'après avoir été approuvés par référendum. Toutefois, le projet ou la proposition de révision ne sont pas présentés au référendum lorsque le président de la République décide de les soumettre à la seule Assemblée nationale; dans ce cas, le projet ou la proposition de révision ne sont approuvés que s'ils réunissent la majorité des trois cinquièmes des membres composant l'Assemblée nationale. » C'est, en la circonstance, cette dernière procédure qui a été choisie. Il s'agit d'une application pure et simple de la Constitution. Cette fidélité à la Constitution devrait être le premier credo de toute personne se prétendant démocrate.

La loi 76-28 du 6 avril 1976 a complété le texte constitutionnel en précisant: « Les trois partis politiques autorisés par la Constitution doivent représenter respectivement les courants suivants de pensée: — libéral et démocratique; — socialiste et démocratique; — communiste et marxiste-léniniste. »

Ce faisant, le législateur sénégalais a voulu que les Sénégalais choisissent, en fonction des idéologies, des projets de société que chaque courant de pensée représente.

Le peuple sénégalais exercera ainsi son choix en peuple adulte

selon les intérêts nationaux, clairement exprimés, et non selon les ambitions personnelles ou les rancœurs de celui-ci ou de celui-là. D'ores et déjà, trois partis se sont conformés à la loi et exercent librement leurs activités. A l'expérience, il s'avère qu'un courant de pensée à droite existe au Sénégal. La Constitution sera modifiée en conséquence pour donner droit de cité à un quatrième parti politique. C'est certainement un nombre à ne pas dépasser en Afrique et dans un pays de cinq millions d'habitants si l'on ne veut pas tomber dans les jeux de la politique politicienne. Dans ce cadre-là, tous les Sénégalais qui pensent d'abord au pays, et qui ne sont pas mus par leurs seules ambitions personnelles — ou séduits par les impérialismes montés à l'assaut de l'Afrique, — peuvent trouver une place dans l'un des partis politiques. Il est inadmissible que des citoyens se mettent hors la loi, en exigeant qu'on adopte des lois conformes à leur bon plaisir. C'est cela le contraire de la démocratie.

Poussant plus loin la construction de la démocratie, chose particulièrement difficile dans notre Afrique d'aujourd'hui, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi instituant un scrutin de liste nationale proportionnelle, de façon à donner le plus de chances possible à ceux qui se réclament de l'opposition. Nous précisons, au demeurant, qu'avec un quatrième parti il faudra réexaminer le mode de vote pour ne pas favoriser la dispersion des voix.

L'histoire montre qu'ils sont nombreux les foyers de la démocratie qui se sont d'abord ouverts aux régimes démocratiques. Au Sénégal, nous nous efforçons de retenir les leçons de l'histoire. C'est pourquoi la démocratie que nous construisons, aujourd'hui, n'est pas celle des pays occidentaux, ni celle des pays de l'Est. Elle est originale. Si elle retient les grands principes que l'histoire de la démocratie nous a légués, notamment les principes des libertés publiques et des droits fondamentaux de l'homme, elle s'efforce de répondre aux exigences d'un pays en développement. Les « dévils » d'un multipartisme illimité ont conduit à la faillite beaucoup de pays du tiers-monde. Dans tel pays africain, par exemple, où un multipartisme sans mesure avait engendré deux cents partis, un coup d'Etat militaire a tout ramené au parti unique et au régime autoritaire.

Ce qu'ont voulu les signataires du placard publicitaire publié dans le Monde, c'est que la démocratie occidentale semble elle-même tourner de plus en plus le dos à l'émiettement politique, source d'anarchie et d'impuissance. En effet, de grandes démocraties, comme la Grande-Bre-

tagne, les Etats-Unis, les pays scandinaves, les pays d'Europe, à cet égard, des leçons de mesure, qu'il convient de méditer? La démocratie française que l'on semble solliciter, héritière d'un passé pépétuel, n'a-t-elle pas approuvé, devant les épreuves, la nécessité d'adapter ses institutions aux exigences de son développement national? Allant plus loin que le général de Gaulle, François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste français, ne déclarait-il pas, à la radiotélévision, que, à son sens, cinq partis suffisaient pour exprimer correctement les diverses sensibilités politiques françaises? Nous pensons à peu près la même chose, nous qui, depuis cinquante ans, nous sommes toujours proclamés « socialistes » et « démocrates », même après que nous eûmes quitté la S.F.I.O. pour faire une « élection négro-africaine de Marx ».

Tout cela montre que le multipartisme, au Sénégal, est une réalité, que la démocratie s'y construit, que chaque fils du pays peut, s'il le veut bien, y contribuer à la seule condition de respecter la Constitution et les lois du peuple sénégalais.

Pour finir par une note amusante, il est plaisant de constater que l'un des signataires du placard, M. Mamadou Dia, a été amnistié par le président de la République bien qu'il eût, en 1962, tenté de faire un coup d'Etat, ce qui est, très précisément, l'ébranlement de la démocratie. Il est non moins plaisant de remarquer que les signataires, qui ne cessent de vitupérer l'« influence française » au Sénégal, n'ont pas hésité à faire appel, devant l'opinion française, contre la volonté du peuple sénégalais exprimée par ses représentants librement élus.

En matière de conclusion, nous posons la question à M. Cheikh Anta Diop, chef des pétitionnaires. S'il a saisi la Cour suprême, pour faire admettre également ce qu'il appelle son « parti », pourquoi n'attend-il pas son arrêt? Il était d'autant plus fondé à le faire que, selon les statistiques de la Cour, celle-ci a annulé plus de 60 % des décisions de l'Administration sénégalaise attaquées, chaque fois que ces décisions lui paraissent non conformes à l'esprit de la Constitution.

N'est-ce pas là la meilleure preuve de l'indépendance de la magistrature d'un Etat démocratique? Pourquoi cette opposition, qui fait appel à une opinion publique étrangère non informée, ne commence-t-elle pas par respecter la Constitution?

Le plus grave, cependant, ce n'est peut-être pas le refus de la Constitution, mais le refus de la simple honnêteté, car, comme l'a signalé la presse sénégalaise, certains prétendus pétitionnaires n'ont déjà protesté, disant qu'ils n'avaient rien signé.

## afrique asie

LE PLUS FORT TIRAGE, LA PLUS GRANDE DIFFUSION DES PÉRIODIQUES DU TIERS MONDE

Cette semaine, dans tous les kiosques

### ISRAEL

L'assaut des faucons

### SOMALIE-ÉTHIOPIE

Les enjeux de l'Ogaden vus de Washington, Moscou, Paris, Ryad, Tripoli et Maputo

### TUNISIE

La trêve précaire

### ZAIRE

Les fusées de P.O.T.R.A.C. (suite)

### SOUDAN

Le retour du Mahdi

### CENTRAFRIQUE

Le couronnement de l'empereur

### PALESTINE

Le « Washington round »

ainsi que de nombreux autres articles sur l'Afrique du Sud, le Sahara, la Libye, l'Égypte, le Ghana, la Rhodésie, le Liban, la Birmanie, l'Amérique latine, etc.

Librez, choisissez-vous à

AFRIQUE-ASIE

9, rue d'Aboukir. — PARIS (2<sup>e</sup>)



# AFRIQUE

## LIQUE

### Une lettre du ministre de l'information du Sénégal

Le ministre de l'information du Sénégal, M. Moustapha Diop, a adressé une lettre aux membres du commando « le Bras armé de la révolution arabe », qui était, semble-t-il, dirigé par le fameux Carlos, au sujet de la libération des détenus algériens. On estime que la libération des détenus exigée par le commando — dont deux condamnés de droit commun — est une intrusion de l'exécutif dans le domaine de la justice.

1975, à la veille de Noël, les membres du commando « le Bras armé de la révolution arabe », qui était, semble-t-il, dirigé par le fameux Carlos, avaient obtenu le droit d'asile en Algérie après avoir libéré les ministres du pétrole de l'OPEP dont ils s'étaient emparés à Vienne. L'Algérie avait alors consenti les pays intéressés et avait agi en accord avec eux. Quelques jours plus tard, les membres du commando quittèrent l'Algérie pour une destination inconnue. L'Autorité était gardée à l'époque de demander leur extradition pour ne pas déclencher un cycle de représailles et de contre-représailles.

PAUL BALTA.

1975, à la veille de Noël, les membres du commando « le Bras armé de la révolution arabe », qui était, semble-t-il, dirigé par le fameux Carlos, avaient obtenu le droit d'asile en Algérie après avoir libéré les ministres du pétrole de l'OPEP dont ils s'étaient emparés à Vienne. L'Algérie avait alors consenti les pays intéressés et avait agi en accord avec eux. Quelques jours plus tard, les membres du commando quittèrent l'Algérie pour une destination inconnue. L'Autorité était gardée à l'époque de demander leur extradition pour ne pas déclencher un cycle de représailles et de contre-représailles.

PAUL BALTA.

1975, à la veille de Noël, les membres du commando « le Bras armé de la révolution arabe », qui était, semble-t-il, dirigé par le fameux Carlos, avaient obtenu le droit d'asile en Algérie après avoir libéré les ministres du pétrole de l'OPEP dont ils s'étaient emparés à Vienne. L'Algérie avait alors consenti les pays intéressés et avait agi en accord avec eux. Quelques jours plus tard, les membres du commando quittèrent l'Algérie pour une destination inconnue. L'Autorité était gardée à l'époque de demander leur extradition pour ne pas déclencher un cycle de représailles et de contre-représailles.

PAUL BALTA.

1975, à la veille de Noël, les membres du commando « le Bras armé de la révolution arabe », qui était, semble-t-il, dirigé par le fameux Carlos, avaient obtenu le droit d'asile en Algérie après avoir libéré les ministres du pétrole de l'OPEP dont ils s'étaient emparés à Vienne. L'Algérie avait alors consenti les pays intéressés et avait agi en accord avec eux. Quelques jours plus tard, les membres du commando quittèrent l'Algérie pour une destination inconnue. L'Autorité était gardée à l'époque de demander leur extradition pour ne pas déclencher un cycle de représailles et de contre-représailles.

PAUL BALTA.

1975, à la veille de Noël, les membres du commando « le Bras armé de la révolution arabe », qui était, semble-t-il, dirigé par le fameux Carlos, avaient obtenu le droit d'asile en Algérie après avoir libéré les ministres du pétrole de l'OPEP dont ils s'étaient emparés à Vienne. L'Algérie avait alors consenti les pays intéressés et avait agi en accord avec eux. Quelques jours plus tard, les membres du commando quittèrent l'Algérie pour une destination inconnue. L'Autorité était gardée à l'époque de demander leur extradition pour ne pas déclencher un cycle de représailles et de contre-représailles.

PAUL BALTA.

## Tunisie

### AU NOM DES «SOCIALISTES DÉMOCRATES»

#### M. Mestiri propose un «pacte national» au président Bourguiba

De notre correspondant

Tunis. — M. Ahmed Mestiri, chef du groupe d'opposition des socialistes démocrates, a proposé un «pacte national» le 3 octobre, au président Habib Bourguiba, qui, sur sa demande, l'a reçu pendant trente-cinq minutes, à Carthage.

Cette proposition, a déclaré M. Mestiri, au terme de l'audience, est dictée « par le souci de garantir l'unité nationale ».

Le pacte, selon lui, pourrait être conclu entre « tous ceux qui reconnaissent la légitimité constitutionnelle représentée par Bourguiba, la nécessité d'instaurer les libertés fondamentales et la nécessité d'adopter une position commune à l'égard des

questions qui se posent entre la Tunisie et les autres pays du monde ». M. Mestiri n'a pas révélé l'accueil que le « combattant suprême » avait réservé à sa démarche, mais il a précisé : « Nous avons laissé la porte ouverte afin d'en discuter en d'autres occasions, la question demeurant, évidemment, du ressort du président ».

Si elle a des suites, cette rencontre — la première que le président Bourguiba a eue avec son ancien ministre de la défense et de l'intérieur, après six années de brouille émaillées de polémiques souvent virulentes — pourrait annoncer un dégel dans la vie politique tunisienne, qui demeure axée autour du parti unique, le parti socialiste destourien.

Les libertés fondamentales en question

Dans l'entourage des socialistes démocrates (dont plusieurs membres ont exercé le passé de hautes fonctions au sein du parti et du gouvernement), on souligne que la tension du mois de mai dernier avec la Libye, à propos de la délimitation du plateau continental dans le golfe de Gabès et la récente crise entre le gouvernement et la centrale syndicale (U.G.T.T.), toutes deux apaisées grâce à l'intervention personnelle du président Bourguiba, ont prouvé que l'unité nationale n'était pas à l'abri d'accidents. Par ce « premier pas », M. Mestiri a voulu démontrer au chef de l'Etat qu'entre le maintien du statu quo politique et « une aventure », il existe l'alternative de ce « pacte national ».

En l'état actuel, l'entreprise paraît encore difficile principalement pour ce qui concerne « la nécessité d'instaurer les libertés fondamentales ». Pour le parti et l'Etat, ces libertés existent déjà et sont respectées. En revanche

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu, lundi en fin de matinée, M. Jean-Michel Ebaka, ministre d'Etat de la République populaire du Congo, qui lui a remis un message du chef de l'Etat congolais, M. Joachim Yhombi Opango.

A l'issue de l'entretien, M. Jean-Michel Ebaka s'est refusé à toute précision sur les expulsions du Congo de ressortissants de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, se bornant à dire qu'il s'agissait de personnes en situation « irrégulière », dont il n'a pas voulu préciser le nombre. Plusieurs milliers de nationaux du Sénégal, de Côte-d'Ivoire, de Mauritanie, du Nigeria, du Bénin et du Togo, notamment, ont été expulsés du Congo au cours de ces dernières semaines.

Ouganda

QUATRE OFFICIERES, qui devaient passer en jugement devant un tribunal militaire pour avoir tenté de renverser le maréchal Amin, se sont évadés du quartier général des services secrets à Nakasero Hill, dans la nuit du 23 septembre, et ont demandé l'asile politique au gouvernement kenyan, a-t-on annoncé lundi 3 octobre à Nairobi. — (A.F.P.)

Un pied sensible ou imparfait peut être légèrement chassé. Toujours à la mode, nos modèles allient confort, beauté, souplesse et légèreté en respectant la morphologie du pied.

SAINGLAS chausseuses pour femmes, des plus petites aux plus grandes tailles.

SAINGLAS

SAINGLAS

les membres du groupe des socialistes démocrates font depuis longtemps de cette revendication leur cheval de bataille et ne manquent pas une occasion de réclamer, dans des déclarations remises à la presse étrangère, l'autorisation de publier un journal — ce qui leur est refusé depuis bientôt un an — la liberté d'association, etc.

Les difficultés sur ce point ont été confirmées par une mise au point des milieux proches de la présidence de la République diffusée à la suite de la déclaration de M. Mestiri. On y lit notamment que les libertés fondamentales ont été déviées par la Constitution et sont l'essence même des lois qui en garantissent l'exercice. Si le parti a eu, au cours de son dernier congrès, à définir les modalités adéquates pour la pratique de ces libertés dans un cadre conforme aux réalités du pays et assurant la cohésion de l'unité nationale, il n'a cessé d'être ouvert à toutes les idées constructives et d'en débiter.

La déclaration de la présidence de la République fait remarquer, d'autre part, que les relations entre la Tunisie et ses voisins sont plus sereines que jamais. Sur ce point évoqué aussi dans la déclaration de M. Mestiri, les socialistes démocrates déclarent souligner les relations étroites avec l'Algérie et la Libye, et croient savoir, ils ne rejettent pas a priori une union sous une forme fédérale ou confédérale avec l'Algérie, à condition que celle-ci soit minutieusement préparée et que tous les Tunisiens soient en mesure de se prononcer en toute liberté sur une « offre d'engagement ».

En janvier 1974, ils avaient déploré « l'improvisation » et « la politique du fait accompli », qui avaient entouré le projet, avorté, de fusion tuniso-lybienne.

MICHEL DEURÉ.

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

LES MÉTIS NE SONT PAS AUTORISÉS A VOTER SUR LE PROJET DE CONSTITUTION

## Algérie

### APRÈS LA LIBÉRATION DES PASSAGERS DU DC 8 DÉTOURNÉ

#### Tokyo ne demandera pas l'extradition du commando de l'Armée rouge

Le commando de l'Armée rouge japonaise, qui avait détourné un DC-8 de la JAL le mercredi 28 septembre, a libéré ses derniers otages dans la soirée du lundi 3 octobre à Alger. Citant une source proche du ministre japonais des affaires étrangères, l'agence Reuter indique que

Alger. — C'est vers 16 h. 15, lundi 3 octobre, que l'appareil s'est posé à l'aéroport de Dar-el-Bey (Maison-Blanche), entouré d'un important dispositif policier. Les passagers ont été libérés, et des ambulances ont été envoyées pour les pompiers avaient pris place à proximité de l'aire d'atterrissage. Les correspondants de la presse étrangère ont été fermement retournés des abords du salon d'attente, et le commando de l'Armée rouge a été libéré.

Des diplomates japonais, américains et indonésiens (l'un des derniers otages détenus était le directeur de l'aviation civile de l'Indonésie) se trouvaient sur place, tandis que se déroulaient les négociations entre le commando et les autorités algériennes, notamment le directeur de la sûreté nationale.

Vers 18 h. 15, un premier car,

Tokyo ne demandera pas l'extradition des terroristes ni la restitution de la rançon, « en regard à la coopération de l'Algérie », que cette demande pourrait placer dans une situation délicate.

A Tokyo, nous indiquons notre correspondant au Japon, cette affaire suscite de

précédé de motards, partait pour une direction inconnue. Il transportait, semble-t-il, les cinq membres du commando et leurs six camarades d'ont ils avaient obtenu la libération. On apprend alors, de source officielle algérienne, qu'ils avaient « accepté d'évacuer l'appareil ».

Après, les otages descendaient de l'avion. Selon la presse algérienne, ils semblaient en bonne santé, et ont déclaré qu'ils avaient été bien traités.

Aucune précision n'a été donnée sur le sort des membres de l'Armée rouge. Un précédent peut fournir quelques indications, En

vives controverses tant dans la presse qu'au sein du gouvernement et de l'administration. Dans les milieux judiciaires, on estime que la libération des détenus exigée par le commando — dont deux condamnés de droit commun — est une intrusion de l'exécutif dans le domaine de la justice.

1975, à la veille de Noël, les membres du commando « le Bras armé de la révolution arabe », qui était, semble-t-il, dirigé par le fameux Carlos, avaient obtenu le droit d'asile en Algérie après avoir libéré les ministres du pétrole de l'OPEP dont ils s'étaient emparés à Vienne. L'Algérie avait alors consenti les pays intéressés et avait agi en accord avec eux. Quelques jours plus tard, les membres du commando quittèrent l'Algérie pour une destination inconnue. L'Autorité était gardée à l'époque de demander leur extradition pour ne pas déclencher un cycle de représailles et de contre-représailles.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

**Le Club du Disque Classique vous offre des Disques à moitié prix et même GRATUITS.**

Commencez par choisir 3 grands disques 33 T 30 cm stéréo\* pour 16 F95 chaque + port

\*utilisable en mono

**Vous gagnez tout de suite beaucoup d'argent.** Choisissez 3 enregistrements parmi tous les chefs-d'œuvre immortels de notre offre. Ecoutez-les chez vous tranquillement pendant 10 jours. Puis, s'ils vous plaisent, gardez-les pour le prix d'un seul. Vous économisez ainsi plus de 100 F. Sinon, vous nous les renvoyez, sans explication ni délai, et nous en restons là ! En revanche, si vous les conservez, vous allez profiter de gros avantages.

**Une réduction permanente de 50 %.** Les Prix du Club sont les prix auxquels vous êtes habitués. Mais chaque enregistrement commandé au Prix Club vous donne droit à une réduction de 50 % sur un deuxième que vous pouvez commander quand vous le désirez.

Treize fois par an notre catalogue gratuit vous proposera un grand nombre d'enregistrements classiques nouveaux, dont la Sélection du Mois. Pour recevoir cette Sélection, vous n'avez rien à faire. Si vous préférez un autre enregistrement ou si vous ne voulez rien, vous nous renvoyez la carte à votre nom jointe au magazine.

**Et des GRATUITS.** Dès que vous avez acheté six enregistrements au Prix Club, vous avez droit à un enregistrement GRATUIT pour deux autres achetés au Prix Club (même en deux fois). Donc 2 au Prix Club + 2 avec 50 % de réduction + 1 GRATUIT. Trouvez mieux.

**Trop beau pour être vrai ?** Non ! Vous commandez ce que vous voulez quand vous voulez. La seule chose que nous vous demandons pour profiter de tous les avantages du Club, c'est d'acheter un minimum de 6 enregistrements au Prix Club dans les deux prochains mois. Pas plus. Et vous êtes toujours libre de nous quitter à tout moment en nous prévenant par simple lettre dès que vous avez acquis ces 6 enregistrements. Mais comme ils vous donnent droit à une réduction permanente de 50 % et à des « GRATUITS », concluez vous-même !

**Pas le moindre risque pour vous !** Des grands noms : Karajan, Böhm, Davis, Cziffra, Ferras, Richter, Cocheru, Pollini, Giulini, Montseru, etc. Des grandes marques : Philips Trésors Classiques, Deutsche Grammophon, Archiv Produktion.

Des grands orchestres : Philharmonique de Berlin, London Symphony Orchestra, Concertgebouw d'Amsterdam, I Musici, etc. Une qualité irréprochable : Nos enregistrements sont identiques à ceux du commerce et, si par extraordinaire l'un d'eux présentait un défaut quelconque, il nous serait échangé gratuitement et sans discussion. Pour profiter le plus tôt possible de tous ces avantages, renvoyez aujourd'hui même le bon ci-contre.

**Club du Disque Classique - Av. des Frères Lumière - 92168 Antony Cedex**

**Bon pour 3 grands disques stéréo 33 T 30 cm pour le prix d'un seul.**

à renvoyer au Club du Disque Classique Av. des Frères Lumière - 92168 ANTONY CEDEX.

Je choisis ces 3 disques :  
N° \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_

Oui, envoyez-moi les 3 enregistrements dont je note les numéros ci-contre. Après 10 jours d'audition gratuite, je pourrai soit vous les renvoyer, soit les garder tout les trois pour 16,95 F. chaque, soit 50,55 F. seulement + 8 F. de port.

Si je les garde, je m'engage à acheter dans les deux prochains mois 6 enregistrements au Prix Club (actuellement 50,90 F. plus port) parmi tous ceux qui me seront proposés aux conditions décrites dans cette annonce.

Voici les avantages dont je bénéficie au Club :  
1) Pour chaque enregistrement acheté au Prix Club, je suis libre d'en choisir un second avec 50 % de réduction.  
2) Dès que j'ai acheté 6 enregistrements au Prix Club, j'ai droit à un enregistrement gratuit chaque fois que j'achète deux autres enregistrements au Prix Club (même en deux fois).

Donc 2 enregistrements au Prix Club + 2 avec 50 % de réduction + 1 GRATUIT. Après l'achat de 6 enregistrements au Prix Club, je peux aussi adhérer au Club par simple lettre à tout moment par simple lettre. Je peux aussi adhérer au Club par simple lettre sans bénéficier de l'offre "3 pour le prix d'un seul", ni des enregistrements avec 50 % de réduction, ni des enregistrements gratuits, donc sans obligation d'achat.

Nom, Prénom (en majuscules) : \_\_\_\_\_  
N° : \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_  
Commune : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Bureau distributeur : \_\_\_\_\_ Signature ou celle des parents : \_\_\_\_\_  
Offre valable à un envoi par la poste, réservée aux nouveaux adhérents. 038 740 118 1

038 740 118 1

038 740 118 1

038 740 118 1

038 740 118 1

038 740 118 1

038 740 118 1

038 740 118 1

038 740 118 1

038 740 118 1

038 740 118 1

038 740 118 1



## ASIE

### Inde

ARRÊTÉE POUR ABUS DE POUVOIR

**Mme Gandhi a été remise en liberté sans condition**

Mme Gandhi, arrêtée lundi 3 octobre, a été remise en liberté sans condition dès mardi à New-Delhi. L'ancien premier ministre avait comparu dans la matinée devant un tribunal de la capitale. Le vice-président de ce tribunal a déclaré que le dossier qui lui avait été soumis ne comportait pas de preuves suffisantes pour maintenir l'accusée en détention. « Mme Gandhi a été remise en liberté immédiatement », a-t-il indiqué.

La police a dispersé des manifestants — partisans et adversaires de l'ancien chef de gouvernement — qui s'étaient attroupés à l'extérieur du palais de justice. Le ministre de l'Intérieur, M. Charan Singh, a accusé Mme Gandhi, mardi, dans une conférence de presse, d'avoir commis des actes « qui auraient empêché un procès de type Nuremberg ». « Nous nous contenterons », a-t-il précisé, d'un procès devant les tribunaux ordinaires. Personne, dans ce pays, n'est au-dessus de la loi.

L'ancien premier ministre — de janvier 1966 à mars 1977 — est accusé d'avoir abusé de ses pouvoirs en exerçant des pressions en vue, d'une part, de l'acquisition par son parti, le Congrès, de cent quatre-vingt véhicules tout-terrain, et, d'autre part, de l'attribution à la Compagnie française des pétroles d'un contrat de prospection pétrolière au large de Bombay alors qu'une firme américaine présentait des offres financièrement plus intéressantes. Bien que les chefs d'accusation retenus contre elle soient maintenus, Mme Gandhi a regagné mardi sa résidence, où elle avait été arrêtée lundi.

Quatre anciens ministres, deux industriels et d'autres personnalités ont été également arrêtés lundi — dans le cadre des enquêtes sur les mêmes affaires — et la plupart ont ensuite été libérés sous caution. Les anciens ministres sont MM. P.C. Sethi (pé-

trole et produits chimiques, qui fut également trésorier du Congrès), H.R. Gokhale (justice), K.D. Malaviya (pétrole), Chhatrapatiya (commerce). Les industriels sont MM. R.P. Goenka, magnat de l'industrie du jute et de la presse, M.V. Arunachalam, ancien président de la Fédération indienne des chambres de commerce et d'industrie, M.K. Birla, qui dirige le plus important groupe économique et commercial indien et se trouve actuellement à l'étranger, fait également l'objet de poursuites. Parmi les fonctionnaires figurent : MM. R.K. Dhanwan, ancien secrétaire particulier de Mme Gandhi, déjà mis en cause dans une précédente affaire (le Monde du 30 septembre), et S.M. Agarwal, ancien secrétaire au ministère des communications.

La Compagnie française des pétroles dément avoir versé sous quelque forme et à quel que ce soit une somme d'argent pour obtenir le contrat de Bombay High. Signé le 11 mars, le protocole d'accord de coopération industrielle prévoit l'étude par la C.F.P. du gisement et l'élaboration d'un schéma de développement d'une importante structure pétrolière découverte en mer par l'O.N.G.C. (Oil and Natural Gas Commission), organisme public indien. Si le montant du contrat est relativement élevé — on parle de 17,4 millions de dollars alors que d'autres compagnies, notamment américaines, proposent de réaliser pour 4 millions de dollars — c'est, dit-on à Paris, parce que les prix de la C.F.P. sont « définitifs et non révisables » dans de tels accords de coopération technique qui sont prévus pour une longue période (quatre ans). D'autre part, ajoute-t-on, l'entreprise pétrolière française proposait une étude d'ingénierie plus complète que celle de ses concurrents américains.

### Cambodge

ANCIEN « BRAS DROIT » DU PRINCE SIHANOUK

**M. Penn Nouth évoque l'« avenir radieux » qui s'ouvre pour son pays**

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — « Je suis vieux et je ne sers plus à rien. (...) Lorsque je mourrai, ce sera l'esprit en paix, car désormais notre Cambodge bien-aimé est immortel et continuera à progresser. Jamais plus il ne tombera dans l'ignorance et un avenir radieux s'ouvre à nos enfants. (...) Voilà mon opinion. Merci ».

Ce satisfecit d'apparence testamentaire émane d'un « revenant ». M. Penn Nouth, ancien premier ministre du G.S.U.N.K. (Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge) — où il coexistait pendant cinq ans sikhounistes et Khmers rouges. Le vieil homme, apparemment plongé dans l'oubli en même temps que le prince Sihanouk après les élections d'avril 1976, vient de ressusciter à l'occasion de l'annonce officielle de l'existence du parti communiste du Cambodge et de la visite de M. Pol Pot à Pékin, où M. Penn Nouth et le prince Sihanouk

Trois organisations d'aide aux réfugiés khmers (1) lancent un appel aux personnes qui peuvent les aider à faire sortir ces réfugiés des camps de Thaïlande et à les accueillir en France. Les chèques doivent être établis au nom de la Fondation de France et adressés au Comité national d'entraide — 55, avenue Kléber, 92161 - Paris - Cedex - 16, avec mention de l'organisation bénéficiaire.

(1) Amis franco-khmers, 22, rue Chateaubriand, 75001 Paris; l'Association des amis du Cambodge, 45 bis, rue des Acacias, 75017 Paris.

avaient été, de 1970 à 1975, les hôtes choyés du gouvernement chinois.

M. Penn Nouth a été interviewé par Radio-Phnom-Penh il y a quelques jours. Il a été présenté aux auditeurs comme « le représentant des patriotes » et « haut conseiller » du président du présidium de l'Etat, M. Kienou Sampham. Sa déclaration a été brève et réduite à des louanges pour les réalisations d'un régime auquel il a apporté un soutien inconditionnel. La radio n'a diffusé aucun message du prince Sihanouk (1). Pourtant, sa caution au P.C. khmer serait d'un autre poids. N'est-elle pas souhaitée ? Craint-on encore la « magie » du verbe de « samdach » (monseigneur) ?

L'ancien monarque vit en retraite dans la banlieue de la capitale avec la princesse Monique, sa femme. A la fin de l'année dernière, l'un des rares délégués commerciaux d'un pays non aligné à s'être rendu dans la capitale cambodgienne avait instantanément demandé à le rencontrer. Il lui fut répondu, selon un diplomate de ce pays : « Le prince ne veut voir personne. Il travaille beaucoup. Il écrit ses mémoires. » — R.-P. P.

(1) Pour la première fois depuis environ un an, le nom du prince Sihanouk a été récemment mentionné à deux reprises : le 26 septembre à la radio de Phnom-Penh (le Monde du 30 septembre), et par M. Pol Pot, dans son discours diffusé le 30 septembre à l'occasion du trentième anniversaire du P.C. khmer, dans lequel il a présenté le prince comme faisant partie des « complices et fédérateurs qui ont accepté de coopérer avec le mouvement révolutionnaire ». — (N.D.L.R.)

## DIPLOMATIE

**L'ADHESION DU PORTUGAL AU MARCHÉ COMMUN SERA UN SOLIDE REMPART POUR NOS INSTITUTIONS**  
déclare M. Mario Soares

Bruges (A.F.P., Reuter). — « L'adhésion du Portugal au Marché commun sera un solide rempart pour nos institutions démocratiques et la voie irrévocable pour un destin que nous devons partager », a déclaré M. Soares, premier ministre portugais, à l'occasion de l'ouverture, lundi 3 octobre à Bruges, de l'année académique du Collège de l'Europe.

Il a affirmé que les mesures d'austérité décidées à Lisbonne témoignent du réalisme et de la détermination des Portugais à promouvoir le redressement du pays. Ces mesures ont pour but de faciliter les négociations d'adhésion et de permettre de concéder le plus tôt possible l'option européenne du Portugal, a-t-il dit.

Dans le domaine agricole, M. Soares a noté que certains problèmes seront aggravés par l'élargissement du Marché commun, mais il est convaincu que les dispositions du traité de Rome permettront d'y faire face. « Le Portugal ne contribuera jamais à l'accumulation d'immenses montagnes antisociales de produits finis par les habitants de la communauté », a-t-il assuré. Les déséquilibres régionaux seront aggravés, eux aussi, mais, a ajouté le premier ministre, ils ont toujours existé.

La visite officielle du maréchal Tito en France aura lieu du 12 au 14 octobre. A-t-on appris lundi 3 octobre, de source informée, à Belgrade. — (A.F.P.)

Les négociations américano-soviétiques sur la délimitation de l'océan Indien, qui ont repris la semaine dernière à Washington, ont permis aux deux parties de présenter « de nouvelles idées », a indiqué, lundi 3 octobre, le porte-parole du Département d'Etat. Une nouvelle session se tiendra vers la fin de l'année. Ces conversations, a-t-il rappelé, visent à « stabiliser la présence militaire » dans la région. — (A.F.P.)

New-York (Nations unies) (A.F.P.). — Le Cambodge a payé ses dettes à l'ONU et pourra, en conséquence, participer aux votes à l'Assemblée générale.

La contribution au budget de l'ONU est de 6,82 %, avait dépassé, avec des dettes de 38 384 dollars, le montant des contributions dues pour 1975 et 1976, ce qui le faisait tomber sous le coup de l'article 19 de la charte retirant le droit de vote aux Etats dont les dettes dépassent leur contribution pour deux ans (« le Monde » du 22 septembre). La délégation cambodgienne a fait parvenir lundi 3 octobre au secrétaire général un chèque de 37 000 dollars (environ 180 000 francs). Le gouvernement de Phnom-Penh maintient, cependant, son objection de principe : il ne reconnaît pas les dettes contractées par le précédent régime, qu'il jugeait illégal.

**LA NOUVELLE PHASE DE LA C.S.C.E. S'EST OUVERTE A BELGRADE**

Belgrade. — La conférence de Belgrade sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) a été ouverte à 11 heures, ce mardi 4 octobre, par un discours de bienvenue de M. Minitch, vice-président du gouvernement et secrétaire aux affaires étrangères yougoslaves. La conférence a entendu ensuite des messages du président Tito et de M. Kekkonen, président de la République finlandaise, et un discours de M. Winster Gueciardi, chef du bureau de l'ONU à Genève, saluant la réunion au nom du secrétaire général de l'organisation internationale.

Dans le débat général qui s'est instauré ensuite, le premier orateur inscrit était le chef de la délégation suisse, M. André Betsenourt, chef de la délégation française, doit prendre la parole jeudi après-midi. — (Corresp.)

**PROTESTATION CONTRE LES ACCORDS D'HELSINKI**

Le Groupe autonome d'action solidariste Michel-Narizza a revendiqué, lundi 3 octobre, dans un communiqué, la responsabilité de l'arrêt en Seine-et-Marne du train Paris-Belgrade dans la nuit du 2 au 3 octobre, vingt minutes après son départ de Paris (nos dernières éditions).

Au moment de l'ouverture de la conférence de Belgrade sur l'élaboration des accords d'Heelsinki, cette organisation entend ainsi attirer l'attention sur « le colonialisme des deux super-puissances, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis ». Ses militants s'élèvent contre des accords qui « entrainent l'aggravation de la situation de l'Est et renforcent le colonialisme américain sur l'autre partie de l'Europe ». (Tandis que les dissidents, sont toujours traqués, emprisonnés, expulsés ou internés, et que les Etats-Unis asphyxient sur le plan culturel et intellectuel tous les peuples et toutes les nations de leurs zones d'influence... (et que) le seul point qui satisfasse totalement les apparatchiks soviétiques et les capitalistes occidentaux réside dans les échanges économiques ».

Michel Narizza est un écrivain soviétique, arrêté à Leningrad le 13 octobre 1961, pour avoir fait publier en République fédérale d'Allemagne un roman intitulé le Chant machové. Dans une lettre adressée à N. Khrouchtchev, Michel Narizza écrivait : « Je considère le capitalisme comme un système immoral et corrompu, mais ce que, vous, vous appelez le socialisme n'est en fait qu'une variété de capitalisme. »

M. Paul Blanc est nommé ambassadeur à Masera (Lepob), annonce le Journal officiel de ce mardi 4 octobre. M. Blanc conserve les fonctions d'ambassadeur à Maputo (Mozambique) où il a été nommé en juin dernier. Dans les deux capitales, M. Blanc succède à M. François Scheer, qui a été nommé au printemps dernier à la délégation française auprès des Communautés européennes. (La biographie de M. Blanc a été publiée dans le Monde du 5 juillet).

RECTIFICATIF. — C'est au poste de directeur des affaires politiques (et non publiques) du ministère des affaires étrangères que M. J.-M. Ménilon a été nommé par décret paru au Journal officiel du lundi 3 octobre (le Monde du 4 octobre).

## A TRAVERS LE MONDE

### Autriche

PRÈS DE QUATRE CENT MILLE AUTRICHIENS (soit environ 8 % des électeurs) ont été appelés à se rendre aux urnes dimanche 2 octobre. Dans le Burgenland, où l'on a réélu le Parlement local, ce sont les sociaux-démocrates (SPO) qui ont renforcé leurs positions, en obtenant vingt sièges sur les trente-six à pourvoir et 51,93 % des voix contre 50,5 % en 1972. Les populistes (ÖVP, chrétiens-démocrates), leurs principaux adversaires, totalisent seize sièges et 45,14 % des voix contre 45,9 % en 1972. Le parti libéral (FPÖ) a perdu le seul mandat qu'il détenait. D'autre part, dans les trois principales villes où se sont déroulées des élections communales, les positions acquises ont été confirmées : victoire socialiste à Salzbourg, succès populiste à Innsbruck et à Krems. — (Corresp.)

### Bangladesh

LA TENTATIVE DE COUP D'ETAT du dimanche 2 octobre aurait fait au moins deux cent trente morts. Le général Ziaur Rahman, chef

de l'Etat, a annoncé que des mesures seraient prises contre les opposants ; il a aussi reconnu que des incidents avaient fait récemment plusieurs morts à Bogra. Selon d'autres informations, des affrontements entre militaires auraient eu lieu il y a plusieurs semaines à Rangpur. — (A.F.P., Reuter.)

### Grande-Bretagne

LONDRES ET LA REPUBLIQUE DES COMORES ont décidé d'établir des relations diplomatiques à l'échelon des ambassadeurs à partir du 3 octobre, a annoncé lundi le Foreign Office. — (A.F.P.)

### Hongrie

M. ENRICO BERLINGUER, secrétaire général du P.C. italien, et son collègue hongrois, M. Janos Kadar, dans un communiqué publié à Budapest, soulignent « la nécessité de négociations libres et franches de la solidarité internationale et de la coopération volontaire entre les partis communistes et des travailleurs dans le respect total de la complète indépendance de chaque parti ».

Il est important, disent-ils, d'établir de vastes liens et de promouvoir des initiatives communes entre forces progressistes professant des lignes différentes. — (Reuter.)

### Italie

DE NOUVEAUX INCIDENTS VIOLENTS ont éclaté à Rome le 3 octobre. Une militante du parti communiste a été blessée de plusieurs coups de feu, sans doute par des militants d'extrême droite.

D'autre part, au cours des funérailles du militant d'extrême gauche tué trois jours plus tôt, des commandos gauchistes se sont attaqués à des permanences du Mouvement social italien (M.S.I.). On compte six blessés dont un agent de police atteint d'une balle dans le dos. — (Corresp.)

**République démocratique allemande**

M. GUSTAVE HUSAK, secrétaire général du P.C. tchécoslovaque et président de la République, indique une source tchécoslovaque de France (le Monde du 3 octobre). — (A.F.P.)

### Tchécoslovaquie

LA TCHÉCOSLOVAQUIE ET LA R.D.A. ont signé, lundi 3 octobre à Berlin-Est, un nouveau « traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle », conclu pour vingt-cinq ans. — (A.F.P.)

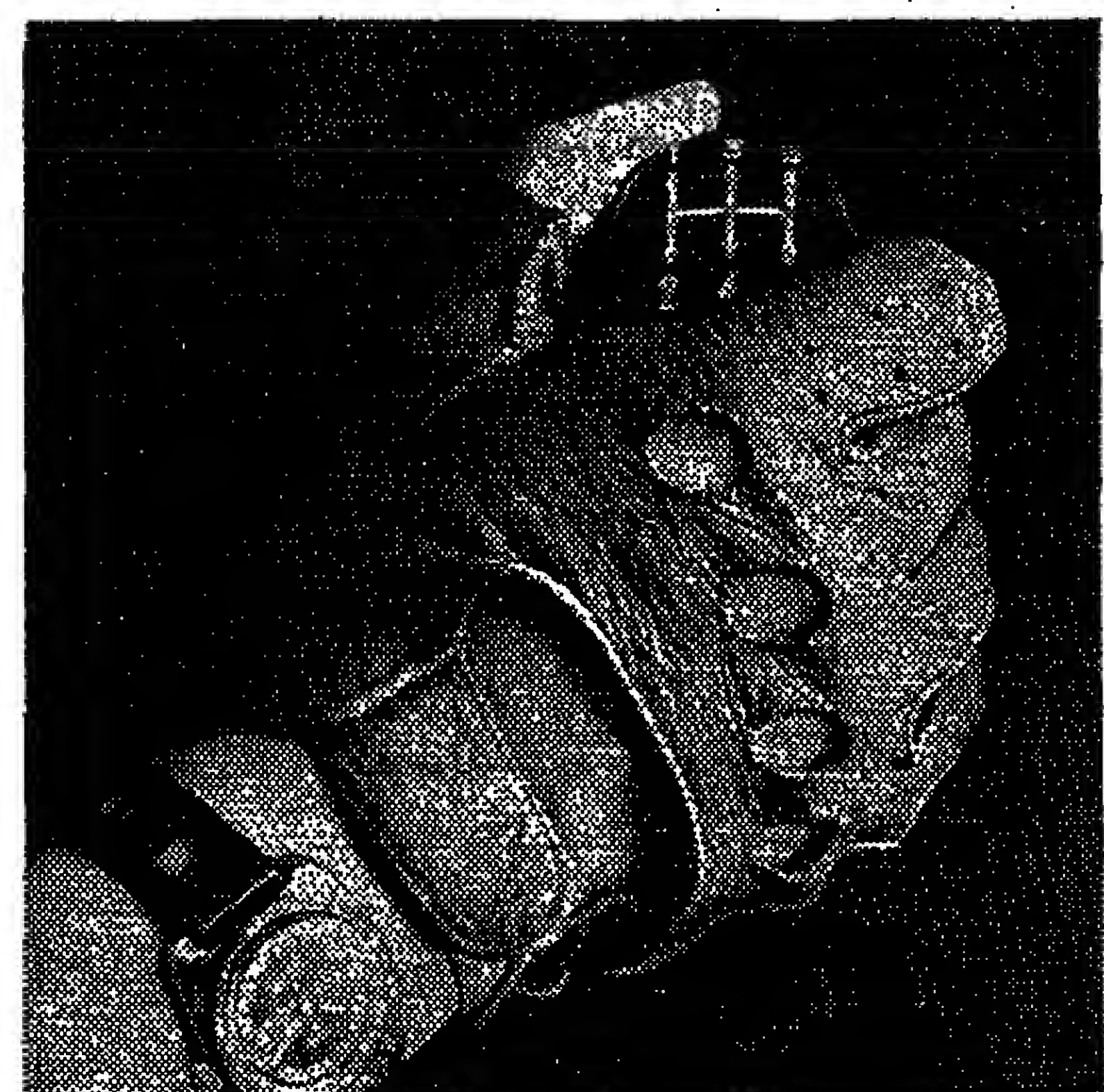
### Thaïlande

QUATRE MILITAIRES ONT ÉTÉ TUÉS mardi 3 octobre, le camion qui les transportait ayant sauté sur une mine dans la province de Chiang-Rai, au nord du pays ; les maoïstes communistes ont ouvert le feu sur un second camion, tuant trois autres soldats. Le convoi amenait des hommes pour la construction d'une route stratégique. — (U.P.J.)

### Vietnam

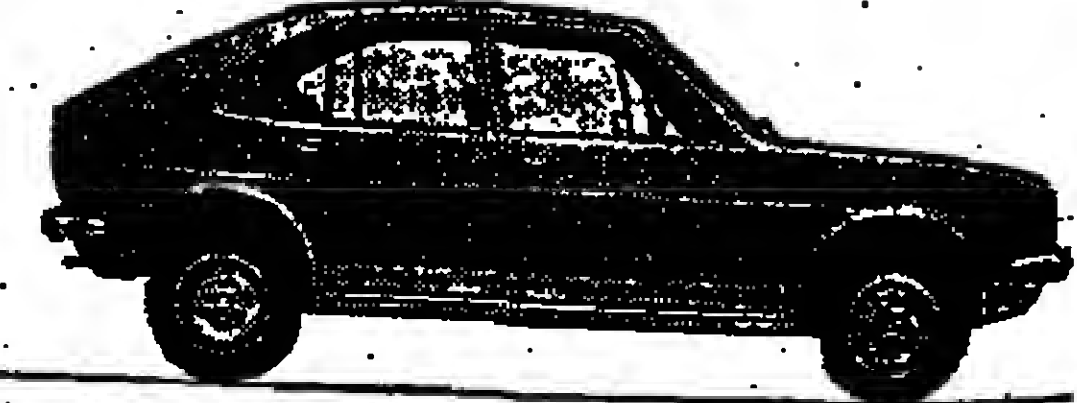
Mme THUY AN, ECRIVAIN VIETNAMIENNE qui avait été emprisonnée au Nord en 1958, a été libérée voici quelques jours, indique une source vietnamienne de France (le Monde du 23 juin).

# Alfasud: 5 atouts maîtres en main.



**7 CV** 63 cv DIN, 1186 cc, 4 cylindres à plat opposés  
**5 VITESSES** traction avant, 4 freins à disques assistés, double circuit.  
**5 PLACES** coffre de 400 litres volant et sièges réglables.  
**6,6 L à 90 KM/H** 9,0 à 120 km/h, 10,3 l en essai-type urbain (consommation conventionnelle)  
**ALFASUD L: 27470 F**  
 ou à partir de 370 F/mois (sous réserve d'acceptation du dossier).  
 Alfasud N (4 vitesses): 24470 F - Tarif clés en main du 15.09.77

**Alfa Romeo**  
 un signe extérieur de sagesse



EN L'HONNEUR DE LA  
 IT DI  
 LIGIANTE SOCIALISTE  
 LA VOTE SOCIALISTE  
 PARTI SOCIALISTE



# Porto Rico en quête d'identité

## I. — D'un colonisateur à l'autre

De notre envoyé spécial  
ALAIN-MARIE CARRON.

San Juan. — Colonisée par les Espagnols, devenue possession américaine, Porto-Rico n'a toujours pas trouvé sa véritable identité. En proposant avant de quitter la Maison Blanche, que l'île devienne le cinquante et unième Etat des Etats-Unis, M. Gerald Ford a peut-être déclenché la processus qui mènera à une longue incertitude.

Les successeurs de Colomb, qui découvrit l'île au cours de son second voyage en 1493, disposèrent sans difficulté des populations indiennes. Celles-ci, peu nombreuses et paisibles, les Taïnos, avaient pour habitude d'enseigner le crâne de leurs enfants dans des bandages, pensant qu'un front bombé donne bon gendre. Si la civilisation est l'innocence perdue, les populations indiennes firent un grand pas dans la bonne direction lorsqu'un jour de septembre 1510 des porteurs d'indes, à l'instigation d'un vieux cacique, précipitèrent dans l'eau un jeune noble espagnol et qui lui-même fut précipité dans l'eau. Les Indiens, mais déterminés, ils lui maintinrent la tête sous l'eau pendant plusieurs heures et, lorsqu'ils allongèrent le corps sur la berge, implorèrent son pardon, pensant que peut-être l'homme vivrait encore. Ils le veillèrent ainsi tout un jour, avant de se persuader que les conquérants eux-mêmes ne sont pas immortels. La révolte qui suivit cette révélation fut aussitôt réprimée, et les Indiens perdirent définitivement leur liberté.

### Donneur de vivre

Dans ces îles séjournait alors Bartolomé de las Casas, le seul, qui devait se rendre célèbre par sa « brève description de la destruction des Indes », avait pris soin de défendre les Indiens contre la cruauté et les méthodes d'exploitation des conquistadores. Mais c'est lui qui eut l'idée de proposer, pour protéger les Indiens, l'implantation d'Africains en Amérique et qui fut, ainsi, à l'origine de la traite des Noirs.

Achevée dans sa composition ethnique, l'île entra pour trois siècles dans la tranquillité de l'incompétence coloniale espagnole. Les mines de métaux précieux s'épuisèrent rapidement. La culture du sucre amena une relative prospérité. Mais, bientôt, la main-d'œuvre manqua, les moulins vieillirent sans être réparés, dans l'indolence générale qui crut à la charme des femmes mulâtres.

La colonie n'intéressait pas l'Espagne. Son administration était financée du Mexique, alors qu'elle n'avait rien, et il lui était interdit de commercer avec les îles voisines, ce qui étouffait son développement (aujourd'hui encore, le commerce extérieur de l'île est le privilège de la métropole, Washington cette fois). Madrid rêvait pour son empire d'honneurs beaucoup plus vastes. Le centre de gravité des Caraïbes, avec une constance qui ne s'est pas démentie, restait Cuba, dix fois plus étendue.

Le Portoricain, qu'on appelle *fibero*, vécut ainsi paisiblement, coiffant la métropole sans rien lui rapporter, subissant une petite terre de pas grand-chose, sous un toit de fortune, et laissant à la capitale, San-Juan, le soin d'engendrer une petite classe commerçante et lettrée. C'est un Vénézuélien d'origine anglaise, le colonel George Dawson Brinter, commandant la garnison espagnole de l'île, qui a laissé la description la plus vivante de la crise bédée dans laquelle vivait, au début du dix-neuvième siècle, le paysan de Porto-Rico, qui avait quatre cent mille habitants, dont quarante-cinq mille esclaves. Surpris par la pluie dans la campagne, il entre dans la cabane d'un paysan, qu'il trouve allongé dans un hamac si petit qu'il était presque assis, et un de ses pieds était posé sur le sol, et lui servait à se balancer. De temps en temps, à l'aide de son gros orteil, il retournait une grosse patate douce qu'il cuisait dans le cendre. Il avait une guitare à la main, avec laquelle il produisait des sons qui me parurent discordants, mais qui assaient l'air de lui faire énormément deux petits enfants, parfaitement nus, se balançaient dans un autre hamac en dévorant poulamment un plat de bananes frites. On pourrait douter de la véracité d'un tableau aussi pittoresque s'il n'était confirmé par les récits de beaucoup d'autres voyageurs. Porto-Rico est une île au climat idéal, au sol fertile, pratiquement sans bêtes sauvages.

L'entrée des troupes de Napoléon dans Madrid ramena Porto-Rico dans le courant de l'histoire. Pour la première fois, des Portoricains intervinrent dans la vie politique de la métropole, et celle-ci s'avisa qu'elle n'était pas une île isolée, mais qu'elle était au cœur de l'Amérique latine. Mais les concessions ne suffirent pas au mouvement autonomiste naissant. L'île fut soumise durant quarante-deux ans à la dure férule de gouverneurs militaires, surnommés depuis « les petits Césars », qui recrutaient pas devant les exécutions. Dans ces années 1830, le pouvoir pensa acheter sa tranquillité en encourageant les plaintes faciles : les Américains y perdirent aussi. Le petit César Miguel de la Torre, qui avait interdit des réunions après le coucher du

soleil et imposé un couvre-feu à 22 heures, favorisa autant que possible les combats de coqs, les courses de chevaux, les jeux de dés et l'intemperance.

Les Portoricains avaient ce cordial mais ne se trouvaient que plus indociles. Le trouble qui avait secoué la mer des Antilles, lui apportant les bienfaits du Siècle des lumières — sous les formes du décret du 18 Pluviose An II abolissant l'esclavage et aussi, la guillotine, et l'ouïe la vision de l'écrit, l'Alcornoque Carpentier — souffrant de l'Espagne ses colonies, s'acharnait sur ces débris d'empire qu'étaient Porto-Rico et Cuba. Les Caraïbes étaient devenues une tour de Babel : dans la petite Porto-Rico on trouvait pélemêle des Espagnols, des Canariens, des Dominicains, des Haïtiens, des Français de Louisiane, des Vénézuéliens, des anciens esclaves africains, des Créoles mulâtres et des Indiens.

La population approchait du million. Cuba était déjà entrée dans des convulsions politiques incontrôlables pour la métropole, mais à Porto-Rico, de la métropole, dans le temps de l'occupation, on trouvait pélemêle des Espagnols, des Canariens, des Dominicains, des Haïtiens, des Français de Louisiane, des Vénézuéliens, des anciens esclaves africains, des Créoles mulâtres et des Indiens.

### Le cri de Lares

En septembre 1868 éclata une révolte armée contre l'occupant « espagnol, qui restera sous le nom de « cri de Lares », du nom de la bourgade où fut proclamée une République de Porto-Rico, vouée à ne durer qu'un jour. Cette insurrection est devenue, au vingtième siècle, le symbole de la bourgeoisie nationale, entre deux voyages de concubines avec des exilés politiques. C'est au cours d'un de ces voyages que fut fondé à New-York, en avril 1868, la Société républicaine de Cuba et de Porto-Rico, qui est la véritable origine de l'intérêt que Cuba manifeste pour la « libération » de la « nation sœur » de Porto-Rico.

Une approche semblable à l'égard de Cuba, perceptible dans les dispositions prises par Madrid au cours des deux années précédentes, ne ralentit pas un instant l'implacable guerre d'indépendance qui avait lieu dans la grande île. La différence de réaction des deux populations éclaira leur psychologie respective. Le tempérament martial des Cubains est un fait ancien, ce qu'il n'est pas tant à faire inutile de rappeler, un an après leur intervention en Angola, et les relations entre Américains et Cubains, lors de l'occupation militaire de l'île, entre 1899 et 1903, furent des premiers jours difficiles. Les Portoricains ont agi tout à fait différemment au cours de cette période. Ils manifestent, dans les journaux de l'époque, un mélange de timidité et de modestie. Il y a quelque chose en eux d'une révérence provinciale à l'égard de l'Autorité. Le bruit et la fureur ne sont pas pour eux.

« La différence entre Cuba et Porto-Rico », écrit, en 1890, Ramon Beldoridy de Castro, pourtant chef du parti libéral autonomiste, est immense. Ici nous n'avons pas d'hommes de grande stature, ils en ont beaucoup. Ici nous trouvons une autonomie municipale assez raisonnable, eux ne se

contenteraient pas d'une formule consacrée ou australienne. » Dans le même temps, un journaliste, qui sera lui aussi un leader du mouvement autonomiste, Luis Munos Rivera, se lamente : « Notre peuple manque de forces à cause de l'ignorance de la population des campagnes. Il nous manque une jeunesse militante, parce que notre jeunesse a une attitude d'apathie et de laisser-faire. » On comprend mieux, dès lors, que le débarquement des Américains sur la côte de Porto-Rico, le 25 juillet 1898, ait été accueilli avec des sentiments de reconnaissance. Enfin, la métropole, la vraie métropole des temps modernes, venait, jusqu'à l'indomnie. Elle ne pouvait qu'apporter le « progrès ».

### La destinée manifeste

Pour les Américains, il s'agissait de donner un coup de balai dans une arrière-cour, en attendant d'en tirer le meilleur profit possible. La mode était à la « destinée manifeste », expression tirée du titre d'un article paru dans le *Harper's Magazine*, en 1868. L'article expliquait : « Le terrain que la terre qui n'est pas déjà le siège d'une vieille civilisation soit devenu anglais. » Dans les temples protestants de New-York, on appelait à rayer de la carte l'empire catholique et latine, car, pensait-on, « les Anglo-Saxons devaient désormais l'idée la plus pure de la divinité ». Dans les colonnes du *New York Times*, un éditorialiste expliquait avec tact comment il convenait d'agir à l'égard des Espagnols. Cuba posait un problème parce que ses habitants semblaient indociles, mais il n'en allait pas de la sorte. Cuba était : « Nous devrions libérer Porto-Rico du joug espagnol pratiquement sans aucun effort de la part de sa population, et à nos propres frais, comme le feraient les Espagnols de Cuba. » Dès lors : « Nous ne sommes nullement tenus de donner l'indépendance à Porto-Rico, elle n'aura rien fait qui lui en donne le droit. » Et le journaliste passait en revue les possibilités de cette « trinité des Antilles », dont « la force de travail n'a jamais été utilisée qu'à moitié ». Or « ce ne serait-on pas avec une utilisation systématique de l'esprit d'entreprise et de l'industrie » ?

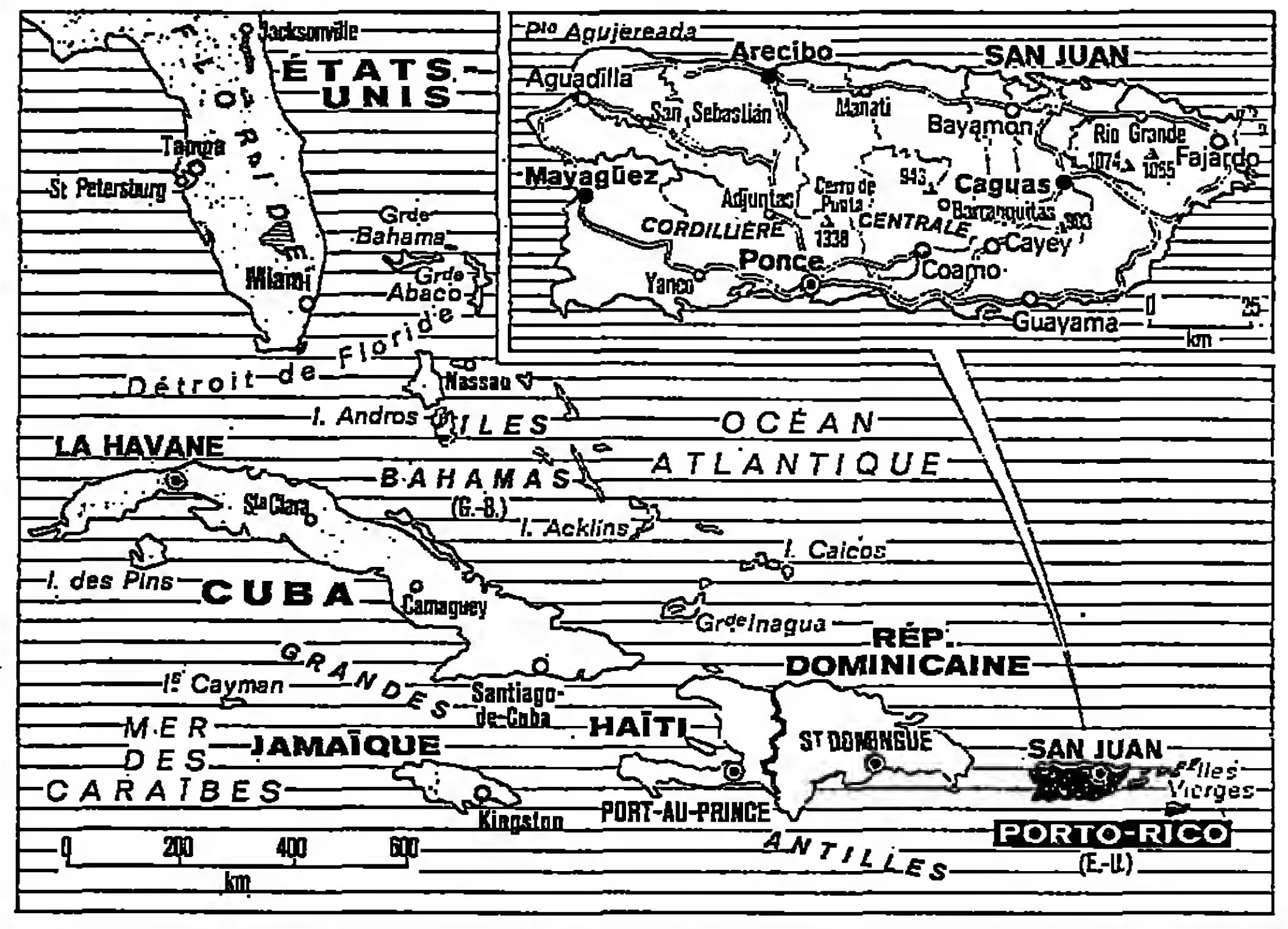
De 1900 à 1916, Porto-Rico vécut sous le régime de l'« Acte Foraker », qui créait une entité politique intitulée « Peuple de Porto-Rico », mais qui n'était composée ni de citoyens américains ni de citoyens d'un pays indépendant. Plus que jamais, Porto-Rico restait l'île à nulle part. Son gouvernement était nommé par Washington, son conseil exécutif était à majorité américaine, son délégué à la Chambre des représentants n'avait pas le droit de vote. L'existence d'une chambre locale de délégués (dont les lois étaient soumises au veto du Congrès américain) permettait cependant la formation d'une classe politique qui entreprit d'obtenir une amélioration du statut de l'île. L'engagement américain dans la première guerre mondiale, l'insécurité des mers au moment où le ministre allemand des affaires étrangères

encourageait le Mexique à se joindre à la coalition des Empires centraux, décidèrent Washington à accorder unilatéralement en 1917 la citoyenneté américaine aux Portoricains. Curieuse citoyenneté qui ne leur reconnaissait pas le droit de participer à l'élection du président ou du Congrès des Etats-Unis, mais leur imposait le service militaire, soumettait les lois adoptées par la chambre locale au veto d'un gouverneur nommé par Washington et, pour le reste, laissait l'île sous l'autorité du département de la défense.

Les mouvements autonomistes, annexionnistes, indépendantistes se multiplièrent. Des délégations de notables portoricains se succédèrent auprès des présidents des Etats-Unis, qui les écoutaient d'une oreille distraite, quand ils ne se mettaient pas à ronfler bruyamment comme le président Taft. Porto-Rico se trouve dès cette époque prise dans les effets contradictoires de sa modération, de son américanisation progressive, et de sa nostalgie de nation manquante. Seul l'intellectuel Pedro Albizu Campos lance, dans les années de la grande dépression, un mouvement indépendant radical, ce qui le conduisit à séjourner longtemps dans les prisons fédérales.

Washington fait la sourde oreille, préoccupée par la seconde guerre mondiale et peu soucieuse d'affaiblir si peu que ce soit les énormes bases militaires qu'elle a créées dans l'île et qui occupent le dixième de la superficie. Enfin, le président Truman accorde en 1950 le statut de commonwealth (« Etat libre associé » dans la traduction espagnole) à Porto-Rico. Cette mesure est approuvée par un plébiscite un an plus tard. L'île a sa Constitution, et ses habitants confirment en 1967, dans un autre plébiscite, leur préférence pour le commonwealth. Mais personne n'est vraiment satisfait de ce statut intermédiaire et l'économie, après avoir prospéré, s'enlise.

Prochain article :  
II. — RÊVES D'ARGENT



# Le sans-faute de Datsun



maîtres en main

ES  
OKM/H  
L:27470F

Romeo +

(PUBLICITE)  
EN DEHORS DE LA MAJORITÉ  
ET DE  
L'ALLIANCE SOCIALISTE-COMMUNISTE  
LA 3<sup>e</sup> VOIE SOCIALISTE DÉMOCRATE  
ADHÉSIONS, DOCUMENTATION et RENSEIGNEMENTS  
PARTI SOCIALISTE DÉMOCRATE  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : ÉRIC HINTERMANN  
8, rue Saint-Marc  
75002 PARIS  
Téléphone : 233-68-85 et 508-49-35



# EUROPE

## Allemagne fédérale

### M. Schmidt s'en prend aux « critiques étrangères »

De notre correspondant

Bonn. — Alors que les polémiques de ces dernières semaines paraissent s'apaiser, le chancelier Schmidt a dénoncé avec vigueur, lundi 3 octobre à Berlin-Ouest, les critiques étrangères selon lesquelles la démocratie ouest-allemande serait en péril. Le chef du gouvernement a fait cette déclaration lors d'une cérémonie marquant le sixième anniversaire de l'installation des usines Daimler-Benz dans l'ancienne capitale du Reich.

Déclenchant les applaudissements, le chancelier a soutenu que l'extrême droite et l'extrême gauche n'occupaient qu'une place insignifiante sur l'échiquier politique ouest-allemand, toutes deux jouant seulement « un rôle mineur » dans la vie du pays. « Aussi, a-t-il ajouté, les critiques étrangères devraient-elles tout d'abord regarder un peu quelle est la situation dans leur propre pays. »

De son côté, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, quotidien proche des milieux d'affaires, revient ce mardi sur les récentes controverses, pour noter que « la campagne anti-allemande » est en train de s'atténuer. Encore le journal de Francfort se demande-t-il si n'importe quel incident ne pourrait pas, une fois encore, pousser les journaux parisiens à « dépeindre la République fédérale comme un pays de répression sans pitié ».

L'une des conséquences de cet « anti-permanence » chez certains Occidentaux est que, selon la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, beaucoup de citoyens de la République fédérale sont tentés aujourd'hui de tourner leurs regards vers l'est. Le quotidien souligne que les propagandistes du monde socialiste ont abandonné leurs anciennes accusations de « néonazisme » et de « renouveau allemand » à l'égard de la R.F.A. Certes, les Soviétiques et leurs amis n'oublient pas les atrocités hitlériennes, constate encore le journal, mais c'en reportent plus la responsabilité sur l'État ouest-allemand et sur sa population. Il faudrait chercher longtemps dans le camp oriental pour découvrir « des intellectuels doutant de l'existence de l'Ouest » ou « des hommes de l'Ouest » qui soient attachés à la liberté ».

Se félicitant de ces appréciations « réalistes et amicales », l'éditorialiste de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* conclut que, tout en développant ses liens avec la communauté occidentale, la République fédérale devrait se tourner plus que dans le passé vers une Europe orientale dont les peuples ont vécu, « pendant des siècles », en bonne amitié avec les Allemands.

JEAN WETZ.

## Grande-Bretagne

### AU CONGRÈS TRAVAILLISTE

### M. Healey promet des mesures de relance de l'économie

De notre correspondant

Londres. — Au premier jour du congrès travailliste, M. Denis Healey, chancelier de l'Échiquier, n'a peut-être pas convaincu tout le monde que « la bataille de Grande-Bretagne est gagnée » et que le niveau de vie des Britanniques va s'améliorer rapidement. Mais, malgré quelques interruptions et un discours bien charpenté, M. Healey, secrétaire du parti travailliste, a promis, lors du congrès, que le gouvernement travailliste, la politique économique du gouvernement, M. Healey a gagné la partie.

La résolution adoptée n'approuve pas sans réserve la politique du gouvernement. Elle recommande d'agir immédiatement pour réduire le taux de chômage « absolument inacceptable », pour établir un contrôle strict des prix, rétablir certaines dépenses de l'État récemment réduites par le gouvernement. Mais, malgré cela, le congrès travailliste accorde au gouvernement le bénéfice du doute et lui donne un répit.

Dans un de ses meilleurs jours, M. Healey a forcé le respect de son auditoire. Loin de jouer les parents pauvres — il parlait seulement en sa qualité de député de Leeds — il n'a en rien modifié ses positions. A condition que l'augmentation des salaires s'établisse à un niveau raisonnable, il envisage de procéder à deux relances de l'économie, l'une à

l'automne, l'autre au printemps, mais il exclut toute relance artificielle « pré-électorale ». Il a terminé sur une note unitaire, affirmant que le parti, qui a à sa tête M. James Callaghan, assisté de M. Michael Foot, gagnera les prochaines élections générales.

Mme Barbara Castle s'est livrée à une critique doctrinale de la politique de M. Healey, soulignant notamment que le redressement était d'ordre financier et non pas économique et que le chômage ne pourrait être réduit que par un taux de croissance économique de 5 % au cours des trois prochaines années. Ce n'est pas le socialisme mais la politique déflationniste imposée au gouvernement qui est à l'origine de la crise actuelle, a ajouté Mme Castle, en opposant le patriotisme des syndicats à l'attitude égoïste des industriels, qui freinent les investissements.

Le discours de M. Tony Benn, ministre de l'Énergie, leader de la gauche travailliste et concurrent de M. Healey à l'éventuelle succession de M. Callaghan, fut également modéré. Évitant toute critique des dirigeants du parti, il se cantonna sur le terrain idéologique, évoquant la nécessité d'une transformation de la société britannique qui, à son avis, reste l'objectif premier du Labour pour résoudre les problèmes que l'économie de marché, les monopoles bancaires et les milieux d'affaires sont incapables de résoudre.

HENRI PIERRE.

## Union soviétique

### Dans la revue du comité central du parti communiste

### M. Souslov : il faut lutter contre les « contestataires » complices de l'impérialisme

De notre correspondant

Moscou. — La célébration du sixième anniversaire de la révolution russe est, pour les dirigeants soviétiques, une occasion qu'ils ne sauraient laisser passer de rappeler leurs thèses fondamentales sur le marxisme-léninisme. Tous s'y emploient, mais personne n'était mieux placé que M. Souslov, gardien vigilant de l'orthodoxie, pour donner une leçon de marxisme-léninisme aux partis frères qui seraient tentés d'abandonner tout ou partie de la doctrine.

Dans un article publié par *Kommunist*, revue du comité central du parti communiste soviétique, M. Souslov réaffirme trois thèses principales : le caractère exemplaire de l'expérience soviétique, la dictature du prolétariat, comme étape nécessaire vers le socialisme, l'internationalisme prolétarien.

Sans doute admet-il que le marxisme-léninisme n'est pas une « doctrine figée », que les conditions nationales diverses peuvent amener les partis communistes à emprunter différentes voies de passage vers le socialisme. Mais l'essentiel n'en demeure pas moins que, « en ignorant les règles générales de la révolution socialiste et de la création du régime socialiste, le parti se condamne à errer dans les ténébreuses ». La révolution d'Octobre apparaît comme le modèle de la manière dont non seulement un parti communiste peut prendre le pouvoir, mais aussi la manière dont il peut le conserver. « Le premier État socialiste au monde a surgi et s'est développé dans notre pays », écrit M. Souslov, « en conformité totale avec la doctrine marxiste-léniniste en tant qu'État de la dictature du prolétariat ».

### Le danger des « larges mesures »

La dictature du prolétariat est la force d'État qui doit permettre à la révolution de défendre ses conquêtes contre la réaction et les forces contre-révolutionnaires ; et même dans la phase de « développement », où l'État devient celui du peuple tout entier — phase dans laquelle se trouve maintenant l'U.R.S.S. — le premier État socialiste au monde international qui « n'est pas un navire voguant sur une mer calme », il convient de lutter contre les « activités de sapes des forces hostiles ». « C'est précisément ce qui détermine notre

attitude envers la poignée de « contestataires » qui sont les complices de l'impérialisme, conclut M. Souslov. Exiger la liberté d'action pour ces renégats, c'est, en fin de compte, exiger la liberté pour les activités subversives de l'impérialisme à l'intérieur de nos frontières. »

A l'intention des partis communistes des pays capitalistes occidentaux, qui pourraient être tentés par une politique de « larges alliances », M. Souslov lance cet avertissement : « Cette politique apporte pas mal de nouveaux sur le problème du rôle d'avant-garde des communistes, mais — comme le montre l'expérience — elle ne le résout pas, elle le rend encore plus aigu et plus important. »

A propos de l'internationalisme, M. Souslov se réfère à la conférence des partis communistes qui s'est tenue à Berlin-Est en juin 1976. Il réintroduit l'expression « internationalisme prolétarien » — qui avait été omise dans le document adopté à cette conférence — par le biais d'une citation de M. Brejnev. S'il ne la reprend pas lui-même à son compte, il donne de « l'internationalisme moderne », fondé sur « la communauté des intérêts vitaux de la classe ouvrière internationale et sur l'unité de la science marxiste-léniniste », une définition qui le distingue fort peu de l'internationalisme traditionnel, conçu par « le premier État socialiste », puisque « les succès de la politique extérieure socialiste » y tiennent une place de choix.

Jamais encore les conditions internes de la lutte des classes n'ont été aussi étroitement liées au rapport des forces dans le monde, à l'état des rapports internationaux, au succès de la politique extérieure socialiste et à la lutte internationale pour le paix et le progrès social, écrit M. Souslov. Si importantes que soient les activités des communistes dans le cadre national, limiter à ce cadre tout le contenu du devoir internationaliste du parti marxiste-léniniste signifierait réduire de manière injustifiée les critères de l'internationalisme.

D'autre part, M. Souslov précise que, au 1<sup>er</sup> juillet 1977, le parti comptait près de quatre cent mille organisations de base, regroupant plus de seize millions de communistes, dont 42 % d'ouvriers, 13 % de paysans, 24 % d'ingénieurs, de techniciens et d'intellectuels.

DANIEL VERNET.

## Danemark

### Le gouvernement minoritaire social-démocrate est remanié

De notre correspondante

Copenhague. — M. Anker Jørgensen a procédé à un remaniement de son gouvernement minoritaire social-démocrate à la suite du départ de M. Orla Møller, ministre de la défense et de la justice, qui a demandé à être déchargé de ses fonctions « afin de goûter en paix aux joies de la vie privée ». Il a confié la défense à M. Poul Boeggaard, vice-président du groupe parlementaire en chef de la garde territoriale, et la justice à M. Erling Jensen. M. Svend Auken succède à ce dernier au ministère du travail. M. Jensen, juriste qui a été en 1971 et en 1975 ministre du commerce, se classe parmi les modérés. En revanche, M. Boeggaard et Auken appartiennent à l'aile gauche du parti.

Par ce remaniement, M. Jørgensen montre qu'il a renoncé à élargir son gouvernement avec des centristes et qu'il compte désormais pratiquer une politique plus à gauche, dans la mesure du possible, puisque les partis non socialistes disposent de la majorité au Parlement.

Quant à M. Møller, il serait prochainement affecté à l'OTAN (vraisemblablement à la direction du département de l'information). Sa compagne, Mme Winnie Rasmussen, pour laquelle il avait quitté son épouse, la mère de ses six enfants, a décidé d'abandonner également son siège de député.

CAMILLE OLSEN.

## Saint-Gobain cherchait une solution à ses besoins de copies. Océ lui a proposé un système adapté.



Quand vous jetez un coup d'œil à vos besoins en matière de photocopies, vous vous apercevez qu'ils ont changé avec le temps.

C'est maintenant le moment de vous intéresser à une solution rationnelle entièrement adaptée à vos besoins :

La gamme Océ : une gamme de photocopieurs, duplicateurs qui vous donne, jour après jour, des copies, toutes très nettes.

Océ va vous aider à analyser vos besoins, puis vous recommander l'équipement qui correspond à votre volume de copies, à la vitesse que vous demandez, aux formats dont vous vous servez et à votre budget, bien sûr.

Saint-Gobain a fait un choix réfléchi. Il est satisfait d'Océ.

Copieurs, duplicateurs, tireuses de plans, microfilms.

Océ-Photosia S.A.

27, rue Curvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35.

Antenne - Bordeaux - Grenoble - Lille - Lyon - Marseille - Montreuil

Nancy - Nantes - Paris - Rouen - Strasbourg - Toulouse

Copieurs Océ : un choix réfléchi.



Jusqu'à fin janvier 1978, grande exposition - vente des milliers de

## TAPIS D'ORIENT

d'origine, noués main, parmi les plus beaux, à des prix particulièrement intéressants

AUX ENTREPOTS

### Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Tondio), place République - Lundi au samedi de 9 h. à 12 h. et de 13 h. à 18 h. 30 - Tél. 296-30-90

CRÉDIT GRATUIT\* pour achat minimum 3.000 F : 30 % comptant, le solde sur 6 mois maximum \*après acceptation du dossier

SAL  
MOBI  
DÉCOR  
CUI  
TAP







سكزا من الاجل

## GEORGES MAUCO LES ÉTRANGERS EN FRANCE ET LE RACISME

Préface de Ph. SERRE,  
ancien Secrétaire d'Etat à l'Immigration

*L'angoisse de l'immigré :  
un livre dur et bouleversant.*

### L'ARABE, LE JUIF

La Pensée Universelle

3 bis, quai aux Fleurs. — PARIS (4<sup>e</sup>). — 34,30 francs

La COMPAGNIE des CROISIÈRES PAQUET  
et la COMPAGNIE EUROPÉENNE  
d'EXPOSITIONS VOUS PROPOSENT

#### L'EXPOSITION-CROISIÈRE "MASSALIA"

*Une façon originale et inédite de présenter  
BIENS D'EQUIPEMENT  
et PRODUITS DE CONSUMMATION  
aux décideurs du PROCHE-ORIENT.*

sous le patronage de la Chambre de Commerce Franco-Arabe

19 Février - 17 Mars 1978

3 expositions en 28 jours de croisière...

- BEYROUTH : 5 jours
- PORT-SAÏD : 1 jour
- JEDDAH : 5 jours

\* Seules 120 FIRMES seront ADMISES à EXPOSER

Elles disposeront, en particulier :  
• d'un stand modulaire aménagé,  
• d'un stock à bord de 10 m<sup>3</sup> minimum  
pour vente sur place,  
• d'un voyage en pension complète  
pour 2 personnes sur «MASSALIA»,  
• d'un billet d'avion AR  
pour une des deux personnes  
désirant rejoindre l'exposition à une escale.  
• de tous les moyens d'information,  
publicité et relations publiques  
mis en place par les organisateurs, etc...

Demandez une documentation et un dossier de l'exposition en appelant  
le 266.57.59 à PARIS  
ou écrivez à : Exposition-Croisière MASSALIA  
105, Rue de Miromesnil - 75006 Paris - Tél. : 840765F

## POUVOIRS

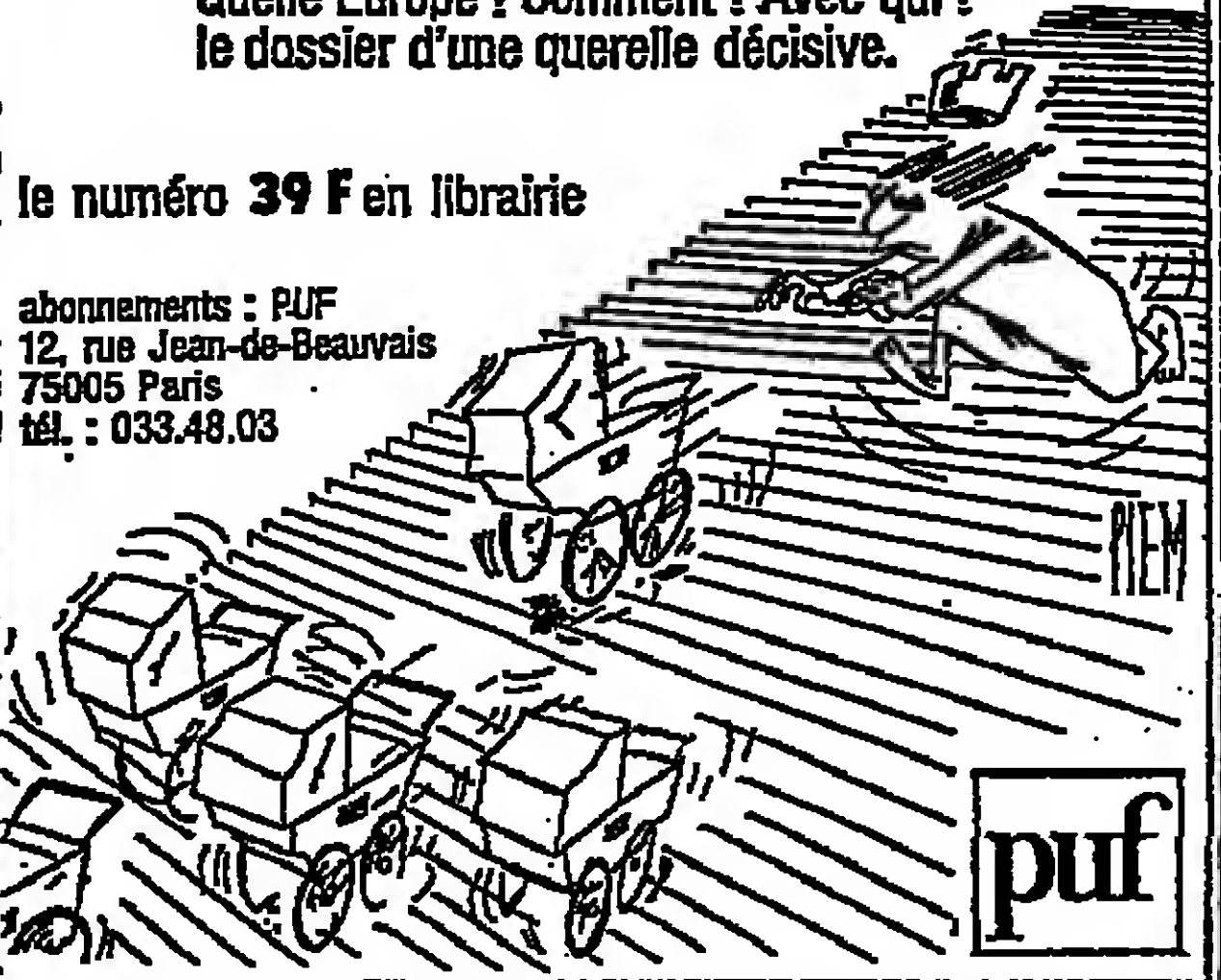
REVUE D'ETUDES CONSTITUTIONNELLES ET POLITIQUES  
Direction : Philippe Ardant - Olivier Duhamel

### n° 2 LE PARLEMENT EUROPÉEN

Quelle Europe ? Comment ? Avec qui ?  
le dossier d'une querelle décisive.

le numéro 39 en librairie

abonnements : PUF  
12, rue Jean-de-Beauvais  
75005 Paris  
tél. : 033.48.03



## POLITIQUE

### Libres opinions

#### Les remous de l'histoire

par RENÉ-VICTOR PILHES (\*)

UNE crise économique que tous les experts s'accordent à juger profonde, durable et internationale, passe sur le monde d'aujourd'hui. Il se pourrait bien qu'elle n'ait encore montré que le bout de son nez. Cette crise, on l'entend gronder ; on la sent venir, enveloppée, précédée de ses secousses de décrets, monétaires et sociaux, de conflits localisés à des pays, des régions, voire des continents. Les citoyens, dépassés par les subtilités et les amphigouris économiques, commencent à fermer leurs fenêtres pour se préserver de la tempête. Ou du cyclone. En dépit des moyens très élaborés dont disposent les gouvernements, de l'existence des spécialistes, nul désormais ne se hasarde à prévoir les conséquences, les effets ravageurs, de cette crise notamment sur les démocraties occidentales.

Des responsables éminents de la majorité et de l'opposition confient volontiers en privé qu'il paraît impossible d'éviter ce qu'on appelle, ici ou là, une politique d'austérité ou de rigueur. Déjà, la machine économique a jeté du lest : chômage, blocage du pouvoir d'achat, stérilité des investissements. La droite n'ose pas heurter de front l'électorat. Alors elle tâtonne et injecte les germes d'une politique des revenus dont on sait qu'elle se traduira finalement par une police des salaires. La gauche devrait affronter une éventuelle période d'austérité en remédiant d'abord aux injustices les plus flagrantes, en répartissant ensuite équitablement les charges et les sacrifices, puisant ainsi sa force dans le consentement et le soutien populaires. Cela implique un puissant désir d'union, la volonté farouche d'atteindre les objectifs.

Au regard de ces perspectives et de ces impératifs, les querelles autour du programme commun de gouvernement qui défilent actuellement la chronique, perdent singulièrement de leur importance. Nationaliser deux cents filiales au lieu de sept cent vingt-neuf, ne changera guère les données du problème politique, ni celles du problème économique. Qu'importe au citoyen français que de ce choix dépend la société de demain, on les pousse vers un laurier. Si le programme commun doit déboucher sur une société communautaire ou collectiviste, ce n'est point en nationalisant deux cents entreprises plutôt que sept cent vingt-neuf qu'on échappera à ce terme. Bien d'autres textes et projets du programme commun sont alors en cause, et si l'on n'est pas communiste, il faut aussitôt l'abandonner. En outre, dans les deux hypothèses, deux cents ou sept cent vingt-neuf, le programme commun restera aussi neuf aux yeux de ses adversaires. Enfin, on ne peut en même temps souhaiter lucidement mais encrement l'union de la gauche et casser soudain du communisme en se portant garant des libertés. Ce type de succès est facile par les temps qui courent, et les Français méritent mieux.

Quant au parti communiste, il a au moins un avantage : on sait pourquoi on y est et pourquoi on n'y est pas. Les socialistes qui affectent de découvrir qu'il avance masqué, risquent d'égarer les militants et l'opinion. Au vrai, dès le premier jour de l'alliance, ils avaient parfaitement ce qu'ils faisaient. M. Mitterrand, Mauroy, Defferre, Martinet, Rocard, Popere, connaissent et pratiquent le P.C. depuis longtemps. Certes, le rôle du parti socialiste dans un pays comme la France est toujours délicat à jouer. Et souvent le P.C. ne lui facilite pas la tâche. Mais le P.S. est le seul parti avec lequel les communistes peuvent envisager de faire cause commune. Par conséquent, il appartient au P.S. de manier le balancier. Car, lui, il peut aller vers d'autres. Dans un pays de l'alliance atlantique où 80 % des citoyens sont hostiles à un régime communiste, le P.S. est en position de force, même si le P.C. dispose d'une « organisation lourde ». Le P.S. compte emporter aux élections un grand nombre de sièges. Cette espérance est légitime et réjouissante pour tous les militants. Cependant, on a le droit de demander : que fera-t-il de tous ses députés ?

En vérité, les difficultés qui attendent le pays sont et nombreuses et considérables que l'unique question qui justifie un débat approfondi est la suivante : le programme commun est-il, oui ou non, une réponse satisfaisante et opportune à la crise ? Si l'on répond non, il faut écouter la majorité. Si l'on répond oui, il faut l'appliquer et s'en donner les moyens. Les dirigeants socialistes et communistes devraient prendre de la hauteur, s'appliquer à ne pas monter en épingle les incidents et réduire au strict minimum les arrière-pensées. Sans quoi, des millions de gens ne leur pardonneront pas d'avoir été joués.

Au fond, cette crise fait subir au pays des tensions aussi fortes et pernicieuses que la décolonisation qui a détruit une République. Les solutions nuancées ou intermédiaires (par exemple, l'équivalent économique et social de l'indépendance dans l'interdépendance) seront impitoyablement évincées les unes après les autres. Une gauche molle, trop habile, démagogique, s'enlèvera dans les problèmes complexes que le programme commun soulèvera à l'intérieur et à l'extérieur. Ainsi s'est-elle sombrée dans le guépier algérien. Après tout, l'enlèvement dans la vocation naturelle de la gauche française de décoloniser. Le peuple lui avait même donné mandat d'arrestation. De Gaulle l'a fait à sa place. Partir d'un jour, un gouvernement d'union nationale, issu d'une aggravation insupportable de la crise, nationalisera plus qu'on ne pense et reviendra à l'« ardente obligation » du Plan. Cela à la barbe d'une gauche morcelée et vaincue, d'un P.C. amer et replié dans sa coquille, d'un P.S. déprimé et, une nouvelle fois, en voie de décomposition. Mais alors, dans quel état seront les institutions ? Socialistes, communistes et radicaux de gauche feront bien d'y réfléchir.

L'histoire est aussi dure qu'ingrate. Il lui arrive d'oublier les noms des ministres, ceux des « brillants » sujets, les Rastignac et les Numé Roumetan. Elle engloûte dans ses remous les bonnes intentions, les velléités, les chances gâchées qui ont si souvent précipité les peuples dans les abîmes et les tregédies.

(\*) Rédacteur et membre du parti socialiste.

## LES DIFFICULTÉS ENTRE LES

### Théâtre d'ombres

par PIERRE MARCILHACY (\*)

LA brouille au sein de l'union de la gauche a un effet bénéfique, en ce qu'elle a révélé d'une part que les conceptions de société des communistes et des socialistes ne coïncident pas, et d'autre part que les socialistes, s'ils souhaitent collaborer avec les communistes, ne se laisseront pas manipuler par eux.

Mais cette brouille, si elle ne trouve rapidement une solution honorable, risque aussi, et cela peut être historiquement irréparable, de renvoyer dans la nuit des temps la prise du pouvoir par une majorité non issue en filiation directe du capitalisme, dont il faut dire ici qu'il y a belle lurette qu'il a tourné le dos au libéralisme et qu'il cultive et nourrit, à son profit, le plus dévorant des dirigismes.

Dans la mesure où on pense, comme moi, que le dirigisme bureaucratique et administratif constitue, même dans la prospérité, le plus sûr moyen d'étouffer les libertés et d'imposer un esclavage à la condition humaine, dans la mesure où on constate que l'appareil dirigiste est entre les mains, non peut-être directement des capitalistes, mais assurément du plus déshumanisé des capitalismes, au nom des tout-puissants impératifs économiques, on ne peut que souhaiter que le pouvoir politique soit exercé par des hommes qui ne viennent pas du capitalisme, on ne peut aussi que souhaiter que la nécessaire planification, même contraignante, ne recoure pas systématiquement à la contrainte de l'Etat. C'est au niveau de cet apparent paradoxe que se situe la partie qui se joue actuellement et dont l'issue permettra ou ne permettra pas à l'homme de survivre en corps et en esprit au progrès matériel qu'il engendra.

Si, en mars 1978, la gauche l'emporte et que la tendance communiste d'absorption des entreprises passe dans les faits, il en résultera des désordres qui peuvent n'être que temporaires mais surtout la prise de contrôle desdites entreprises par un appareil étatique, ce qui paralysera les entreprises, affaiblira l'Etat et poussera à l'extrême les maux dont souffre notre société économique.

A l'inverse, si la droite au pouvoir depuis vingt ans se voit proroger son mandat, elle ne pourra que continuer sur la même voie économique et sociale. Elle évincera le libéralisme, mais elle cultivera le dirigisme et, sous prétexte de surmonter la crise, elle engloûtera la nation avec elle.

Si, par contre, la gauche triomphe et que peut se faire, en France, même dans les affaires de la crise, une expérience de nature social-démocrate par une équipe qui ne devra pas se placer à la puissance de l'argent, notre pays aura brisé le cercle infernal dans lequel il est aujourd'hui contraint de tourner. Mais pour cela, il faut que la crédibilité de l'union de la gauche ne soit pas atteinte, afin que les électeurs lui fassent confiance.

Ainsi, pour moi, l'échéance de mars 1978 se pose en termes simples.

La poursuite ou l'aggravation du dirigisme passent par une victoire de la droite ou une victoire des théories communistes. Le cheminement vers une société humanisée passe par une victoire de l'union de la gauche et l'application raisonnable du programme socialiste.

M. Marchais peut, en bloquant l'union de la gauche, assurer la pérennité des errements actuels de la droite. S'il renonce à dominer la gauche, mais accepte de collaborer avec elle, il peut aider à construire un état de société moins figé et moins ingéféral. Seulement, le verdict ou le peut-il ?

Là, me semble être la question.

Les invectives, les exagérations, les lectures inapprises du programme commun ne peuvent rien y changer.

Et derrière tout ce théâtre d'ombres, il y a la France et son avenir avec l'aventure Chirac qui se précise au fur et à mesure que s'accroît à gauche la confusion.

François Mitterrand a peut-être des torts, mais on sait ce qu'il veut. Bien audacieux celui qui pourrait en dire autant pour Georges Marchais.

Quant à la France, elle veut le progrès sans désordre et que, en brisant les chaînes dirigistes, sans le contrôle de l'Etat, les citoyens puissent redevenir des hommes.

\* Rédacteur non inscrit.

• M. Olivier Stora, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM et vice-président du parti radical, a ouvert samedi 1<sup>er</sup> octobre, à Caen, le premier « Carrefour social-démocrate » régional en déclarant : « La social-démocratie est l'avenir de la France. Elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combattre leur programme. Mais il est aussi de leur faire savoir que l'avenir de la France, elle devra réunir un jour une majorité allant des socialistes au centre et rassemblant les Français attachés à la justice et à la liberté, comme cela existe dans tous les pays européens. (...) Tant que les socialistes restent alliés des communistes, notre devoir est de combatt



# SOCIALISTES ET LES COMMUNISTES

Tribune internationale

## LA DIMENSION PATHOLOGIQUE DU P.C.F.

par FERNAND CLAUDIN (\*)

**L**a crise de l'union de la gauche porte un coup sévère aux espoirs de la majorité des Français. Elle perturbe également la gauche européenne (1). Si elle n'est pas surmontée d'une façon ou d'une autre, elle réduira les chances, pour certains pays de ce continent, de sortir de l'impasse capitaliste actuelle et de s'orienter vers une transformation démocratique et socialiste de la société. Elle ne peut avoir que des répercussions néfastes sur les rapports qu'entre-tiennent entre eux d'autres partis communistes et socialistes, notamment en Espagne, où de tels rapports laissent déjà beaucoup à désirer.

La crise, me semble-t-il, tient plus à des facteurs objectifs qu'à la volonté délibérée de l'un ou de l'autre partenaire de la provocation, même si, sur ce chapitre, chacun a sa part de responsabilité. L'union de la gauche s'est constituée et a élaboré son programme commun à une époque où la seule perspective était celle de la croissance économique. Avec la crise mondiale, qui a éclaté peu après mais qui était déjà amorcée, les contradictions se sont accentuées entre les couches sociales intéressées par l'union de la gauche, même si elles avaient des intérêts communs face aux oligarchies capitalistes et à la politique d'urgence que celles-ci ont appliquée. Ainsi Marchais apparaît-il comme le vaillant gladiateur de la classe ouvrière, Fabre comme le chevalier errant de la petite et moyenne entreprise, tandis que Mitterrand est à la fois l'arbitre, le conciliateur et le paladin qui cherche l'élargissement des limites de la base sociale de la coalition.

Le programme commun a montré ses insuffisances face à une conjonction de crise, sans qu'une stratégie de renouveau ait été ébauchée, capable à la fois de transformer en profondeur la situation sociale et économique sans rompre la continuité de l'appareil de production et d'unir sur une même plate-forme les classes intéressées, qui constituent le grand bloc social aujourd'hui majoritaire, dont la cohésion est nécessaire pour avancer vers le socialisme. Le programme commun a néanmoins un mérite : celui d'exister, pas seulement comme mythe ou comme symbole, mais aussi comme lien réel concret entre les diverses forces populaires qui aspirent à changer la société. Le fait que Mitterrand et le P.S. semblent placer au-dessus de tout le maintien de l'alliance et la nécessité de lui trouver de nouveaux appuis dans le pays ne peut que renforcer la rôle hégémonique de l'un et de l'autre. Il y eut un temps où Marchais et son parti paraissaient vouloir assumer ce rôle avec leur politique de l'« union du peuple de France ». Mais ils n'ont pas pu, ou pas su, la concrétiser, et une fois de plus ils se sont repliés sur des positions ouvrières, ils se sont retranchés dans leur rite traditionnel.

Ce repli tactique, qui peut devenir

stratégique, a été dicté au P.C.F., comme en d'autres occasions, par l'idée qu'il se fait de lui-même et qu'il l'empêche de comprendre et d'admettre la transformation du P.S. en premier parti de la gauche et du pays. C'est la raison d'être de tout parti politique que de lutter pour agrandir son espace, étendre son influence, y compris aux dépens de ses alliés. Mais, dans le cas des partis communistes, cette logique peut prendre une dimension pathologique, car elle rencontre une justification métaphysique : être le parti de la classe ouvrière, le parti de la révolution, le parti de la nation, le parti de la vérité « scientifique » (marxiste-léniniste), etc.

Dans le cas du P.C.F., la dimension pathologique a été particulièrement accentuée par le fait que sa métaphysique s'appuyait sur une réalité historique : pendant des décennies il a été, et il continue d'être, le parti qui a le plus d'ouvriers dans ses rangs, et qui exerce le plus d'influence dans la classe ouvrière (il a même été, un temps, le premier parti de France).

Quelque chose de comparable, soit dit en passant, est en train d'arriver au parti communiste espagnol depuis les élections du 15 juin. Profondément marqué par son action glorieuse pendant la guerre civile, et par son rôle dans la lutte clandestine et les sacrifices qu'il a consentis, le P.C.E. a du mal à accepter que le parti socialiste ouvrier ait pu gagner 30 % des voix, alors que lui-même dépassait à peine 9 %. Il a également du mal à admettre que le P.S.O.E. ait une base ouvrière plus importante que la sienne.

### Un premier « torpillage »

Le P.C.F. s'est donc révélé incapable d'accepter l'hégémonie du P.S. au sein de la gauche. Il n'a pas été en mesure, devant la crise du capitalisme, de proposer une autre alternative que celle du programme commun, et il a été battu par les socialistes dans la conquête de nouvelles couches sociales. Réduit à la stagnation, il essaie d'en sortir par un changement tactique qui contrarie le rôle joué par Mitterrand et qui explique l'offensive antisocialiste de ces derniers mois.

Le premier « torpillage » s'est produit à la veille du duel télévisé de Mitterrand avec Barre, quand le P.C.F. a chiffré le programme commun. A partir de ce moment-là, une véritable « stratégie du soupçon » a été montée contre le P.S. et son leader. Pourtant, en quel les « réformistes » de 1977 sont-ils plus suspects qu'en 1972, quand le programme commun a été signé, ou que pendant l'élection présidentielle de 1974 ? Il faut vraiment être aveuglé par ses prétentions hégémoniques comme l'est le P.C.F. — ce que nous appelons sa « dimension pathologique » — pour oublier combien il peut prêter lui-même le flanc à la suspicion, et qu'il est donc dangereux pour lui de s'aventurer sur ce terrain-là. Le fait qu'il continue de considérer comme socialiste le système soviétique, ainsi que son enthousiasme excessif pour le rôle de l'Etat pendant la période de transition, ne conduisent-ils pas à le « soupçonner », malgré toutes ses protestations démocratiques, de garder une conception du socialisme

assez semblable à celle du Léviathan soviétique ?

Je ne pense pas que derrière le virage tactique du P.C.F., il y ait la « main de Moscou ». Dans ce domaine, le P.C.F. a vraiment évolué. Il est indépendant tant dans sa ligne politique que dans son organisation. Cela dit, le parti communiste français n'a toujours pas coupé le cordon ombilical idéologique qui le relie à Moscou, sur un point crucial : la reconnaissance du caractère socialiste du système soviétique, ce qui le met en contradiction avec les positions euro-communistes. Si le socialisme implique la démocratie, et l'un ne peut exister sans l'autre, comment considérer comme socialiste un système socio-politique où la démocratie n'existe pas, sous quelque forme, à quelque niveau que ce soit ?

La persistance de ce « cordon ombilical » conduit les dirigeants du P.C.F. à d'autres attitudes « suspectes » — ainsi celle de Marchais qualifiant d'« absurde » l'hypothèse d'une agression soviétique contre la France (sous-entendu : comment un pays socialiste peut-il être agresseur ?). Une telle affirmation est-elle vraiment de mise après l'invasion de la Tchécoslovaquie ? Et si une attaque soviétique contre la France est très improbable dans la conjoncture actuelle — c'est-à-dire tant que la France reste intégrée au système capitaliste — en serait-il de même si elle devenait une démocratie socialiste et exerçait un effet subversif sur les peuples du bloc soviétique et sur l'U.R.S.S. elle-même ? C'est un risque qu'on ne peut écarter — et qui existe aussi avec l'autre superpuissance. Bien, des formes d'agression sont possibles contre une expérience démocratique et socialiste qui aurait pour théâtre la France, l'Italie ou l'Espagne : les deux superpuissances, qui ont beaucoup de moyens à leur disposition, n'ont pas forcément besoin de recourir à l'agression militaire.

C'est pourquoi, si l'on veut vraiment réaliser l'unité, il faut laisser de côté les soupçons, renoncer aux procès d'intention et s'en tenir aux accords et aux actes. Ce qui n'exclut pas, au contraire, la nécessité d'un débat permanent et à tous les niveaux. Mais alors un débat véritable, aéré, qui contribue réellement à éclaircir et approfondir les problèmes qui se posent. En outre, si l'on veut éviter les dangers — réels — de l'enlèvement réformiste ou de l'invololution contre-révolutionnaire, la première chose à faire est de ne pas isoler la classe ouvrière de la petite bourgeoisie et surtout des nouvelles couches moyennes. Or la tactique appliquée depuis le mois de mai par le P.C.F. conduit précisément à cet isolement, même si c'est probable qu'une partie considérable de la classe ouvrière ne le suit pas sur cette voie.

Il n'y aurait rien d'étonnant à ce qu'une telle politique contribue, en définitive, à élargir la base ouvrière du parti socialiste. Les travailleurs ne peuvent accepter longtemps, en effet, une politique qui brise le grand bloc social, nuisant à la marche vers le socialisme. Si l'actuelle tactique du P.C.F. se prolongeait jusqu'aux élections, elle pourrait donc contribuer à creuser davantage l'écart de voix qui existe entre le parti socialiste et le parti communiste. Ainsi se reproduirait, sur une plus grande

(\*) Ancien dirigeant du P.C. espagnol.

échelle, ce qui s'est déjà passé quand cette tactique a été essayée une première fois en 1974-1975.

Même sans avoir d'information directe sur ce qui se passe en ce moment à l'intérieur du P.C.F., on peut supposer, sans grand risque d'erreur, que les zigzags du parti pendant ces trois dernières années sont dus à des luttes internes à tous les niveaux où s'affronte tout l'arc-en-ciel des positions, depuis le stalinisme classique genre Jaannette Thorez-Vermeersch, jusqu'à l'euro-communisme libéral, façon Jean Elleinstein.

Si la « main de Moscou » n'a pas agi en coulisses pour forcer le virage tactique du P.C.F., nul doute que cette capitale aura essayé, dans toute la mesure possible, de se servir de ses fantassins habituels, et qu'elle aura encouragé les senti-

ments prossoviétiques qui existent encore dans de nombreux noyaux du parti. Nul doute aussi que Moscou suive les échecs des euro-communistes pour passer à l'attaque et préparer le renversement au sein du parti, ou même la scission du parti. Ceux qui ont lancé l'offensive contre Santiago Carrillo après sa déroute électorale feront la même chose contre Marchais à la première occasion.

Peut-on espérer que le P.C.F. recule le tir et facilite ainsi la remise en marche de la dynamique unitaire ? C'est surtout de lui que dépend la solution de la crise, bien que les autres doivent aussi faire des concessions.

Des raisons puissantes poussent dans cette direction. Mais les considérations idéologiques peuvent prendre le pas, parfois, sur les exigences objectives les plus contraignantes, surtout si la prédominance du parti

socialiste par rapport au parti communiste n'est pas eulement due à des erreurs tactiques de ce dernier, ou à des facteurs conjoncturels, mais répond à des causes plus profondes. Il est significatif que le même phénomène se produise en Espagne et au Portugal, et dans les deux cas, comme en France, à partir d'une situation d'extrême faiblesse du parti socialiste. Ici et là, il semble que ce soit un courant puissant et spontané qui ait porté vers le parti socialiste non seulement la plus grande partie des classes moyennes, mais aussi des électeurs grandissants du monde ouvrier traditionnel (l'Italie resterait l'exception qui confirme la règle. Mais il y a longtemps que le P.C.I. a commencé à se transformer en quelque chose de semblable à un parti socialiste d'un nouveau genre). L'agglomération euro-communiste de certains partis communistes n'est-elle pas arrivée trop tard ?



JUSQU'AU 29 OCTOBRE  
36 RUE DE LÉNINGRAD (8°)

## Exposition-vente de tapis unique à Paris

### CHOIX

1 000 tapis d'Orient noués main, de l'Himalaya à Istanbul, rassemblés par La Place Clichy et le Club Découverte du Tapis d'Orient.



500 reproductions jacquard de cartons d'Orient, en de multiples dimensions et coloris, et dont certains sont des modèles exclusifs Intertapis - A La Place Clichy.

### QUALITÉ

1 000 tapis d'Orient sélectionnés dans les ateliers les plus fidèles aux hautes traditions artisanales.



500 tapis jacquard pure laine avec le label Woolmark : le confort, la résistance et la beauté de la laine.

### PRIX

1 000 tapis d'Orient acquis sur place à leur valeur réelle, contrôlés par des experts, et vendus au plus juste prix.



500 tapis jacquard sélectionnés par La Place Clichy avec Intertapis, qui obtient le meilleur de la production à des prix très préférentiels.



intertapis - à la place clichy

36, rue de Lénine (8°) - 37, rue de Beaume (7°) - Paris

## DIFFICULTÉS ENTRE

## Théâtre d'ombres

**L**a gauche ? La droite ?

**SEDA**  
VOITURES COTÉES  
PAR EXPERTS

**GAP**  
Comptoir automobile  
DEJA LES MODELES 1978  
ET LES NOUVELLES  
BERLINES 728-734  
Location longue durée  
à prix réduits

**SC.PO**  
Préparation annuelle  
sur place (3 centres à Paris)  
ou par correspondance  
Examen d'entrée 1° année ;  
Préparation ministérielle 2° année ;  
Soutien en cours d'A.P.  
CEPES Groupement libre de professeurs  
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly  
722.94.94 ou 745.09.19

**PRIX EXCEPTIONNELS**  
**MADÉLIOS**  
DU 3 AU 15 OCTOBRE  
PLACE DE LA MADELEINE - PARIS

**MADÉLIOS**  
38 20



سكنى من الالصل

## POLITIQUE

**M. GUENA : la troisième voie n'est ni possible ni souhaitable.**

M. Yves Guéna, député politique du R.P.R., lors, lundi 3 octobre, des groupes parlementaires, a notamment déclaré : « Une stratégie de troisième force est impossible en France. Je ne la crois ni souhaitable ni probable. La politique de troisième force, c'est la politique du compromis perpétuel, de l'après-pensée, c'est le régime des partis. Une telle politique n'est d'ailleurs pas véritable parce que le Français méprisera à tout moment sa carrière sur l'illusion avec l'union de la gauche. Les centristes et les modérés ne pourrissent pas de leur côté, acceptant cette voie parce que les socialistes ont profondément évolué depuis le parti socialiste de M. Robert Lacoste et de Guy Mollet. Notre idéal est, par conséquent, simple : nous sommes en face de nous les mêmes adversaires, nous menons le même combat, selon la même stratégie. Si nous abandonnons cette ligne nous errerons et nous risquerons de connaître — d'ici aux élections et éventuellement après — les déboires les plus graves. »

● M. Roger Chénou, président du groupe du parti républicain de l'Assemblée nationale, a déclaré, lundi 3 octobre, au micro de France-Inter : « Quel que soit le résultat de la rupture, les dirigeants du P.S. et du P.C. tenteront de rattraper la façade unitaire au moment des élections. Ils se donneront une image d'unité devant l'urne, mais le peuple se rendra compte sans doute le même, qu'ils ont l'air d'être unis ou qu'ils ne le soient pas. »

● RECTIFICATION. — Une coquille s'est glissée à la fin de l'article intitulé « L'extrême gauche à la recherche de l'union de la gauche » : dans le dernier paragraphe il fallait lire : « De même P.O.C.I. » (Organisation communiste internationale), au lieu de « de même P.O.C.I. » (Organisation communiste des travailleurs).

## Le bureau politique du P.C.F. fête les quatre-vingts ans d'Aragon

Le bureau politique du parti communiste a offert un déjeuner, lundi 3 octobre, au siège du comité central, en l'honneur de Louis Aragon, dont c'était le quatre-vingtième anniversaire, et qui fêta aussi cinquante ans d'appartenance au P.C.F.

S'adressant à l'écrivain, M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, a déclaré : « Je le dis en ayant parfaitement conscience du poids des mots que j'emploie : notre parti, ce qu'il est devenu, doit beaucoup à ton activité dans tous ses aspects. Ton apport politique et ton œuvre littéraire, l'un et l'autre ensemble, figurent au premier rang de tout ce qui a fait, au long des années, le parti du socialisme aux couleurs de la France. »

Il a fait aussi partie de ce qui fait la France elle-même, et de grande façon. Avec son cheminement, sa richesse, son génie, son œuvre — si longtemps cotée avec celle d'Elia — appartient à la culture nationale jusque dans sa vie quotidienne. »

## M. GISCARD D'ESTAING RECEVRA VENDREDI LES REPRÉSENTANTS DES RAPATRIÉS

Le projet de loi d'indemnisation des rapatriés d'Algérie a été examiné pour la seconde fois, lundi 3 octobre, par un conseil restreint réunissant, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, MM. Barre, Bonill, ministre délégué à l'économie et aux finances ; Dominati, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé des rapatriés, et Darbois, directeur du budget. Un premier conseil restreint avait été consacré à ce sujet le 21 septembre.

Le président de la République recevra, vendredi 7 octobre, les représentants de huit associations de rapatriés, auxquels il exposera les grandes lignes du projet de loi. Le texte doit être examiné par le conseil des ministres le 28 octobre.

● Cinq anciens harikis ont commencé lundi 3 octobre une grève de la faim dans un bar de Marseille. M. Mohamed Laradi, président de la Fédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie, a souligné : « Il s'agit d'une action non violente, mais le risque d'une escalade de la violence ne peut être exclu dans les prochains jours. » Il a rappelé que sa communauté réclame l'indemnisation des biens laissés en Algérie, la réinstallation professionnelle et sociale et la dissolution des hameaux de jorjats.

● M. Jean Costet, ingénieur général des ponts et chaussées, est nommé directeur du cabinet de M. Bernard Icart, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire. M. Costet occupait depuis septembre 1976 les mêmes fonctions auprès de M. Jean-Pierre Fourcade, qui a donné sa démission de ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire pour déguer au Sénat, où il a été élu le 25 septembre. M. François Leblond, administrateur civil hors classe, est nommé chef de cabinet de M. Icart, poste qu'il occupait précédemment auprès de M. Fourcade.

## L'OUVERTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

### M. Alain Poher est réélu président du Sénat

Par 192 voix sur 287 votants, 65 voix allant à M. Marcel Bréguère (P.S. Dordogne), 23 à M. Fernand Lafont (P.C. Seine-Saint-Denis) et une voix à M. Jean Lecanuet qui n'était pas candidat, le Sénat a réélu comme président, lundi 3 octobre, M. Alain Poher (Union centriste). C'est la quatrième fois depuis 1968 que M. Poher accède au fauteuil présidentiel.

En 1974, M. Poher avait obtenu 193 voix contre 70 à M. Pierre Giraud, sénateur socialiste de la Seine, et en 1971, 199 voix, mais les socialistes ne lui avaient pas opposé de candidat. Seul contre lui, M. Georges Cogniot (P.C. Paris) avait alors recueilli 26 voix.

Cette réélection acquiesce dès le premier tour (ainsi que les deux précédentes au scrutin) est considérée comme un succès personnel de M. Alain Poher. Le président du Sénat, en effet, obtient, à une voix près, le même nombre de suffrages qu'en 1974 dans une assemblée dont l'axe est sensiblement plus à gauche depuis le renouvellement du 25 septembre. La démission de la gauche se manifeste, elle, par la double candidature que l'on y constate : en 1974, les communistes n'avaient pas présenté de candidat. Les radicaux de gauche, en revanche, s'étaient déjà séparés des socialistes en apportant leur soutien à M. Alain Poher. Cette fois, plusieurs d'entre eux ont probablement (le vote est secret) voté pour le candidat socialiste qui a obtenu 65 voix alors que le groupe du P.S. a un effectif de 62 membres et que six sénateurs de ce groupe étaient absents.

Avant ce scrutin, M. Geoffroy de Montalembert (R.F.R., Seine-Maritime), qui présidait la séance à la place du doyen d'âge (M. Gabriel Calmeil, Gauche démocratique, Républicain), a prononcé un bref discours, déclarant notamment :

« Au cours de la récente campagne électorale, j'ai constaté avec étonnement combien le rôle de notre Assemblée était encore sous-estimé, parfois méconnu (...). Quant à l'importance politique du Sénat, j'ai l'impression

### M. VICTOR PROVO SE DÉMET DE SON MANDAT DE SÉNATEUR

Comme il en avait manifesté l'intention en juin dernier (le Monde du 2 juillet), M. Victor Provo (P.S.) a donné sa démission de sénateur du Nord pour raisons personnelles.

Conformément à l'article L.O.-320 du code électoral, qui prévoit le remplacement des sénateurs dont le siège devient vacant « pour quelque cause que ce soit », ces élections à la représentation à la proportionnelle par le suivant de liste, c'est M. Roland Grimaud (P.S.), conseiller général, maire du Caennais, qui lui succédera au palais du Luxembourg.

[Né le 30 août 1903 à Wattrelos (Nord), M. Victor Provo a été, de 1953 à 1959, conseiller de l'arrondissement de Roubaix, ville dont il fut maire de 1962 à mars 1977. Conseiller général de 1949 à 1973, il a présidé l'Assemblée départementale de 1967 à 1973. Député de 1953 à 1958, M. Provo était sénateur depuis septembre 1974. Trésorier général de la S.F.O. de 1945 à 1968, M. Provo avait été son conseiller directeur et son bureau de ce parti de 1954 à 1969.]

## L'ASSEMBLÉE ET LE GOUVERNEMENT RENDENT HOMMAGE A LA MÉMOIRE DE LUCIE FAURE

Lundi 3 octobre à 16 heures, M. Edgar Faure déclare ouverte la première session ordinaire de l'Assemblée nationale pour 1977-1978. Puis il rappelle aux députés les décès intervenus pendant l'intersession ceux de Jacques Duhamel et de Didier Eloy, les informe des modifications consenties aux élections sénatoriales et des décisions du Conseil constitutionnel sur les textes qui lui ont été déférés. Il est ensuite proposé à la fixation de l'ordre du jour.

À l'issue de l'Assemblée, M. Roland Nungesser, premier vice-président, rend hommage à la mémoire de Lucie Faure, évoquant « sa brillante personnalité, son intelligence, sa culture et son talent » qui « contribuèrent largement au prestige de la présidence ». M. André Bord, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, associe le gouvernement à cet hommage.

M. Edgar Faure les remercie et déclare : « Celle qui a été la compagne de ma vie a vécu, pendant presque toute cette législature, la vie de cette grande Assemblée républicaine. La leçon qu'elle nous laisse est celle du courage : elle est valable pour tous et, d'abord, pour moi. »

### L'ORDRE DU JOUR

La conférence des présidents a établi comme suit l'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra jusqu'au mardi 18 octobre :

MARDI 3 OCTOBRE : projet de loi relatif à l'information et aux libertés.

MERCREDI 4, après les questions au gouvernement : proposition de résolution modifiant le règlement ; suite de la fin du projet de loi sur l'information.

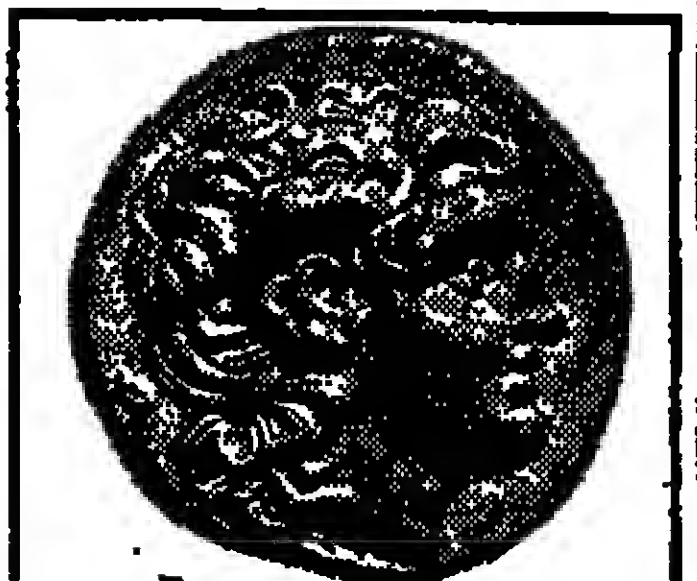
JEUDI 5 : deux textes relatifs à la composition de l'Assemblée nationale ; projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection des consommateurs, ces débats étant poursuivis jusqu'à leur terme.

VENREDI 7, matin : questions orales sans débat.

MARDI 11, à 16 heures, exceptionnellement : questions au gouvernement ; A l'issue de la séance publique, présentation audio-visuelle du projet de finances pour 1978 dans la salle du 101, rue de l'Université.

MERCREDI 12, JEUDI 13, VENDREDI 14 (matin) et MARDI 18 OCTOBRE : discussion de la première partie (recettes) du projet de loi de finances pour 1978.

La discussion de la seconde partie (dépenses), organisée sur deux dix heures, débutera le mercredi 19 octobre, matin, pour se terminer au plus tard le samedi 25 novembre, à minuit.



### PIÈCE RARE

Cette splendide pièce grecque, à l'effigie d'Alexandre le Grand, fait partie d'une collection de monnaies antiques qui seront « refondues » dans les Ateliers de l'ADMINISTRATION DE LA MONNAIE à Paris. Ces émouvants et précieux documents du passé — véritables chefs-d'œuvre d'orfèvrerie — étaient jusqu'ici réservés à quelques Musées ou riches collectionneurs. Désormais, les plus superbes monnaies grecques sont à votre portée dans une somptueuse collection à tirage limité, refaite et garantie par l'Etat. Aucune pièce n'est moulée, ni fondue. Chacune d'elles est frappée à l'unité, au balancier, dans les 3 médailles nobles et précieuses (bronze, argent, or massif poinçonné) à partir de coins regravés à la main, en 41 mm. Réalisées artisanalement dans le respect des hautes traditions de l'Antiquité, les pièces ainsi obtenues sont tellement fidèles aux originaux que leur poids de métal a dû être augmenté pour éviter toute confusion, sans pour autant les défigurer. La beauté, l'originalité de ces pièces antiques, voire leur usure naturelle, sont si bien respectées, que cette collection constituera avec le temps un ensemble de haute valeur artistique et historique. Chaque pièce, dont nous avons l'exclusivité mondiale, est livrée sous écrit, accompagnée d'un Certificat de garantie officiel établi par la MONNAIE DE PARIS et d'une notice historique. Vous pourrez commencer cette prestigieuse collection limitée à un petit nombre de souscripteurs à partir de 33 F seulement par mois. (Prix actuel pour le bronze).

Pour recevoir une documentation, sans obligation d'achat, renvoyez les coupons aux Editions J.M. LALETA, 9, Faubourg St-Honoré-75008 Paris.

**BON GRATUIT**  
Adressez-moi par la poste, sans obligation d'achat, votre documentation, M., Mme, Mlle :

Adresse complète :

Code postal, Ville :

Editions J.M. LALETA, Revendeur agréé de la Monnaie de Paris, 9 Fg St-Honoré-75008 PARIS.



## Un voyage d'affaires réussi au Canada commence toujours avec les Air Canadiens.

Les Air Canadiens ont prévu les éléments clés de votre voyage d'affaires :

● en simplifiant la préparation du voyage. Avec Air Canada, un seul coup de fil réserve à la fois l'avion, l'hôtel et la voiture.

● en érudant des horaires opérationnels. Avec Air Canada, vous

partez de Charles-de-Gaulle à 11 h 25 et vous arrivez à Montréal à 12 h 50 à pied d'œuvre pour vos rendez-vous.

● en vous aidant à connaître la mentalité et les habitudes canadiennes. Sur les vols Air Canada, vous dialoguez avec un équipage qui connaît très bien le Canada et qui en plus parle français.

● en facilitant les déplacements à l'intérieur du pays. Avec Air Canada, vous avez le choix parmi 31 destinations.

● en permettant le transport d'objets volumineux. Chaque vol Air Canada, assure le transport de votre fret.

**AIR CANADA**

Paris 9° : 24, bd des Capucines - Tél. 273.84.00  
Lyon 2° : 63, rue du Pr E.-Herriot - Tél. 42.43.17

Nous serions tellement contents de vous accueillir.

30  
sur des centaines  
Voilà des romans qui vont



# POLITIQUE

## LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES

### M. Marc Becam presse les maires de répondre au questionnaire du gouvernement

Au cours de son voyage en Alsace, lundi 3 et mardi 4 octobre, M. Marc Becam, secrétaire d'Etat à l'intérieur (collectivités locales), a exhorté les maires de France à répondre avant le 15 octobre au questionnaire qui leur a été adressé cet été afin de recueillir leurs réflexions sur une éventuelle réforme des collectivités locales. Le secrétaire d'Etat a expliqué aux élus des différents cantons du Bas-Rhin et du Haut-Rhin qu'il a visités que tout retard dans l'envoi des réponses à ce «devoir de vacances» risquerait de mettre le gouvernement dans l'impossibilité de préparer avant les élections législatives le projet de loi dont il envisage le dépôt au printemps. Il faudra, en effet, au moins six semaines à la commission que présidera M. Jac-

ques Aubert, conseiller d'Etat, pour procéder au dépouillement et à la synthèse des réponses avant que le Sénat ne soit consulté par le gouvernement, ainsi que M. Raymond Barre en a donné l'assurance aux élus («le Monde» du 1<sup>er</sup> juillet). Dans le meilleur des cas, la Haute Assemblée ne sera saisie des conclusions gouvernementales qu'à la mi-décembre. M. Marc Becam a souligné que ces délais ne pourront être tenus si les associations d'élus, et notamment l'Association des maires, persistent à conseiller aux intéressés de différer leurs réponses jusqu'à la mi-novembre. Le premier ministre pourrait intervenir très prochainement dans le même sens afin que le gouvernement puisse arrêter sa position et préparer un texte de loi dès le début de l'année prochaine.

### Plaidoyer «pro domo»

Colmar. — Il est 10 h. 45 ce lundi 3 octobre quand M. Marc Becam arrive à la mairie de Haguenau. Une étape parmi une centaine d'autres sur la route du tour de France des communes. M. Marc Becam a répondu sans attendre les questions : «Si vous voulez nous répondre pour nous dire simplement qu'il faut doubler les crédits accordés aux communes, ce n'est pas la peine de le faire. L'Etat n'apportera pas davantage aux communes, ce sera plutôt le contraire, car les temps ont changé. Depuis la crise du pétrole, nous payons nos importations de produits pétroliers 55 milliards de francs au lieu de 11 il y a quatre ans. Avec cette différence de 44 milliards, on pourrait réaliser 8 000 kilomètres d'autoroutes par an ou dix C.E.S. ou encore, rénover l'ensemble hospitalier français. Il faut donc clairement la vérité à vos concitoyens. Nous allons vers une époque de rigueur dans laquelle nous aurons des difficultés à investir. Quand vos administrés vous réclament de réaliser ceci ou cela, réunissez-les et demandez-leur s'ils acceptent de payer plus d'impôts.»

De notre envoyé spécial

Connaissant les préoccupations essentielles de son auditoire, M. Marc Becam a répondu sans attendre les questions : «Si vous voulez nous répondre pour nous dire simplement qu'il faut doubler les crédits accordés aux communes, ce n'est pas la peine de le faire. L'Etat n'apportera pas davantage aux communes, ce sera plutôt le contraire, car les temps ont changé. Depuis la crise du pétrole, nous payons nos importations de produits pétroliers 55 milliards de francs au lieu de 11 il y a quatre ans. Avec cette différence de 44 milliards, on pourrait réaliser 8 000 kilomètres d'autoroutes par an ou dix C.E.S. ou encore, rénover l'ensemble hospitalier français. Il faut donc clairement la vérité à vos concitoyens. Nous allons vers une époque de rigueur dans laquelle nous aurons des difficultés à investir. Quand vos administrés vous réclament de réaliser ceci ou cela, réunissez-les et demandez-leur s'ils acceptent de payer plus d'impôts.»

Le temps de répondre à quelques questions, et M. Becam poursuit sa route. «C'est trop court, disent les maires, on n'a pas le temps de discuter.» Le secrétaire d'Etat est déjà parti en direction de Wasselonne, Molsheim, Birmensdorf, le Haut, Altkirch, s'arrêtant de préférence — politique oblige — chez ses amis politiques, les militants R.F.R., et répétant partout le même plaidoyer pro domo.

Au fur et à mesure que passent le temps et les villages, le secrétaire d'Etat manifeste une inquiétude croissante. Les maires, en effet, tardent à remettre «leur copie». Jusqu'à ce jour, dans le Bas-Rhin, le préfet n'a reçu que quatre réponses.

L'échec de cette consultation nationale pourrait remettre en cause l'étude de la réforme. Une réforme que chacun affirme souhaiter, mais que personne ne semble pressé d'accomplir.

ALAIN ROLLAT.

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

### La direction du P.S. va être saisie des différends au sein de la fédération de la Côte-d'Or

De notre correspondant

Dijon. — M. Pierre Palau, premier secrétaire de la fédération du parti socialiste de la Côte-d'Or, a démissionné, lundi 3 octobre, des membres de la commission exécutive fédérale qui s'étaient réunis samedi 1<sup>er</sup> octobre pour entériner la désignation des candidats du P.S. aux élections législatives dans trois circonscriptions du département. Candidat dans la 3<sup>e</sup> circonscription, M. Palau n'avait pas été investi par l'assemblée de militants qui s'était réunie vendredi 30 septembre. Il n'avait recueilli que 56 voix sur 190 suffrages (le Monde du 4 octobre). Alors que, le lendemain, la commission exécutive devait ratifier les résultats qui s'étaient graphiquement que la réunion était reportée sur décision nationale. Surpris par le télégramme (signé de M. Pierre

Palau), dix-sept membres de la commission sur trente et un, se sont tout de même rendus au lieu de la réunion. Estimant que le quorum était atteint, ils ont entériné à l'unanimité les résultats des assemblées de circonscription. La réunion était d'ailleurs présidée par le plus proche collaborateur du premier secrétaire de la fédération, M. Jean-Louis Fleury, secrétaire adjoint. Le secrétaire de la section de Dijon, la plus importante du département, participait à la réunion. Dans une déclaration publiée lundi 3 octobre, M. Palau s'en prend à ceux qui ont réuni «une commission composée autour de représentants de la minorité du C.E.S. malgré la décision du premier secrétaire appuyée par la majorité du bureau fédéral». Il ajoute : «C'est une affaire d'une extrême gravité dont le parti aura à trancher au plus haut niveau...»

DORDOGNE. — M. Jacques Riard, membre du comité central du Front national, qui préside M. Jean-Marie Le Pen, sera candidat dans la 1<sup>re</sup> circonscription (Périgueux), dont le député sortant est M. Yves Guéna, député politique du R.F.R. M. Riard s'était présenté en novembre 1976 dans la 3<sup>e</sup> circonscription de la Corrèze à l'élection législative partielle qui avait permis à M. Jacques Chirac de retrouver son siège de député. — (Corresp.)

HAUTE-SAÔNE. — Le parti socialiste présentera dans la première circonscription (Vesoul) M. Victor Magnin, directeur administratif de *Helio-T.C. Transvaux Châtillon*, déjà candidat en 1973, et dans la deuxième circonscription (Luxeuil-les-Bains), M. Jean-Pierre Michel, magistrat au ministère de la Justice, ancien secrétaire général du syndicat de la magistrature. — (Corresp.)

HAUTS-DE-SEINE. — Mme Annie Lesur (C.D.S.), ancien secrétaire d'Etat, se présentera dans la douzième circonscription (Clamart, Sceaux). Déjà candidate en mars 1973, elle

avait recueilli 15,72 % des suffrages exprimés au premier tour et s'était retirée au second, qui s'était soldé par le succès du député sortant, M. Pierre Masseaud (U.D.R.). Ce dernier, qui avait laissé, lors de son entrée au gouvernement, son siège à son suppléant, M. Paul Vauclair (R.F.R.), sera candidat en mars prochain dans le Var (le Monde du 1<sup>er</sup> octobre).

Dans la douzième circonscription des Hauts-de-Seine, les militants socialistes ont désigné comme candidat M. Georges Le Bail, conseiller municipal de Fontenay-aux-Roses, militant du C.E.S., qui était en concurrence avec M. Jean Lepère, député du P.S. aux travailleurs immigrés. Dans la cinquième circonscription (Courbevoie, La Garenne-Colombes), c'est Mme Lucette Sirtis, également militante du C.E.S., qui a été désignée.

PARIS. — M. Georges Sarre, conseiller de Paris, membre du bureau exécutif du P.S., animateur du C.E.S. (minorité) du parti socialiste, a été désigné comme candidat dans la 9<sup>e</sup> circonscription (11<sup>e</sup> arrondissement), dont le député sortant est M. André Fantou, R.F.R.

NORD : M. Cornette (P.S.) ne se représente pas.

(De notre correspondant.)

Lille. — Les sections socialistes concernées ont désigné leur candidat dans les quatre circonscriptions de l'agglomération lilloise. Outre M. Pierre Mauroy, qui sollicite le renouvellement de son mandat dans la 2<sup>e</sup> circonscription (Lille-Sud et Sud-Ouest), se présentent dans la 1<sup>re</sup> circonscription (Lille-Centre et Ouest), Mmes Denise Cachaux, adjointe au maire de Lille, et dans la 3<sup>e</sup> (Lille-Nord et Nord-Est), Jacqueline Osselin, adjointe au maire de Mons-en-Barœul.

M. Bernard Derosier, adjoint au maire de Lille, sera candidat dans la 4<sup>e</sup> circonscription (Lille-Est et Sud-Est), dont le député sortant, M. Arthur Cornette ne sollicite pas le renouvellement de son mandat. — C.S.

(Né le 15 août 1903 à Quarembœuf (Nord), M. Arthur Cornette, directeur honoraire de collège d'enseignement général, est maire, depuis 1967, d'Arleux, commune associée depuis mai dernier à la suite de la fusion Lille-Belloules. Conseiller général de 1962 à 1973, date à laquelle il ne s'était pas représenté. M. Cornette avait perdu, en 1968, le mandat de député qu'il avait acquis en 1962. En mars 1973, il était de nouveau élu au deuxième tour avec 18 978 voix contre 16 083 au député sortant U.D.R., M. Roger Menu.)

HAUTES-PYRÉNÉES : M. Guerlin (P.S.) ne se représente pas.

(De notre correspondant.)

TARBES. — M. André Guerlin, député socialiste sortant de la première circonscription (Tarbes-Sud, Bagnères-de-Bigorre) a causé une certaine surprise en annonçant qu'il ne se représenterait pas aux prochaines élections législatives, pour «raisons de famille impérieuses».

Dans cette circonscription, le maire de Tarbes, M. Paul Chastellain (P.C.), a indiqué qu'il sera candidat.

(Né le 19 juillet 1911 à Samatan (Gers), M. André Guerlin, professeur honoraire de lycée, conseiller général depuis 1973, a été élu député au second tour des élections législatives de mars 1973. Il avait emporté par 28 139 voix contre 27 889 au candidat de la majorité, M. Pierre Bleuler (C.D.P.). Le siège que le député sortant, M. René Billères, rad. g., laissait vacant en ne sollicitant pas le renouvellement de son mandat.)

as réussi  
es Air Canadiens.



# 30%

## sur des centaines d'articles d'ameublement

Voilà des remises qui vont intéresser votre maison jusqu'au 15 octobre

LOGE-TOUT plaqué stratifié, 4 portes, 2 tiroirs L. 80 x H. 180 x P. 35 ..... 483 F **324 F**

TABLE DESSERT pliante, 2 plateaux acajou..... 180 F **126 F**

LAMPE décorée abat-jour pagode..... 411 F **287 F**

VELOURS Dralon poil 100 % acrylique, largeur 1,40 m - le mètre..... 41,50 F **29 F**

STORE PANNEAU Dralon, genre scandinave, galon fronceur, prêt à poser. Haut. 240 x 300 ..... 88 F **61 F**

Haut. 250 x 300 ..... 89 F **62 F**

ENSEMBLE 3 ELEMENTS décor imitation bois, face crème. L. 260 x H. 195 x P. 42..... 1825 F **1277 F**

ELEMENTS PARTICULES PREPEINTS en jaune ou blanc, casier, 2 tiroirs 66 x 33 x 66..... 154 F **107 F**

bibliothèque-étagère 66 x 66 x 33..... 109 F **76 F**

bloc-classeur 66 x 66 x 33..... 179 F **125 F**

ENSEMBLE panoramique moderne recouvert tissu acrylique..... 4340 F **3030 F**

Le FAUTEUIL assorti..... 984 F **685 F**



CREDIT SEMEUSE

MAGASIN 2 - 3<sup>e</sup> ET 4<sup>e</sup> ETAGES

**Samaritaine**

PONT-NEUF - VELIZY 2 - ROSNY 2 - CERGY



PARKING SAMARITAINE



صحة الإنسان

## Succombez aux charmes de "Mademoiselle."

Régalez-vous en cet été d'été tous les jours de la semaine à 230 mètres de votre appartement.

Un lycée réputé, le lycée Carnot, à 50 mètres de "Mademoiselle".

Tout près de "Mademoiselle", le centre de verdure du square Saint-Lambert offre à tous les enfants rires, balades, jeux divers et un grand bassin pour leurs baignades estivales.

Vous aimez l'atmosphère vive et colorée d'une rue commerçante ? La rue Lavoisier est à 150 mètres, la rue du Commerce à 250.

52 RUE MADEMOISELLE PARIS 15<sup>e</sup>

APPARTEMENT TÉMOIN SUR PLACE 52 RUE MADEMOISELLE - PARIS 15<sup>e</sup>

CITE 538.52.52

Tour Maine-Montparnasse Paris.

Solo Cite

Nous sommes spécialistes du coupon-réponse

## laissez-nous augmenter les rendements de vos annonces ou vos mailings

Demande de : documentations, visites, essais, rendez-vous, démonstrations, contacts, etc...

La publicité (presse ou voie postale) qui sollicite une réaction concrète n'est pas une publicité comme les autres.

En mettant un bon à découper au bas de n'importe quelle annonce, ou une carte-réponse pour accompagner n'importe quel mailing, on obtient... n'importe quel rendement !

Le coût unitaire du message publicitaire augmente sans cesse ; c'est une raison supplémentaire pour éviter le gaspillage des investissements et exiger un rendement satisfaisant.

Pour obtenir le maximum de réponses, il faut des techniques spéciales appliquées par des spécialistes. Dans ce cas, et dans ce cas seulement, le nombre des contacts augmente, leur qualité aussi et, par conséquent, la rentabilité globale.

Nous sommes certainement les meilleurs spécialistes français de la publicité à réaction concrète.

### laissez-nous 15 mn pour le prouver

☐ chez vous, ☐ chez nous

Notre Directeur, Max de Mendez ou l'un de ses collaborateurs vous présentera nos "performances authentiques et vérifiables". Pour cela, faites-nous renvoyer ce bon par votre secrétaire et dès réception nous prendrons rendez-vous.

Prière de contacter M. \_\_\_\_\_  
 NOM \_\_\_\_\_  
 FONCTION \_\_\_\_\_  
 ADRESSE \_\_\_\_\_

AGENCE DE MENDEZ/WARWICK

51, RUE DE MIROSMESNIL 75008 PARIS ☎ 073.03.33+

NEW YORK - LONDRES - FRANCFORT - PARIS

## L'ÉVÉNEMENT

# L'Assemblée nationale

LES pouvoirs de l'informatique suscitent l'inquiétude. Les textes nécessaires à l'organisation de son contrôle donnent le vertige. Trois ans et demi après les mouvements l'opinion nés de la révélation de Safari (« Le Monde » du 21 mars 1974), les termes du problème sont à peu près connus. Ils ont été parfaitement définis par ce grand rapport informatif et libérateur qu'a conduit M. Bernard Tricot, conseiller d'Etat (« Le Monde » du 17 septembre 1975).

Il peut se résumer en deux points. D'une part, l'informatique contient des facultés presque infinies de contrôle social sur les individus et les collectivités, les comportements et les mentalités. D'autre part, la maîtrise de la technique informatique dont découle connaissance et pouvoir risque de renforcer les forts et d'affaiblir les faibles : l'Etat devant l'individu, la petite entreprise face à la multinationale, le Parlement au regard de l'exécutif, etc. Ces postulats ne sont guère contestés. On pourrait multiplier les exemples, comme ces systèmes qui aboutissent à la définition du « bon profil » du soldat, du salarié, voire du malade. L'informatique risque, si ce n'est déjà le cas, de devenir une énorme machine sociale à trier dont nul n'aurait réellement conscience.

Les Journées d'informatique médicale de Toulouse ont ainsi fait apparaître, en 1975, des projets de recherche informatique des maladies mentales et son application — Journées de 1976 — à la détection des inaptitudes ou probabilités inaptes au service national pour raisons psychiatriques. (1). Parmi les critères retenus figurent les conflits avec l'employeur, la mécontentement des parents, les fuites antérieures — jugées — réponses proches de l'anormalité.

L'ambiguïté de la norme ainsi définie pourrait-elle trouver sa solution grâce à la loi informatique et libertés dont l'Assemblée nationale commence l'examen ce mardi 4 octobre ? Ce n'est pas évident.

D'autant que la multiplicité des problèmes attachés à l'élaboration de ce texte est vertigineuse. Le tableau ci-dessous, qui n'est fatalement que partiel et quelquefois par trop simplificateur (1) montre la complexité du débat dans lequel s'engagent les élus. Non d'ailleurs sans une certaine précipitation. La commission des lois n'a achevé que lundi soir ses travaux préparatoires antérieurs le matin même, et précédés d'une seule autre journée de discussion.

Rapporteur du texte, M. Jean Foyer, président de la commission des lois, va devoir au cours des débats donner des avis qui ne couleront pas de source. Outre le projet du gouvernement se trouvent en effet les amendements nombreux et parfois contradictoires, présentés par la P.C. et le groupe des socialistes et radicaux de gauche sans oublier, comme en filigrane, le rapport Tricot de la commission Informatique et libertés qui, sur plus d'un point, montrait plus d'audace, ou de réalisme, que le projet de loi.

Pour ce qui concerne la commission nationale de contrôle, deux différences sont à noter entre le projet et les amendements. Cela touche à la composition (le Parlement n'intervient pas pour le projet) et au mode de désignation des membres (le projet écarte l'élection).

## La commission des lois a adopté plusieurs amendements socialistes

La commission des lois de l'Assemblée nationale a consacré toute la journée et la soirée du lundi 3 octobre à l'examen des articles du projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés, dont le rapporteur est M. Jean Foyer (R.F.R.), président de la commission. Le texte adopté par la commission propose d'augmenter de deux mem-

bres la commission nationale prévue par le texte, et suggère la composition suivante : six membres désignés à la proportionnelle des groupes, moitié par l'Assemblée nationale, moitié par le Sénat ; deux membres du Conseil économique et social ; deux membres de la Cour de cassation,

désignés par les assemblées générales de ces institutions ; un professeur de l'enseignement supérieur et un avocat nommé par leurs instances professionnelles et deux experts désignés par le gouvernement.

La commission des lois a, d'autre part, adopté plusieurs amendements tendant à renforcer les pouvoirs de la Commission nationale, dont les décisions relatives à la constitution de fichiers ne pourraient être outrepassées que par la loi et qui pourraient se saisir du fichier non informatisé ou non en rapport avec l'informatique, pourraient constituer une atteinte aux libertés. Enfin, l'accès des personnes aux fichiers les concernant et le contrôle des informations qu'ils contiennent seraient, si les propositions de la commission des lois étaient retenues, renforcées par rapport au texte du gouvernement de même que serait accrue la responsabilité des personnes chargées de la tenue des fichiers quant à leur exactitude.

Sans réserve de ces amendements, la commission des lois a adopté le texte.

### LA C.F.D.T. : un texte timide.

La C.F.D.T., qui a activement participé aux travaux de la commission Tricot, a publié, lundi 3 octobre, un commentaire du projet de loi sur l'informatique et les libertés :

« Aussi utile soit-il, remarque la C.F.D.T., le projet gouvernemental est bien timide lorsqu'il prévoit que la commission nationale Informatique et libertés, chargée du contrôle des opérations, sera entièrement composée de fonctionnaires ou de personnes nommées par le gouvernement. [...] C'est sur le lieu de travail, dans les entreprises concernées, qu'il importe de débattre de ces problèmes. Les comités d'entreprise devraient être obligatoirement informés et consultés sur le contenu, la destination, la finalité des fichiers et des traitements informatiques de leur entreprise [...] »

Le Monde de l'éducation

numéro d'octobre

QUI SONT LES ÉTUDIANTS

L'ÉCOLE À L'HOPITAL

Examine le projet

ANES DE CONTROLE LA COM

FORMALITES EXIGES M

REGLEMENTATION

DROIT D'ACCES AU

INFRACTI

ENTR



# examine le projet de loi Informatique et libertés

TEXTE PRÉSENTÉ      PROJET DU GOUVERNEMENT      PROPOSITIONS SOCIALISTES ET RADICAUX DE GAUCHE      PROPOSITIONS COMMUNISTES

## ORGANES DE CONTROLE : LA COMMISSION NATIONALE ET LES COMMISSIONS RÉGIONALES

COMPOSITION DE LA COMMISSION NATIONALE	— 12 membres + 1 secrétaire général nommé par le président. — Président élu parmi les membres de la commission.		— 21 m. + 21 supp. + 2 ou 3 sec. gén. nommé par la commis. .. Id. Gvt.		— 20 membres + 1 secrétaire général nommé par président — Président élu parmi ministres désignés par le Parlement	
	COMPOSITION Parlement : aucun	DESIGNATION	COMPOSITION Parlement : 10 parl. au nom dont 5 par l'Assemblée nation. 5 par le Sénat.	DESIGNATION Elus au scrutin proportionnel Elus par assemblée générale	COMPOSITION Parlement : 10 parl. au nom dont 5 par l'Assemblée nation. 4 par le Sénat.	DESIGNATION Elus au scrutin proportionnel Elus par assemblée générale
	Cour de cassation : 2 Conseil d'Etat : 2 Cour des comptes : 2 Syndicalistes : aucun expression. Avocats : aucun expression. Universitaires : aucun expres. Personnes qualifiées : 6	Décret en conseil des ministres Idem Idem Idem	Cour de cassation : 1 Conseil d'Etat : 1 Syndicalistes : 3 Avocats : 1 Personnes qualifiées : 5 dont 2 informaticiens 1 secteur privé 1 collectivités publiques 1 journaliste	Elus par assemblée générale Conseil économique et social Désigné par la profession Par la commission Organisations patronales Conseil des ministres Profession	Cour de cassation : 2 Conseil d'Etat : 2 Cour des comptes : aucun Syndicalistes : 2 Avocats : 1 Universitaires : 1 Informaticiens : 2	Elus par assemblée générale Elus par assemblée générale Organisations représentatives Conférence patronniers Conseil nat. Ens. sup. et recherche
PUBLICITÉ DES TRAVAUX DE LA COMMISSION NATIONALE	Rapport annuel au président de la République - Publié		Rapport annuel au président de la République - Publié Publications débats commission sans huis clos		Rapport annuel au président de la République - Publié et obligatoirement soumis débat parlementaire	
CRÉATION DE COMMISSIONS RÉGIONALES	CRÉATION Facultative Par décret simple Sur proposition de la commission nationale	COMPOSITION Présidée par un magistrat de l'ordre administratif ou judiciaire	CRÉATION Obligatoire dès entrée en vigueur de la loi.	COMPOSITION Fixée par les conseils régionaux avec au moins : — 1 magistrat judiciaire — 1 magistrat administratif	CRÉATION A l'initiative soit : — conseils régionaux — commission régionale	COMPOSITION Notifié élus locaux Notifié hors des élus locaux
CRÉATION DE COMMISSAIRES AUX FICHIERS NOMINATIFS	NON		OUI, DANS CHAQUE ADMINISTRATION OU ENTREPRISE		NON	
POUVOIRS DE LA COMMISSION NATIONALE (délégation possible aux commissions régionales)	— Pouvoir réglementaire. — Statuer sur demandes d'autorisation ou les déclarations de fichiers. — Se saisir de tout problème en rapport avec sa mission et notamment procéder à toute enquête sur les fichiers, se faire communiquer toutes informations utiles, etc. — Émettre des mesures de sécurité en cas de circonstances exceptionnelles. — Veiller au bon exercice du droit d'accès. — Recevoir les pétitions et transmettre les plaintes. — Loi applicable.		— Peu différents de ceux prévus par le projet du gouvernement. Il est expressément précisé qu'elle peut intervenir : « se saisit par tout citoyen ou se saisissant spontanément ». — Loi applicable sauf aux échanges transfrontières des fichiers de presse ou l'enregistrement d'infractions ou d'informations discriminatoires. — Sinon, tous pouvoirs d'investigation possibles.		— Peu différents de ceux prévus par le projet du gouvernement. — Loi ne s'applique pas.	
POUVOIRS A L'ÉGARD DES FICHIERS DES PARTIS, SYNDICATS, ÉGLISES, PRESSE						

## FORMALITÉS EXIGÉES PRÉALABLEMENT A LA CRÉATION D'UN FICHIER

FICHIERS RÉGLEMENTÉS	Fichiers informatisés seulement.	Fichiers informatisés : oui. Fichiers manuels : oui, sauf ceux détenus par personnes physiques ou à des fins de vie privée.	Fichiers informatisés : oui. Fichiers manuels si particulièrement sensibles ou mixtes avec fichiers informatisés.
EXIGENCES D'UNE LOI (contrôle parlementaire)	Jamais.	Jamais	Pour tous fichiers à gros disques (Art. 31, Constitution sur libertés fondamentales ?).
EXIGENCE SEULEMENT D'UN ACTE RÉGLEMENTAIRE OU D'UNE DÉCLARATION ORDINAIRE	I. — FICHIERS INFORMATISÉS — Fichiers publics : arrêté si avis conforme commission ; décret en conseil d'Etat si avis conforme. Fichiers privés : déclaration près commission nationale. II. — FICHIERS MANUELS — Non visés par la loi, création libre.	I. — FICHIERS INFORMATISÉS — Il n'est pas distingué entre fichiers publics ou privés, mais selon caractère sensible des fichiers : — Fichiers très sensibles : acte réglementaire pris par la commission régionale compétente ou commission nationale. Autorisation peut être définitive, provisoire, temporaire, partielle. — Fichiers peu sensibles : déclaration près commission régionale selon le cas. II. — FICHIERS MANUELS — Fichiers publics : id. ci-dessus. — Fichiers privés : id. ci-dessus, si commission l'estime opportun. — Id. projet du gouvernement. — Mais étendus aux fichiers manuels visés par la loi.	I. — FICHIERS INFORMATISÉS — Fichiers publics de l'Etat : arrêté ou décret ; avis de la commission nationale toujours conforme. — Fichiers publics des collectivités territoriales : si avis conforme des commissions régionales, déclaration suffit. — Fichiers privés : société déclaration commission nationale. II. — FICHIERS MANUELS — Idem fichiers informatisés pour les fichiers reconnus particulièrement sensibles ou mixtes.
POSSIBILITÉ D'UNE DÉCLARATION SIMPLIFIÉE (fichiers standards)	— Tous fichiers automatisés publics ou privés. — Si critères fixés par convention nationale sont respectés.	— Id. projet du gouvernement.	— Idem projet du gouvernement.
UTILISATION DU FICHIER « SAFARI » (numéro national d'identité)	— Décret en Conseil d'Etat toujours exigé même en cas d'avis conforme en commission nationale. — Secteur public : échanges libres. — Secteur privé : déclaration ordinaire mais autorisation spéciale peut être prévue selon les règles fixées par décret en Conseil d'Etat.	— Décret Conseil d'Etat jamais exigé. — Suffit avis conforme commission nationale. — Si cession de fichiers : autorisation préalable. — Si traitement transfrontières : — Fichiers automatisés : autorisation préalable si sécurité Etat est en cause ou si pays concerné ne présente pas de garanties suffisantes de réciprocité. — Fichiers manuels : sous réserves ci-dessus, autorisation préalable seulement pour fichiers publics ou pour fichiers privés si commission nationale l'exige. — NB. — Les fichiers de presse ne sont pas soumis à cette réglementation.	— Idem projet du gouvernement. — Idem projet du gouvernement. — Secteur public : autorisation préalable exigée. — Secteur privé : autorisation préalable exigée.
FICHIERS FAISANT L'OBJET D'ÉCHANGES TRANSFRONTIÈRES		— Id. projet du gouvernement. — Décisions commission accessibles au public.	— Idem projet du gouvernement.
PUBLICITÉ DES FICHIERS AUTORIZÉS OU DÉCLARÉS	— Mise à la disposition publique liste fichiers précisant leur description sommaire. — Drogations possibles pour fichiers sécurité nationale ou défense.		

## RÉGLEMENTATION DE LA DÉTENTION DES INFORMATIONS

COLLECTE (toutes informations nominatives)	— Obligation de notifier à la personne interrogée : — Si la réponse est obligatoire ou facultative ; — Les conséquences d'un défaut de réponse ; — Les destinataires des informations. — Drogation en ce qui concerne les informations nécessaires à la poursuite des infractions.	— Idem projet de gouvernement complété par : — Durée de la conservation ; — Critères de la destruction. — En outre, sauf obligation légale, toute personne peut s'opposer à ce que des informations la concernant fassent l'objet de traitements. — Idem projet de gouvernement.	— La finalité du traitement doit, en outre, être précisée. — Ainsi que la faculté que se réserve le demandeur de vérifier les informations recueillies.
CONDAMNATIONS A CARACTÈRE PÉNAL	— Traitements automatisés interdits, sauf par collectivités publiques agissant dans cadre de leurs obligations légales.	— Interdiction de tout enregistrement. — Exceptions : idem projet de gouvernement plus dérogation pour fichiers presse. En outre, la commission ne peut accorder des dérogations que pour les opinions philosophiques ou religieuses.	— Idem projet de gouvernement. — Rappel interdiction de traiter les informations concernant les infractions converties pour amnistie, prescription, réhabilitation.
INFORMATIONS A CARACTÈRE DISCRIMINATOIRE (race, religion, opinions...)	— Interdiction de tout enregistrement ; — Sauf accord express intéressé : groupements religieux, philosophiques, politiques, syndicaux ; dérogation par décret en Conseil d'Etat, sur avis conforme commission nationale.		— Interdiction de tout enregistrement. — Exceptions : idem projet de gouvernement plus dérogation en faveur des associations, loi 1901.

## DROIT D'ACCÈS AUX FICHIERS ET DROIT DE RECTIFICATION

NOTIFICATION DU PREMIER ENREGISTREMENT	NON	OUI	NON
DROIT D'ACCÈS ET RECTIFICATION	Oui, mais en cas de rectification, il n'est pas exigé de notifier l'erreur aux autres détenteurs de fichiers concernés.	Oui, mais obligation de notifier l'erreur aux autres détenteurs de fichiers concernés.	— Idem gouvernement + secteur manuel.
COUT	Perception d'une redevance	Gratuité.	Perception redevance, sauf si vérification ultérieure.
CAS DE L'ACCÈS AUX FICHIERS SPÉCIAUX	— Fichiers concernant sécurité Etat : accès indirect ; — Fichiers concernant défense : accès indirect ; — Fichiers police : accès total.	— Sécurité nationale : l'accès peut être restreint. — Défense : idem. — Police : idem.	— Idem projet gouvernement, mais accès ouvert tribunaux en ce qui concerne fichiers sécurité ou défense.
CAS DE L'ACCÈS AUX FICHIERS MÉDICAUX	— Accès par médecin désigné par malade.	— Accès direct par malade.	— Idem projet de gouvernement.

## INFRACTIONS ET SANCTIONS PÉNALES

CRÉATION ILLÉGALE DE TRAITEMENTS	— 6 mois à 3 ans emprisonnement : 2 000 à 250 000 F ; — 1 an à 5 ans : 20 000 à 2 000 000 de francs ;	— Idem gouvernement.	— Idem gouvernement.
ENREGISTREMENT ILLÉGAL	— 2 mois à 6 mois : 2 000 à 20 000 F ;		
DIVULGATION ILLÉGALE D'INFORMATIONS	— 1 an à 5 ans : 20 000 à 2 000 000 de francs.		
DETournement DE TRAITEMENT			

## ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI

APPLICATION DÉFINITIVE	Mise en œuvre progressive au terme de trois ans	Mise en œuvre progressive au terme d'un an.	— Idem gouvernement.
APPLICATION TRANSITOIRE	Sauf décision de la commission nationale, les fichiers publics ne sont provisoirement soumis qu'à déclaration pendant trois ans.	Régime transitoire pour fichiers existants pendant dix-huit mois.	— Idem gouvernement.

Le Monde de l'éducation

CE SONT LES ÉTUDIANTS



## Des peines d'emprisonnement avec sursis sont requises contre deux dirigeants de la société P. C. U. K.

## FAITS DIVERS

# PROTECTION CIVILE

Mais comment assurer la pérennité et le développement du volontariat ? Le notaire qui a percé, indiqué le mouvement Dumay. On s'en remet à la collectivité, aux spécialistes. Pour sentir unites, les hommes ont besoin de se sentir unites. Le président de la F.N.S.P.F. a évoqué à nouveau l'idée de jeunes appelés qui pourraient effectuer leur service national dans le corps des sapeurs-pompiers comme ils le font pour la gendarmerie. Le colonel Sibut a lancé un appel à tous ceux qui ont le sens du dévouement et qui veulent renforcer les centres de secours incendie au terme du congrès de la F.N.S.P.F. qui a eu lieu à Fontainebleau. Il a appelé à la rentrée à l'organisation des cadres et groupes trois mille jeunes de huit à seize ans. Peut-être l'amorce

● A Turin, un enfant de quatre ans, Giorgio Garbero, a été enlevé le 3 octobre à midi par un jeune homme. Son grand-père est un industriel connu, M. Orfeo Planelli. — (A.F.P.)



SPORTS

CARNET

TENNIS

ROGER VASSELLIN ÉLIMINÉ AU PREMIER TOUR DU NATIONAL

Strasbourg. — L'interdiction de la raquette à double cordage, proposée dimanche 3 octobre par la Fédération internationale de tennis, est au cœur des débats à Strasbourg, où se dispute le championnat de France.

Les premiers résultats du National constituent une nouvelle charge contre le double cordage. Aucun de ses anciens utilisateurs n'est en effet parvenu à passer le tour éliminatoire. Pour Thierry Bernasconi, Jacques Thamin et Christophe Roger-Vasselin, le dur retour aux réalités succède à l'illusion d'une progression artificielle. L'élimination de ce dernier par Christophe Cossu, le dix-neuvième joueur français, au terme d'une partie jouée en cinq sets (6-4, 7-5, 4-6, 3-7, 6-1) est, de ce point de vue, l'illustration la plus remarquable de ce juste retour des choses.

Roger-Vasselin avait accédé à la finale de la Coupe Forêt voilà quinze jours à Paris, après avoir éliminé son compatriote Goven (vainqueur de Nastase au premier tour) et l'Espagnol Riquelme. Battu en trois sets lors de la finale contre Vilas, le jeune Français n'en avait pas moins obtenu le tie-break au troisième set. Le voilà donc, par raquette classique et sans interposés redescendu au ras du tennis français. Le National, entre-temps, après-midi dans sa phase la plus intense avec les huitièmes de finale. C'est au tour d'Éric Deblicker de subir le sort du retour à la raquette classique. Il serait pour le moins mal venu que le Français, qui vient d'arracher deux sets à Vilas, soit battu par Régis Brunet, le vingt-troisième joueur français.

Coupe Davis : Nastase interdit

La commission de la Coupe Davis, réunie à Londres lundi 3 octobre, a décidé d'exclure de la Coupe Davis, pour l'année 1978, le Roumain Elle Nastase. Cette décision sanctionne le comportement de Nastase au cours du match qui opposait la Roumanie à la Grande-Bretagne, au mois de juin dernier.

Les championnats d'Europe féminins de judo, qui se sont disputés les 1<sup>er</sup> et 2 octobre à Arlon, en Belgique, ont mis une nouvelle fois en évidence l'excellent comportement des Françaises. Le total de huit médailles, dont deux en or, témoigne des capacités actuelles des judokas françaises, qui ont cependant été devancées par l'Allemagne fédérale (six médailles). Catherine Pierre a pris la première place en catégorie 72 kilos et la troisième place en toutes catégories, où triomphait Jocelyne Triadou. Les autres résultats sont les suivants : Annie Mazaud et Edith Bouthemy, respectivement 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> en 48 kilos ; Martine Rottier, 3<sup>e</sup> en 61 kilos ; Anne-Laure Sue, 3<sup>e</sup> en 66 kilos ; Muriel Samary, 3<sup>e</sup> en plus de 72 kg.

Visites et conférences

MERCREDI 5 OCTOBRE

**VISITES GUIDÉES ET PROMENADES** — 15 h, 32, rue Saint-Antoine, Mme Bouquet des Chaux : « 500<sup>ans</sup> de Sully ». — 15 h, 8, rue du Havre, Mme Chapuis : « L'itinéraire proulien ». — 15 h, façade, portail gauche, Mme Legrand : « Notre-Dame ». — 15 h, entrée du cimetière, près du méro Gambetta, Mme Oswald : « Le cimetière du Père-Lachaise ». — 15 h, 46, rue du Bac, Mme Saint-Cirons : « La rue du Bac et le noviciat des Jacobins ». — 15 h, 30, rue de la Harpe, côté parc, Mme Hulot : « Le château de Maisons-Laffitte ». — 15 h, 47, rue Raymond : « Évacuation de M. de Balzac » (Mme Ferland) (entrée gratuite). — 15 h, 15, rue Saint-Paul : « Promenade dans le Marais » (Mme Hager). — 14 h, 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli : « La vie au Moyen Âge » (Fouquet les Jeunes). — 15 h, 15, rue de la Harpe : « Le Musée des arts et traditions populaires ». — 15 h, 2, rue de la Harpe : « Jeanne d'Arc ». — 15 h, 2, rue de la Harpe : « Cet avis tient lieu de faire part. Offrandes à Prêtres des hommes, 2, rue de la Harpe, Paris-6, C.C.P. 4 38 39. Ni fleurs ni couronnes. »

**CONFÉRENCES** — 22 h, cinéma La Clér, M. J.-M. Agron, abbé Toullet : « La peine de mort ». — 20 h, 30, 25, rue Bergère, docteur Lévi Valensin : « Les abus de la sociologie ». — 19 h, 15, rue de la Harpe : « L'Homme et la Connaissance ». — 18 h, 31, rue de Seine, M. Sacha Bernard : « Henri Bonnet ». — Du côté de chez Marcel Froust et de ses amis : Robert de Montequieu, Sarah Bernhardt et Anna de Noailles (entrée libre).

Indian Tongie et Bitter Lemon de SCHWEPPES. D'où la difficulté du choix.

Receptions

— A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur de la République de Corée et Mme Suk Hyun Yon ont offert une réception le lundi 3 octobre 1977.

Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Elisabeth Martin-Frey, fille de M. Alain Martin-Frey, docteur, et Mme. née Geneviève Perle, avec M. André Minelle, fils de M. Bernard Minelle et Mme. née Geneviève Liegeois, qui sera célébré le samedi 2 octobre 1977, à 11 h, 15, en l'église Saint-Médard, 75005 Paris. La Castelet, 31100 Auterive. M. et Mme Jean-Baptiste de la Salle, 75005 Paris. 4, rue Gerbert, 31100 Balma. 2, rue de Mirbel, 75005 Paris.

Décès

— Eric de Suzanne d'Épinois et Laurence, née Rabou, qui étaient si heureux d'annoncer la naissance de Jérôme, le 23 juillet, ont la douleur de faire part de sa mort survenue le 2 octobre 1977. Les religieuses dominicaines, la famille, les anciennes sœurs de l'Institut, ont part du deuil. Mère Marie-Catherine BALNY. Les obsèques auront lieu le jour mardi 4 octobre, à 15 h, 30, en la chapelle de l'Institut, 28, avenue Sainte-Foy, à Nanterre-sur-Seine.

— Zacharie Bauer, M. et Mme André Bauer, Suzanne Bauer, Anne et Paolo Cagnin, Jean et Catherine Bauer, ont la douleur de faire part du décès de Isabelle BAUER. Les obsèques auront lieu le mercredi 5 octobre, à 8 h, 45, au foyer de l'Amé, 7, rue du Pasteur-Wagner, 75011 Paris. Cet avis tient lieu de faire-part. 18, chemin des Princes, 122 Vesnans, Genève.

— Le docteur Lionel Bénichou et Michèle, née Colomb, Catherine, David et François, ont la douleur de faire part du décès de Pascal BÉNICHOU, sous les draps, leur fils, frère, petit-fils et neveu, survenu le 28 septembre dans sa vingt-quatrième année. 84300 Orthes-Sainte-Suzanne.

— Mme Jacques Dhont-Carlotti, Catherine, Jacques et Thierry, Danièle et Nathalie, Patrick et Bruno Dhont, M. et Mme Bernard Dhont, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Bernard DHONT, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenu à Paris, le 1<sup>er</sup> octobre. La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 5 octobre, à 8 h, 30, en l'église Saint-François-Xavier, 10007 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière Sud de Lille, dans le caveau de famille, à 14 h, 30. 32, rue Albert-Joly, 75003 Paris. (Jacques Dhont, industriel, originaire du Nord, fut, dès le début de 1941, un des premiers membres du groupe de résistance en zone nord, réuni notamment par Robert Guédon et Pierre de Froment, et qui s'intégrait au mouvement Combat après avoir été, pendant un temps, au printemps de 1943, le premier chef régional des Mouvements unis de résistance (MUR).)

— Mme Alexandre Grunelius, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Alexandre GRUNELIUS, dans sa quatre-vingt-troisième année. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité en l'église de Kolbeheim, le 30 septembre.

— M. Marcel Paré, son époux, M. et Mme Bernard Paré et leurs enfants, M. et Mme Alain Paré et leurs enfants, Mlle Hélène Paré, ses enfants et petits-enfants, M. Henry Crougneau, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme René Crougneau, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Georges Crougneau, leurs enfants et petits-enfants, M. Philippe Vité, ses enfants et petits-enfants, ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, M. et Mme Jean Polaire, Mlle Suzanne Polaire, ses sœurs et frères, ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de Mme Marcel PARÉ, née Germaine Crougneau, survenue le 3 octobre 1977 à Paris, à l'âge de soixante-quatorze ans. La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 5 octobre, en l'église Notre-Dame de la Gare (ex place Jeanne-d'Arc, Paris-13<sup>e</sup>), où l'on se réunira à 10 h, 30. Cet avis tient lieu de faire part. Offrandes à Prêtres des hommes, 2, rue de la Harpe, Paris-6, C.C.P. 4 38 39. Ni fleurs ni couronnes.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu brutalement le mois dernier, de M. Georges SINGET, docteur en théologie, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite, colonel de réserve, survenu le dimanche 2 octobre 1977. Le service religieux sera célébré le mercredi 5 octobre, à 8 h, 30, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, à Paris (75005).

— Mme veuve Anna Marchionni, le docteur et Mme Charles Marchionni et leurs enfants, M. et Mme Jean Sirinelli et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Toussaint MARCHIONNI, leur époux, père et grand-père. Les obsèques ont eu lieu à Vesuvio le 28 septembre. 22125 Vesuvio (Corse). 55, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

— Mme René Marin, M. et Mme Michel Marin et leurs fils, ont la douleur de faire part du décès de M. René MARIN, survenu le 30 septembre 1977. Les obsèques ont été célébrées le mardi 4 octobre, en l'église Saint-Louis de Boulogne, à Paris. 57, boulevard de Montmorency, 92160 Montmorency.

— M. et Mme Jean DUCOS de Lahalle et leurs fils, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean DUCOS de Lahalle, survenu le 2 octobre 1977. Les obsèques ont eu lieu ce mardi 4 octobre 1977, en l'église de Clapiers (34). M. et Mme Henri DUCOS de Lahalle et leurs enfants, M. et Mme L.-M. Pouquet et leurs enfants, les familles de Montety, Dumons, Picaud, Romane, ont la douleur de faire part du décès de M. Henri DUCOS de Lahalle, survenu le 2 octobre 1977. Les obsèques ont eu lieu ce mardi 4 octobre 1977, en l'église de Clapiers (34). M. et Mme Henri DUCOS de Lahalle et leurs enfants, M. et Mme L.-M. Pouquet et leurs enfants, les familles de Montety, Dumons, Picaud, Romane, ont la douleur de faire part du décès de M. Henri DUCOS de Lahalle, survenu le 2 octobre 1977. Les obsèques ont eu lieu ce mardi 4 octobre 1977, en l'église de Clapiers (34).

— Une messe solennelle, présidée par Mgr Delarue, évêque de Nanterre, sera célébrée le mardi 11 octobre, à 18 h, 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 80, avenue du Roule, à l'intention de Mgr Raymond DUSOULLIER, ancien supérieur au collège Sainte-Croix de Neuilly.

— A l'intention de M. et Mme Marie-Louise BODINIANI-CHIGOUT, croix de guerre 1939-1945, médaillée de la Résistance, décédée subitement à Zurich, le 31 juillet 1977, une messe sera célébrée à l'église Sainte-Odile, sa paroisse, 2, avenue Sébastien-Bottin, 75017 Paris (métro : Porte-Champerret), le mercredi 12 octobre 1977, à 8 heures du matin.

— M. Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris (9<sup>e</sup>).

— M. et Mme Jean Silvant et sa famille adressent leurs sincères remerciements pour les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de M. Jean SILVANT, survenu le 8 juillet dernier. Ils remercient les amis du défunt qui ont tenu à honorer son anniversaire au cours d'une messe célébrée par le père Jean Girardet, le 1<sup>er</sup> octobre 1977, à 18 heures, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin,



هكذا من الاجل

rendez-vous chez rodin qui s'affirme actuellement comme le magasin de tissus "idéal"...



## VOICI LES EXTRAORDINAIRES TISSUS "COUTURE" AUTOMNE-HIVER 1977-78 et leurs prix ultra-séducteurs !

**Toutes sortes d'imprimés d'hiver ravissants, et...**  
... à des prix "sans problème". Avec, cependant, des coloris chaleureux et subtils pour des dessins très élaborés, une variété incomparable de motifs : des bases, des fleurs, des rayures, des carrés, des dessins de châles, des guirlandes, etc.

de 16,90 à 38,90 F le mètre

**Tweeds et tweeds et quels tweeds !** Cette saison, les créateurs de tweeds se sont surpassés pour vous étonner et pour vous plaire. Des tweeds de France pour manteaux et ensembles, aux dispositions et aux teintes originales et très bien réalisées. Nous avons aussi importé pour vous des tweeds anglais d'une qualité admirable.

de 45 à 165 F le mètre

**Carreaux et écossais sont très à la mode, mais...**  
ce qui importe, c'est la classe des dessins et des coloris, c'est aussi la qualité et l'allure. Venez vous-même apprécier la "différence". Cette gamme très autonome va des nouveaux petits dessins très distingués "Style masculin" jusqu'au carreaux plus importants.

de 34,50 à 105 F le mètre

**Pour les manteaux d'hiver, un certain luxe raisonnable.** Celui que vous devez exiger et qui garantit votre satisfaction cet hiver et pour plusieurs saisons. Nous vous conseillons donc des draps unis superbes, de nombreux réversibles, des chevrons, des pois de chameaux, des chevrons, d'élégants tissus bouclés, des diagonales, etc.

de 55 à 169 F le mètre

**La quintessence du goût "78" : les étamines imprimées.** L'imagination et le goût à leur plus haut niveau pour ces merveilleuses étoffes dont les dessins et les teintes raffinés vous raviront. Vous réaliserez ces fameux ensembles chemisiers-jupes ou ces nouvelles robes dans le style actuel "châtoyant".

de 59,90 à 135 F le mètre

**Les cinq genres de jerseys en vogue :**  
Les jerseys imprimés, attrayants et seyants, les jerseys Jacquards, les jerseys rayés, les "panneaux" et les jerseys de style tricot, aux coloris aussi doux que le toucher. Voici les plus allurés et les plus nouveaux.

de 26,50 à 79,50 F le mètre

**Pour les grandes occasions, mariages, cocktails, et pour les fêtes de fin d'année.** Pourquoi ne pas penser dès maintenant à la robe habillée que vous serez heureuse de choisir et de porter. La nouvelle Mode, ce sont des tissus et des mousselines lamés, des brochés souples, des mousselines de soie pékinées, des broderies, des crêpes et des jerseys, des taffetas et des satins, et de délicieuses dentelles.

### UNE TRÈS IMPORTANTE ÉVOLUTION DANS LA DÉCORATION, TISSUS D'AMEUBLEMENT :

Voici les trois tendances essentielles :

1. LES CHINTZ IMPRIMÉS, les nouveaux dessins et les nouveaux coloris, RODIN vous les propose à partir de 25 F le mètre pour un chintz importé des U.S.A.
2. LES TWEEDS, ET LES TISSUS À RELIEF, en particulier dans les teintes naturelles, blanc beige, écru, toutes les textures épaisses inspirées des lainages.
3. LES PIQUÉS, LES FAÇONNÉS, LES NOUVEAUX JACQUARDS dans des colorations et des dessins renouvelés.

depuis 39,50 F le mètre

depuis 43,50 F le mètre

\*Évidemment, chez RODIN, tous ces tissus-décoration sont en stock et disponibles, pour faciliter au maximum vos achats.

# RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Magasins ouverts sans interruption de 9 h 15 à 18 h 45, tous les jours, du samedi inclus. Métro Franklin-Drouot ou Saint-Martin du Rond-Point.

## HISTOIRE

### Les mémoires du général Guillaume

#### UN HOMME DE GUERRE

Le général Guillaume est un homme de guerre. Il le dit dans le titre de ses Mémoires. Le drame de ce montagnard d'une franchise rugueuse jusqu'à la brutalité fut qu'on lui confia, en deux occasions au moins, des postes pour lesquels il n'était manifestement pas fait : celui de résident général au Maroc et de chef d'état-major des forces armées. Dans le premier cas, il fut victime de son entourage, de son attachement au passé et des intrigues politico-financières qui marquèrent l'accession du Maroc à l'indépendance. Dans le second, il se démit de ses fonctions en claquant la porte — non sans raison sans doute — mais sans résultat visible. Comme l'a dit son successeur, qui avait été aussi son prédécesseur, le général Ely, la démission est un fusil à un coup. Une fois qu'il est tiré, le tireur est désarmé.

Enfant du Queyras, Augustin Guillaume, officier modeste et fonceur — un sanglier, disaient ses amis et ses ennemis — a été avant tout l'homme des tabors. Après l'armistice de 1940, ce vétéran des campagnes du Maroc, devenu directeur des affaires politiques à Rabat, réussit à dissimuler aux commissions allemandes les forces supplétives, les « mallasas chérifiennes », à les entraîner, à les développer pour en faire des unités dont les gnomes — leur nombre atteindra vingt-six mille — jouèrent un rôle de première importance dans les campagnes de Tunisie, d'Italie, de France et d'Allemagne.

En djellabah rayée, il les conduisit sur les crêtes les plus inabornables, suivi de ces muletiers incroyables, les « brèles », qui furent la risée, puis

l'objet d'admiration des soldats américains. « Je le connais. Un chef de bande incomparable, dira de lui de Gaulle, qu'il n'aurait pas. Quant à en faire un chef d'état-major d'armée, c'est un violant. Jamais. » De Gaulle, sur les instances de Jean de Lattre, un des rares qui surent séduire l'homme du Queyras, en fera cependant un divisionnaire. Le roi Jean — se fera complice de Guillaume lorsque celui-ci, malgré les ordres, embarquera ses gnomes vers la France en août 1944. Usant et abusant, à sa manière, le chef de la première armée française poussera Guillaume, ses tabors et ses tirailleurs dans toutes les positions intenable, les fera geler dans les Vosges, les jettera épuisés dans Strasbourg menacée, leur fera franchir le Rhin avec des moyens de fortune. Guillaume marche toujours. Il finira par s'installer dans Stuttgart, dont l'occupation était impartie en principe aux Américains.

Dans son livre, il ne parle guère de la tempête provoquée par la présence de ses troupes et des exactions qu'on leur a prêtées, dans une ville effarée. Même s'il cite les propos de Malaparte, qui, invité à Rome par le chef des tabors, prétendit avoir trouvé dans le plat des oeufs de doigt humains, ainsi que les plaintes de Pie XII à de Gaulle contre « les Marocains ». Il « homme de guerre » règle en quelques lignes la question des viols et des pillages : « Sans doute des violences avaient été commises, inévitables dans la guerre, mais (...) elles avaient été le fait d'hommes appartenant aux services, souvent recrutés dans les bas-fonds des ports, et non pas des combattants de première ligne. »

#### « Prisonnier deux ans en Union soviétique »

La guerre finie, il se retrouve selon son expression « prisonnier deux ans en Union soviétique », où de Gaulle l'a envoyé comme attaché militaire. En 1951, Augustin Guillaume a presque atteint le sommet de sa carrière : il est commandant en chef en Allemagne. Le général Juin, arrêté à grand-peine par le gouvernement à ses fonctions de résident général au Maroc pour occuper le poste de commandant en chef des forces alliées Centre-Europe, exige que l'ancien chef des tabors lui succède à Rabat. « Depuis quand les officiers généraux imposent-ils leur succession ? », demandera vainement le président de la République, Vincent Auriol. Il est vrai que le sultan a lui aussi mis en avant le nom du général Guillaume.

Le nouveau résident, qu'on n'avait pas consulté, n'est pas du tout ravi qu'on l'ait ainsi désigné comme volontaire. Le général est de nouveau enfermé : « J'avais perflu l'impression qu'on se servait de moi comme d'un objet sans personnalité, sans même me demander mon avis. » Il a beau renouveler ses cabinets civil et militaire, la situation reste la même : « A Rabat, un sultan qui ne voyait jamais dans sa volonté d'en finir avec le protectorat, (...) à Paris, (des) gouvernements qui ne furent jamais capables de définir exactement la politique marocaine qu'ils entendaient me faire conduire. »

La succession de Juin est lourde. Lorsque le général Guillaume perdit de la politique « de l'armistice et de réformes » du futur maréchal, c'est sans enthousiasme. On peut lire entre les lignes que la puissance conférée — ou concédée — à l'ennemi mortel du sultan, le glaive, ne pouvait guère aboutir qu'à l'effacement. Après une courte lune de miel, celui-ci vint vite. Est-ce la suite des Américains ? Certainement. Guillaume porte, en présence des consuls étrangers au Maroc, un toast : « A tous les pays amis ou alliés, à l'exception du plus grand, du plus riche,

qui nous trahit tous les jours. » Scandale à Washington et à Paris. Eisenhower, lorsqu'il accédera à la présidence, se montrera plus compréhensif. N'importe. Le sultan et le résident général sont dans l'impasse et le gouvernement français est incapable de proposer une issue. Il ne restera au général Guillaume qu'à interrompre une cure à Vichy pour jeter Sidi Mohammed dans un avion pour Madagascar. Et à s'en aller, lui aussi, grognard désemparé, qui, à juste titre, assure mal de l'avenir et se rend compte qu'il a joué les boucs émissaires.

A Lisbonne, sur le chemin du retour, où il s'est arrêté pour la visite traditionnelle au « grand oncle » exilé, le général Nogues, il apprend qu'il est nommé chef d'état-major général des forces armées. Beaucoup de séances de travail, une efficacité limitée. Le matin du 28 février 1956, en pleine réunion du Comité de défense nationale présidé par René Coty, Augustin Guillaume, que l'on n'a pas écouté, ferme ses dossiers, donne sa démission, et s'en va. Juin lui remettra la médaille militaire. Il deviendra président de l'association Rhin et Danube, maire de son Guillaume natal jusqu'en 1971. « La politique fut rigoureusement bannie », affirme-t-il, des réunions du conseil municipal. On le croit.

Aujourd'hui, méditant dans son fauteuil d'invalides, un des derniers représentants de la vieille armée d'Afrique constate qu'« un courant irrésistible » a conduit à l'indépendance les peuples « colonisés », même si, écrit-il, « la fin du protectorat du Maroc, la perte de l'Algérie, les ai ressenties comme l'échec personnel de toute une carrière ». Toujours aussi peu diplomate, même vis-à-vis de lui-même.

JEAN PLANCHAIS.

(\*) Général Guillaume : l'Homme de guerre. Éditions France-Empire. 300 p., 35 F.

### OUBLIEZ LE FRANÇAIS.



Pendant 2 semaines, vous dialoguez à 4 ou 5, selon la méthode Berlitz, 7 h 30 par jour avec des étrangers qui vous enseignent leur langue. Ou à mi-temps pendant 4 semaines. C'est simple et efficace. Demandez le calendrier des stages à : Opéra : 742.13.39 - Nation : 346.12.65 - Pantin : 633.98.77 - Puteaux : 772.18.16 - Boulogne : 609.15.10 - St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70.

"STAGE INTENSIF" BERLITZ

Formez-vous rapidement. Organisme privé.

Une tâche imprécise

"Ce  
Tout sin  
aurions  
à comp  
Votr  
encore  
Nou  
process  
théâtre  
Je v



LA SEMAINE FRANCO-ALGÉRIENNE A MARSEILLE

## Le couscous de l'amitié

De notre correspondant

Marseille. — La semaine du 28 septembre au 2 octobre a été placée à Marseille sous le signe de l'amitié franco-algérienne par le Mouvement de la jeunesse communiste de France (M.J.C.F.) et l'Union nationale de la jeunesse algérienne (U.N.J.A.). Spectacles, chansons, soirées folkloriques, assurées par des troupes venues du Sud-Ouest algérien, rencontres, représentations théâtrales en langue arabe, films, débats sur le racisme, l'emploi, l'éducation et les immigrés, se sont succédés à Marseille, Fos, Martigues, Aix-en-Provence et Aubagne.

Puis un couscous géant de l'amitié fut offert, le samedi 1<sup>er</sup> octobre, dans la banlieue nord de Marseille à plusieurs centaines de jeunes Algériens par les militants du M.J.C.F., sous un chapiteau dressé pour la circonstance, en présence de M. Jean-Michel Catala, secrétaire du M.J.C.F., et de M. Mohammed Assedine, secrétaire national de l'U.N.J.A.

Cette manifestation, la première du genre, succédait à l'accueil, la semaine précédente, à Fos, d'une délégation du P.L.N. reçue place du Colonel-Fabien. Elle illustre les efforts déployés par le parti communiste pour se rapprocher des travailleurs immigrés. Le P.C.F. veut aussi s'élever contre « le scandale d'un autre âge que constitue le racisme » et manifester sa volonté de « combattre le fléau de la surexploitation de ces travailleurs ». La présence de plusieurs délégués du comité central et du bureau politique soulignait dans quel contexte se situait cette initiative. Les deux thèmes du racisme et de

l'emploi ont sous-tendu l'ensemble des manifestations, qui se sont terminées par un meeting salle Vaillat à Marseille.

Le choix de Marseille, où vivent 213 000 travailleurs immigrés, souligne la volonté de porter le débat en un point où ces problèmes sont les plus aigus. M. Jean-Michel Catala a notamment déclaré : « Les travailleurs immigrés ne sont pas responsables du chômage, puisque le départ de 150 000 d'entre eux n'entraînerait la création que de 13 000 emplois nouveaux. Nous devons expliquer, à poursuivre M. Catala, la tromperie, le roi, qui constitue l'octroi d'une prime de départ pour inciter les travailleurs immigrés à retourner chez eux. Cette prime est inférieure aux indemnités de chômage. Elle constitue surtout une manœuvre grossière pour entretenir la xénophobie et dresser les travailleurs français contre les travailleurs immigrés. »

Deux débats publics ont été organisés à Martigues et à Aubagne autour de projections cinématographiques (*Elise ou la Vraie Vie*) ou théâtrales (*la Vague*, qui retrace l'histoire du mouvement ouvrier algérien), introduisant des « tables rondes » auxquelles participaient chaque fois plusieurs centaines de travailleurs immigrés, dont les témoignages, facilités par des traductions simultanées, ont mis en lumière un racisme quotidien fait de menaces, d'humiliations de tous ordres et aussi de ce « racisme politique que constitue la loi Stoléru ».

JEAN CONTRUCCI.

Recevant les déléguées régionales à la condition féminine

## La reconnaissance des droits des femmes doit marquer le septennat

déclare le chef de l'Etat

Recevant lundi 3 octobre, à l'Élysée, au cours d'un déjeuner, les vingt-cinq déléguées régionales à la condition féminine et Mme Nicole Pasquier, déléguée nationale, M. Valéry Giscard d'Estaing a notamment déclaré : « Je tiens à ce que mon mandat présidentiel soit marqué par la reconnaissance complète des droits et des responsabilités des femmes dans la société française. J'espère que, sur les dix ou douze lignes que les futurs manuels d'histoire réserveront à mon septennat, une ou deux seront consacrées à mes efforts pour améliorer la condition féminine. » Le chef de l'Etat a souligné l'inégalité entre les hommes et les femmes face à l'emploi : « Il faut, a-t-il déclaré, réorganiser l'économie pour modifier la tendance actuelle et rétablir l'équilibre, ce qui suppose une action continue. » Le président de la

République a regretté que « les Français soient trop conservateurs et trop routiniers dans le domaine de la condition féminine. Nous n'avons pas encore surmonté complètement le blocage des mentalités ». Rendant hommage à l'action de Mme Simone Veil, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, et Alice Saunier-Séité, secrétaire d'Etat aux universités, il a ajouté : « Il faut donner en exemple des femmes dont l'action est au moins égale à celle des hommes. »

L'épouse du président de la République — qui participait au déjeuner du 3 octobre — devait prononcer une allocution, mardi 4 octobre, devant les adhérentes du club Présence et Promotion de la femme française.

## Une tâche imprécise et multiforme

De notre envoyée spéciale

Lille. — Dans son modeste bureau de la préfecture de Lille, Mme Marie-Thérèse Rougerie, déléguée à la condition féminine pour la région du Nord-Pas-de-Calais, fait avec tonus et vivacité le bilan de trois années au service de deux millions de femmes. La quarantaine enjouée, mère de trois enfants et fonctionnaire placée à la tête de la mission régionale, Mme Rougerie avait été désignée, en septembre 1974,

enthousiasmée par ce nouveau poste, à la fois imprécis et multiforme. Mme Rougerie a participé à la vaste enquête nationale qui aboutira à la rédaction de *Projet pour les femmes 1978-1981* : cent propositions ponctuelles mais cohérentes qui doivent être mises en œuvre avant la fin du septennat. Elles sont l'axe essentiel qui ordonne toute l'activité d'une déléguée régionale. Qu'en août 1976, le secrétariat d'Etat à la condition féminine soit devenu une simple délégation nationale affectée par Mme Rougerie, qui brandit partout son livre blanc et s'attaque, dans les deux départements dont elle a la charge, aux mentalités et aux comportements qui

lui paraissent rétrogrades. Pour ce faire, elle doit convaincre des parents, des éducateurs, des employeurs et aussi des jeunes filles — traditionnellement sous-scolarisées — de la nécessité, pour le deuxième sexe, d'échapper aux malédiction ataviques. « Un boulot de militants où il faut être optimiste, dit-elle, le fonce ! »

### Le refus de la passivité

Les grands objectifs sont d'expliquer aux femmes que le travail détermine l'autonomie, de rayer du vocabulaire la notion de « salaire d'appoint », d'empêcher que les filles

n'entrent automatiquement dans le textile ou ne préparent un vague C.A.P. de sténo, d'ouvrir d'autres horizons de métiers, dans la chimie, le bâtiment, l'automobile ou le tertiaire... Mais la déléguée suit aussi de près les actions menées par le Centre d'information féminin, dont elle est présidente, l'organisme Retra-vailleur, de Mme Evelyn Sullerot, ainsi que le Centre d'information et de régulation des naissances. Des réunions de parents d'élèves à celles du Rotary-Club, en passant par la visite imprévue aux femmes des usines ou des courées, elle n'épargne pas sa peine.

Pour assumer ce poste, souligne

Mme Rougerie, « il faut être féministe, croire en la femme. Vouloir qu'elle soit responsable et non passive, avoir foi en ses virtualités ». Il faut aussi, en l'absence de tout budget propre, croire au seul pouvoir de la parole et ne pas être trop regardante quant aux appointements : la déléguée du Nord-Pas-de-Calais vit uniquement du salaire versé par la mission régionale dont elle continue de s'occuper, et son personnel (deux collaboratrices) ne peut être rétribué que grâce à l'obligeance du préfet qui héberge toute l'équipe.

MICHEL SOLAT.

\* Délégation régionale à la condition féminine, préfecture de la région Nord - Pas-de-Calais, 59039 LILLE. Tél. 32-40-27.

### PUBLICATION JUDICIAIRE

#### COUR D'APPEL DE METZ

Par arrêt contradictoire devenu définitif rendu par la Chambre Correctionnelle de la Cour d'Appel de Metz à l'audience publique du 29 juillet 1977,

la nommé GAUCHE André-Louis-Michel, né le 25 octobre 1928 à METZ, 57, de Justin et de ZIN-GERLE Annie,

représentant, demeurant 1, impasse des Bégonias à CREUTZ-WALD, 57, a été déclaré coupable :

A) d'avoir à MARIEULLES et à METZ, depuis temps non prescrit : étant gérant de fait de la S.A.R.L. l'Auberge Basque

— fait de mauvaise foi des biens de la Société un usage qu'il avait contraire à l'intérêt de celle-ci notamment en achetant pour 5.000 F une voiture au bénéfice d'un tiers,

— omis d'établir à chaque exercice, l'inventaire, le compte d'exploitation générale, le compte des pertes et profits et le bilan,

B) étant gérant de fait de la S.A.R.L. Lorraine Bretagne

— omis d'établir à chaque exercice, l'inventaire, le compte d'exploitation générale, le compte des pertes et profits et le bilan,

— fait de mauvaise foi des biens de la Société un usage qu'il avait contraire à l'intérêt de celle-ci notamment en s'appropriant des marchandises dans qu'elle soient comptabilisées,

de s'être à MARIEULLES, depuis temps non prescrit :

A) — en tant que personne physique, frauduleusement soustrait ou d'avoir tenté de se soustraire frauduleusement à l'établissement ou au paiement de l'impôt sur le revenu pour les années 1971, 1972 et 1973,

B) en tant que gérant de fait de la S.A.R.L. l'Auberge Basque, frauduleusement soustrait ou tenté de se soustraire frauduleusement à l'établissement et au paiement :

1) de la taxe sur la valeur ajoutée pour les années 1971, 1972 et 1973,

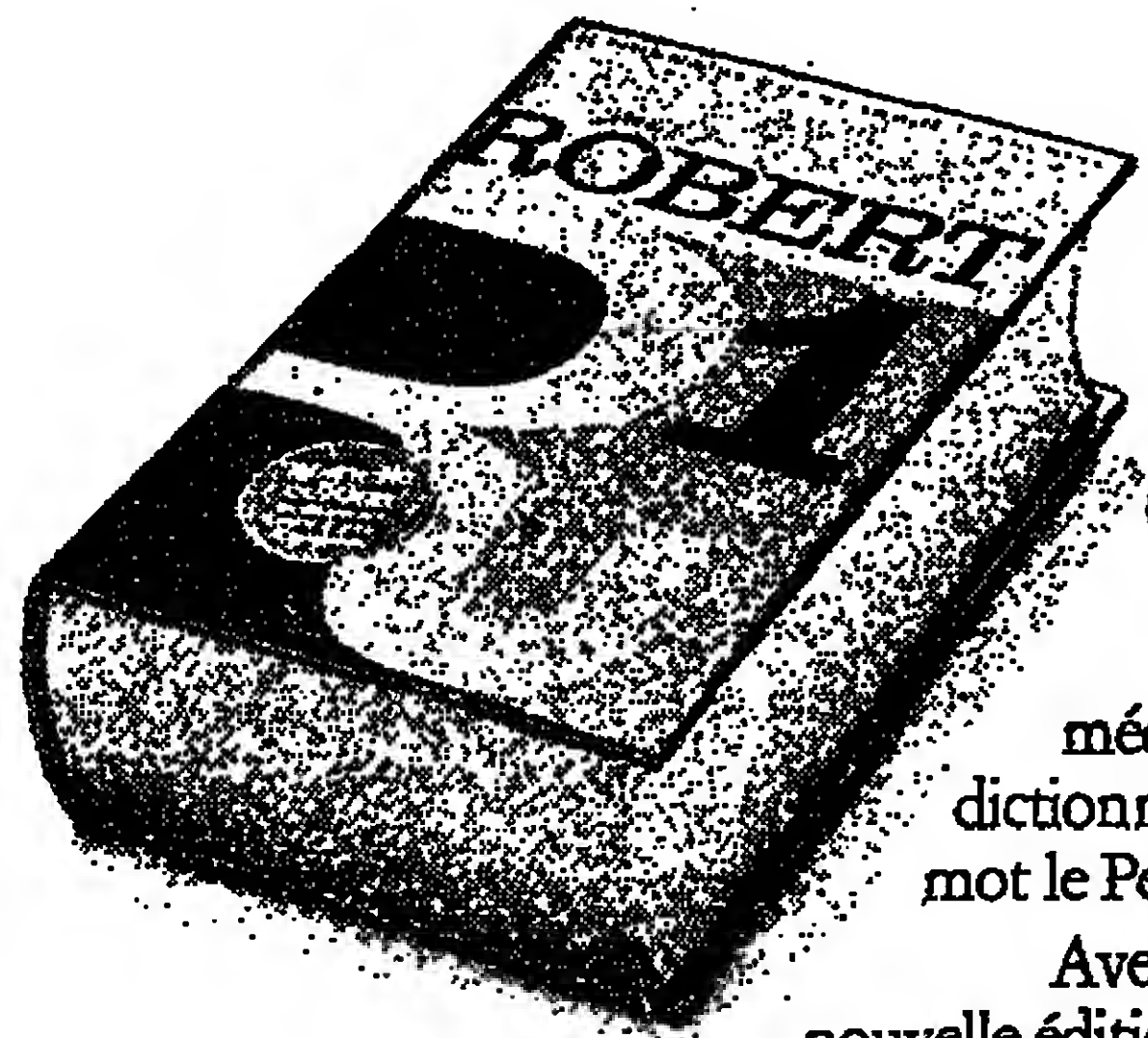
2) de l'impôt sur les sociétés pour les années 1971, 1972 et 1973.

et par application des articles : 425-4, 426-1 de la loi du 24 juillet 1966, 133-5 et 6 de la loi du 13 juillet 1967, 1741 et 1743 du Code Général des Impôts, 402, 483 du Code Pénal, 473, 749, et suivants du Code de Procédure Pénale,

condamnée à la peine de DEUX ANNEES d'emprisonnement, dont HUIT MOIS fermes et le reste AVEC SURESSIMPLE, sans déchéance, la durée de la contrainte par corps ayant été fixée au minimum,

la publication par extraits de l'arrêt surmonstré, à ses frais, dans le « Journal officiel », le Journal « le Monde » et le Journal « République Lorraine », été ordonnée à ses frais.

“Ce n'est pas grave, Madame. Tout simplement chronique. Nous aurions pu craindre une aéropathie à complication neuro-dépressive. Votre mari ne connaît pas encore l'andropause\*? Bien. Nous allons engager un processus immunogène à base de théâtrothérapie. Je vous rassure.”



Si quelque chose vous échappe, consultez le Petit Robert 1978.

Le Petit Robert c'est le dictionnaire de tous les français, intellectuels, médecins, snobs, enfants... Mais le système analogique du Petit Robert en fait un dictionnaire unique au monde (ex : \*Andropause renvoie à ménopause...). Pour chaque mot le Petit Robert indique les synonymes et tous les mots apparentés par le sens. Avec ses quinze mille mots et sens nouveaux et ses deux cents pages en plus, la nouvelle édition du Petit Robert est en vente dans toutes les librairies.

Le Petit Robert c'est le dictionnaire de la langue vivante.



OUBLIEZ LE FRANÇAIS

STAGE



**Se perfectionner, ou apprendre la langue qui vous plaît**

**LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC**

Cours avec explication en français

Documentation gratuite

EDITIONS DISQUES BBGM

8, rue de Belfort - 75008 Paris

**COURS DE LANGUES**

Dans le cadre de la formation continue, pour les personnes qui ont des connaissances en langues étrangères, nous proposons des cours de langues étrangères.

Préparation des diplômes de la Chambre de Commerce Britannique

Formation France :

19, rue du Colonel Moll

75017 Paris

380.75.97 & 755.89.82

## Diplômes pour un emploi

La COMPAGNIE EUROPEENNE DE FORMATION PERMANENTE (C.E.F.P.), dans le cadre de ses programmes « Formation Emploi » prépare aux diplômes professionnels demandés par les employeurs : Chambre de Commerce britannique, Chambre de Commerce espagnole, Cambridge First Certificate, Fondation Internationale Langues Espagnoles. Début des cours le 4 octobre. Tous les programmes, pour les salariés, donnent lieu à une Convention de Formation avec les entreprises. Les étudiants individuels bénéficient de conditions particulières. Les programmes d'espagnol intensif sont pris en charge par les ASSOCIÉS pour les personnes à la recherche d'un emploi. — C.E.F.P., 9, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS — Tél. : 232-97-08

(PUBLILOC)

**CYCLE DE FLEXION SUR L'ÉCOUTE-ACTION**

(GROUPE DE CONTRÔLE BALINT)

A l'intention des travailleurs sociaux, médecins, enseignants, etc.

Tous les samedis de 9 à 12 heures, pendant 20 semaines (120 heures) à partir du 12 novembre 1977

Renseignements et inscriptions : Service Formation Permanente, Université de PARIS-VIII, route de la Touraille, 75012 PARIS. Tél. : 374-12-10, poste 389.

**vous préparez aux CARRIÈRES ARTISTIQUES**

DESSIN • GRAPHISME • DESIGN • DÉCORATION • ARCHITECTURE INTÉRIEURE • PHOTOGRAPHIE • AUDIOVISUEL

Programmes complets de formation : méthodes adaptées aux exigences professionnelles - Stages de fin d'année

Cours du jour, Cours du soir, Formation Permanente des adultes en cycle court et séminaires

RENSEIGNEZ-VOUS CE JOUR

504 61 33 (Madame Moreau) ou sur place

ÉCOLE FRANÇAISE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE - 177, rue de Valenciennes - 75013 PARIS

**INSTITUT LIBRE D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES**

175, boulevard Saint-Germain - Paris (6<sup>e</sup>) - 548-88-83

Établissement d'enseignement supérieur, l'Institut donne une formation de caractère juridique et économique aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux carrières internationales.

**CARRIÈRES INTERNATIONALES**

L'enseignement est assuré par des professeurs d'Université. Le Diplôme est admis en équivalence de la deuxième partie de l'examen de quatrième année de licence en Droit et peut donner accès au Doctorat.

Recrutement sur titres - Statut étudiant

Séminaire ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

**FONCTION PERSONNEL RELATIONS HUMAINES**

1 soir par semaine pendant 3 mois

1 samedi tous les 15 jours

• Sans interrompre votre activité professionnelle

• Attestation de fin d'études

**AUTRES COURS : PRISE DE DECISIONS, MARKETING, GESTION FINANCIÈRE, ÉCONOMIE**

Possibilité de prise en charge par l'employeur

**ENEFCSSE**

14 rue Monsieur le Prince

75006 Paris (Métro Odéon)

Tél. : 033.83.46

Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État

(PUBLILOC)

**CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS**

**INSTITUT NATIONAL DE FORMATION DES CADRES SUPÉRIEURS DE LA VENTE**

Depuis 1963, l'INSTITUT NATIONAL DE FORMATION DES CADRES SUPÉRIEURS DE LA VENTE a été mis en place pour préparer des praticiens aux plus hautes fonctions du MARKETING.

Son rôle éducatif est pratique, qui porte à la fois sur les connaissances des biens de grande consommation, des biens industriels, des sciences humaines et de la gestion, et est rattaché à un Corps Enseignant composé de praticiens en activité.

Un DIPLOME D'ÉTAT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR sanctionne les deux ans d'études. La liste des diplômés est publiée au « Journal Officiel ».

Une notice détaillée est envoyée gratuitement aux personnes qui en feront la demande.

Les étudiants peuvent bénéficier à l'I.N.F.V. des dispositions de la loi du 16 juillet 1971 sur la Formation Permanente.

Début des cours : le 9 NOVEMBRE 1977

INSCRIPTION au Secrétariat de l'Institut, 232, rue Saint-Martin 75141 Paris Cedex 01. Tél. : 271-24-14, poste 315, l'après-midi de 13 h. à 18 h. du 19 septembre au 8 octobre 1977, tous les jours de la semaine.

## ÉDUCATION

Des dizaines de milliers de jeunes quittent le système éducatif sans formation

### Les « loupés » de l'école

Que dirait-on d'une usine d'automobiles dont près d'un véhicule produit sur trois serait inachevé ? Bien que, à l'évidence, le système éducatif français ne puisse pas être comparé à une industrie de transformation, son rendement est d'une insuffisance criante : sur près de sept cent cinquante mille jeunes de tous âges qui ont quitté le système scolaire en 1975, environ cent quatre-vingt mille n'avaient reçu qu'une formation générale de base et avaient, au mieux, le certificat d'études primaires ou le B.E.P.C., dont on connaît la dérisoire valeur marchande. Les autres avaient acquis une formation professionnelle courte (43 %) ou avaient atteint ou dépassé le niveau du baccalauréat (34 %).

Ces chiffres, qui figurent dans une étude de M. Jean-Pierre Bassely publiée dans la revue de l'INSEE, *Économie et statistiques* (1), confirment que, malgré la prolongation à seize ans de la scolarité obligatoire (2), les ratés de la machine scolaire sont dramatiquement nombreux.

Pour apprécier le rendement de l'école, seule l'analyse des flux de sorties par niveau de formation est valable, car la comptabilisation des seuls diplômés déforme l'image de la formation : un diplômé ne quitte pas forcément le système éducatif, et il peut collectionner les diplômes. Les programmes d'espagnol intensif sont pris en charge par les ASSOCIÉS pour les personnes à la recherche d'un emploi. — C.E.F.P., 9, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS — Tél. : 232-97-08

secondaire, cent vingt et un mille venaient des classes de troisième ou n'avaient pas achevé le second cycle court, trois cent dix-huit mille abandonnaient l'enseignement général avant le baccalauréat ou quittaient le technique court à la fin de l'année terminale, cent trente mille sortaient des classes terminales avec ou sans le baccalauréat — les bacheliers ne poursuivant pas leurs études. — Soixante mille atteignaient le niveau III de la nomenclature des formations (diplôme correspondant à deux années d'études après le baccalauréat) et soixante-quatre mille avaient un diplôme universitaire de deuxième ou de troisième cycle, ou sortaient d'une grande école.

**Niveaux et rendement**

Ces chiffres montrent qu'une grande majorité des jeunes Français quittent l'enseignement avec, pour le moins, un diplôme de l'enseignement technique court (C.E.P. ou B.E.P.C.) et au pire sans aucun diplôme. Une comparaison est révélatrice : le nombre de jeunes formés utilement par l'enseignement supérieur français (deux ans après le baccalauréat et au-delà) est inférieur (avec cent trente-trois mille) au nombre de ceux qui quittent l'école sans aucune formation (cent soixante-dix mille). Cette comparaison pose un problème politique : une politique d'éducation, en France, doit choisir ses priorités et ne pouvant tout faire, elle doit choisir son effort — notamment budgétaire — en direction des plus démunis, des plus menacés par l'absence de qualification.

Toutes les sorties n'ont pas la même signification, et la hiérarchie des niveaux ne correspond pas forcément à celle du rendement de la machine scolaire. Ne faut-il pas mieux quitter l'école au niveau V, après une formation technique courte, qu'au niveau IV, supposée supérieure, avec pour bagage un diplôme de baccalauréat ? L'auteur de l'enquête a relevé deux grandes catégories de niveaux de sorties : celles qui correspondent à un seuil qui n'a pu être franchi, et celles qui correspondent à un diplôme obtenu ; échec scolaire dans le premier cas, satisfaction dans le second.

La chute devant l'obstacle apparaît massivement au bout de l'échelle, c'est-à-dire, pour les jeunes qui n'ont pas accès à une classe terminale de formation. Beaucoup de ces jeunes — qui

sont, rappelons-le, plus de cent soixante-dix mille chaque année — sont des victimes du retard scolaire. Ils ont attendu, plus ou moins patiemment, que sonne l'heure de leur seizième anniversaire.

Lier ce phénomène d'abandon avant le diplôme à l'âge atteint est une hypothèse que formule M. Bassely. Elle s'appuie sur la constatation suivante : à quinze ans, au 1<sup>er</sup> janvier 1975, 94,4 % des jeunes Français étaient scolarisés dans les établissements dépendant du ministère de l'Éducation ou en apprentissage. A la même date, le taux de scolarisation à seize ans n'était plus que de 70 %, y compris l'apprentissage. Compte tenu des formations ne dépendant pas du ministère de l'Éducation, on peut évaluer à un sur cinq le nombre de jeunes qui ont quitté l'école à seize ans. Cette défection s'explique par les retards accumulés : cette année-là, plus d'un élève de sixième sur deux avait douze ans ou plus, et 57 % des élèves de cinquième avaient treize ans ou plus, alors que l'âge « normal » à ce niveau est de douze ans.

Près de trois cent dix-huit mille jeunes ont abandonné l'école à y a deux ans au niveau V de la nomenclature des formations, c'est-à-dire, pour le technique court, à l'issue de l'année terminale de l'enseignement général des lycées, avant la terminale. La majorité d'entre eux étaient diplômés (184 900) mais 42 % n'avaient pas de diplôme. Les formations à la fin de l'année terminale étaient supérieures à celles des non-diplômés : 35 700 contre 23 800 et, bien sûr, au niveau des classes du second cycle long (seconde et première) : 21 900 « sorties » sans aucun parchemin.

L'enquête de l'INSEE ne portait pas sur le devenir professionnel des jeunes sortis en 1975 du système scolaire, mais elle a le mérite de faire ressortir l'échec des mécanismes d'orientation et le caractère radical d'une sélection dans les classes qui conduit des dizaines de milliers de jeunes à sortir de l'école sans aucune formation « monnayable » sur le marché du travail. L'enseignement technique ne peut pas être tenu pour responsable de la crise de l'emploi, mais l'étude de son rendement interne — une formation doit déboucher sur un diplôme — montre qu'il fonctionne encore avec un taux de déperdition beaucoup trop élevé. Le gâchis n'est pas seulement à analyser en terme de coûts financiers : il est d'abord humain.

**UN ÉTUDIANT STÉPHANOIS TROUVE MORT APRÈS UN « BIZUTAGE »**

(De notre correspondant, Saint-Étienne) — M. Pascal Meyerot, âgé de vingt ans, étudiant en deuxième année de génie mécanique à l'Institut universitaire de technologie de Saint-Étienne, originaire de Saint-Étienne, a été trouvé mort le lundi 3 octobre, vers 21 h. 30, par d'autres étudiants, sur la pelouse de la résidence universitaire de la Métaire. Pascal Meyerot a succombé à un étranglement de la cage thoracique à la suite, vraisemblablement, d'une chute du toit de la résidence de quatre étages, où il occupait une chambre. Le début de la nuit avait été particulièrement agité, les étudiants de seconde année de l'I.U.T. « bizutés » ceux de première année. Or, à la Métaire, où se trouve cette occasion, les membres des « bizutes » sont montés sur le toit à l'aide d'une échelle, ce qui fut le cas lundi soir.

● La Ligue de l'enseignement et les écoles privées. La Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente déclare : « A l'occasion de la campagne pour les élections municipales, des candidats se sont engagés à appliquer immédiatement et dans la gestion dont ils auraient la responsabilité, le principe « école publique, fonds publics ; école privée, fonds privés ». Le conseil d'administration de la Ligue approuve cet engagement laïque, qui conduit à enjoindre ces élus à le traduire dans les faits. Il dénonce l'attitude et les interventions du ministre de l'Éducation, qui conteste une décision prise démocratiquement. Alors qu'il devrait être le garant, le ministre participe ainsi au démantèlement du service public, et privilégie l'enseignement privé confessionnel. »

**DES « MINI-COLLEGES » DANS LA CAMPAGNE**

Une dizaine de « mini-colleges » vont être prochainement construits en zone rurale pour accueillir des effectifs compris entre dix et vingt élèves. Actuellement, les plus petits établissements sont prévus pour quatre cents élèves. Une enquête est en cours à l'heure actuelle pour déterminer les besoins en matière de mini-colleges. Les autres le seront en 1978. Le coût de l'équipement d'un mini-college est d'environ quatre millions de francs pour un collège de deux cents à deux cent cinquante élèves.

La décision de construire des établissements de taille réduite a été prise, notamment, pour rapprocher les collèges des utilisateurs collégiés d'avoir recours à des transports plus ou moins longs, même si le coût par élève est plus grand que dans les solutions traditionnelles.

L'architecture de ces établissements a été conçue pour répondre d'une part à la spécificité des zones rurales (constructions sur un seul niveau, environnement de jardins, possibilité d'adaptation à une évolution des effectifs) et d'autre part à une pédagogie modernisée.

Les classes (théoriquement deux de même division par bâtiment) seront équipées pour chaque élève d'un bureau ordinaire et d'une table polyvalente pour les activités pratiques (sciences physiques et naturelles, travaux manuels courants). Un emplacement doit aussi être prévu pour les activités artistiques (théâtre, musique).

D'autres locaux sont prévus, notamment un atelier d'éducation manuelle et technique, un centre de documentation, un laboratoire et éventuellement des équipements nécessaires à des demi-pensionnaires.

**Le Monde**

**dossiers et documents**

NUMERO D'OCTOBRE

● LA CONQUÊTE SPATIALE

● LA RÉGION RHONE-ALPES

Le numéro : 250 F

## UNESCO

DE LA « POLITISATION » A L'« ESPRIT DE NAIROBI »

### Le directeur général se félicite de la restauration du « consensus » dans l'organisation

Le conseil exécutif de l'UNESCO est réuni à Paris depuis le 12 septembre pour sa cent troisième session, qui durera jusqu'au 7 octobre. Le directeur général de l'Organisation, M. Amadou Mahtar M'Bow, a présenté à cette occasion son rapport général d'activité, qui porte sur 1976 et 1977. « Nous sommes passés de la confrontation au consensus », a constaté M. M'Bow, résumant ainsi le climat rasséréné qui règne actuellement au siège de l'UNESCO, place de Fontenay, à Paris.

### La normalisation des relations avec Israël

Lorsque M. Amadou Mahtar M'Bow succéda à M. René Maheu au poste de directeur général de l'UNESCO, en novembre 1974, l'Organisation traversait une crise qui semblait compromettre son avenir. En refusant d'inclure Israël dans l'un des groupes régionaux et en suspendant toute aide financière à l'État hébreu, qui avait entrepris des fouilles archéologiques à Jérusalem contre l'avis de l'UNESCO, la dix-huitième conférence générale de l'Organisation provoquait une avalanche de protestations et finalement la décision des États-Unis — de loin le plus gros bailleur de fonds — de ne plus verser sa contribution à l'Organisation internationale.

L'UNESCO allait-elle succomber à la « politisation » de la majorité de ses membres, puis à l'asphyxie financière entraînée par la réaction à cette politisation ? On a pu le craindre un moment, à commencer par M. M'Bow lui-même qui, le 23 novembre 1974, déclarait : « Je ne suis pas sûr que nous soyons capables de surmonter les inquiétudes que suscitent en moi, pour l'avenir de l'Organisation, les graves dissensions qui sont apparues ces jours derniers au sein de la conférence générale ».

Deux ans après, en présentant son rapport général d'activité pour 1975 et 1976, M. M'Bow a dressé devant le conseil exécutif de l'UNESCO un bilan beaucoup plus optimiste : « Commencé dans l'incertitude et l'inquiétude, dans une atmosphère de confrontation entre États membres et de critiques parfois virulentes contre l'Organisation, l'exercice 1975-1976 s'est achevé dans un climat de consensus, marqué par ce qu'on appelle désormais l'esprit de Nairobi ».

### Volonté de conciliation

L'« esprit de Nairobi », c'est cette volonté de conciliation qui, en novembre 1976, lors de la dix-neuvième conférence générale de l'UNESCO, a permis de rétablir l'unité de l'Organisation. Elle a permis à Israël de se faire admettre dans le groupe régional européen du monde arabe, ainsi que le conflit avec les États-Unis. Mais c'est aussi l'ajournement des questions brûlantes, comme celle fameuse « déclaration sur l'Élimination », qui finalement a été reportée jusqu'à la prochaine conférence générale, prévue pour 1978. M. M'Bow s'est dit « profondément satisfait » de ce qu'il appelle « l'esprit de conciliation », qui, en évitant que les « questions délicates » soient débattues d'entrée de jeu en séance plénière, a permis de ne retenir que les points d'accord, ou d'ajourner « les débats qui paraissent sans issue ».

M. M'Bow a toutefois rappelé que, malgré cette crise, l'UNESCO a beaucoup travaillé en deux ans. Elle a notamment fait le bilan — sévère — de dix ans de campagne d'alphabétisation à travers le monde, campagne qui va être relancée au cours de la présente session du conseil exécutif. Elle a participé activement à l'Année internationale de la femme, qui a été déclarée par l'ONU en 1975. A ce propos, M. M'Bow a rappelé que,

**VERS L'EXPERTISE COMPTABLE**

préparation au

**D.E.C.S.**

et à l'examen probatoire

**L'ÉCOLE CHEZ SOI**

enseignement privé à distance

1, rue Théard

75240 PARIS CEDEX 05

Tél. : 329.21.99

**Centre Isth**

**AUTEUIL - TOLBIAC**

Institut privé des Sciences et Techniques humaines

**PRÉPARATIONS ANNUELLES OCTOBRE à JUIN**

• Deug

**DROIT SC ECO**

• Et 3<sup>e</sup> Année de licence,

• Tous centres d'options

**TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE DEPUIS 1963**

AUTEUIL 6, Av. Jean Héroux

75016 Paris - Tél. 224.10.72

TOLBIAC 43, Av. d'Italie

75013 Paris - Tél. 366.63.91

### L'état des finances

Enfin, le directeur général a fait un bilan presque rassurant des finances de l'UNESCO — ce qui est exceptionnel. M. M'Bow a expliqué que, pour ne pas mettre l'Organisation en état de cessation de paiement, il avait d'abord dû « adopter une politique d'austérité budgétaire rigoureuse » puis « rechercher des ressources nouvelles pour pallier la défaillance de certains payeurs » (sous-entendu les États-Unis, ainsi que des pays insolvables comme le Paraguay, le Tchad ou l'Empire centrafricain). Les États-Unis ayant fini par verser leurs arriérés pour 1975 et 1976 (43 millions de dollars), il a suffi que des États payeurs se cotisent — notamment l'Arabie Saoudite, l'Irak, la Libye et les Émirats du Golfe — pour que le déficit de l'UNESCO (81 millions de dollars en 1976) soit provisoirement épongé grâce à des prêts sans intérêt. Au début de 1978, l'UNESCO aura remboursé près de 17 millions de dollars pour apurer ses comptes. M. M'Bow devra donc déployer tous ses talents de conciliateur pour n'importe quel pays. Mais les États-Unis, alors même que le conseil exécutif aborde maintenant une « question délicate » : celle des droits de l'homme.

### ROGER CANS.

(1) Il s'agit de Mme Martha Rudenbruck (pétro), nommée sous-directrice générale pour les sciences sociales et leurs applications.

### LES AUTORITÉS ROUMAINES RETIENNENT TOUJOURS UN HAUT FONCTIONNAIRE DE L'UNESCO

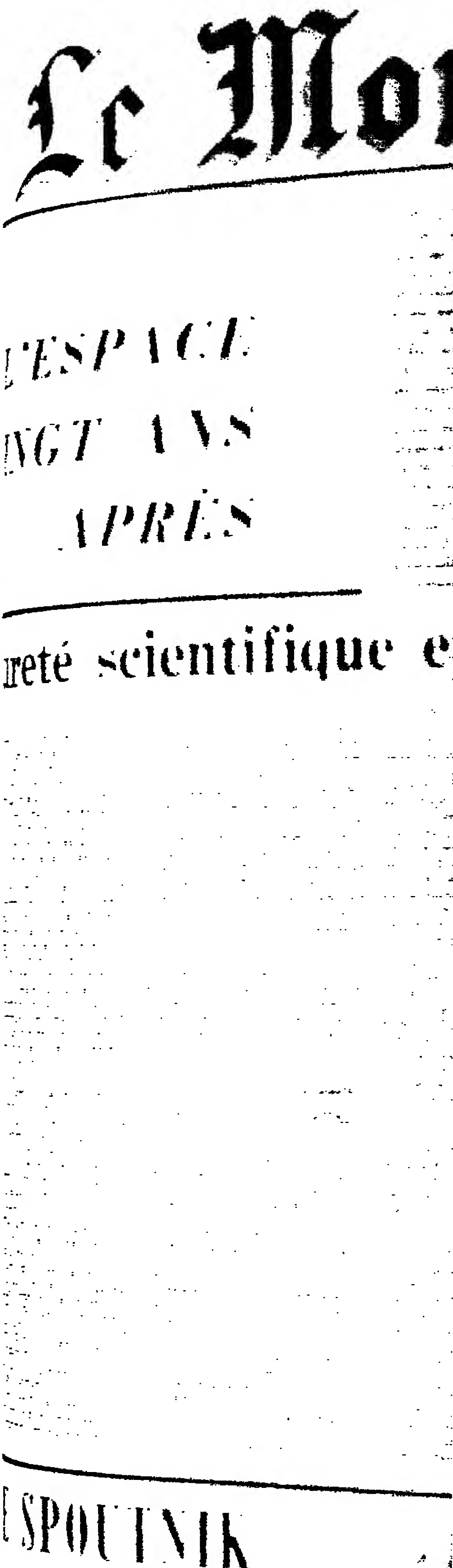
Les autorités roumaines ont une nouvelle fois refusé de laisser M. Sorin Dumitrescu, haut fonctionnaire de l'UNESCO, repartir pour son poste à Paris. Une mission du conseil exécutif de l'UNESCO, composée de son président, M. Leonard Martin (Grande-Bretagne), de M. Luis Echeverría, ancien président de la République (Mexique) et de M. Towett, ministre de l'Éducation (Kenya), s'était rendue, le mercredi 29 septembre, à Bucarest pour tenter une ultime démarche auprès du gouvernement roumain. Cette mission est restée à Paris vendredi soir, sans avoir rien obtenu : le gouvernement roumain considère que M. Sorin Dumitrescu ne fait plus partie du personnel de l'UNESCO.

Un comité restreint du conseil exécutif s'est réuni le 3 octobre à Paris, pour examiner quelle attitude adopter à l'égard d'une mesure qui viole les engagements internationaux d'un pays membre.

M. Sorin Dumitrescu, qui est fonctionnaire de l'UNESCO depuis 1962, avait été envoyé en mission à Roumanie en juillet 1976. Il a été retenu dans son pays depuis lors (le Monde du 23 septembre).

### DÉFENSE

Le général Lauri Suleia, commandant en chef des forces armées finlandaises, arrivera en France le 17 octobre pour une visite de six jours, à l'invitation du général Guy Mary, chef d'état-major des armées. Le général Suleia visitera des bases tactiques, navales et aériennes à Montpellier, Orange, Grenoble et Lorient. — (A.F.P.)









## De l'aventure à la routine

Le nombre des engins envoyés dans l'espace du 4 octobre 1957 au 31 décembre 1976 est évalué à environ deux mille quarante. Neuf cent quatre-vingt existent encore, qui ne se sont ni désintégrés dans l'atmosphère, ni écrasés sur le sol de la Lune ou des diverses planètes du système solaire. Tenter une répartition par types de satellites et par pays implique une grande part d'arbitraire. On ignore souvent la mission exacte des satellites militaires, auxquels ont pu être attribués officiellement des objectifs civils. En outre, il arrive que les satellites emportent des instruments et des expériences variées qui les rendent inclassables.

On peut, néanmoins, estimer à 75 le nombre des sondes envoyées vers la Lune, les planètes et le Soleil, et à 1 882 le nombre des satellites inhabités (748 américains, 1 015 soviétiques, 119 d'autres pays ou en coopération).

Les satellites sont scientifiques (377), militaires (549), technologiques (481), météorologiques (70), de télécommunications (241), dont 35 militaires, ou de navigation (48). Soixante et un vols habités ont eu lieu. Le nombre d'heures passées par les astronautes américains dans l'espace est évalué à vingt-deux mille ; celui concernant les cosmonautes soviétiques à douze mille neuf cents.

Les satellites scientifiques ont plusieurs fonctions. Ils étudient l'environnement terrestre ou solaire. Ils peuvent être astronomiques ou géodésiques. Ils ont servi à mieux connaître le milieu dans lequel baigne notre planète (ceintures de radiations qui l'entourent, structure et composition de la haute atmosphère, flux des micrométéorites...). Quant aux satell-

tes astronomiques, ils ont permis de mieux comprendre l'origine et l'évolution de notre univers.

Les satellites d'applications, les plus nombreux, regroupent des engins dont les tâches sont très diverses : militaires (communications, interception d'autres satellites, reconnaissance, détection d'explosions nucléaires), technologiques (mise au point d'instruments nouveaux), météorologiques (photographies de la couche nuageuse globale de la Terre), ils servent à relayer les communications téléphoniques, radio-électriques, les émissions de télévision. Ils permettent d'observer les ressources terrestres et d'aider à l'éducation des peuples. Dans ce domaine sont présents aussi bien les Américains que les Soviétiques. Ces derniers envoient dans l'espace des vaisseaux qui, sous un vocable unique — « Cosmos » — ont des fonctions très diverses, tant militaires que civiles. Le dernier engin de ce type — « Cosmos-957 » — a été lancé le 30 septembre dernier.

Les satellites scientifiques ont été mis en orbite dès le début. Spoutnik-1, étudié déjà l'ionosphère. Et l'« Explorer-1 », américain qui a découvert les ceintures de Van Allen a été lancé le 1<sup>er</sup> février 1958. Le premier satellite météorologique Tiros-1 des États-Unis date du 1<sup>er</sup> avril 1960. Le premier satellite de navigation « Transit » du 13 avril 1960. Les satellites de télécommunications et d'étude des ressources terrestres sont plus récents : « Early Bird » (16 avril 1965) et « ERTS-1 » (13 juillet 1972). Dans tous ces domaines, ce sont les Américains qui ont été les pionniers. C'est seulement en 1974 que les Soviétiques ont mis sur orbite leur premier satellite stationnaire.

L'homme s'est intéressé tout d'abord à sa

voisine immédiate, la Lune. Et le 15 septembre 1958, pour la première fois un engin soviétique s'écrasait sur son sol. Ensuite, perfectionnant sa technologie et la fiabilité de ses engins, l'homme a envoyé des sondes vers les planètes proches, Vénus, Mars et Mercure, dont la distance minimale à la Terre est de 37,2 millions de kilomètres pour la première, 54,3 millions pour la deuxième, et 76,8 millions pour la troisième. S'acharant, il tourne maintenant ses regards vers les planètes dites extérieures : Jupiter, Saturne et Uranus, éloignées d'au moins 585 millions de kilomètres, 1,2 milliard de kilomètres, et 2,5 milliards de kilomètres. La sonde américaine Pioneer-11, lancée en 1973, après avoir photographié Jupiter en décembre 1974, atteindra Saturne en 1979. Voyager-1, autre engin américain, envoyée le 5 septembre dernier, observera Jupiter dans dix-huit mois, Saturne dans trois ans, et peut-être Uranus dans huit ans ! Jusqu'à ce jour 77 sondes planétaires et solaires ont été envoyées dans l'espace, 42 par l'Union soviétique, 35 par les États-Unis.

Dans ce domaine, le retard soviétique sur les Américains est moins net. L'U.R.S.S. a même souvent tenu la tête. Les premières sondes vers Vénus (12 février 1961) et vers Mars (1<sup>er</sup> novembre 1962) ont été le fait des Soviétiques, comme le premier atterrissage en douceur sur la Lune (« Luna-9 », 3 février 1966) et le premier atterrissage en douceur sur Mars (2 décembre 1971). Mais si les Américains sont en général partis plus tard, leurs engins, beaucoup plus sophistiqués, ont apporté des renseignements beaucoup plus nombreux et précis. « Mariner-9 » (14 novembre 1971) décèle la présence

d'eau sur Mars. « Mariner-10 » (29 mars 1974) montre que Mercure a un champ magnétique et une atmosphère. « Pioneer-10 » dévoile la nature liquide de Jupiter (14 décembre 1973) et « Viking-1 » (20 juillet 1976) ne parvient pas à trouver de vie sur Mars.

Six pays seulement ont réussi à mettre en orbite terrestre leurs propres satellites au moyen d'un lanceur national : la Chine (28 avril 1970), les États-Unis (1<sup>er</sup> février 1958), la France (28 novembre 1963), la Grande-Bretagne (28 octobre 1971), le Japon (11 février 1970), et l'Union soviétique (4 octobre 1957). L'Europe a su réaliser des satellites scientifiques et de télécommunications, mais a dû abandonner la construction de la fusée Europa-2. Ainsi, les satellites européens continuent d'être lancés par des fusées américaines ou soviétiques : la NASA offre largement ses services aux pays qui ne disposent pas de lanceurs alors que l'Union soviétique a déjà mis sur orbite trois satellites français et un satellite indien.

Cette possibilité de faire lancer des satellites par des fusées étrangères a été largement utilisée. C'est ainsi qu'ont été mis sur orbite les premiers satellites britanniques (« Ariel », 26 avril 1962), canadiens (« Alouette-1 », 29 septembre 1962), italiens (« San-Marco-1 », 10 décembre 1964), australiens (« Wresat-1 », 26 novembre 1967), européens (« Iris », 17 mai 1968), allemand de l'Ouest (« Azur-1 », 3 novembre 1968), néerlandais (« A.N.S.-1 », 30 août 1974), espagnol (« Intasat-1 », 15 novembre 1974), indien (« Aryabhata », par les Soviétiques, 19 avril 1975), indonésien (Palapa-1, 8 juillet 1976).

CHRISTIANE GALUS.

### LES SATELLITES ET LA GUERRE

EN France, comme dans les autres pays, les visées militaires de l'aventure spatiale sont évidentes. Le développement des satellites d'observation ou de guidage s'avère chaque jour davantage un environnement indispensable à une force nucléaire stratégique moderne. Il a été, en mars dernier, à l'Institut des hautes études de défense nationale, le général Guy Méry, chef d'état-major des armées, avant de conclure que la France continuera de consacrer les moyens financiers nécessaires à cette recherche spatiale.

Dès 1978, le ministère de la défense a prévu d'inscrire, dans son projet de budget, des crédits d'études pour un satellite militaire. Le gouvernement français ne dissimule pas, d'autre part, qu'il pourra dériver des applications militaires d'un satellite d'observation scientifique de la Terre (Spot) que la France a décidé de construire seule et qui sera lancé au milieu de la prochaine décennie.

L'attention que porte le ministère de la défense à la fabrication du satellite Spot coïncide, à l'évidence, avec l'intérêt des militaires pour la constitution du programme de lanceurs européens Ariane.

L'effort français — encore bien modeste — est orienté vers la mise au point de satellites d'observation militaire et de satellites pouvant assurer des télécommunications gouvernementales.

La satellite militaire d'observation, autrement baptisé satellite-espion, vient compléter la panoplie nucléaire de dissuasion. Dans un premier temps, un réseau de satellites d'observation permettrait d'affiner la stratégie française fondée sur la menace de destruction des villes (la stratégie anti-cités), car il peut devenir l'instrument d'une dissuasion anti-forces (visant des cibles militaires, mobiles ou fixes) en fournissant, en permanence, aux responsables gouvernementaux et militaires, des informations précises sur l'adversaire éventuel. Mais, surtout, un satellite d'observation est le seul

moyen par excellence de participer à une politique internationale du contrôle de désarmement.

Dans des négociations internationales sur la réduction des forces, ou le désarmement, le partenaire qui détient en propre ses moyens d'observation est avantagé par rapport à celui qui dépend d'autrui pour ses informations. En ce domaine, les États-Unis et l'Union soviétique règnent en maîtres. Dès lors qu'un pays tiers veut s'asseoir à la grande table des négociations sur le désarmement, il doit s'assurer lui-même des résultats des contrôles opérés et tirer tout le parti possible de la technologie spatiale actuellement disponible.

#### La sécurité des transmissions

La deuxième voie de recherche, en France, a trait à la définition d'un satellite de télécommunications assurant la sécurité et la permanence des transmissions gouvernementales, de manière — par ce que les spécialistes appellent la « redondance » des liaisons — à multiplier et à diversifier les réseaux déjà existants. De tels satellites sont à double usage, civil et militaire, et peuvent servir, par exemple, aux communications entre le chef de l'État et un porte-avions, équipé d'armes nucléaires, comme le seront le *Foch* et le *Clemenceau*.

Ces satellites de reconnaissance ou de télécommunications militaires peuvent être lancés par Ariane, puisque les partenaires européens de ce programme se sont attribués la liberté de disposer de la fusée, chacun pour ses propres fins, à la condition de rester fidèles au traité de Nations unies qui interdit l'utilisation non pacifique (agressive) de l'espace. Mais déjà Soviétiques et Américains mettent au point, pour brouiller les cartes, des satellites « tueurs de satellites », qui s'approchent de leurs cibles dans l'espace en utilisant la technique dite du « rendez-vous » déjà conçue pour des satellites civils.

JACQUES ISNARD.

## Les vols humains

APRÈS avoir fait entrer le monde dans l'ère spatiale, l'Union soviétique sera la première à envoyer, le 12 avril 1961, le premier homme en orbite autour de la Terre, Youri Gagarine. À l'époque, les Soviétiques avaient lancé des engins

contenant de petits animaux (chiens, souris) afin de tester la résistance d'organismes vivants aux conditions de vie dans l'espace. En réponse à ce défi, les États-Unis décident les programmes Mercury et Gemini, qui mettront des engins habités en orbite

autour de la Terre, et prépareront le programme Apollo de débarquement sur la Lune.

Le programme Apollo commence véritablement le 25 mai 1961, lorsque J.-F. Kennedy prononce son discours historique devant le Congrès : « Votez venu le moment

(...) pour notre nation de prendre ouvertement la première place dans l'exploration de l'espace (...) et de se consacrer à l'objectif qui consiste à faire atterrir un homme sur la Lune et à le faire revenir sain et sauf sur Terre avant la fin des dix prochaines années (...) ». Apollo, dont l'objectif est de prouver la supériorité technologique américaine, coûtera 24 milliards de dollars. Vingt vols étaient prévus ; seulement dix-sept auront lieu, dont six débarquements sur la Lune. La NASA aura ainsi installé sur le sol de notre satellite des stations d'observations scientifiques, fait rouler un véhicule lunaire et prélevé des centaines de kilogrammes de roches lunaires.

L'U.R.S.S. a été tentée, semble-t-il, par l'exploration humaine de la Lune. Zond-5 et Zond-6

### LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS

- 12 AVRIL 1961. — Youri Gagarine décrit une orbite autour de la Terre, à bord de Vostok-1 (Orient), pendant une heure et quarante-huit minutes.
- 5 MAI 1961. — Premier vol balistique d'un Américain, Alan B. Shepard, à bord d'une capsule Mercury.
- 20 FÉVRIER 1962. — John Glenn est le premier Américain à faire un vol orbital autour de la Terre à bord d'une capsule Mercury.
- 16 JUIN 1963. — Vostok-6 emporte Valentina Terechkova, première et seule femme cosmonaute de l'histoire spatiale. Elle demeure soixante et onze heures dans l'espace et parcourt quarante-huit orbites terrestres.
- 12-13 OCTOBRE 1964. — A bord de Vostok-1, premier équipage de trois hommes.
- 18-19 MARS 1965. — Première sortie, à partir de Vostok-2, d'un homme dans l'espace. À la fin de la première révolution, Alexei Leonov tente avec succès une « marche » dans l'espace d'une durée de dix minutes.
- 3 JUIN 1965. — Première sortie d'un astronaute américain, Edouard White, dans l'espace, à bord de Gemini-4, pendant vingt minutes.
- 15-16 DÉCEMBRE 1965. — Gemini-6 et Gemini-7, réalisant ainsi le premier vol en formation sur orbite d'engins habités (États-Unis).
- 11 NOVEMBRE 1966. — Fin du programme Gemini, avec le lancement de Gemini-12. Aldrin effectue une « marche » dans le vide de quatre heures et quarante-deux minutes (États-Unis).
- 23 AVRIL 1967. — Lancement de Soyuz-1, qui se termine par la mort du pilote Vladimir Komarov.
- 9 NOVEMBRE 1967. — Premier essai en vol de la fusée lunaire géante Saturne-V. Pour la première fois, une capsule Apollo rentre dans l'atmosphère à une vitesse compatible à celle qu'elle atteindrait lors d'un retour de la Lune, 48 000 km/h.
- 22 JANVIER 1968. — Premier essai à vide du compartiment lunaire (L-M), chargé d'atterrir ultérieurement sur la Lune, par une fusée Saturne-1 améliorée.
- 16 JANVIER 1969. — Soyuz-4 et Soyuz-5 (U.R.S.S.), avec des cosmonautes à bord, forment la première station orbitale expérimentale. Dans les cosmonautes passent d'un engin à l'autre en effectuant une sortie dans l'espace.
- 19 MAI 1969. — Apollo-10 : répétition générale du débarquement sur la Lune.
- 21 JUILLET 1969. — Pour la première fois, l'homme marche sur la Lune. Neil Armstrong, chef de la mission Apollo, vient de rejoindre par Edwin Aldrin, fait quelques pas sur le sol de la Tranquillité. Le pilote, Michael Collins, reste sur orbite lunaire.
- 19 AVRIL 1971. — L'Union soviétique amorce la mise en orbite du premier laboratoire habité en lançant la station Saliout (Salve), à laquelle vient s'arrimer le vaisseau Soyuz-11 avec trois hommes à bord.
- 7 DÉCEMBRE 1972. — Départ d'Apollo-17, dernier vol du programme Apollo.
- 8 FÉVRIER 1974. — Le troisième équipage de la station orbitale américaine Skylab amérind dans le Pacifique après un séjour de quatre-vingt-quatre jours — près de trois mois — dans l'espace, et en état d'apesanteur. Le record vient toujours.
- 7 JUILLET 1975. — Début du vol conjoint américain-soviétique A.S.T.P. (Apollo-Soyuz Test Project). Lancement d'une capsule Soyuz avec deux hommes à bord, et d'un vaisseau Apollo emportant trois astronautes. Ils s'arriment le 17 juillet 1975.
- 12 AOÛT 1977. — La navette spatiale américaine effectue son premier vol libre, pilotée par deux astronautes, Fred Haise et Gordon Fullerton.

### Accidents et incidents

MALGRÉ toutes les précautions prises et la fiabilité du matériel, l'exploration de l'espace à l'aide d'engins habités a payé son tribut en vies humaines. Des incidents ont aussi eu lieu qui auraient pu se terminer tragiquement.

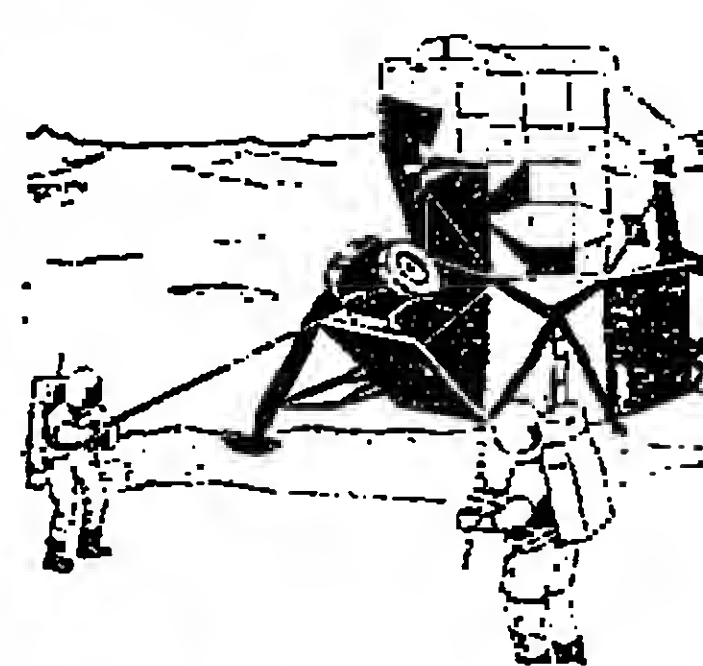
OCTOBRE 1960. — Des consignes de sécurité non respectées auraient entraîné l'explosion d'une fusée sur le lancement de Saturne-1 et provoqué la mort d'une partie de l'équipe de la technologie spatiale soviétique. Le nombre exact des victimes n'a jamais été révélé par les Soviétiques.

27 JANVIER 1967. — Trois astronautes américains, Virgil Grisson, Edward White et Roger Chaffee, meurent dans l'incendie de leur capsule Apollo au cours d'un entraînement au sol.

23 AVRIL 1967. — Le cosmonaute soviétique, V. Komarov, s'écrase au moment de l'atterrissage de la capsule Soyuz-1. Les parachutes s'étaient mis en torche.

13 AVRIL 1970. — Une fuite importante dans l'un des deux réservoirs d'oxygène cryogénique du compartiment moteur de Apollo-13, en route vers la Lune, empêche la mission de se réaliser. Les trois occupants, réfugiés dans le compartiment lunaire, font un retour en catastrophe vers la Terre.

29 JUIN 1971. — Trois cosmonautes soviétiques, G. Dobrovolsky, V. Volkov et V. Patzaev, périssent une heure et demie avant l'atterrissage de leur capsule Soyuz-11, à la suite d'une brusque dépressurisation. Ils avaient passé vingt-quatre jours et dix-neuf heures dans l'espace.



préparaient un vol humain autour de notre satellite. Elle y a renoncé, laissant l'exploration lunaire à des sondes automatiques, et s'orientant vers la réalisation de stations orbitales Saliout-Soyuz. En 1973, les États-Unis, à leur tour, effectuent une expérience de station orbitale (Skylab), qui les laissera détenteurs du record de durée d'un vol habité (quatre-vingt-quatre jours). Et juillet 1975 voit le rendez-vous dans l'espace des Deux Grands, prouesse technique et diplomatique qui n'a pas été renouvelée depuis. La NASA s'oriente maintenant vers la réalisation d'une navette spatiale, transporteur de l'espace, qui mettra en orbite terrestre télescopes, laboratoires, satellites... et concurrencera sérieusement les lanceurs conventionnels.

### PROSPECTIVE ET SANTÉ

- Une revue vraiment pas comme les autres.
- Une revue qui concerne tous les secteurs de la santé : les médicaments de l'an 2000, les nouveaux systèmes de soins, le rôle de l'informatique, les facteurs d'environnement, etc.
- Une revue de prix Nobel, de grands noms de la médecine, d'économistes, de futurologues de renommée internationale, et aussi de jeunes chercheurs qui préparent la science de demain.
- Une revue qui n'est pas pour autant destinée au spécialiste mais à tout homme cultivé de notre temps.
- Aux sommaires des premiers numéros parus, des inédits de Jean Bernard, Jean Hamburger, Henri Laborit, Joshua Lederberg, Konrad Lorenz, Jacques Monod, Edgar Morin, etc.

Le jugement de la presse : «... l'exceptionnelle qualité des textes offerts et la clarté très remarquable qui leur permet d'être accessibles à tous ». (Le Monde, 3 août 1977).

PROSPECTIVE ET SANTÉ - Trimestriel - 3, rue Troyon - 75017 Paris - le numéro 35 FF - Abonnement annuel 100 FF.

GRATUIT : Tout nouvel abonné recevra gratuitement le nouvel ouvrage écrit sous la direction de Marlene Allain-Reynault : OBJECTIF CŒUR, qui fait le point sur les maladies cardiaques. 150 pages abondamment illustrées.

### EN 1976 LES CHALETS DE CHAMONIX-CHAMPRAZ ÉTAIENT UN PROJET. EN 77 LA RÉALITÉ DÉPASSE LES PROMESSES.

Cette réalisation immobilière s'inscrit dans une perspective de développement très contrôlée de la vallée de Chamonix, aménagement qui s'est voulu exemplaire (cf. « Le Monde » du 1.9.74 : « Chamonix en pointe »).

Quatre chalets commencent aujourd'hui à être habités. Acquéreurs, professionnels de la construction ou sim-

ples visiteurs se plaisent à reconnaître que c'est une réalisation intéressante à plus d'un titre : matériaux, finitions, qualité assez exceptionnelle du paysage reconstitué, sans parler d'une situation très favorable dans la vallée de Chamonix à la fois près de tout et retirée du centre-ville.

Les récentes photographies des chalets

de Chamonix-Champraz présentées à Paris par la SINVM constituent une provocante invitation à un voyage... d'arrière-saison.

Du studio au 4 pièces. Renseignements et présentation des photos SINVM 18, avenue George-V, 75008 Paris. Téléphone : 704 68.90. Livraison immédiate.

**CHAMONIX-CHAMPRAZ**

Pour en savoir davantage, envoyez votre carte de visite, téléphonez ou venez à : PARIS 8<sup>e</sup>, SINVM 18, avenue George-V, tél. : 704 68.90. CHAMONIX/74400, 501 le Dru, B.P. 2 - Les Praz, tél. : (50) 53 16 73.



# la routine

vingt ans après

## D'ici à la fin du siècle

La futurologie est un jeu dangereux, où la seule certitude qu'on puisse avoir est de se tromper sur de nombreux points. Que sera l'astronautique dans vingt ans ? M. Hubert Curien, président du Centre national d'études spatiales, donne ici le point de vue du responsable très averti des difficultés humaines, techniques, financières qui font qu'un projet, séduisant à bien des égards, ne voit jamais le jour. Il rappelle aussi que la France n'est pas absente de l'aventure spatiale et qu'elle a, seule ou en coopération avec d'autres, exécuté un programme « suffisamment ambitieux pour être raisonnable ».

Parmi les projets qu'on peut actuellement faire, il y aura beaucoup de morts-nés. Cependant, certains aboutiront, au terme d'une sélection où le hasard tient sans doute plus de place que la nécessité. C'est dans cet esprit que nous avons choisi de décrire ici quelques modes de propulsion, quelques utilisations de l'espace envisageables d'ici à l'an 2000. Bien d'autres choix étaient possibles, mais il est trop tôt pour savoir s'ils auraient été meilleurs.

## LA TROISIÈME DIMENSION

par HUBERT CURIEN

DANS la conquête de l'espace, l'ère des pionniers est déjà derrière nous, et le temps est venu de définir une nouvelle gestion d'un monde qui nous est maintenant accessible dans ses trois dimensions. Les techniques spatiales apporteront, et apportent déjà dans plusieurs cas, des contributions majeures à une meilleure satisfaction des besoins et des aspirations des hommes.

Vingt ans après le premier bip-bip spatial, les satellites de télécommunications sont aujourd'hui d'usage courant. Les progrès de l'électronique et la possibilité de placer sur orbite des dispositifs de plus en plus volumineux et complexes provoquent, avant la fin du siècle, une révolution dans le système des télécommunications individuelles. Il est possible que les usagers portent au poignet, comme une montre, un appareil émetteur-récepteur autonome, satellite sur orbite n'étant plus seulement un relais, mais une centrale qui détecte, décode, discrimine et connecte le demandeur à son correspondant.

De même que l'aide spatiale à la navigation se développera rapidement, les programmes de télévision seront, de plus en plus, soigneusement parcellisés, et les techniques holographiques de reconstitution d'images à trois dimensions feront que les téléconférences deviendront un mode de communication et de concertation parfaitement confortable.

### Capter l'énergie solaire

L'observation de la Terre est, elle aussi, pleine de promesses. Une surveillance systématique de l'état des cultures à la surface de la Terre conduit à une prévision, et donc à une gestion, bien meilleure de la production agricole mondiale, régionale ou nationale. Les satellites sont également un outil de choix pour l'étude, globale ou détaillée, de l'atmosphère et des formations nuageuses : les prévisions météorologiques à court terme et les prévisions climatiques à long terme deviendront ainsi beaucoup plus sûres.

Une observation régulière et automatique des zones à risque élimine les erreurs, permet au moins de prédire, sinon d'empêcher, les catastrophes naturelles et d'en limiter les effets.

La télédétection par satellite des ressources minières est un sujet un peu plus controversé : je ne doute pas cependant qu'il y ait, là aussi, un bel avenir, mais de sérieux progrès doivent encore être faits dans l'identification des « signatures » qui caractérisent, pour chaque longueur d'onde, un paysage observé en fonction de la composition du sol et du sous-sol.

Le concept spatial le plus ambitieux pour la fin de ce siècle ou le début du futur est la réalisation d'une centrale orbitale qui capterait l'énergie du Soleil et la retransmettrait vers la Terre sous forme de faisceaux d'ondes à très haute fréquence. Il n'est pas encore sûr que cela soit faisable.

Beaucoup plus probable est la mise en place, dans une dizaine ou une quinzaine d'années, d'une grande base spatiale construite progressivement, visitée et approvisionnée par un système de navettes, et qui servirait de support, d'une part, aux centrales téléphoniques nouvelles style que l'évoquais plus haut et, d'autre part, à une activité de fabrication dans l'espace de matériaux dont l'élaboration exige des conditions d'apesanteur. Dès maintenant, on a reconnu que les conditions de fabrication des circuits de très haute performance et pour certains produits organiques à usage pharmaceutique.

Les aspirations humaines ne sont pas seulement matérielles, et la conquête de l'espace est aussi celle du savoir. La connaissance de notre propre Terre et de son environnement immédiat a fait, grâce aux techniques spatiales, un bond en avant sans doute moins spectaculaire mais aussi significatif que celle de la Lune ou de Mars.

Quelques grandes opérations, choisies avec un soin d'autant plus attentif que l'effort qu'elles représentent est considérable, telles que l'observation rapprochée de Vénus, le rendez-vous avec une comète, la mise en place d'un grand télescope sur orbite, apporteront les éléments-clés qui nous manquent pour comprendre vraiment ce qu'est notre monde, d'où il vient et où il va.

La France a, dès le départ, décidé de participer activement à l'aventure spatiale. Cette volonté vient d'être réaffirmée et précisée, et notre programme tout récemment défini est suffisamment ambitieux pour être raisonnable : la modestie en cette matière de haute compétition est, en effet, une vertu dangereuse. Nous sommes et serons donc présents dans tous les secteurs essentiels des applications spatiales.

Pour chacun de ces secteurs, les associations choisies sont celles qui ont été jugées les plus opportunes et les plus efficaces. Notre engagement majoritaire est européen. C'est avec l'Europe que nous construisons le lanceur Ariane, dont nous pouvons affirmer qu'il sera compétitif, notamment avec les systèmes américains concurrents, dans les missions pour lesquelles il est construit. La libre disposition de ce lanceur donnera à l'Europe et à la France l'indépendance indispensable à la réalisation d'une politique industrielle et commerciale du « marché spatial ».

Après avoir démontré, avec nos partenaires allemands, notre capacité en construisant les satellites Symphonie, c'est maintenant avec l'Europe que nous nous engageons dans un programme d'applications aux télécommunications et à la télévision.

La répartition de nos activités scientifiques est ainsi diversifiée. A côté de nos engagements dans les programmes de l'Agence spatiale européenne, dont Spacelab est l'un des plus prometteurs, nous entretenons des relations bilatérales directes, plus spécialement avec les deux géants de l'espace : les Etats-Unis et l'U.R.S.S. C'est ainsi que, au début de l'été, un satellite français a été mis sur orbite par un lanceur soviétique. Enfin, pour l'observation de la Terre, notre programme est mis en place sur une base nationale, sans pour autant fermer toute ouverture.

### Les « Décades d'or »

Les techniques spatiales sont si pointues et si rapidement évolutives que, même si leur volume industriel n'est pas encore considérable, elles constituent dès maintenant un facteur d'entraînement indispensable pour les industries avancées. Les bases de notre politique industrielle, nationale ou internationale, viennent d'être posées. Nous nous y tiendrons. Enfin, une politique spatiale cohérente ne saurait ignorer que, dans les années qui viennent, aucun pays ne pourra prétendre à une défense nationale crédible s'il ne maîtrise pas les techniques spatiales d'observation et de télécommunications.

La Fédération internationale d'astronautique, qui tenait la semaine dernière à Prague son congrès, avait placé le signe un peu nostalgique des « Décades d'or ». Les deux décennies qui nous amèneront à la fin de ce siècle seront peut-être moins dorées, pour l'espace, que celles qui nous séparent du lancement du premier Spoutnik. Je serais étonné qu'elles ne fussent au moins aussi brillantes.

## Trois projets pour remplacer la fusée

POUR se déplacer dans l'espace, il n'existe actuellement qu'un moyen : la fusée. Ce sont des fusées qui arrachent les satellites à l'attraction terrestre et les mettent sur orbite ; ce sont aussi de petites fusées qui les orientent comme on le désire, et qui leur permettent de corriger, ou même de modifier complètement, leur orbite.

Le principe de la fusée est simple : deux réservoirs contiennent deux ergols, c'est-à-dire deux substances chimiques qui réagissent ensemble dans une chambre de combustion. Du fait de la chaleur dégagée par la réaction, ses produits sont des gaz très chauds, qui sont éjectés à grande vitesse par une tuyère. De même qu'un canon recule au moment du tir, la fusée « recule » dans la direction opposée au jet de gaz. Tout l'art du constructeur consiste à choisir les ergols et à les amener en bonnes quantités et proportion dans la chambre de combustion, pour que la réaction ait l'intensité désirée.

La fusée restera sans doute le principal mode de propulsion. Mais d'autres techniques sont à l'étude, et prendront une grande importance. On peut citer le moteur ionique, la propulsion par laser et la voile solaire.

### Le moteur ionique

Au lieu de combiner chimiquement deux ergols, le moteur ionique dissocie un gaz en ions de charges électriques opposées — en général, un ion lourd et un électron. Les ions sont ensuite accélérés par un champ électrique et éjectés à grande vitesse, comme les gaz de combustion d'une fusée.

L'intérêt du moteur ionique tient à la vitesse des ions. Celle-ci peut atteindre 15 kilomètres par seconde, au lieu de 3 à 4 kilomètres par seconde pour les gaz de combustion. Comme la poussée du moteur, pour un débit donné, est directement proportionnelle à cette vitesse, le moteur ionique paraît très supérieur à la fusée chimique.

En fait, il n'y a pas véritable concurrence entre ces deux propulseurs. Car si l'on peut faire réagir ensemble d'énormes quan-

tités d'ergols donnant des débits de gaz importants, on ne peut ioniser que des gaz à faible pression. La poussée reste donc faible, bien insuffisante pour arracher un satellite à l'attraction terrestre ; en revanche, elle convient pour modifier l'orbite d'un satellite, opération qui demande peu d'efforts. Le moteur ionique compense son faible débit par un temps de fonctionnement très long. Il permet des modifications graduelles de trajectoire, bien commodes pour réaliser, par exemple, des rendez-vous orbitaux.

Bien que son principe soit simple, le moteur ionique pose de nombreux problèmes technologiques. L'un des plus ardu est celui de la neutralité électrique. Du fait que le moteur éjecte des ions de charge positive, il prend lui-même une charge électrique négative, qui, très rapidement, va ramener vers le moteur des ions positifs émis, ce qui annulerait la poussée. Il faut donc, en même temps qu'on les éjecte, neutraliser les ions par l'émission d'une même quantité d'électrons, et ce sans diminuer leur vitesse.

La NASA a lancé, en 1970, un satellite SERT destiné à expérimenter deux moteurs à ions de mercure. L'un d'eux a fonctionné pendant trois mois, l'autre pendant cinq — alors que la durée nominale était de six mois. Depuis, les travaux ont progressé, et le moteur ionique n'est pas loin d'être au point.

### La propulsion par laser

Pour qu'il fonctionne, il faut évidemment une source d'électricité. Elle peut être fournie par des photovoltaïques qui utilisent l'énergie solaire, mais ne donnent que peu de courant. Une solution pour obtenir un moteur plus puissant est d'embarquer à bord du satellite un générateur d'électricité à radio-isotopes, comme ceux qui équipent certaines sondes planétaires américaines, ou même une petite réaction nucléaire.

Les recherches actuelles sur les lasers de grande puissance, souvent orientées vers la fusion thermonucléaire, peuvent ouvrir la voie à un nouveau mode de pro-

pulsion. Des études sont actuellement menées dans plusieurs laboratoires américains, et aussi à l'Institut Lebedev, à Moscou.

Le satellite, ou l'objet à propulser dans l'espace, aurait une face formée d'un matériau aisément vaporisable. Une première impulsion laser, en échauffant le matériau, ferait apparaître une fine couche de gaz. Une seconde impulsion, beaucoup plus intense, transformerait ce gaz en un plasma, dont la dilatation très brutale exercerait sur le satellite une force importante. On peut ainsi obtenir des poussées intrinsèques trois fois supérieures à celles que donnent les meilleurs ergols.

Il y a, cependant, beaucoup de problèmes à résoudre : il faut que la seconde impulsion soit entièrement absorbée par le gaz que crée la première impulsion. Si elle atteint la face solide, celle-ci sera soumise à des contraintes insupportables. Il faut disposer de lasers de très grande puissance. Un projet utilise comme matériau volatil la glace, avec une première impulsion apportant un mégawatt par centimètre carré de surface pendant dix microsecondes, et une deuxième impulsion donnant une puissance vingt à cinquante fois plus grande pendant un temps moitié moindre.

Supposé construit, un laser ayant de telles performances, où le mettrait-on ? Certains projets prévoient un laser au sol, mais l'absorption de la lumière dans l'atmosphère est une difficulté sérieuse. On peut diminuer cette absorption en plaçant le laser à haute altitude. C'est alors l'absorption par le gaz carbonique atmosphérique qui est dominante. Une possibilité de s'en affranchir est justement d'utiliser un laser au gaz carbonique. L'absorption est si forte qu'on la saturera : toutes les molécules de gaz carbonique se trouvant sur le trajet du laser absorberont un photon au début de l'impulsion, et deviendront, de ce fait, actives ; l'atmosphère sera ensuite transparente pour la fin de l'impulsion.

D'autres études placent le laser sur un satellite, ce qui évite les difficultés atmosphériques, mais pose le problème de son alimentation en énergie. Et dans les deux cas, il faut pointer le laser sur

sc. cible — mobile — avec une précision fantastique, de l'ordre du millième de seconde d'arc.

Le moteur ionique ou la propulsion par laser ont, avec la fusée classique, un inconvénient commun : il y a consommation de matière, et comme il n'existe pas de stations-service du cosmos, tout ce qui est consommé doit être emporté au départ.

La voile solaire évite cette sujétion. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, elle n'utilise pas le « vent » solaire, qui est un flux de particules très énergétiques émis par le Soleil, mais un phénomène connu sous le nom de pression de radiation.

Quand de la lumière se réfléchit sur une surface, elle exerce sur celle-ci une pression très faible. Ainsi, un hectare de matériau réfléchissant à la surface de la Terre subit, du fait de cette pression, une force équivalente à un poids de 100 grammes. C'est une force complètement négligeable vis-à-vis des effets de la pesanteur ou de la pression atmosphérique.

### Énormes difficultés

Mais si ce même matériau réfléchissant est envoyé dans l'espace interplanétaire, il ne subira plus que l'attraction du Soleil, qui dépend de sa masse, et la pression de radiation qui dépend de sa surface. Pour une voile très fine et très grande — un film de plastique aluminé — ces deux forces peuvent être du même ordre de grandeur. Au lieu de suivre l'orbite que lui assigne la mécanique céleste — qui ne connaît que l'attraction solaire — une sonde planétaire, munie de cette voile, peut avoir presque n'importe quelle trajectoire, d'autant qu'en changeant l'orientation de la voile par rapport au Soleil, on fait varier sa surface apparente, donc l'effet de la pression de radiation.

Divers projets ont été étudiés aux Etats-Unis. L'un d'eux était une voile carrée de 800 mètres de côté et de 25 microns d'épaisseur. Un autre projet envisageait une voile circulaire de 880 mètres de diamètre. Mais les difficultés sont énormes pour déplier dans l'espace une telle surface d'un matériau fragile. Dernièrement, la NASA a fait savoir qu'elle renonçait à la voile solaire, au profit du moteur ionique, pour les vols interplanétaires qui pourraient être programmés dans les années 1980. L'avenir de la voile solaire est donc encore lointain.

MAURICE ARVONNY.

## « Outlook for Space »

EN janvier 1976, l'administrateur de la NASA trouvait sur son bureau un gros rapport de 160 pages intitulé *Outlook for Space* (Perspectives spatiales). C'était le résultat d'une étude menée pendant un an par un groupe de vingt personnes qui « ont identifié certains objectifs qui pourraient être atteints dans les vingt-cinq prochaines années et qui peuvent contribuer de façon significative aux besoins des peuples et des nations ». Les auteurs ont sélectionné soixante et un objectifs répartis en douze grands thèmes, qui vont du plus concret (gestion des ressources agricoles), au plus spéculatif (évolution du système solaire originel et avenir de la vie). Pour chaque objectif, le groupe a étudié à quel besoin il correspond, comment il pourrait être atteint, quels sont les moyens nécessaires, et quelles sont les difficultés technologiques qui doivent être surmontées. Quatre de ces objectifs sont ainsi décrits ci-dessous, à titre d'exemple.

### Le transport de l'énergie

Un des objectifs concerne l'utilisation des satellites pour transmettre de l'énergie d'un point du globe à un autre. Bien des sources d'énergies sont situées dans des zones peu fréquentées ou inhabitées : le pétrole du grand Nord ou de certaines zones océaniques, certains gisements d'uranium, l'énergie hydraulique des grands fleuves équatoriaux ; les meilleurs sites où exploiter l'énergie solaire sont les déserts des zones tropicales. La ressource énergétique pourrait être convertie sur place en électricité, et celle-ci transmise, sous forme de micro-ondes, à un satellite-relais qui la renverrait vers les régions d'utilisation. Le satellite serait un simple réflecteur passif ayant des dimensions de l'ordre du kilomètre ; il devrait être constamment alimenté par plusieurs voyages des éléments nécessaires. La principale difficulté tient au pointage très précis du réflecteur, indispensable pour que la faiblesse de micro-ondes soit bien renvoyée

là où il sera capté. Il paraît techniquement possible de construire un prototype entre 1985 et 1988, suivi d'un système à très grande échelle dans les dernières années du siècle.

Beaucoup plus ambitieux est l'objectif visant à construire une centrale solaire en orbite. Il faudrait équiper en photovoltaïques une surface de 50 kilomètres carrés ; avec les appareillages nécessaires pour convertir le courant électrique des photovoltaïques en micro-ondes, et la gigantesque antenne qui émettrait ces micro-ondes vers le sol, on arrive à une masse totale de 10 à 20 000 tonnes. Cela dépasse les possibilités de la navette spatiale, encore plus celles des fusées classiques, et la seule chose envisageable vers la fin du siècle serait la construction d'une centrale pilotée à échelle réduite.

### Le téléphone de poche

Autre possibilité offerte par les satellites : le téléphone de poche. Chaque abonné disposerait d'un petit émetteur-récepteur portable, au moyen duquel il pourrait communiquer avec n'importe quel autre abonné, quel que soit le lieu où se trouve ce dernier. La difficulté majeure tient à la très faible puissance de l'émetteur portable : il faut sur le satellite des récepteurs d'une sensibilité extrême. Il y a de nombreux autres problèmes, et il faut compter une vingtaine d'années entre le lancement des premières études et la réalisation d'un système opérationnel.

### La prévision des tempêtes

Les tempêtes de l'Atlantique sont moins redoutables pour les navires actuels qu'elles ne l'étaient pour les galions espagnols qui rapportaient il y a presque cinq siècles, l'or des Indes. Mais si elles causent de moins en moins de naufrages, elles provoquent souvent des avaries et conduisent fréquemment des navires à se dérouter, ce qui occasionne des retards coûteux. Si la tempête avait été prévue, le navire aurait choisi

au départ une route différente lui permettant de l'éviter. Une étude américaine estime qu'une prévision meilleure ferait économiser annuellement 30 à 50 millions de dollars au commerce maritime des Etats-Unis, par la seule optimisation des routes maritimes.

Or, cette prévision semble possible si l'on dispose de mesures fines sur la hauteur de l'eau, sa température, la taille des vagues, la direction et la force des vents au voisinage de la surface, ces mesures devant être réalisées toutes les huit heures. Un réseau de quatre satellites peut fournir ces renseignements pour l'ensemble des océans. Il serait alors possible de construire des modèles numériques prédisant l'état de la mer et de les tester. Il faudrait, à bord des satellites, des capteurs très sensibles pour obtenir la précision nécessaire, et, au sol, des ordinateurs très puissants pour traiter les informations recueillies, mais il n'apparaît pas que cela présente des difficultés insurmontables. Un premier système opérationnel pourrait être mis en place, en coopération internationale, après 1985.

### Trouver d'autres planètes

A notre connaissance actuelle, le système solaire est unique. Mais dans leur majorité les astronomes pensent qu'il n'en est rien, que le Soleil est une étoile banale et que de nombreuses étoiles de notre galaxie sont entourées d'un système planétaire. Cela peut signifier d'autres formes de vie, et pourquoi pas, d'autres êtres pensants.

De tels systèmes planétaires sont invisibles de la Terre, bien que les perturbations causées au mouvement de l'étoile par son cortège de planètes soient en principe décelables. Mais hors de l'atmosphère terrestre, bien des choses deviennent possibles. Un grand télescope spatial, d'usage général, sera lancé par la NASA en 1983. Mais on peut concevoir, pour un avenir plus lointain, un télescope spécialement conçu pour discerner, dans la lumière qu'il reçoit d'une étoile, la faible lueur réfléchie par des planètes.

M. A.

### En toute logique

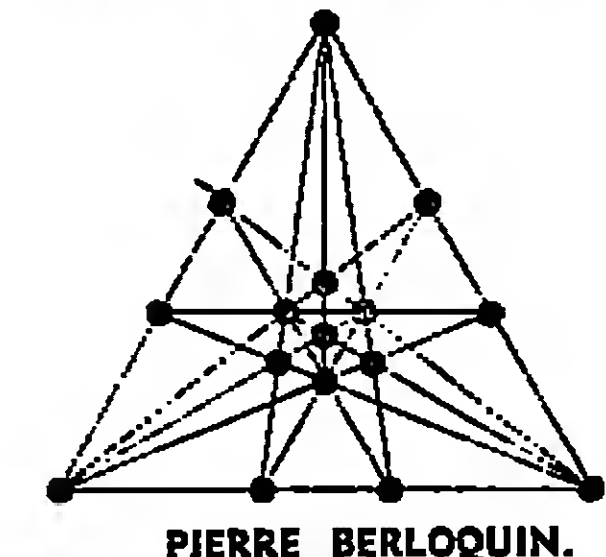
### Un trou dans le système solaire

PROBLEME N° 103

Assimilons approximativement la Terre à une sphère de 6 380 kilomètres de rayon. Creusons dans cette sphère un trou cylindrique ayant pour axe un diamètre. Si ce trou a 6 mètres de long, quel volume de terre reste-t-il ?

Un trou analogue est creusé sur 6 mètres de long, selon un diamètre du système solaire, assimilé à une sphère passant par Pluton, à 5 900 000 000 kilomètres du Soleil. Quel volume de système reste-t-il ? (Solution dans le prochain *Monde des sciences et des techniques*.)

Solution du problème n° 102. Voici la seconde répartition de 16 points bâtie par R. Berteloot pour réaliser 15 alignements de 4 points à la fois :



PIERRE BERLOQUIN.

### CLINIQUE LA MÉTAYRIE

Etablissement médical privé de premier ordre pour les affections du système nerveux

CH-1260 NYON près Genève.  
Lec Léman - Tél. 1941/22/51-15-41  
Dr C.W. Semadeni, Méd.-Direct.  
Chimiothérapie, Psychothérapie -  
Cures de séjour - Diétothérapie -  
Physiothérapie - Massages - Culture physique - Sports.

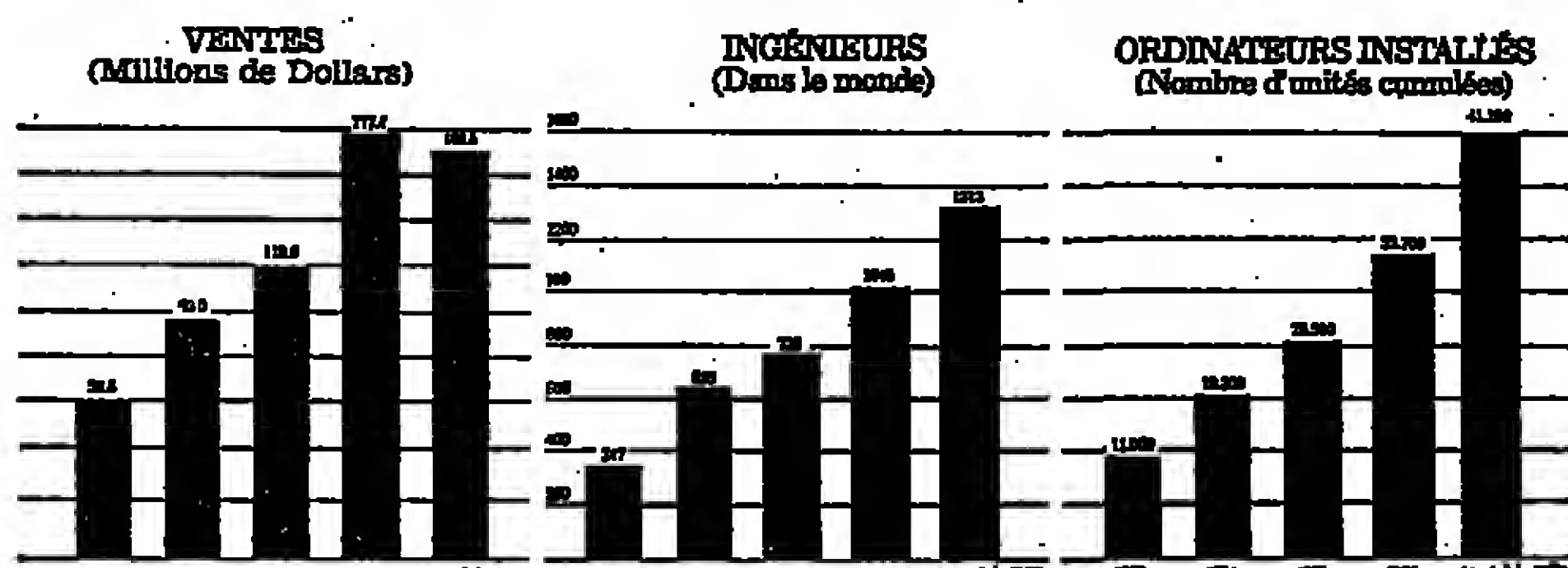


صكزا من الاصل

# Data General 6 raisons pour faire un achat anti-spontané.

## Raison n° 1

Data General est l'un des constructeurs d'ordinateurs qui a le taux de développement le plus rapide, et la rentabilité la plus élevée. Plus de 42.000 systèmes dans 33 pays. En 1977, 168,5 millions de dollars pour 9 mois d'exercice. N° 3 dans l'installation de systèmes. En 1976, nous avons augmenté nos capacités de production de 80% et notre personnel de 76%.



## Raison n° 2

Nous consacrons à la recherche et au développement, une part de nos revenus plus importante que n'importe quelle autre société. Résultat? Un nouveau produit à technologie avancée toutes les 3 semaines.

## Raison n° 3

Nous avons été les premiers à concevoir et construire un ordinateur 16 bits sur un chip. Les premiers à fournir aux gestionnaires un COBOL ANSI 74 de haut niveau. Tout en augmentant les performances et diminuant les coûts.

## Raison n° 4

Nous sommes les seuls à fabriquer et à vendre une gamme de produits compatibles aussi vaste. Tout, des chips microNOVA aux ordinateurs NOVA 16 bits, en passant par les grands systèmes ECLIPSE. Bénéficiant tous du support Data General dans le monde entier.

## Raison n° 5

Nous vous offrons des systèmes qui accompagnent votre croissance, qui vous informent immédiatement pour prendre vos décisions journalières plus vite et avec plus d'efficacité, enfin des systèmes qui, nous le croyons fermement, offrent le meilleur rapport prix/performance.

## Raison n° 6

Vous devez de connaître aussi bien la société que l'ordinateur que vous achetez. Dans le monde entier, des dirigeants avisés ont lu notre Rapport Annuel. Ils ont été impressionnés, aussi bien par notre société que par les services que peuvent leur apporter nos produits.

Pour recevoir notre Rapport Annuel et notre brochure "Data General fait la différence", envoyez le coupon ci-joint ou, plus simplement, votre carte de visite.

Data General France, BP 78 - La Boursidière - 92380 Le Plessis-Robinson ou 105-107 rue de Cécili - 69006 Lyon.  
Envoyez-moi votre Rapport Annuel et la brochure "Data General fait la différence".  
Nom \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

**Data General**

## L'ACTUALITÉ MÉDICALE

### LES ENTRETIENS DE BICHAT

## Le généraliste en première ligne pour traiter les troubles réactionnels de l'enfant

Les psychiatres ont la réputation de vouloir « psychiatriquer » toute chose : tel n'était pas le cas pourtant de ceux qui étaient réunis récemment aux entretiens de Bichat autour du professeur Miesse pour souligner « la place de l'omnipraticien dans le traitement des troubles réactionnels de l'enfant ».

« Lorsque l'enfant refuse de s'endormir, dort mal, souffre de maux de tête, il est difficile, à partir du seul recueil des symptômes de distinguer les troubles réactionnels des troubles

bles névrotiques », a souligné le professeur Miesse. Qui est mieux placé alors que le généraliste pour prendre en compte la personnalité de l'enfant et son contexte familial, indispensable pour établir tout diagnostic dans ce domaine ?

De nombreux troubles, en effet, qui traduisent des moments critiques mais naturels de l'évolution de l'enfant ne nécessitent pas le recours au psychiatre. Ainsi il est clair que tout enfant qui cherche par mille prétextes à rester sa mère avant de s'endormir n'est pas un névrotique en puissance : un verre d'eau sucrée et un conte de fées, qui n'est rien d'autre qu'un mauvais rêve qui se termine bien, constituent le plus souvent les meilleurs remèdes.

De même la prescription d'orthophonie à un enfant dont le bégaiement est lié surtout à un emploi du temps surchargé, qui ne lui laisse pas « le temps de s'ennuyer », ne ferait qu'alourdir sa journée et accentuer son trouble.

Mais le bon sens n'est pas toujours suffisant : un enfant souffrant de l'enfant répond souvent en écho l'histoire de la mère, du père ou des deux. Le docteur Horassius, psychiatre, a donné l'exemple d'un garçon de sept ans dont la morosité et l'agressivité, deux mois après la mort de son père, traduisaient moins une mauvaise réaction à ce deuil que l'existence de rapports difficiles avec une mère dépressive et asthmatique. Celle-ci, en outre, n'aurait pas pu tolérer de son fils pour pouvoir exprimer devant le médecin ses propres problèmes. Dans un tel cas le généraliste doit faire appel au spécialiste, qui seul peut assurer une prise en charge psychiatrique de la mère indispensable aux progrès de l'enfant.

Un entretien avec les parents peut aussi montrer que l'insomnie d'un enfant est simplement due au spectacle trop tardif de la télévision : le médecin se trouve investi alors du rôle de conseiller d'éducation.

### La consultation longue

La plupart des participants ont souligné que, face aux troubles réactionnels de l'enfant, le médecin devait lui consacrer deux ou trois séances d'une demi-heure chacune. Le praticien a-t-il le temps, pendant le temps d'attente, ainsi que les patients ? Peut-être est-il possible d'imaginer l'institution par la Sécurité sociale d'une consultation longue, dont le remboursement serait deux ou trois fois supérieur à la consultation normale. Mais cette médecine exige surtout du généraliste une disponibilité particulière.

Les troubles psycho-affectifs de l'enfant ne font pas seulement appel au raisonnement, à la mémoire, à

l'intelligence du médecin, a souligné le docteur Horassius : ils réveillent, chez lui, l'enfant qu'il fut et le père ou le mari qu'il est, et il ne s'agit pas qu'il suggère aux autres les solutions dont lui-même aurait besoin.

Ce type de médecine lente et globale, si elle n'était pas réservée aux seuls troubles réactionnels, permettrait peut-être de prévenir chez l'enfant l'apparition même de tels symptômes. NICOLAS BEAU.

### L'ACUPUNCTURE CONTRE LE TABAC

La médecine officielle, en France, est celle qui est enseignée dans les facultés de médecine. Elle n'utilise que des thérapeutiques dites « allopathiques ». Les méthodes d'inspiration religieuse ou mystique, la médecine homéopathique, ostéopathique et l'acupuncture en sont, en principe, exclues. Ce sont pourtant les très académiques Insulaires de Bichat qui ont servi de cadre à la présentation des résultats positifs obtenus par l'acupuncture dans le traitement du tabagisme.

Cette méthode a fait l'objet d'un essai thérapeutique organisé par la consultation de sevrage du tabac de l'hôpital Broussais, à Paris, par les docteurs J.-C. Lacroix et F. Descombes. La méthode étudiée associe l'acupuncture à la persuasion et à la dynamique de groupe. L'essai a porté sur la comparaison des résultats obtenus chez deux groupes de fumeurs, volontaires, tirés au sort. Soixante et un sujets ont reçu le traitement méthodique complet, tandis qu'un autre groupe de cinquante-six sujets ne recevaient qu'un simulateur d'acupuncture, en des points non systématiquement choisis. Rapidement, l'essai a révélé une différence significative d'efficacité entre les deux groupes. Dans le premier, on relevait 75 % de succès de sevrage dans les six premières semaines — mais seulement 35 % après six mois. Selon les auteurs, l'acupuncture provoque un dépôt grâce du tabac, dans le mécanisme est inexpliqué, mais qu'ils ont imaginé à partir de l'application de méthodes répétitives efficaces pour la désintoxication des Chinois opiomanes. L'acupuncture est actuellement pratiquée comme méthode associée dans au moins deux consultations hospitalières de sevrage du tabac à Paris, à l'hôpital Cochin et à l'hôpital Broussais.

## Les progrès des « bio-matériaux »

Chaque année en France, quarante mille prothèses totales de hanche sont implantées chez des victimes de fractures du col de fémur ou de coxarthrose. La plupart sont des personnes âgées, gravement invalides, à qui cette intervention permet de reprendre une vie active dans des conditions

souvent spectaculaires de rapidité et de qualité. Mais la durée de survie de ces prothèses reste encore limitée dans le temps, de l'ordre de dix à quinze ans. Les causes de vieillissement ou d'échec font l'objet de recherches sur la « bio-compatibilité » des matériaux utilisés.

La première conférence européenne sur l'évaluation des bio-matériaux s'est tenue à Strasbourg, du 25 au 28 septembre, pour faire le point de ces recherches. Le terme de « bio-matériaux » qu'on y a prononcé est nouveau, mais il définit tous les produits destinés à la restauration ou au remplacement des tissus vivants endommagés, et dont certains sont utilisés depuis la plus haute antiquité. « Si l'orthopédie est sans doute la plus grande utilisatrice de tels matériaux, il faut y ajouter les produits utilisés en chirurgie vasculaire (valves cardiaques, segments artériels...), les instruments d'assistance fonctionnelle (stimulateurs cardiaques, pompes d'assistance cardiaque, circuits extracorporels des reins artificiels) et même les implants assurant le « relai » continu de substances pharmacologiques (régulateurs hormonaux, produits contraceptifs...).

L'évaluation des produits utilisés consiste à passer en revue les techniques de fabrication de caractériser et de prévoir le comportement des substances implantées et les réactions de l'organisme receveur. Contrastant avec l'ampleur du sujet et le nombre des implantations pratiquées, la recherche sur les bio-matériaux est encore peu développée en France, particulièrement dans le domaine orthopédique, où les équipes pluridisciplinaires nécessaires ont du mal à se constituer et à se développer de manière indépendante des industriels. « Les problèmes qui se posent sont liés au risque infectieux, au grippage des pièces, facteur de déséquilibre, et à l'usure. Pour cela, déclare le Dr Sedel, du service d'orthopédie de l'hôpital Saint-Louis, à Paris, il est essentiel de pouvoir mesurer le maximum de paramètres de l'usure en laboratoire : les prothèses implantables, avant

de les poser. Or, dans le domaine de l'implantologie, et particulièrement en France, les recherches fondamentales manquent de moyens. » Dr J.-F. L.

Considéré comme problème insoluble par les mathématiciens mais possible par les Kabballistes vient de paraître la nouvelle édition de LA TRISECTION VAHNCUE vient de paraître par Victor Tibiko. Tous les mystères de la trisection géométrique de l'angle et du 3 polygone (à 3 côtés) sont élucidés. Chez l'auteur 73, rue Notre-Dame-des-Champs Paris-6<sup>e</sup>. Tél. 328-32-30. Prix 20 F.

PAUL MILLIEZ  
**l'année du médecin**  
le point sur les progrès de la médecine en 1977  
83 sujets traités - 576 pages - prix de lancement 150 F  
flammarion médecine-sciences 20 rue de vaugirard - 75006 paris

Guerre en dentelles

NEW-YC

2050 F







**LE CHŒUR NATIONAL**  
Direction : J. GRIMBERT  
RECRUTE CHORISTES  
Programme : HAYDN, VIVALDI,  
MUSIQUE ORTHODOXE  
Répétitions mardi 20 h. à 22 h. 30  
21, rue d'Assas, 75006 Paris.  
Renseignements, tél. : 543-33-34  
après-midi, tél. : 225-14-04  
Se prés. les mardi d'oct. à 19 h. 30.

**CONCERTS**  
Radio France

**ORCH. NATIONAL DE FRANCE**  
Direction : Ivo MALED  
Solistes : E. CHOUKACKA  
Beethoven - Donatoni  
Saguer - Stravinski  
Mercredi  
8 octobre  
à 20 h 30

**NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE**  
Dir. : Gilbert AMY  
Solistes : Silvia MARCOVICI,  
Janis MARTIN  
Debussy - Sibelius  
Schoenberg  
Grand Auditorium  
Jeudi  
8 octobre  
à 20 h 30

**PRESTIGE DE LA MUSIQUE**  
R. Strauss - Wagner  
Prokofiev  
Sol. : Michel CROCCONENY,  
Nadia DENIZE  
Orchestre National de France  
Direction : Klaus Tennstedt  
SALLE PLEYEL  
Mercredi  
12 octobre  
à 21 heures

**NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE**  
Gymnase de  
VILLIERS  
Dir. : Gilbert AMY  
Solistes : SERGEY COSTA  
Webern - Mozart  
Beethoven  
Jeudi 12 oct.  
à 20 h 30  
(Extrême rare.)  
Location : RADIO-FRANCE, Salles et Agences

**MARIGNY**  
A partir de vendredi 14

Annie Cordy

Radio France

Nini la Chance

Location ouverte

**THEATRE EN ROND**  
DE PARIS  
EX-EUROPEEN  
Voyage  
VERTICAL  
YVES JANIAQUE  
ANDRÉ VILLIERS  
MARTIN LUTHER  
JACQUES DUBOIS  
JULY ECKHART  
COLE NOLLET  
CLAUDE NOLLET

## SPECTACLES

### théâtres

Les salles subventionnées  
et municipales

Comédie-Française, 20 h. 30 : Loren-  
zaccio.  
TNP, 20 h. : Vieilles légendes théâ-  
trales. Affreux, sales et méchants  
(film).

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : Les Parents ter-  
ribles.  
Arts-Hébertot, 20 h. 45 : Si t'es beau,  
t'es con.  
Athénée, 21 h. : Le Faiseur.  
Athena, 21 h. : Equus.  
Bouffes du Nord, 21 h. : La Jeune  
Fille Violaine.  
Cartoucherie, Théâtre de l'Aquarium,  
21 h. : Les Pâques à New-York.  
Centre culturel sénois, 20 h. 30 :  
Mademoiselle Julie.  
Cité internationale, la Galerie, 21 h. :  
Hedda Gabler.  
Comédie Caumartin, 21 h. 10 :  
Soezel-Boeing.  
Comédie des Champs-Élysées,  
20 h. 45 : Le Bateau pour Lippin.  
Dauphin, 21 h. : Pepsie.  
Edouard-Vaillat, 21 h. : Un ennemi du  
peuple.  
Gaité-Montparnasse, 20 h. 45 : Réal-  
isme.  
Gymnase, 21 h. : Arrête ton cinéma.  
Huchette, 20 h. 45 : La Cantatrice  
chaude ; la Leçon.  
La Bruyère, 21 h. : Quest-Quost.  
Lucernaire, Théâtre noir, 18 h. 30 :  
la Belle Vie ; 20 h. 30 : Molly  
Bloom ; 22 h. 30 : R. Wagner.  
Théâtre rouge, 20 h. 30 : Les  
Sous-ventres.  
Madelaine, 21 h. : Peau de vache.  
Mathurins, 20 h. 45 : La ville dont  
le prince est un enfant.  
Michodière, 20 h. 30 : Pauvre  
assassin.

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles  
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -  
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34  
(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 3 octobre

Montfard, 21 h. : Érosrate.  
Nouveautés, 21 h. : Apprends-moi,  
Céline.  
Théâtre, 21 h. : la Magouille.  
Folies-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux  
folies.  
Folies, 20 h. 45 : Qui.  
Folies-Montparnasse, 20 h. 30 : Sigis-  
mond.  
Folies-Saint-Martin, 21 h. : Pas d'or-  
chestrées pour Miss Blandine.  
Folies, 20 h. 30 : Jean Harlow  
contre Billy the Kid.  
Folies, 20 h. 30 : Topaze.  
Studio des Champs-Élysées, 21 h. :  
les Dames du jeudi.  
Théâtre-en-Rond, 21 h. : le Voyage  
vertical.  
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : le  
Commanche agricole.  
Théâtre Oblique, 18 h. 30 : les Der-  
niers Hommes. — Grande salle,  
21 h. : Rodogune.  
Théâtre d'Orsay, grande salle,  
20 h. 30 : la Vie offerte. — Petite  
salle 20 h. 30 : Madame de Sade.

Les concerts

Lucernaire-Forum, 19 h. et 21 h. :  
Solistes du Groupe Instrumental  
de Genève (Mozart, Brahms,  
Bartok, Kodaly).  
Palais des congrès, 18 h. 30 : Concerts  
du mardi. Trio Ravel (Berk, Mo-  
zart, Stravinski, Beethoven).  
Eglise Saint-Séverin, 21 h. : Quatuor  
Vla. No. 1. Lily Leskine, harpe.  
(Fouré, Caplet, Debussy).  
Eglise Notre-Dame des Blancs-  
Manteaux, 20 h. 30 : S. Soustret,  
trompette ; J.-C. Franconi, orgue  
(Bach, Telemann, Albinoni).

Cité internationale, Grand Théâtre,  
21 h. : R. Dreyer, guitare (Bach,  
Bouvier, Villa-Lobos, musique  
populaire brésilienne).  
Château de Versailles, chapelle,  
20 h. 30 : le grégorien à travers  
l'histoire (Ensemble vocal  
G. Dufay).

Festival d'automne

Bouffes du Nord, 20 h. 30 : Musique  
des Touaregs du Niger.  
Cirque d'Hiver, 20 h. 30 : Musique  
des paysans de Madagascar.  
Opéra-Studio, 20 h. 30 : S.A.D.E.  
Maison de la culture de Nanterre,  
21 h. : les Ballets de Merce Cun-  
ningham.

La danse

Centre culturel du Marais, 20 h. 30 :  
Silence.  
Palais des sports, 21 h. : Ballet  
soviétique sur glace.

Les théâtres de banlieue

Boulogne, T.B.B., 20 h. 30 : les  
Aiguilleurs.  
Ivry, Salle des fêtes, 21 h. : Grise-  
lidi.

Le music-hall

Bobino, 20 h. 30 : Serge, Stephan et  
Carine Reggiani.  
Elysée-Montmartre, 21 h. : Yves  
Simor.  
Jardin des Champs-Élysées, 20 h. 30 :  
Circus Folies.  
Lucernaire-Forum, 22 h. : Cors Vau-  
caire.  
Olympia, 21 h. : Enrico Macias.

CONCORDE PATHÉ - LÉZÉES LINCOLN - GAUMONT LUMIÈRE  
HAUTEFEUILLE - ST-LAZARE PASQUIER - MONTMARTRE 83  
GAMBETTA - CONVENTION GAUMONT - CLICHY PATHÉ - PLM SAINT-  
JACQUES - VICTOR-HUGO - CYRANO Versailles - FRANÇAIS Enghien  
MULTICINÉ Champigny - GAMMA Argenteuil - GAUMONT Évy  
AVIATIC Le Bourget - Vélizy 2



**DITES LUI  
QUE JE L'AIME**  
un film de  
**CLAUDE MILLER**  
(LA MEILLEURE FAÇON DE MARCHER)

**GERARD DEPARDIEU** superbe  
**MIOU-MIOU** merveilleuse  
(L'EXPRESS)

Un très beau film  
sur la passion...  
Une œuvre bouleversante.  
(L'AUREOLE)

Une violence rare  
dans le cinéma français  
(LE NOUVEL OBS.)

Sens fabuleux  
de la mise en scène  
(LE POINT)

**CLAUDE MILLER**  
est un cinéaste né  
(LE MONDE)

## CALENDRIER DES CONCERTS

ELISE  
ST-SEVERIN  
15 les mardi  
d'octobre  
à 21 heures  
Loc. Librairie  
Saint-Séverin  
et Durrand  
(P.e. Valmalette.)  
11 octobre, au programme :  
**FRANCK - DEBUSSY**  
4 octobre, avec : L. Laskine

SALLE  
PLEYEL  
Jeudi  
8 octobre  
à 20 h 30  
(Valmalette.)  
Victoria  
**de LOS ANGELES**  
au piano : G. JOHNSON  
Schubert, Mendels, Schubert,  
Scherzino, Debussy  
et compositeurs espagnols

ABBAYE de  
ROYAUMONT  
Sam. 8 oct.  
Filin 18 h 30  
CONCERT  
à 20 h 45  
Billets  
chez Durrand  
(Warner.)  
28<sup>e</sup> SAISON MUSICALE DE  
**ROYAUMONT**  
18 h 30 : film « CARMEN »,  
opéra de Bizet, de Ch. Nupen  
20 h 45 : Initiates de  
Brahms et Schumann  
M. Beroff, P. Ansay,  
A. Dumas, B. Pasquier,  
F. Lédan

THEATRE  
des CHAMPS-  
ÉLYSÉES  
Jeudi 27 oct.  
Lundi 7 nov.  
à 20 h 30  
(Valmalette.)  
Deux récitals  
**Daniel  
BARENBOIM**  
27/10 : SCHUBERT  
7/11 : BEETHOVEN

CHARTRES  
Musée  
des  
Beaux-Arts  
Samedi  
8 octobre  
à 21 heures  
(P.e. Klesgen.)  
Trio Stradivarius  
Mozart, Beethoven,  
L. van Beethoven  
15 oct. : Ess. Instrumental  
de Chartres

SALLE  
PLEYEL  
Dimanche  
9 oct.  
à 13 h 45  
Sap. 15 oct.  
à 20 heures  
Renseign. :  
660-35-40  
(Klesgen.)  
Intégrale des Concerts  
Violon et Piano de  
**BEETHOVEN**  
ORCH. LAMOUREUX  
9 oct. : Dir. K. KLEIN  
Solistes : HENRYK  
**SZERENG**  
16 et 23 octobre  
Dir. : D. AGRAFOTIS  
Solistes :  
**RICHTER - HAASER**  
(Abonn. spéc. pr 3 Concerts.)

SALLE  
PLEYEL  
Dim. 9 oct.  
à 13 h 45  
Sap. 15 oct.  
à 20 heures  
Renseign. :  
660-35-40  
(Klesgen.)  
Le Quatuor  
**Pro Arte  
de Paris**  
BEETHOVEN  
6<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> quat.

ELISE  
des  
BILLETTES  
Dimanche  
9 octobre  
à 17 heures  
Loc. Durrand  
(P.e. Klesgen.)  
Les 16 orchestres  
de jeunes  
**A. LIEWENGUTH**  
Mille exécutants  
(Programmes différents.)

SALLE  
PLEYEL  
Lundi  
10 octobre  
à 20 h 30  
Loc. : Salle,  
Durrand,  
3 FNAC  
et Agences  
(Valmalette.)  
Les Concerts Barg présentent  
« GRANDS CONCERTS PLEYEL »  
concert exceptionnel  
**ENGLISH CHAMBER  
ORCHESTRA**  
Dir. : E. BERTEL  
Sol. : B.-L. GELBER  
BRITTEN - MOZART

THEATRE  
des CHAMPS-  
ÉLYSÉES  
Mardi  
11 octobre  
à 20 h 30  
(Valmalette.)  
Mozart  
**BORINI**  
Orchestre  
des Concerts Lamoureux  
Berlioz - Grieg  
Beethoven

PALAIS  
des CONGRES  
SALLE  
RÉJANE  
Mardi  
11 octobre  
à 18 h 30  
Location :  
755-24-41  
(P.e. Valmalette.)  
CONCERTS DU MARDI  
WEBER, PETRINI, DELUINARE  
Romances et Des Solistes  
FAURE - DUFAY  
Mendels  
Beethoven  
Quintette après 18  
avec D. Boerger, G. Duplas,  
S.-P. Larque, L. Laskine,  
M. Piquemal, B. Rigotto,  
C. Cabro

THEATRE  
des CHAMPS-  
ÉLYSÉES  
Mercredi  
12 octobre  
à 20 h 30  
(Valmalette.)  
Récital de harpe  
C. L. E. L. A.  
« OLD ENGLISH MASTERS »  
C.F.E. BACH - HANDEL  
FAURE - INDEMITT...

SALLE  
PLEYEL  
Lundi  
17 octobre  
à 20 h 30  
(Valmalette.)  
Concerts Barg présentent  
« GRANDS CONCERTS PLEYEL »  
concert exceptionnel  
**PRO ARTE  
de MUNICH**  
Dir. : Kurt REDEL  
Piano : M.-J. PIRES  
Stanzel - Cluck  
Mozart - Beethoven

THEATRE  
des CHAMPS-  
ÉLYSÉES  
Mardi  
13 octobre  
à 20 h 30  
(Valmalette.)  
Récital de piano  
E. V. A.  
**OSINSKA**  
MOZART - CHOPIN  
CHOSTAKOVITCH

SALLE  
PLEYEL  
Jeudi  
20 octobre  
à 20 h 30  
Loc. : Salle,  
Durrand,  
3 FNAC  
et Agences  
(P.e. Valmalette.)  
Les Concerts Barg présentent  
« GRANDS CONCERTS PLEYEL »  
concert exceptionnel  
**ENGLISH CHAMBER  
ORCHESTRA**  
Direction : P. CALDERON  
Solistes :  
**Jessie NORMAN**  
ROSSINI - HAYDN  
MOZART

SALLE  
PLEYEL  
Lundi  
24 octobre  
à 21 heures  
(Klesgen.)  
BEETHOVEN  
Trio Solistes, par  
WILHELM  
**KEMPF**  
YENUDI  
**MENUHIN**

**THEATRE DE PLAISANCE**  
111, rue du Château  
272-12-65 (métro Pernety)  
**OUI**  
de Gabriel AROUT  
Mise en scène Gabriel AROUT  
Musique Jacques LOUSSIER  
Scénographie J.-J. ASLANIAN  
avec  
Jacques MARCHAND  
et Ludwig GAUM  
Tous les jours à 20 h. 40.

Passage du  
XX<sup>e</sup> siècle  
vendredi 7 octobre 20 h 30  
**ensemble  
intercontemporain**  
direction  
**M. Tabachnik**  
avec  
L. Di Martino - A. Marion  
et C. R. Alsina  
Alsina - Senales  
Taïra - Trans-apparence  
(création mondiale)  
Mefano - Espaces mouvants  
Haiffier - Mizar  
(création mondiale)  
**THEATRE DE LA VILLE**  
2, place du Châtelet  
location 887-35-39

100 REPRESENTATIONS  
SEULEMENT  
**MICHODIÈRE**  
CLAUDE RICH  
NELLY BORGEAUD  
JEAN NEGRONI  
et  
PAUL-ÉMILE DEIBER  
**PAUVRE  
ASSASSIN**  
de PAVEL KOHOUT  
Mise en scène de MICHEL BAGDOLI  
Musique de CLAUDE BOLLING  
avec  
PHILIPPE LAUDENBACH  
FRÉDÉRIQUE TIRMONT  
ANDRÉ HABER  
CATHERINE MORIN  
ALAIN DELAFOSSE SERGE BLANDEAU  
CORINNE LAHAYE  
GASTON VACCHIA  
LE PREMIER SPECTACLE PRÉSENTÉ  
PAR  
LES ACTEURS FRANÇAIS ASSOCIÉS  
Location : Théâtre, Agences  
et par téléphone 742 95 22







# ARTS ET SPECTACLES

## LE JOUR DES ARTS

### Quel public pour le Centre Georges-Pompidou ?

Au moment où le Musée national d'art moderne accueille son millionième visiteur, depuis son installation à Beaubourg le 1<sup>er</sup> février dernier, les premières enquêtes permettent de définir approximativement la composition de ce public.

Celui-ci est en majorité parisien : 40 % des visiteurs habitent la capitale, 26 % la région parisienne, 23 % la province, 11 % l'étranger. L'origine sociale indique une forte proportion — 66 % — de personnes issues des classes moyennes ; 29 % appartiennent aux classes supérieures et 5 % à la classe ouvrière.

Quant à l'affluence, elle dépasse toutes les attentes. Le nombre de ceux qui, depuis le jour de l'inauguration, ont franchi le portail menant, par escalier mécanique, à la bibliothèque, au musée et aux expositions temporaires, est d'environ 4,5 millions.

Les responsables du Centre escomptent 10 000 entrées par jour, ils en enregistrent plus du double : 22 220. Sur ce total, 13 000 visiteurs vont à la bibliothèque, 4 800 au musée et 1 200 aux expositions temporaires (rétrospectives Marcel Duchamp et Paris-New-York).

### « Catastrophe » à Angers.

Christian Zeimert : peintre de portraits emballés sous vide et de scènes d'un genre plutôt corréal, à la manière des pompiers, avant qu'ils soient au goût du jour. Zeimert donc a préparé pour le musée d'Angers une exposition « Catastrophe ». Il s'est promené dans les réserves du musée, en a exhumé des tableaux à thèmes catastrophiques, essentiellement angéliques (accidents de la Loire, effondrements de ponts, etc.), y a mêlé insidieusement ses propres peintures. Un accrochage peut-être irrévérencieux pour la peinture ancienne, en tout cas susceptible de réveiller les visiteurs endormis. Cet été Zeimert avait opéré de la même façon au musée de Chartres, sur le thème du « Portrait de profil et de face ».

\* Musée d'Angers, jusqu'au 6 novembre.

### Marginaux à Rennes.

Plusieurs expositions doivent sourdre à la Maison de la culture de Rennes, qui montreront ces productions marginales de l'art dont Jean Dubuffet a été le premier à se soucier. La première se réunira Aloïse, Gaston Chatais, Henri-Antoine Muller, Emile Ratier, Scottie, Adolf Wölfl (du 15 octobre au 27 novembre) : suivront les Bâtisseurs de l'Imaginaire, de Claude et Clotilde Préost et les Trésors et leurs demeures, photographiés par Gilles Ehrman (2 décembre - 2 janvier). Ces manifestations seront accompagnées d'une documentation de l'architecte Johan Van Geluwe, sur des exemples de création populaire — jardins de rêve, décorations de façade, — et de films (sur Ratier, Gaudy, Armand Schultess...). De son côté, l'ARC prépare début 1978 une exposition sur un sujet moche, qui devrait s'appeler l'art sans artistes.

### Voyage des derniers Césaire.

Une exposition Paul Cézanne essentiellement consacrée à la dernière période de sa vie, à cette production si fructueuse autour de 1900, dont la génération suivante d'artistes se nourrira pour « briser » plus que « le compotier », est inaugurée le 7 octobre au musée d'Art moderne de New-York, où elle durera trois mois. Puis elle ira à Houston, Le Grand Palais l'accueillera du 26 avril au 23 juillet. Elle a été organisée avec la collaboration des musées nationaux et comporte une centaine de toiles provenant de collections publiques et privées de huit pays.

## Photo

### Apprendre à voir

(Suite de la première page.)

Ma première approche a été une rencontre avec des jeunes d'origine ouvrière ou petite-bourgeoise qui faisaient de la moto et qui surtout formaient la bande, un groupe de gens qui se retrouvaient tous les soirs dans le même café, qui sortaient ensemble. Dans le même temps, j'ai découvert un ensemble de H.L.M. sur le bord des boulevards extérieurs, Les Péricheux. J'y ai presque fait un travail d'éducateur : je me baladais avec les enfants et les adolescents. Avec les enfants, c'était un rapport de jeu, mais avec les adolescents, il m'aurait fallu un an de travail et un local. Je tentais d'appréhender ce que pouvaient être les relations dans un type d'habitat où les gens sont dépossédés de leur identité. J'ai voulu faire un parallèle avec un vieux quartier ouvrier et j'ai atterri dans une cour d'artisans, dans le quartier de Charles-Michel, où travaillaient encore un tapissier, un matelassier, un tôleux.

J'étais à la fois, un copain pour eux et un type qui prenait des photos. Mais ces photos leur revenaient. Ils me demandaient des photos du style : « le bébé qui apprend à marcher ». Ils avaient la conscience très claire d'être les derniers survivants d'un monde : juste à côté de chez eux « pousse » le Front de Seine avec ses tours de vingt étages, ses appartements de cinquante « briques », ses boutiques Cacharel au rez-de-chaussée. Ils ne m'invalaient pas le soir comme les mâtards, les hommes m'expliquaient comment ils avaient appris leur travail, les femmes se souvenaient de l'époque où elles allaient au bal. On a monté à l'entrée de la cour une exposition d'une dizaine de photos qui les représentaient. C'était l'hiver et on avait installé un système de flood incroyable. Les gens venaient regarder les photos, s'arrêtaient pour parler aux artisans.

La seconde exposition fut montée dans un foyer de bonnes sœurs, en plein milieu des H.L.M. Ce qui est frappant aux Péricheux, c'est l'ennui : les gosses n'ont rien à faire et les adolescents ont les mêmes problèmes d'absence de lieu pour se rencontrer, d'activité, de tissu social que ceux des jeunes qui habitent de l'autre côté de la porte de Vanves. Pourtant, ils se trouvent à un quart d'heure de Montparnasse. Nous avons offert un manège aux enfants et un collectif de théâtre est venu avec sa boîte à images. C'était dimanche, un après-midi d'hiver. On avait très peu de photos d'enfants : ils étaient fascinés de se voir ou de voir leurs copains agrandis sur des panneaux. Les parents boulaient davantage, ils sont venus la semaine d'une manière plus discrète.

Certaines personnes que j'ai rencontrées m'ont carrément dit : on va faire des réunions et on enregistrera au magnétophone. Ça aurait presque tourné au psychodrame de groupe par la médiation de ma machine, de mon regard. Dans cette vie de quartier et de bistrot, de rencontres et de bagarres, on n'est pas loin d'une conception du dix-neuvième du prolétariat, avec les hommes qui boivent et les femmes qui sont malheureuses. La troisième exposition a eu lieu dans un tabac, un samedi soir. Nous avions accroché les photos sur les vitres, un accordéoniste jouait et les gens dansaient. On retrouvait tout à coup quelque chose dont on est en train de perdre le sens. Quand deux personnes se serrent la main dans l'architecture du Front de Seine, on a l'impression que l'une des deux veut faire tomber l'autre.

En réalité, j'utilise mon appareil comme un carnet de dessins ou un journal intime. Une photo n'existe pas toute seule, mais dans une cohérence, dans un mouvement global. Je cherche à être simple, lisible sans pour autant devoir me gommer. Une photo pour moi est le révélateur de l'intensité qui peut se produire dans une situation. Il existe tout à coup une correspondance entre la ville, la situation et un raisonnement, comme une idée mise en image. Je ne cherche pas à constituer un discours esthétique, plutôt à articuler un sens. Une image ce n'est pas un mot, ça va dans tous les sens et c'est cette richesse qui m'intéresse. A la fois quelque chose qu'on peut nommer et qui le déborde. Le mouvement que je cherche un peu, c'est : tiens, il y a de la vie et, derrière cette évidence, des choses qui s'articulent ou chacun peut se projeter et se regarder. La couleur ne m'intéresse pas parce qu'elle est tout de suite narrative, le noir et blanc affirme la photo comme une reproduction du réel, mais avec un travail de lecture. Les gens qui sont producteurs d'images ont forcément une fonction un peu didactique : celle de montrer et d'apprendre à voir. Pour moi, il n'y a pas la vie, il y a des gens qui vivent des réalités différentes. Je cherche à mettre en évidence ces réalités, les intensités, les relations, par exemple les rapports d'un homme et d'une femme dans une certaine action ou inaction et d'un lieu.

La personne photographiée interroge le lieu dans lequel elle se trouve. Je veux rester simple et produire des images évidentes et j'ai parfois envie de casser ces images comme on a envie de casser le monde dans lequel on vit.

Je veux rester simple et produire des images évidentes et j'ai parfois envie de casser ces images comme on a envie de casser le monde dans lequel on vit.

Propos recueillis par HERVÉ GUIBERT.

\* Images du 15<sup>e</sup> arrondissement. Photographies de Denis Gheerbrant. Festival d'automne, palais de Tokyo, du 15 octobre au 15 novembre, du 5 au 30 octobre.

## Expositions

### Les deux vies de Peter Weiss

Quarante ans après, malgré le temps, Peter Weiss ressemble encore à ces autoportraits que, réfugié d'Allemagne, il exécutait à Prague en 1938. Autoportraits d'allure réaliste, mais de nature surréaliste, qui sont le meilleur de son œuvre peinte. Né allemand en 1916, il est devenu suédois en 1945. Comme Van Gogh, il a exploré son propre visage, mais aussi les lieux, le décor, triste et prenant, où s'est déroulée la vie d'un homme qui soudain se

découvrait « de nulle part ». Puis il a cessé de peindre, pour écrire. L'auteur de Marat-Sade, de Hölderlin, de pamphlets contre la guerre du Vietnam et de l'Esthétique de la résistance (dont le premier tome vient d'être publié en Allemagne) est aujourd'hui plus connu que le peintre. Peter Weiss expose ses dessins et collages à l'Institut Goethe et ses peintures au Centre culturel suédois.

« J'ai vécu deux vies, dit-il, une vie de peintre et une vie d'écrivain. L'une après l'autre. Lorsque je peignais, j'écrivais de temps à autre, mais dès que j'ai publié, j'ai renoncé à peindre. C'était pourtant la vocation première : à Prague, je fréquentais l'Ecole des beaux-arts, j'étais alors désespéré, je me sentais exilé, émigré, solitaire.

Ce climat est perceptible dans vos tableaux de jeunesse, notamment dans la série d'autoportraits. Ils font penser, mais avec plus de force, à des têtes de voyageur de train que vous avez peintes dans l'Allemagne de 1934, et rappellent les expressionnistes allemands.

C'est d'ailleurs que je tiens mes premiers désirs de peinture de l'atmosphère du Berlin des années 30 qu'ils avaient si puissamment saisi. Le « réalisme », le « réalisme magique », la « nouvelle réalité » de la Neue Sachlichkeit avec Otto Dix, Nolde et Brecht aussi, bien sûr. Je visitais les galeries, les expositions ; mais, en même temps, je lisais, j'écrivais des poèmes. J'envisageais l'art comme une totalité dramatique. Le monde que je peignais, c'était la « divine comédie ».

J'ai passé environ vingt années de ma vie ainsi, jusqu'aux années 50. Puis je me suis mis à écrire mes premières pièces. Mais à l'époque, aucun éditeur ne s'y intéressait. J'ai attendu dix ans la publication de mon premier ouvrage. C'était au début des années 60. Depuis, j'écris, presque exclusivement.

— Et la peinture ?

— J'ai cessé de peindre,

mais non d'être peintre. Mon expérience picturale a certainement joué un rôle dans ma façon de concevoir un livre. Les scènes de mes pièces, les images que je vois devant moi comme sur le plateau d'un théâtre. Mais un tableau ne peut pas rendre leur mouvement ; or, ce qui compte pour moi, c'est de traduire la dimension du temps, de montrer comment une situation change.

— Votre période des collages est d'une certaine manière la transition entre le monde des images et celui des mots : ils font penser à Max Ernst.

— Coller n'est pas exactement peindre ; c'est une étrange activité qui demande une mélange de spontanéité et de technique patiente, une imagination en alerte afin de choisir entre les centaines d'images qui sont là, dispersées sur la table, et parmi lesquelles il faut provoquer des rencontres.

— Breughel est mon peintre de prédilection. Ses personnages ont l'air d'être sur une scène. La peinture comme l'écriture cherche à exprimer la vie. Ma vie, c'était l'insécurité, la guerre, les dangers politiques, c'était la mort.

— Le réalisme, le surréalisme sont mon domaine. Je n'ai jamais été intéressé par l'art abstrait. Pour moi, la peinture doit être parlante. L'artiste est toujours en lutte avec ses moyens d'expression. J'écris lentement et je réécrit laborieusement mes textes avant de trouver les mots, les analyses, qui me semblent les plus justes. En peinture, c'est la même chose : le travail, le travail...

— Comment procédez-vous ?

— Au début je prends des notes, pour saisir les idées qui passent. Parfois, j'ai le sentiment de poursuivre sur le papier mes rêves du petit matin. Ecrire ou peindre, c'est toujours établir une relation entre le rêve et la réalité. Ensuite vient la recherche des documents. C'est ainsi que j'ai écrit Marat-Sade. L'idée originale m'a été inspirée par le souvenir d'un tableau du Louvre qui représente Marat mort dans sa baignoire. J'ai voulu connaître les autres personnages du drame, et j'ai découvert Sade, qui était enfermé à Charenton, où il organisait des spectacles de théâtre. Enfin, il faut se mettre à inventer. L'invention romanesque repose sur la réalité. Là commence la besogne : Marat-Sade a été réécrit au moins dix fois. Alors la spontanéité.

— On observe dans votre œuvre les influences les plus diverses.

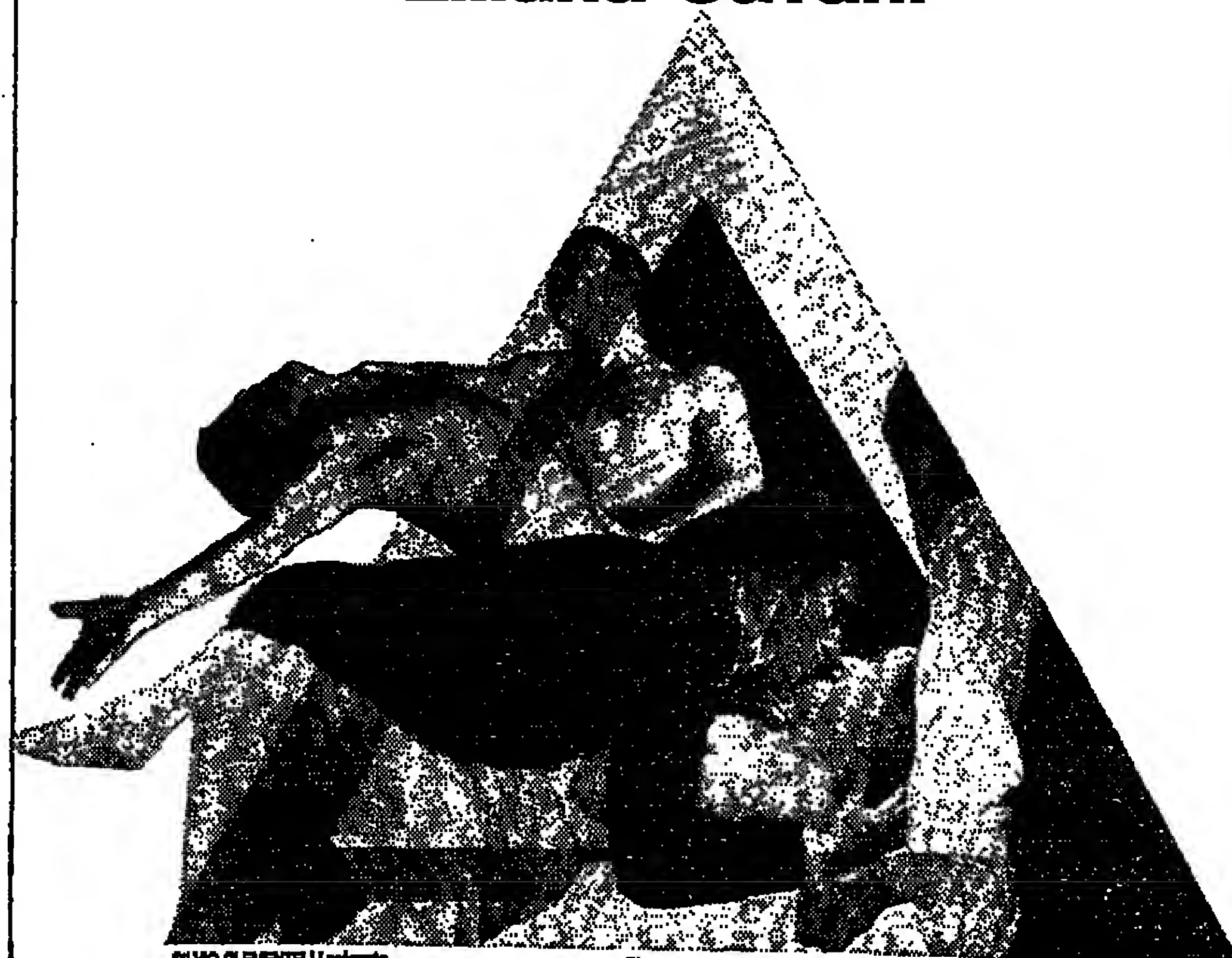
— Les peintures qui m'appartiennent en propre sont celles qui rendent compte de ma vie durant les années 30, la vie de quelqu'un qui avait tout perdu, qui était partout un étranger. En Suède, en 1940, comment pouvais-je m'intégrer ? Mais j'ai appris qu'il n'est pas nécessaire, pour vivre, de se sentir chez soi.

Propos recueillis par JACQUES MICHEL.

\* Dessins et collages de l'Institut Goethe, 17, avenue d'Éna. Peintures au Centre culturel suédois, 11, rue Payenne.

MERCREDI

### Après « Portier de Nuit » le nouveau film de Liliana Cavani



GRAND PRIX DES LECTRICES DE ELLE

Un film de LILIANA CAVANI  
**AU-DELA DU BIEN ET DU MAL**

avec DOMINIQUE SANDA, ERLAND JOSEPHSON, ROBERT POWELL, VIRNA LISI

et avec PHILIPPE LÉHOT, CARMEN SCARFETTA, AMERICO ANZORE, MICHAEL DEGEN, NICOLETTA MACHINELLI

Histoire originale de LILIANA CAVANI - Scénario de LILIANA CAVANI - FRANCO ARCAELLI - ITALO MORICATI  
Direction de la photographie ARMANDO NANNI - Montage par ROBERTO GORDON EDWARDS - Musique par LILIANA CAVANI  
Les coproductions de la Compagnie des Artistes (France) - CMA (Chapman & Mays) S.A. - L'Unité Film (S.A.) - Les Films du Centre Culturel de l'Institut Goethe de Berlin

BALZAC ÉLYSÉES - SAINT-ANDRÉ DES ARTS

14 ans L'EMPIRE DES SENS

UN FILM DE NAGASA OSHIMA



## ARTS ET SPECTACLES

### deux vies de Peter Weiss

#### En bref

##### Variétés

#### YVES SIMON

Lucien Glibara, l'animateur passionné de chansons des Blancs-Manteaux et de la Cour des Miracles a repris la direction artistique de l'Elysée-Montmartre, magnifiquement équipée de la scène dans une salle contenant neuf cents places. Glibara, qui annonce dans ses prochains programmes Colette Magny, Diane Duhaime, Alain Souchon et François Bérenger, inaugure la nouvelle formule de l'ancien temple du catch avec Yves Simon.

Ce qui frappe aujourd'hui chez cet auteur-compositeur fin, sensible, dont le ton est souvent tout en douceur, c'est la complexité fraternelle qui l'unit à ceux qu'il nomme les « musiciens de l'amitié ». Il y a, à l'évidence, un partage de la musique, une manière d'écouter l'autre, d'entraîner avec soi les autres qui fait qu'une certaine spontanéité est préservée. Bien entendu, ces musiciens sont remarquables, particulièrement David Rose, au violon, et Serge Perathoner, aux claviers.

L'autre qualité d'Yves Simon, c'est de pader du cœur et de l'âme en une suite d'images impressionnistes, de croquis, de regards sur la réalité quotidienne. Ce qu'on peut lui reprocher, c'est de ne pas pousser ses chansons jusqu'à la chronique où elles auraient sans doute plus d'ampleur, de souffle. Ce qui irrite un peu encore, c'est de voir un garçon doué et profondément vrai se cantonner parfois dans des chansons-pirottes, dans des jeux de phrases.

Mais on aurait tort de manquer Simon et ses musiciens qui nous donnent le premier spectacle de variétés de la saison où l'on nous parle avec les mots, les notes, la sensibilité du présent.

CLAUDE FLÉOUTER.

\* Elysée-Montmartre. 21 heures.

##### Cinéma

#### « LES APPRENTIS SORCIERS »

d'Egardo Cozarinsky

Ceuvre cruelle, désespérée, passionnée, d'un apprenti sorcier argentin qui a beaucoup lu Borges et Henry James, vu et revu tous les films américains dans les faubourgs de Buenos-Aires, qui a pratiqué un temps une critique intensive. Egardo Cozarinsky, c'est une prodigieuse culture, littérale cinématographique — à faire pâlir Jacques Rivette et Eric Rohmer — et, aujourd'hui, son film semble exorciser la mauvaise conscience politique de l'intellectuel à la dérive.

Tourné dans un Paris surchargé de légende et d'histoire mal assimilée, pastiche composité et dense, les *Apprentis sorcières* est le film français d'un exilé latino-américain sur des exilés latino-américains. Il y a le complot permanent, ou disparaître une ex-« soixante-huitarde » native (Zouzou). Il y a le théâtre dans le cinéma (*Le Mort de Danton*, admirable, avec Jean-Pierre Kalfon en Robespierre et Pierre Clémenti en Saint-Just), et surtout le cinéma, dans cette ville-décor qui rassemble New-York, Buenos-Aires, Le Caire,

On retrouve d'abord le film noir, le *Grand Sommeil*, de Hawks, d'après Chandler, ou le *Cinquième Victim*, de Lang, explicitement cité. Plus encore, selon un étonnant retournement narratif, on retrouve aussi un vieux film écrit par Ben Hecht, la *Jeune suicidée* (*Nothing Sacred*, 1938) : une ingénue fonce vers la mort, et l'on reconnaît le même humour destructeur, la même tendresse échaudée, le même goût de cendre.

LOUIS MARCORELLES.

#### « WIVES »

d'Anja Breien

Féminin, féministe et norvégien : ce sont les principales caractéristiques du deuxième film d'Anja Breien, et ce sont ses qualités majeures. Le spectateur français n'est pas si riche de témoignages de cette sorte, qu'il puisse juger *Wives* du seul point de vue cinématographique. Qu'est-ce qui importe ? Le manque de maîtrise d'un cinéaste brouillon ou les informations de tout type qu'un laisser-aller symphonique dispense ? *Wives* est assez spontané pour que ce deuxième critère l'emporte. C'est extrêmement quotidien dans les dialogues et les situations, ça ne peut qu'être utile.

Cependant, comme c'est un film européen, on peut sans crainte appliquer sa grille de références personnelles et avancer quelques réserves. Dans son histoire de conjugalité bullesonniers (trois amies d'enfance abandonnent mari et enfants pour vivre quelques jours de liberté), Anja Breien a souvent tendance à remplacer les hommes par des femmes, et à trouver ça drôle. Ce n'est pas ce qui fera

avancer la bonne cause du cinéma féminin, et, de toute façon, on ne rit pas aux éclats quand les trois héroïnes abordent les passants.

CLAIRE DEVARREUX.

#### RENDEZ-VOUS CANADIENS

Deux manifestations d'importance inégale, proposent aux spectateurs de la région parisienne un choix de films venus essentiellement — sinon exclusivement — du Québec.

Un cinéma d'art et d'essai de Fontainebleau, l'Hermilage, organise, du 5 au 11 octobre, des « Rencontres avec le cinéma canadien ». Outre des classiques comme *Pour la suite du monde*, de Brault et Perrault, *Mon oncle Antoine*, de Claude Jutra, et *Les Ordres*, de Michel Brault, on pourra voir deux films remarqués à Cannes cette année (et non distribués commercialement), le reportage de Jean-Claude Labrecque sur la vingt et unième Olympiade de Montréal et *Ce vieux pays où Rimbaud est mort*, de Jean-Pierre Lefebvre, ainsi que des œuvres d'Anne-Claire Poirier, de Richard Laviole et la version française du documentaire *Action*, sur les journées d'octobre 1970, de Robin Spry.

A la bibliothèque de Massy, du 13 au 18 octobre, le cinéma sera une des composantes d'un ensemble multidisciplinaire : « le Québec à Massy ». Quatorze programmes sont prévus, avec des films qui durent de trois à quarante minutes, groupés autour de six thèmes : cinéma expérimental, documentaire, fiction, art et culture populaire, films socio-politiques, films d'humour.

A part quelques anciens, comme Arthur Lamothe (un film de la série

indienne), Michel Brault (un film de la série « le son des Français d'Amérique », en collaboration avec André Gaudu), Fernand Dansereau (série « les métiers traditionnels »), « le Québec à Massy » ne révélera pratiquement que des inconnus : tous s'inscrivent dans un vaste mouvement d'appropriation de la culture du Québec par ses cinéastes, qui définissent leurs films, produits en dehors de l'Office national du film et de l'industrie, comme du « cinéma artisanal ».

\* Fontainebleau, tél. 572-97-78 (c/o Margaret Crowther).  
\* Le Québec, à Massy, tél. 920-31-17.

##### Théâtre

#### « La ville dont le prince est un enfant »

de Montherlant

Ecrit et publiée par Henry de Montherlant en 1951, la pièce *La ville dont le prince est un enfant*, jugée d'abord difficile, fut amendée par l'auteur en 1968. La version nouvelle, approuvée par un ecclésiastique « qui occupe un rang distingué dans la hiérarchie », nous dit-on dans le programme, fut créée en 1967 dans une mise en scène de Jean Meyer. La pièce, d'une haute tenue, écrite dans une langue forte, est reprise aujourd'hui dans une mise en scène du même Jean Meyer, qui n'est pas du tout à la dimension de l'œuvre. Michel Favory joue l'abbé de La Halle, Artus de Penguern André Sevrals, Mikael Reder et David Bre-court jouent en alternance Serge Soupière. — M. C.

\* Mathurins, 20 h. 45.

#### octobre programme théâtre

4 - 13 octobre  
Opéra-Studio (ex Opéra-Comique)  
création en français

S.A.D.E.  
libertinage et décadence  
de la fanfare des carabiniers  
de la gendarmerie salentine  
spectacle en 2 aberrations  
de Carmelo Bene  
loc. Opéra-Studio 742.72.00

11 - 26 octobre  
Musée Galliera  
ODIN TEATRET (Danemark)  
« Le livre des danses »  
Comel and the day will be ours  
d'Eugenio Barba  
loc. Fnac Montparnasse  
222.80.56

11 - 23 octobre  
Théâtre National de Chaillot  
THEATRE CRICOT 2  
(Pologne)  
« La classe morte »  
séance dramatique  
de Tadeusz Kantor  
loc. Chaillot 727.81.15

12 - 23 octobre  
Théâtre National de Chaillot  
(Salle Gémier)

ATELIER  
THEATRE et MUSIQUE  
GEORGES APERGHIS  
« Marchand de plaisirs,  
marchand d'oublies »  
loc. Chaillot 727.81.15

12 - 30 octobre  
Théâtre de l'Est Parisien T.E.P.  
THEATRE QUOTIDIEN  
« Dorénavant 1 »  
de Jean-Paul Wenzel  
et Claudine Fievet  
musique de Mico Nissim  
loc. T.E.P. 636.79.09

20 octobre - 5 novembre  
Maison de la Culture de Nanterre  
CENTRE DRAMATIQUE  
NATIONAL DES ALPES  
« Palazzo Mentale »  
de Pierre Bourgeade  
mise en scène  
de Georges Lavaudant  
musique Spheroe  
location  
Maison Cult. Nanterre 204.18.81  
Fnac Montparnasse 222.80.56

Centre de renseignements  
et de location  
Fnac Montparnasse  
136, rue de Rennes 222.80.56  
tous les jours de 11 h à 19 h  
sauf dimanche et lundi

## Jones rajeunit et ouvre 10 nouvelles boutiques. Voici la sixième.



# Jones

39, av. Victor-Hugo, Paris 16<sup>e</sup> - 727.06.30

Jusqu'au 20 octobre, 15 % de remise sur tous les articles avec la carte Jones.

MERCREDI

Après "Portier de Nuit"  
le nouveau film de  
Liliana Cavani

AU-DELA  
DU BIEN  
ET DU MAL

CINEVOG

S<sup>t</sup> LAZARE

L'ANIMAL

STUDIO SAINT-GERMAIN

MULTI  
CINE

PADRE PADRONE

ELYSEES LINCOLN  
QUARTIER LATIN  
SAINT-LAZARE PASQUIER

L'AMI AMERICAIN

ELYSEES LINCOLN  
QUINTETTE/NATION

BAD CANDY WARHOL'S

BROOKLYN QUINTE

DITES-LUI

QUE JE L'AIME

HAUTEVILLE  
SAINT-LAZARE PASQUIER

LES INDIENS

SONT ENCORE LOIN

ELYSEES LINCOLN  
SAINT-GERMAIN BUCHETTE

ALLONSFAN

TAVIANI

QUINTE



## RÉGIONS

### AU CONSEIL DE PARIS

#### • L'attribution d'une allocation aux parents seuls

Le Conseil de Paris, dans sa séance du lundi 3 octobre, a adopté le plan d'aménagement de l'esplanade des Invalides. Il a autorisé le maire à poursuivre l'étude de l'aménagement de la place de l'Hôtel-de-Ville et de l'éventuelle implantation d'un équipement de type « Vélo-drome d'hiver-Palais des Sports ». L'assemblée de la capitale a également accepté de transformer le crédit pour l'aide à l'enfance en une allocation en faveur des parents seuls. Cette mesure entraîne la suppression de subventions

versées à des familles défavorisées à l'occasion de la rentrée scolaire. Cette contrepartie a provoqué la protestation des élus communistes et socialistes.

Ces derniers ont, à plusieurs reprises, à la différence des conseillers du P.C., approuvé les projets du maire qui, en retour, a soutenu une proposition de M. Daniel Benassaya concernant l'aménagement de la place de l'Hôtel-de-Ville. Pourtant, ils entendent désormais renforcer

#### • L'aménagement de la place de l'Hôtel-de-Ville

leurs critiques à l'égard de la politique du maire telle qu'elle a été énoncée dans nos colonnes (le Monde du 23 septembre). C'est ainsi que MM. Georges Sarre, président du groupe socialiste, et Daniel Benassaya ont, mardi 4 octobre, au cours d'une conférence de presse, dénoncé « les contradictions qui existent entre les déclarations et les actes » de M. Chirac et souligné que bien souvent le maire se contente de reprendre à son compte des projets défectueux et approuvés par le précédent Conseil de la

capitale. Le maire voudrait-il changer Paris qu'il ne le pourrait pas, estime le P.S., car, « prisonnier de son système, il ne peut que poursuivre la politique de dégradation de la capitale, largement entamée par ses amis ».

Enfin, le rappel des orientations qu'il défend depuis la campagne pour les élections municipales prêche peut-être à la publication par le groupe socialiste d'un contre-budget de la Ville de Paris.

A l'ouverture de la séance, M. Jean Gajet (P.O.) demande que le problème des « charges indues » supportées par la ville soit inscrit à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil municipal. M. Jacques Chirac confirme qu'une négociation est en cours avec l'Etat. Il estime qu'il faut attendre que cette procédure soit achevée pour ouvrir un débat devant l'assemblée plénière.

M. Pierre Mattet (M.R.G.) interpelle le maire pour déplorer les mauvaises conditions de travail qui sont imposées aux élus de l'opposition. M. Chirac admet que des difficultés persistent, qu'il tiennent au rythme de travail qu'il impose à l'administration et à l'assemblée municipale. Il ajoute : « Si l'opposition dans un mois que les détails entre les séances sont trop brefs pour permettre des conditions de travail normales, le proposerai d'en réduire la fréquence ».

Les conseillers entendent alors l'examen de l'ordre du jour et autorisent le maire à passer la main à l'administration et à l'assemblée municipale. M. Chirac annonce que, dans cette affaire, seul le groupe communiste s'abstenait. Le maire s'est taillé un vif succès en s'exclamant : « La coalition socialo-centriste est en marche ! »

#### LE « SOCIALO-CENTRISME »

M. Jacques Chirac résiste à l'idée de la « coalition socialo-communiste », coupable à ses yeux de vouloir mettre en danger la capitale aussi bien que le pays. Le maire de Paris obtient ainsi de votes approbateurs sur les bancs de la majorité, et suscite de non moins vives protestations sur les bancs de l'opposition. Lundi, au cours de la séance du Conseil de Paris, M. Chirac a, pour la première fois, soutenu une proposition du groupe socialiste. Après avoir constaté que, dans cette affaire, seul le groupe communiste s'abstenait, le maire s'est taillé un vif succès en s'exclamant : « La coalition socialo-centriste est en marche ! »

M. Henri Meillet, président du groupe communiste, se demande si cette expérience ne prouve pas à la fois la nécessité d'un service public municipal. M. Chirac répond qu'il n'a d'autre objectif que de « parvenir à un meilleur système ».

Le Conseil de Paris vote ensuite à l'unanimité le projet d'aménagement de l'esplanade des Invalides (qui comporte notamment la suppression du stationnement automobile), puis la délibération relative à la « coordination des travaux de voirie (le Monde des 17, 18-19 septembre) ».

Le Conseil décide également la création d'une allocation municipale attribuée aux parents seuls ayant au moins un enfant à charge scolaire (à partir de trois ans et de moins de seize ans) et dont le revenu n'excède pas 2400 francs par mois. Cette allocation, fixée à 1000 francs par an, doit suivre les variations des allocations familiales. Elle doit être financée par le crédit d'aide à l'enfance. Les subven-

tions d'aide à l'enfance versées aux familles les plus pauvres au moment de la rentrée scolaire sont en coupe-partie supprimées au motif qu'elles sont désormais doublées avec l'allocation de rentrée scolaire versée par l'Etat. La transformation de ce crédit en une allocation pour parents seuls permet, selon M. Chirac, de combler une lacune de la législation familiale française. Au nom du groupe communiste, Mme André Delbos affirme : « Trois mille familles sont frappées par cette suppression qui va aggraver leur situation particulièrement difficile. Elles ont subi une perte de leur revenu. Mme Delbos note que le crédit prévu pour financer la nouvelle allocation permet de toucher mille cent personnes. » Elle demande le maintien de l'aide à l'enfance et le financement de l'allocation aux parents seuls par un crédit suffisant.

De son côté, Mme Noëlle Marlier (P.S.), après avoir affirmé qu'aucun socialiste ne peut être contre une mesure favorable aux femmes seules, estime que le montant de l'allocation est nettement insuffisant. Elle demande qu'il soit porté à 1500 francs et qu'il soit indexé sur le coût de la vie. Enfin elle se prononce pour le maintien de l'aide à l'enfance. Finalement le Conseil vote à l'unanimité la création de l'allocation nouvelle mais l'opposition vote contre la suppression de l'aide à l'enfance.

Enfin avant d'adopter une délibération qui permet au maire de décaler des crédits d'étude pour l'implantation à Paris d'un grand équipement sportif polyvalent de type « vélodrome d'hiver-palais des sports », les conseillers de la capitale évoquent certains aménagements mineurs à l'intérieur du périmètre de la Villette (création d'un espace vert de trois hectares situé aux abords du rond-point des canaux et financé par l'Etat). M. Jean Dard (P.C.) propose une contre-proposition, l'une consistant à affecter une grande partie du terrain de la Villette à la construction de

la faune sauvage  
cette inconnue

## ÉQUIPEMENT

### TRANSPORTS

#### LE PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE TOULOUSE : Concorde, c'est fini

« Il faut voir la réalité en face et faire tomber le tabou Concorde. Car Concorde, c'est fini, c'est un avion prototype, mais ce n'est pas rentable et ne le sera jamais », a déclaré, le lundi 3 octobre, M. Claude Dufour, président de la chambre de commerce de Toulouse. A son avis, le seul espoir de l'aéronautique française réside dans l'A380, « à condition que les Allemands et les Hollandais adhèrent cet

normes de bruit applicables à l'avion supersonique, ajoutant que celui-ci devrait respecter les normes de la New York. L'adhésion à ces nouvelles règles, Air France et British Airways devraient recommencer un procès si ces normes empêchaient Concorde d'atterrir à Kennedy-Airport. Air France et British Airways ont demandé lundi 3 octobre à la cour d'appel de New-York de réduire le délai de vingt et un jours imposé pour rendre exécutoire son arrêt en faveur de l'atterrissage de Concorde à Kennedy-Airport. L'avocat des deux compagnies a fait ressortir que tout nouveau retard risquerait de causer un préjudice économique irréparable. Pour les deux transporteurs, le maintien de l'interdiction de Concorde leur fait perdre 300 000 dollars (15 millions de francs) par semaine.

#### Après trois semaines de grève

#### LES PÉTROLIERS DE LA SHELL QUITTENT LEUR PORT

La société maritime Shell annonce que le Leda, le Dolabella et le Latona, dont les équipages étaient en grève depuis trois semaines, ont quitté le port de Fos-sur-Mer, Le Verdon et Rotterdam.

Lors d'une réunion avec les représentants des syndicats, la société déclare avoir confirmé son engagement « d'assurer parmi les marins un meilleur équilibre des temps d'embarquement » et de respecter les temps d'attente dans les ports s'ajoutant aux temps d'embarquement pour ouvrir droit à un congé. La Fédération des syndicats maritimes C.G.T. déclare par ailleurs que les marins intéressés ont été informés de ces propositions, mais qu'ils les ont jugées « insuffisantes ». Cependant, précise la Fédération, nous leur avons conseillé d'appuyer car il faut prendre une action de longue durée et il ne s'agit pas de loger que trois équipages supplémentaires le pont du mouvement. Les marins de la Shell vont donc continuer leur action dans le cadre du mouvement national de retard à l'appareillage de soixante-douze heures, qui s'adresse à tous les équipages de pétroliers français au long cours, ajoute la Fédération.

## Donner sa chance à Paris

(Suite de la première page.)

On comprend, dans ces conditions, l'importance que nous attachons à placer le débat sur son véritable terrain et notre insistance à le ramener sans cesse à son objet.

« De quoi s'agit-il en vérité ? De répondre à des questions comme : quelle est la situation de la capitale ? Comment donner sa chance à la capitale du pays ? Comment lui permettre de reconquérir pour le plus grand profit de la nation, sa vitalité et son rayonnement international ? »

Le examiner sérieusement oblige à prendre tout à la fois en compte la dimension locale et nationale des problèmes posés. Or, on est surpris de constater que, dans ces colonnes, les intervenants se concentrent sur les problèmes locaux de Paris en faisant jusqu'à un débat en soi, isolé, comme si ces problèmes pouvaient se régler dans une sorte de « huis clos » parisien.

De radioscopie en radiographie, loin de s'approcher d'une image fidèle des réalités et de dégager une thérapeutique efficace, on discute sur l'appareil en négligeant l'essentiel, on traite des effets sans aborder les causes, on tient pour négligeables les choix politiques fondamentaux en discutant sur les qualités personnelles ou le défaut du maire.

On comprend l'avantage d'une réflexion aussi étroitement limitée pour qui veut éviter que soient posés les véritables problèmes.

Mais il faut aller au-delà et l'on souhaite ouvrir à la volonté de changement des Parisiens une issue positive et la faire converger avec les réformes profondes auxquelles aspire tout peuple.

Examinons, par exemple, comment se présente concrètement la situation après six mois de gestion de la nouvelle municipalité.

Peut-on considérer que les grands problèmes parisiens ont trouvé un début de réponse avec la mise en place du nouveau régime administratif ? Les Parisiens, depuis l'installation de M. Chirac et de la majorité à l'Hôtel de Ville, constatent que rien de ce qui compte vraiment n'a changé, ni dans leur existence ni dans leur ville. Victimes d'un mode de vie de plus en plus désaménagé, ils continuent à se heurter quotidiennement à d'innombrables difficultés : pour travailler, se loger, se déplacer et même se distraire. Les Parisiens et leurs associations sont toujours tenus à l'écart de la conduite des affaires de leur cité, de leurs propres affaires. La ville, tout aussi inhospitalière, est toujours la capitale du mal-vivre pour la très grande majorité de ses habitants.

Rien n'a été fait, et pour cause, pour libérer Paris de la domination des banques qui le pillent et de celle du pouvoir central, qui le ronge, aux méfaits de l'inflation, du chômage, de la misère, s'ajoutent à Paris les conséquences de la très grave crise urbaine qui rend la vie encore plus difficile qu'ailleurs, en particulier pour les plus démunis, et qui

conduit Paris sur la voie du déclin. Non, décidément, rien n'a changé, car Paris, comme toute la vie du pays, reste soumis à la loi du profit de quelques groupes géants. Il n'y a pas, il ne peut y avoir d'argent pour satisfaire les besoins, les plus élémentaires, lorsque la prospérité des grandes sociétés financières se nourrit de la misère et des difficultés de millions de travailleurs. La majorité à l'Hôtel de Ville a beau pratiquer le saupoudrage pour tenter de colmater quelques brèches trop voyantes et donner l'impression qu'elle agit dans le social, elle ne parvient pas à masquer son bilan de faillite.

Il lui reste alors à faire croire que demain les choses iront mieux et elle s'y emploie avec énergie. Que vaut donc l'aune de ces promesses ?

Un exemple aussi révélateur qu'instructif nous est fourni par la séance du 19 septembre du Conseil de Paris avec, à l'ordre du jour, les conditions de la rentrée scolaire. N'a-t-on pas, entendu déclarer, au nom du maire, que le « plan triennal » de construction de deux cent cinquante écoles maternelles, présenté en 1975, M. Giscard d'Estaing étant alors président de la République et M. Chirac, premier ministre, n'impliquait pas la construction des classes promises dans les trois années prévues (1976, 1977, 1978) ? Il s'agissait d'un plan « glissant » (sic) d'une année sur l'autre, sans limite dans le temps et, de surcroît, bien supérieur aux besoins. Un pur saupoudrage en quelque sorte. C'est sans doute la raison pour laquelle aucune des classes prévues n'est aujourd'hui réalisée. Aucune. Nullement démenté, le maire de Paris assure que la construction de trente classes type « wagon » permettra, d'ici quelques années, de résorber les listes d'attente dans les écoles maternelles.

Les avatars de ce plan triennal laissent augurer que ce valent les promesses d'aujourd'hui. Nous avons pu démontrer, à la tribune du conseil, qu'il en était malheureusement des promesses de dix mille logements sociaux comme il en est allé du plan triennal. Il n'est pas question d'augmenter le nombre des H.L.M. construites à Paris, au contraire, et présenter comme constructions sociales des logements à 1.350 francs de loyer mensuel pour un F 3 est une insulte à la détresse des dizaines de milliers de familles prioritaires de la capitale.

De plus, on peut, d'ores et déjà, affirmer que le budget 1978 de la capitale, en cours d'élaboration, sera, comme les budgets précédents, caractérisé par les restrictions et la pénurie en matière de réalisations et d'équipements sociaux. Paris, comme l'ensemble du pays, continue à vivre sous le règne du plan Barre d'austérité.

En fait, le plan triennal de 1975 fut, en quelque sorte, un banc d'essai, le signe avant-coureur d'une pratique à laquelle les différentes familles de la majorité giscardienne recourent à l'envi.

On serait bien en peine, aujourd'hui, de discerner la moindre exclusivité parisienne dans l'usage quasi institutionnel de la démagogie.

Qu'il s'agisse des affaires du pays ou de celles de la capitale, les techniques sont maintenant au point et le système rodé : chaque semaine, c'est désormais à jour fixe que les bonnes paroles défilent sur Paris et le pays.

Le conseil des ministres est l'occasion, chaque mercredi, d'une nouvelle brassée de promesses. Semaine après semaine, catégorie après catégorie, on prédit aux citoyens le meilleur des mondes possibles pour l'année prochaine.

De son côté, chaque vendredi, M. Chirac apprend aux Parisiens établis les bienfaits dont ils bénéficieront l'année prochaine. Projets de relogements sociaux, d'espaces verts, d'équipements sociaux, culturels et sportifs fleurissent comme piquettes au printemps.

Le synchronisme est parfait. Jetant un voile pudique sur les réalités, MM. Giscard d'Estaing, Barre, Chirac et leurs amis politiques exhibent ensemble une partition fondée sur un leitmotiv unique : « Tout pour demain ».

M. Chirac assurait récemment que, comme ministre, il ferait la même politique que M. Barre. La réciproque est tout aussi vraie : maire de Paris, le premier ministre n'aurait pas autrement que M. Chirac. Car le but est commun : franchir le cap des prochaines échéances électorales sans que soit mise en cause la domination sans partage exercée par les grandes sociétés financières.

Nul ne doit se faire d'illusions sur ce qu'il adviendrait à Paris, au cas où cet objectif serait atteint. Quel que soit le visage politique que revêtirait, dans ce cas, le maintien de la situation actuelle — et l'on sait que beaucoup d'hyphèses sont actuellement envisagées allant jusqu'à la participation du parti socialiste à une majorité « libérale avancée » — Paris, comme l'ensemble du pays, continuerait à vivre sous le règne de l'austérité.

Paris est malade de la crise générale de la société, dont la crise urbaine est la conséquence. On ne peut espérer d'amélioration sérieuse et durable sans que le mal soit attaqué à tous les niveaux à la fois. Au plan municipal, nous l'avons vu, la même majorité continue la même politique, et il y a rien de bon à attendre de ce côté-là. Faut-il alors renoncer à tout espoir d'amélioration dans un proche avenir ? En aucun cas. L'avenir de Paris dépend de l'état des banques, de s'attaquer aux grandes entreprises parisiennes, de rendre la ville à ses habitants.

Quels que soient les obstacles que dresserait l'actuelle majorité au Conseil de Paris, elle ne saurait empêcher que Paris marche du même pas que l'ensemble du pays.

La solution aux maux de Paris ne saurait être purement parisienne. Les élections municipales de 1977 ont fait de cette donnée primordiale une idée-force.

Comme l'écrivait ensemble les fédérations parisiennes de la gauche dans le contrat municipal : « Libérer Paris de l'emprise des monopoles et du pouvoir central, assurer la maîtrise de l'économie française afin de changer la vie à Paris, développer une vie démocratique réelle par la mise en place d'un nouveau statut à Paris, nécessite l'application du programme commun, solution à la crise, à Paris comme dans tout le pays, par les mesures de nationalisation, de planification démocratique et de contrôle qu'il contient ».

Par le soutien sans précédent qu'ils ont accordé aux listes de gauche et en désignant un communiste pour être le candidat commun de la gauche au poste de maire, face à M. Chirac, porteur drapeau de la majorité giscardienne, les électeurs parisiens ont largement approuvé cette analyse et manifesté leur volonté de transformations profondes à l'échelle du pays.

Les Parisiens sont donc tout particulièrement concernés par le débat fondamental qui se déroule au sein de la gauche dans le pays. Doublement frappés par la crise de la société et par la crise urbaine, ils ont doublement besoin, comme Français, comme Parisiens, que la gauche parviennent à s'unir sur un bon accord, un accord fidèle au contenu transformateur du programme commun, un accord s'attaquant résolument à la toute-puissance des grandes féodalités financières et industrielles.

L'espoir est grand de voir triompher une politique de progrès social, de commencer à changer la vie dans notre ville, de mettre fin à la misère installée dans de nombreux foyers, à l'insécurité et au chômage, de faire reculer enfin l'intolérable.

Cet espoir ne doit pas être déçu. En intervenant dans le débat, en faisant triompher l'union pour le changement, il dépend de vous qu'il ne le soit pas.

Tout se joue. Comme Parisiens et comme citoyens, les travailleurs, les démocrates de la capitale ont besoin, pour que la vie change dans leur ville, qu'elle change dans le pays. C'est leur affaire. Ils peuvent compter sur les communistes de la capitale pour y contribuer de tout leur cœur et de toute leur raison.

HENRI FISZBIN.

La Fédération de Paris du parti communiste a décidé de lancer dans la capitale une « semaine de soutien et de débats », afin, dit-elle, de « porter plus haut l'exigence d'union des Parisiens pour le vrai changement, après la fin de non-recours du parti socialiste » et de « faire connaître, discuter et soutenir les propositions communistes ».



(Dessin de KONK.)

appareil comme ils l'ont promis. De son côté, M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, a évoqué devant la télévision américaine l'affaire Concorde. « L'avion supersonique inspire des sentiments si vifs dans certaines parties de la France qu'il n'est pas impossible qu'il cause une victoire de la gauche aux prochaines élections législatives françaises », a-t-il indiqué.

De son côté, le Port de New-York étudie une réglementation qui empêcherait Concorde de se poser à Kennedy-Airport, a déclaré M. Cesar Falkner, directeur de l'aviation. Le nouveau système consisterait à placer des instruments de mesure du bruit à l'intérieur de l'aéroport et dans les communes environnantes, en plus de ceux qui se trouvent déjà sur les pistes d'envol.

LENTILLES DE CONJUGATION  
Parce que les lentilles de conjugation sont souvent les plus précieuses.

Le Monde



PARIS

ment de la place de l'Hôtel-de-

de la place de l'Hôtel-de-ville, le maire de Paris, Jean-Pierre Chevènement, a annoncé la décision de démolir l'édifice pour le remplacer par un ensemble d'habitat social.

chance à Paris

A PROPOS DE...

LA MALADIE DES CHAMOIS DANS LES BAUGES

La faune sauvage cette inconnue

Va-t-on enfin étudier sérieusement la faune sauvage de la France ? La récente épidémie qui vient de provoquer la mort de 125 chamois — soit environ 20 % du troupeau — dans la réserve nationale des Bauges en Savoie (le Monde du 23 août et du 17 septembre) en a en tout cas souligné la nécessité. La commission de la faune de M. Bernard Magnin, directeur de l'Office national de la chasse, a tenté de dresser le bilan de cette affaire. Première constatation : on ne sait encore ni ce qui a provoqué l'épidémie — probablement un virus — ni pourquoi elle n'a touché que les chamois et ce massif alpin.

La maladie — une kératite ou une kérato-conjonctivite — entraîne une ulcération des yeux et à brève échéance la cécité complète de l'animal. Celui-ci meurt de faim ou se tue en tombant au bas des parois rocheuses. Les guérisons sont très rares. L'affection existe chez les chamois à l'état endémique. On l'avait déjà signalée en 1919 puis plus récemment dans le parc national de la Vanoise, et en Haute-Savoie en 1974.

Cette année, au mois de mai, un nouveau cas était repéré dans le massif des Bauges. Une réserve qui s'étend sur 5 400 hectares.

Bien que ce magnifique territoire situé entre 800 et 2 200 mètres d'altitude, composé de chaînes calcaires, de forêts d'épicéa, d'aulx et de sapins, soit très favorable, il était, à l'origine, peuplé de gibier. Une trentaine de chamois y vivaient, auxquels on a joint quelques moutons et des marmottes. La tout a si bien réussi qu'on y dénombrait, en 1975, lors du dernier recensement : 650 chamois, 300 moutons, 150 chevreaux et 40 sangliers. Sans oublier des marmottes en quantité, des tétras et des perdrix des neiges. Une équipe de cinq gardes passionnés par leur métier gère ce cheptel pour le compte de l'Office national de la chasse. Budget annuel : 500 000 F, alimenté par les cotisations des chasseurs. Il est vrai que ceux-ci en profitent largement puisque, depuis la guerre, on a capturé 600 chamois pour les relâcher ailleurs et qu'on en a tué 6 400 autour de la réserve.

Et puis cet été, brutalement, tout s'est gâté. Début juillet, 7 chamois étaient malades. Deux semaines plus tard, ce nombre doublait et en août l'épidémie flambait. Pour la stopper, le ministère de l'environnement a alors pris la décision de faire abattre toutes les bêtes atteintes. C'était la première fois qu'une telle opération était tentée en France.

MARC AMBROISE-RENDU.

LE CENTRE BOURSE A MARSEILLE : UNE NOUVELLE FAÇON DE VIVRE

De notre correspondant régional

Marseille. — Le centre Bourse, important ensemble de commerces, de bureaux d'architecture et de loisirs, qui constitue la première phase de réalisation du centre directionnel de Marseille, a été inauguré il y a quelques jours, en terme de plus de trois années de travaux. Il comprend, au cœur de la ville, sur une superficie de 2 hectares, un grand magasin de 21 000 mètres carrés, les Nouvelles Galeries, une galerie marchande de quatre-vingts boutiques et un nouveau point de vente de la FNAC de plus de 3 500 mètres carrés, ainsi qu'un hôtel Frontal, 4 étages, de deux cents chambres, un immeuble de bureaux de 21 000 mètres carrés, le « Marseille Métropole », le musée d'histoire de la ville de Marseille, des jardins-terrasses et le jardin des vestiges grecs, autour duquel s'élèvent les diverses constructions. Le centre Bourse est complété par un vaste parking de mille huit cent cinquante places, sur trois niveaux dont le dernier avait été interrompu, de 1967 à 1974, pour permettre des fouilles archéologiques. Il sera desservi par une vingtaine de lignes d'autobus et, à partir du 14 novembre, par deux stations de métro (Colbert et Vieux-Port). L'investissement total est estimé à 350 millions de francs, dont environ 100 millions « francs pour le magasin des Nouvelles Galeries ».

L'opération du centre Bourse a permis, d'autre part, de créer près de mille cinq cents emplois, dont huit cents concernant en majorité des femmes pour les Nouvelles Galeries. Sur le plan architectural, il se caractérise par une intégration assez heureuse dans le site.

GUY PORTE.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

ENTRE FONTAINE-DE-VAUCLUSE ET AVIGNON

Chamailleries socialistes pour une histoire d'eau

De notre correspondant

Avignon. — Rien ne va plus entre M. Christian Galy, le jeune maire socialiste de Fontaine-de-Vaucluse, et M. Henri Dufaut, le maire non moins socialiste d'Avignon, qui vient d'être élu sénateur. L'affaire qui a envenimé les relations entre les deux municipalités vauclusiennes, distantes de cinquante kilomètres, remonte au début de l'année 1976. A cette époque, la municipalité avignonnaise avait chargé les services de l'équipement de réaliser une étude chiffrée sur un projet de captage des eaux des célèbres sources de la Sorgue. Le devis avait été évalué à quatre-vingt-cinq millions de francs.

Il y a quelques jours, le garde-champêtre de Fontaine-de-Vaucluse verbalisait des techniciens opérant les premiers sondages. Quelques minutes plus tard, M. Christian Galy réunissait d'urgence son conseil municipal, qui prenait sur-le-champ un arrêté interdisant « tous travaux et piquages sur le territoire de la commune ».

La querelle, d'essence écologique, pouvait bien vite se porter sur le terrain politique : le régime minimum de la source, qui fait la fortune touristique

de Fontaine et qui contribue à l'irrigation d'une riche région de culture maraîchère, est de 4,4 mètres cubes par seconde, alors que le débit maximum est de 153 mètres cubes par seconde. La prise d'eau projetée consistait en la construction d'un siphon inséparable et d'une conduite forcée prélevant 6 mètres cubes par seconde. « C'est grave », dit M. Christian Galy, « lorsqu'on sait que la période de forte consommation en eau potable coïncide avec celle du débit minimum de la source ».

Les techniciens assurent que le site ne sera pas endommagé par les travaux. Mais les habitants de Fontaine se méfient : c'est tout à fait par hasard que les élus ont eu connaissance du projet. « Les droits de la commune seront défendus désormais par des spécialistes en vertu de l'article 552 du code civil », indique M. Christian Galy. Il estime, en outre, que les réserves faites par le président du conseil général, M. Jean Garcin, naît de Fontaine, à l'égard de ce projet sont nettement insuffisantes.

M. Jean Garcin est aussi un élu socialiste.

JEAN FAURE.

Lorraine

UNE DOUBLE DIRECTION POUR L'AUTOMOBILE

- Résorber le chômage des jeunes
- Éviter le déséquilibre géographique

De notre correspondant

Metz. — Quarante mille neuf cent cinquante et un emplois devraient être créés en Lorraine dans les dix prochaines années, à une aide directe des pouvoirs publics. C'est la « bonne nouvelle » qu'a annoncée, il y a quelques jours, à Metz, M. François Essig, président de l'Association pour l'emploi et l'action régionale, au cours d'une assemblée générale d'Appellor (Association pour l'expansion industrielle de la Lorraine). Pour l'essentiel, ces emplois seront fournis grâce à l'implantation d'usines automobiles. En effet, d'ici à 1984, la Savem, à Batilly, en Meurthe-et-Moselle, Renault à Metz et à Enxery (Moselle), offriront huit mille postes de travail. Ces créations devraient compenser, tout au moins en partie, la forte déflation d'effectifs dans la sidérurgie, où l'on s'attend à la suppression, d'ici à 1979, de treize mille deux cents emplois dans le nord de la région.

La Lorraine, au bord du gouffre, il y a quelques mois, est-elle pour autant sortie d'affaire ? Les responsables de l'aménagement du territoire, qui, pour l'instant, étaient réunis à Metz, ont représentés des sociétés automobiles concernées, se gardent bien d'être franchement optimistes. Trop d'incertitudes subsistent, notamment pour ce qui concerne le redressement de la sidérurgie, dont l'activité reste stagnante. En effet, le 20 septembre, à Metz, il s'agissait non pas d'annoncer de nouvelles décisions — le président de la République l'avait déjà fait, en personne, quelques jours auparavant — mais surtout de rassurer les Lorrains en leur apportant la preuve que l'expansion pour l'ensemble des entreprises de la région ne sera pas une stratégie de reconversion industrielle et non de pompes à feu pour compenser des pertes d'emplois.

Automobile. — Peugeot-Citroën, selon M. Raymond Ravel, membre du directoire, tenteront de porter effectifs en Lorraine, entre sept mille et sept mille cinq cents d'ici à 1984. L'objectif est d'engager un maximum de jeunes entre dix-huit et vingt-cinq ans. L'usine d'Enxery occupera 64 % d'O.S. dans les emplois de mécanique, dont 20 % seront des femmes. L'objectif est d'offrir plus de 85 % d'emplois aux Lorrains. C'est notamment le cas à Batilly, où est installée la Savem, qui fera travailler, à terme, directement trois mille personnes. L'objectif est d'engager un maximum de jeunes entre dix-huit et vingt-cinq ans. L'usine d'Enxery occupera 64 % d'O.S. dans les emplois de mécanique, dont 20 % seront des femmes. L'objectif est d'offrir plus de 85 % d'emplois aux Lorrains. C'est notamment le cas à Batilly, où est installée la Savem, qui fera travailler, à terme, directement trois mille personnes.

Infrastructures et équipements. Les délais seront respectés puisque le tronçon autoroutier Thionville-Lamembourg, qui sera ouvert à la circulation fin 1978, sept ans après, il est vrai, avoir été promis par M. Olivier Guichard, alors ministre de l'équipement. La moitié des crédits affectés à cette liaison, dont le coût est actuellement évalué à 200 millions de francs, seront engagés l'année prochaine.

La liaison Thionville-Longwy, elle aussi attendue depuis des lustres, est scolarisée et des crédits pour la section Florange-Kemange sont engagés. Le reste devrait intervenir l'année prochaine. Enfin, un centre de formation professionnelle pour le bassin sidérurgique, comportant douze sections, sera implanté à Yutz, près de Thionville.

Action en faveur des P.M.E. et des P.M.I. — M. Essig a rappelé, à Metz, que la diversification de la région ne pouvait réussir que si elle s'appuyait sur un développement des industries existantes. Or, jusqu'à présent, un tel mouvement ne s'est pas encore dessiné à Metz, sur les 100 millions débloqués par les

P.D.E.S. cinq seulement ont été jusqu'à présent utilisés. Situation identique pour les 20 millions de subvention affectés à la Lorraine : 2 millions seulement ont été demandés pour un ensemble de quatre projets créant au total cent vingt emplois. La présence massive du secteur automobile aura-t-elle un effet d'entraînement ? A la DATAR on le croit et on table sur la création de mille à deux mille emplois à terme.

De l'aveu même des chefs d'entreprise et des responsables économiques lorrains le gouvernement a fait un effort non négligeable. Est-il à la mesure des problèmes posés ? Répondre affirmativement aujourd'hui à cette question serait hasardeux. Telle est certainement la raison pour laquelle les responsables de la

Le handicap des hauts salaires

Le raisonnement est cohérent, mais il ne tient pas compte d'une détérioration de l'ensemble du tissu de la région, où les emplois industriels ont chuté de près de 10 % entre 1962 et 1974. Dans le seul secteur de Metz-Thionville, outre les 11 000 suppressions d'emplois prévues dans les deux années à venir par la sidérurgie, il faut noter la fermeture de 206 entreprises en une seule année, qui a abouti au licenciement de 1 825 personnes. Conséquences : un effondrement du marché de l'emploi. Les demandes non satisfaites (11 443 fin août) ont progressé de 38 % alors que les offres non satisfaites (928) ont chuté de 21 %. Désormais, il y a une offre pour douze demandes. Et, bien évidemment, ce sont les jeunes qui sont les plus touchés. Six chômeurs sur dix ont moins de vingt-cinq ans et la moitié d'entre eux (3 370) n'ont encore jamais travaillé.

Second problème posé : celui de la qualification. « Les travaux offerts seront totalement inadaptés à celle des travailleurs de la Lorraine, qui verront un abaissement de leur rémunération et une dégradation de leurs conditions de travail », déclare notamment la C.F.D.T.

Du côté de la DATAR, on fait état en réponse « du savoir-faire traditionnel de la main-d'œuvre ». Le problème, en fait, reste entier. Depuis des années, tout le monde sait que les hauts salaires pratiqués par la sidérurgie ont été l'un des éléments qui ont freiné les autres implantations dans le secteur sidérurgique. Mais le problème fondamental est de savoir si les implantations de l'automobile ont vraiment un effet de diversification industrielle pour la Lorraine du Nord. On va remplacer une mono-industrie, la sidérurgie, par une autre, l'automobile, déclare les syndicats ouvriers. Pour le

JEAN-CHARLES SOURDIER.

LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, obtenez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

YSOPTIC  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

Le Monde

SERVICE DES ABONNEMENTS  
5, rue des Italiens  
75221 PARIS - CEDEX 05 - C.C.P. 4297-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	135 F	231 F	378 F
TOUTS PAYS - ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	158 F	253 F	378 F
ETRANGER (par messageries)	158 F	253 F	378 F
I. - BELGIQUE - LUXEMBOURG - PAYS-BAS - SUISSE	135 F	231 F	378 F
II. - TUNISIE	173 F	325 F	478 F

Par voie aérienne, tarif sur demande.  
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.  
Changements d'adresse définitive ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.  
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

MEDECINE

- Encadrement annuel
- Année préparatoire "O"

IPEC

46, bd Saint-Michel  
93.81.23 / 033.45.87

Enseignement Supérieur Privé

LE SECOND

XX<sup>e</sup> SIECLE

1947 A NOS JOURS

Ce livre fait partie de l'ensemble HISTOIRE ECONOMIQUE ET SOCIALE DU MONDE, en six volumes sous la direction de Pierre LEON

En souscription

Jusqu'au 31 octobre 1977  
Renseignez-vous chez votre libraire, ou à défaut chez  
A. Colin, 101, bd St-Michel,  
75005 Paris Tél. : 339.12.19

ARMAND COLIN

Bané par le B.A.R.I. le Monde.

Général : Jacques Favet, directeur de la publication.

Jacques Savignat.

Imprimerie du « Monde »

5, rue des Italiens

PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commissariat général à l'équivalence et publications : n° 57487.



50 كذا من الاجل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	30,00	31,52

## ANNONCES CLASSEES

	Le m/m cot.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

### Booz, Allen & Hamilton International

recherche

#### UN LEADER DE TRES HAUT NIVEAU

L'homme que nous recherchons aura un profil répondant aux paramètres suivants :

- Diplôme d'une grande école d'ingénieur
- 10 à 15 années d'expérience professionnelle
- Directeur d'usine dans une industrie de process, de préférence métallurgie
- Expérience de conseil de quelques années dans un grand cabinet international en organisation générale et en production
- Connaissance des pays en voie de développement

Rémunération et avantages très élevés.

Pour faire acte de candidature, prière d'adresser un curriculum vitae détaillé à :

Anne-Marie CHOMTON  
Directeur des Ressources Humaines  
BOOZ, ALLEN & HAMILTON INTERNATIONAL  
58, avenue Kléber - 75784 PARIS CEDEX 16



LA SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES  
EAUX MINÉRALES  
ALGÉRIENNES

RECHERCHE

POUR SES BRASSERIES

### Ingénieurs électro-mécaniciens

Possédant au minimum  
5 (cinq) années d'expérience  
dans l'entretien général  
des Brasseries

Situation stable  
et de nombreux avantages sociaux

Adresser C.V. détaillé et prétentions à :

SN. E.M.A.  
21, rue Bellouche-Mouloud-H.-Dey  
(ex-Victor-Hugo)  
Service Sélection/Recrutement

### GTE INTERNATIONAL SYSTEMS

WALTHAM, Mass., USA

désire s'adjoindre pour l'important projet du Réseau Interieur de Télécommunications par Satellites de l'Algérie des collaborateurs pour les fonctions suivantes :

#### Ingénieurs

avec une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la communication électronique de groupes électrogènes (52,5 KVA).

#### Ingénieurs

possédant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine des émetteurs de puissance (amplificateurs du type tube à ondes progressives) ainsi que des alimentations d'ondulateurs à hautes fréquences.

#### Ingénieurs et techniciens

ayant une expérience soit :

- des équipements de communications par satellites,
- de l'entretien d'équipement de communications par satellites,
- ou de l'installation et de la mise en service d'équipement de communications par satellites.

Les candidats possédant de très bonnes notions d'anglais et acceptant des missions de un à deux ans dans des régions ne permettant pas d'être accompagnés par leur famille.

La société prévoit une rémunération très élevée, différentes primes, des périodes de repos, les déplacements aux frais de GTE, etc.

Les personnes intéressées sont priées de transmettre leur sollicitation accompagnée d'un curriculum vitae très détaillé à :

Monsieur L. Vetter VERHEGGEN, GTE ATEA, Industriepark Klein Gent, B-2410 HERENTALS, TEL (014) 214824.

### offres premier emploi

#### ASSISTANTS CHEF DE PRODUITS

Le Groupe BSN-Gervais Danone propose à de jeunes HEC, ESSEC, ESCP, ISA, Sc. Po, débutants, une formation et un premier emploi dans le domaine du marketing grande consommation.

Assistant Chef de Produits aux Brasseries KRONENBOURG, à Strasbourg. Ils se formeront concrètement aux méthodes et techniques de gestion et de développement de marques nationales de bières (1664, Oberon-Village, ...). Ils seront ensuite appelés à prendre la responsabilité complète d'un ou plusieurs produits.

Notre préférence ira à des candidats ayant suivi une option marketing et réalisé un ou plusieurs stages dans la vente ou le marketing de produits de grande consommation.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. J. 18, à Jean Bückel, BSN-GERVAIS DANONE - 7, rue de Téhéran, 75008 Paris.

bsn.gervais danone

#### DAKAR

Société filiale d'un important groupe français recherche pour une usine de transformation (effectif environ 150)

#### Chef comptable

expérimenté

30 ans minimum D.E.C.S. Plan O.C.A.M. apprécié.

Il sera entièrement responsable de la gestion financière et administrative auprès de directeur.

La fonction recouvre tous les aspects de la comptabilité d'une des très importantes entreprises de la région. Compétences : comptabilité générale, comptabilité analytique, fiscalité, relations bancaires et fournisseurs, organisation de la paie, gestion des stocks, contrôle de gestion. (Effectif 102)

Equipe jeune, rémunérée élevée. Avantages. Compagnie sociale. Possibilité d'affectation ultérieure en France.

Adress. C.V., photo, prétentions sous réf. 208 à :

#### CORT

45, avenue Kléber, PARIS (16<sup>e</sup>). Discretion assurée.

#### VICE-PRÉSIDENT

RESPONSABLE

du commerce international des céréales

Importante société céréalière américaine possédant des éleveurs à céréales dans le Midwest et des facilités pour exporter. Recherche à durée indéterminée des directeurs de vente et de distribution aux acheteurs du monde entier. La société recherche un homme ayant l'expérience du commerce international des céréales, capable de mettre sur pied et de diriger le programme international des ventes. Les candidats doivent posséder une parfaite connaissance du commerce international des céréales, des transports, des assurances, des taxes douanières en vigueur dans la C.E.E., du financement à l'exportation, etc. Salaires, primes et avantages en nature habituels dépendront de la formation et de l'expérience du candidat, mais seront corrélatives par rapport à d'autres postes semblables dans la profession. Pour plus amples renseignements, veuillez écrire en demandant informations détaillées sous réf. 622 « Le Monde » Pub. 5, r. des Italiens 75227 Paris-9<sup>e</sup>.

Pour mission d'enseignement deux à trois mois - Algérie important groupe français recherche d'urgence

#### INGÉNIEURS DIPLOMÉS

avec expérience pédagogique

Technologie de fabrication - Maintenance - Electro-technique.

Conditions intéressantes

Envoyer C.V. et photo au

71 01 791 14 - République

25 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>

### CONSEILLER TECHNIQUE

HAUTE-VOLTA FF 130 000 net + avantages

Dans le cadre de l'une de ses missions en association avec la BANQUE MONDIALE, un des premiers Cabinets d'Audit de renommée mondiale recherche un **CONSEILLER TECHNIQUE** pour une durée de 3 ans (avec possibilité de renouvellement) en Haute-Volta.

Détaché auprès de l'Administration voltaïque, ce Conseiller Technique aura à mettre en place les procédures et à superviser et contrôler les opérations administratives et comptables des différents projets financés par la Banque Mondiale.

Il s'agit d'un poste très intéressant. Agé de 30 ans maximum, titulaire d'un diplôme de 1<sup>er</sup> cycle en ingénierie, un formateur et capable d'assumer des responsabilités à haut niveau. La connaissance de l'anglais serait appréciée.

La rémunération nette de l'ordre de FF 130 000, à laquelle seront ajoutés les avantages en nature normalement accordés pour les postes d'Ordre-Mag, sera adéquate en fonction des compétences du candidat.

Les personnes intéressées envoient lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et rémunération souhaitée sous réf. 21.310 M à CESP 3, av. de la République, 75008 Paris.



### Un organisme français de coopération

recherche pour l'

INSTITUT DE TECHNOLOGIE DU COMMERCE DE BEN AKKOUN - ALGER (ALGERIE)

#### • UN SOUS-DIRECTEUR DES ETUDES

- Diplômé Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent ;

- 8 à 10 ans d'expérience professionnelle dans l'enseignement et en entreprise.

#### • TROIS ENSEIGNANTS (commerce, environnement économique, gestion)

- Diplômés Ecoles Supérieures de Commerce, Maîtrise Sciences Économiques, D.E.C.S. ou équiv. ;

- 2 à 3 ans d'expérience professionnelle.

LE CONTRAT ÉTABLI PAR LE MINISTRE FRANÇAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES EST DE 2 ANS RENOUVELABLE.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae et d'une photo, doivent être adressées à :

quaternaire  
éducation

34, rue de Lille, 75008 PARIS.

qui est chargé de la sélection des candidats.

### UN GROUPE DE SOCIÉTÉS TUNISIENNES

crée sa Société de

**MAINTENANCE**

et embauche immédiatement ses

### CADRES OPÉRATIONNELS

Si vous êtes :

- Ingénieur ou Technicien Arts & Métiers ou équivalent.
- Ingénieur ou Technicien supérieur en :

- Surveillance de travaux
- Menuiserie métallique
- Menuiserie bois
- Plomberie sanitaire
- Climatisation générale
- Chauffage eau et vapeur

- Électromécanicien

Polyvalents de préférence.

Si vous désirez :

- Faire carrière en Tunisie
- Bénéficier vous-même d'un complément de Formation
- Être un de nos Cadres responsables

ÉCRIVEZ D'URGENCE à :

M.P.V.  
B.P. 20 78150 LE CHESNAY

qui, au vu de votre C.V. très complet (lettre manuscrite, photo, prétentions obligatoires), vous convoquera à PARIS, MARSEILLE ou TUNIS dans la semaine du 17 au 22 octobre 1977.

### GTE INTERNATIONAL

#### Responsable prix de revient

(réf 220/122 A)

justifiant d'une expérience de 5 à 8 ans en matière « prix de revient fabrication » au sein d'une usine, de préférence dans le domaine de l'électronique. Anglais et français courant.

#### Directeur administratif et financier

(réf 220/122 B)

Formation Grande Ecole, 5 à 7 ans d'expérience dans le domaine administratif ou financier, au sein d'une usine.

Excellentes perspectives au sein de GTE INTERNATIONAL, chargé maintenant de la réalisation d'un contrat de plusieurs millions de dollars, destiné à construire, équiper et mettre en œuvre un complexe de fabrication en Algérie. L'usine fabriquera des TV, électrophones, radios, cassettes et dérivés.

Les candidats retenus prendront leurs fonctions à l'usine à Sidi-Bel-Abbes, en Algérie, pour une période de 3 ans. Anglais et français courant. Excellent salaire de départ, assorti de nombreux avantages, notamment liés à l'expatriation.

Adresser C.V., photo et prétentions (en rappelant la référence du poste sollicité) à :

GTE INTERNATIONAL  
Personnel Dept - 32 Third Avenue -  
Burlington Massachusetts 01803-USA

### ingénieurs



LASSEES

emplois internationaux

**GTB INTERNATIONAL SYSTEMS**  
Société de conseil et de formation  
10 rue de la République 92100 CLAMART  
Téléphone 1 47 40 40 40

**Ingénieurs**  
- Ingénieur en Génie des Procédés  
- Ingénieur en Génie des Matériaux  
- Ingénieur en Génie des Mécanismes  
- Ingénieur en Génie des Systèmes  
- Ingénieur en Génie des Énergies

**Responsables**  
- Responsable de Service  
- Responsable de Projet  
- Responsable de Production  
- Responsable de Maintenance  
- Responsable de Qualité

**Techniciens**  
- Technicien de Service  
- Technicien de Projet  
- Technicien de Production  
- Technicien de Maintenance  
- Technicien de Qualité

**Adresser votre dossier** (lettre manuscrite, C.V., photo, 3 récentes, 35x45 mm, 3 copies) à :  
GTB INTERNATIONAL SYSTEMS, 10 rue de la République, 92100 CLAMART, FRANCE.

UN GROUPE DE SOCIÉTÉS TUNISIENNES

**MAINTENANCE**  
**CADRES OPÉRATIONNELS**

**GTB INTERNATIONAL**  
Responsable de la formation  
10 rue de la République 92100 CLAMART  
Téléphone 1 47 40 40 40

**Directeur adjoint**  
- Ingénieur en Génie des Procédés  
- Ingénieur en Génie des Matériaux  
- Ingénieur en Génie des Mécanismes  
- Ingénieur en Génie des Systèmes  
- Ingénieur en Génie des Énergies

**Responsable de Service**  
- Responsable de Service  
- Responsable de Projet  
- Responsable de Production  
- Responsable de Maintenance  
- Responsable de Qualité

**Technicien**  
- Technicien de Service  
- Technicien de Projet  
- Technicien de Production  
- Technicien de Maintenance  
- Technicien de Qualité

**Adresser votre dossier** (lettre manuscrite, C.V., photo, 3 récentes, 35x45 mm, 3 copies) à :  
GTB INTERNATIONAL, 10 rue de la République, 92100 CLAMART, FRANCE.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**Ingénieur responsable des approvisionnements**  
SAINT-BRIEUC

Les approvisionnements de plus de 3000 références ont une valeur de plus de 100 millions par an. L'usine très moderne emploie 1800 salariés.

Le poste de responsable du service approvisionnements (effectif 15 personnes) est créé. Il est offert de préférence à un ingénieur diplômé des Arts et Métiers ou équivalent, ayant une expérience confirmée de la direction d'un service ou d'un groupe d'approvisionnement dans la fabrication mécanique de grande série (automobile - électro-ménager, etc.).

Vous avez 35 ans au moins, des qualités prouvées d'organisateur, et de bons contacts humains. Vous êtes capable de développer votre carrière dans un groupe solide et dans un environnement agréable.

Adresser votre dossier obligatoirement complet (comportant : lettre manuscrite, C.V., photo, 3 récentes, 35x45 mm, 3 copies) à :  
SAINT-BRIEUC, 16, rue de la République, 22000 SAINT-BRIEUC, FRANCE.

**IMPORTANTE BANQUE DE DÉPÔTS**  
recherche pour une succursale implantée dans une grande ville Rhône-Alpes

**ANIMATEUR COMMERCE EXTÉRIEUR**  
de haut niveau

La fonction exige :  
- Connaissances bancaires générales.  
- Expérience pratique des opérations de commerce extérieur.  
- Bonne maîtrise de la langue.  
- Contr. de contact.

Age souhaité : 35 ans environ

Adresser votre dossier (lettre manuscrite avec photo et prêt, sous n° 706.655, REGIE-PRESSA, 83 bis, rue de la République, 69000 LYON, FRANCE).

**etap**

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL (8.000 PERSONNES) RECHERCHE**

**DIRECTEUR DE FILIALE**

Il sera chargé de la direction d'une unité d'environ 300 personnes sur les plans : gestion, développement, animation du personnel.

Ce poste conviendrait à candidat formation supérieure, ayant assumé avec autorité des responsabilités à un niveau de direction impliquant :

**GESTION DE MATÉRIELS, ANIMATION DE PERSONNEL ET CONTACTS EXTÉRIEURS**

Poste ville province.  
Affectation après période de formation.  
Écrire sous référence RL 187 AM.

**ENTREPRISE MÉTALLURGIQUE 200 PERSONNES FILIALE IMPORTANT GROUPE EUROPÉEN - VILLE SUD-OUEST RECHERCHE**

**INGÉNIEUR CONFIRMÉ**

A.M. OU ÉQUIVALENT  
disposant de 5 ans min. d'expérience acquise de préférence en chaudronnerie au sein de services techniques ou fabrication.

Ce poste rattaché au Directeur de Production s'occupera de la fabrication au travers d'un rôle d'organisation, de rationalisation de la production, de mise en route de nouvelles fabrications.

**DES PERSPECTIVES D'AVENIR INTÉRESSANTES PEUVENT ÊTRE OUVERTES À CANDIDAT AYANT DES INTÉRÊTS TECHNIQUES MARQUÉS ET UN BON NIVEAU D'AFFIRMATION.**

Bonne connaissance de l'anglais impérative.

Écrire sous référence CM 188 AM.

écrire en précisant la référence  
4, rue Massenet 75016 PARIS  
discretion assurée

**etap**

**TRES IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS (8.000 PERSONNES) SECTEUR TERTIAIRE EN DEVELOPPEMENT - RECHERCHE POUR PLUSIEURS DE SES FILIALES (1.000 PERSONNES)**

**FUTUR DIRECTEUR DU MARKETING**

**RESPONSABLE DEVANT LE DIRECTEUR GENERAL.**

Il créera et dirigera un service central chargé d'un ensemble d'études et de réalisations concernant : l'amélioration et la promotion des produits et services du groupe.

Ce poste peut convenir à un candidat :  
- H.E.C. ou équivalent ;  
- ayant une très solide expérience du marketing acquise dans une entreprise ;  
- ayant à la fois des qualités d'un homme d'études et d'un homme de terrain et de contact.

Poste : LILLE.  
Écrire sous référence HP 178 AM.

**IMPORTANT GROUPE DU BATIMENT RECHERCHE POUR FILIALE (80 PERSONNES) CONSTRUCTIONS MODULAIRES EN PLASTIQUE - SENS**

Ce poste peut convenir à un ingénieur, min. 35 ans, A.M. T.P. ou équivalent, ayant une solide expérience commandement et gestion d'usines, acquise dans domaine construction industrielle.

Il sera chargé :  
- de diriger les études et la fabrication ;  
- du développement des produits et de l'adaptation des techniques de fabrication.

Écrire sous référence MW 142 AM.

**W**

**CHIEF SERVICES ENTRETIEN ET TRAVAUX NEUFS**

- C'est un Ing. AM - I.C.A.M. - E.C.A.M. - I.D.N. ayant nécessairement exp. prof. 5 ans, niveau Direction et animation Services Entretien dans transformation des métaux, sidérurgie, fonderie, forge et estampage...

- Je désire m'adjoindre pour ce département un homme de 1<sup>er</sup> plan, de terrain et d'action, qui aura pour mission, dans un esprit total de dévouement, de concevoir, réaliser et animer, et ce avec souci constant de rentabilité, une politique d'entretien, en recherchant la cohésion optimum des hommes, l'utilisation la meilleure du matériel dans optique globale de qualité et de sécurité.

Envoyer curriculum vitae manuscrit avec photo et dernier salaire, sous référence n° 9.240 S.M. à :

**MORENO**  
MORENO Guy, B.P. 300  
51100 REIMS.

**E**

**TRAVAUX PUBLICS ROUTIERS**  
recherche

**DIRECTEUR INGENIEUR OU EQUIVALENT**

La candidate retenue aura la Direction (recherche, Gestion, Exploitation, Commercial) d'une filiale / balnéaires. Nécessairement TRES BON NEGOCIATEUR, parlant si possible bien l'anglais, il participera à la mise en place de techniques d'exploitation toutes nouvelles en France, qui nécessiteront de sa part de très bonnes capacités d'adaptation.

Ce poste, situé sur un littoral agréable, conviendrait à un homme de 30 ans minimum, ayant une expérience commerciale et technique de quelques années, soit dans les carrières et matériaux, soit dans les travaux publics (terrassements).

Écrire (avec photo) formation, expérience, rémunération souhaitée à :  
Monsieur C. TRANIER  
Entreprises Jean Lefebvre 11, Bd Jean Mermoz  
92202 Neuilly sur Seine Cedex

emplois internationaux emplois internationaux

**EXPANSIAL**

Recherche pour Société Nationale Algérienne de Matériaux de Constructions

**ingénieurs**

- Génie civil  
- Mécaniciens  
- Electromécaniciens  
- Electriciens  
- Electroniciens  
- Des Mines  
- Céramistes  
- Hydrogéologues  
- Géologues  
- Forage  
- Chimie Analytique  
- Chimistes process cimenterie  
- Topographes

REF. 3101 M  
REF. 3105 M  
REF. 3117 M  
REF. 3193 M  
REF. 3157 M  
REF. 3157 M  
REF. 3128 AM  
REF. 3128 BM  
REF. 3138 M  
REF. 3139 AM  
REF. 3139 BM  
REF. 3140 M  
REF. 3141 M  
REF. 3158 M  
REF. 3160 M

Il est offert aux candidats confirmés :  
- une rémunération selon compétence (nette d'impôts et en partie transférables selon législation algérienne)  
- un logement ou indemnité de logement  
- le bénéfice de la sécurité sociale et de la retraite cadres conformément à la convention algéro-française.

Il est exigé :  
- une solide formation  
- une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans la spécialité demandée.

Les candidatures sont à adresser, sous référence correspondance, à EXPANSIAL - 6, rue Halévy - 75009 PARIS

Recherchons pour importante filiale Société française pays Afrique Centrale.

**CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

haut niveau, 40 ans minimum, en vue poste délégué du conseil d'administration près directeur général africain. Rémunération en fonction expérience acquise.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. dét. à S.P.I.F., 83, boul. Exelmans - 75781 PARIS CEDEX 16.

**IMPORTANTE ENTREPRISE DE BATIMENT**

POUR SON BUREAU D'ETUDES TRAVAUX A L'ETRANGER recherche

**INGÉNIEUR D'ÉTUDES V.R.D. et INFRASTRUCTURES**

Âgé d'environ 35 ans, le cadre que nous recherchons se verra confier la responsabilité d'études techniques et de chefs de projets.

Il aura acquis une solide expérience de ce domaine technique, de préférence en entreprise. Pratique de la langue anglaise indispensable.

Écrire en précisant expér. et prêt. salaires à n° 2.778.

**COFAP** 40, rue de Chabrol 75010 Paris 10

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL**  
recherche pour 1er Décembre

**DIRECTEUR**

d'une Unité Production filets de pêche et Négoce avitaillement (30 personnes).

Le poste convient à personnalité polyvalente, 38 ans min., formation Supérieure Commerciale ou Gestion, Anglais souhaitable. Très bonnes connaissances douaniers et transit indispensables.

Rémunération minimum 150.000F + avantages.

Psychologie appliquée

Justet

21, des Dardanelles 75017 Paris

Très Important Constructeur Matériaux pour l'industrie Textile Agréable Valté Vosgienne (48) recherche :

**INGÉNIEUR DE PROJET**

Industries textiles ENSAIT - ITR - ESITM 5 ans expérience industrielle textile (textile ou filature laine et fibres chimique coupe large) Anglais ou allemand nécessaire.

MISSION : Projets et devis d'installations d'usines textiles. Relations techniques Clients et fournisseurs. Déplacements de courte durée. Logement facilité, poste d'avenir stable et évolutif.

Adresser C.V. détaillé à : SELETEC 67009 STRASBOURG CEDEX sous la référence 701.

Le Centre national d'études des télécommunications à LANNION recrute

**2 INGÉNIEURS**

Haut niveau pour ses recherches en communication électronique.

1<sup>re</sup> Procédés et techniques de gestion logicielle. Connaissance des systèmes d'exploitation et bases de données ;

2<sup>es</sup> Architectures d'autocommutateurs. Quels, années d'expérience sur des applications temps réel multiprocesseurs (logiciel et matériel). Connaissances souhait. en commutation.

Envoyer C.V. et prétentions au C.N.E.T. Groupement R.C.I. 2201 LANNION.

Importante Usine Moderne Maroquinerie grand public 600 personnes, Sud Bas-Rhin recherche

**JEUNE CHEF DE PRODUIT**

ESC, I.E.C. ou Similaire 1 à 2 ans d'expér. de vente ou d'organisation commerciale.

MISSION : Développement des ventes d'une ligne de produits grand public. Animation et contrôle d'une équipe de représentants. Déplacements 50 % du temps. Poste d'avenir stable. Logement facilité, région touristique Sud-Bas-Rhin.

Adresser C.V. détaillé à : SELETEC Conseil en Recrutement 67009 STRASBOURG CEDEX sous la référence 681.

Société STANLEY-MASO BESANCON Usine Française d'Outillage à main, très forte implantation sur marché national et international, affiliée à Groupe mondial, recherche pour son usine à (68) SAINT-LOUIS

**INGÉNIEUR DE PRODUCTION**

(A.M. ou équivalent) pour prise en charge de l'Unité de fabrication (150 personnes). Expérience sérieuse nécessaire. Situation d'avenir. Anglais indispensable.

Adresser C.V. manuscrit détaillé avec photo et prétentions à : STANLEY-MASO, Direction du Personnel, B.P. 1579, 25000 BESANCON CEDEX. Discretion assurée.

**N.V. SCHLEGEL S.A.**  
140/5, bd Lambertmont  
B-1030 BRUXELLES

**Schlegel**

Spécialiste mondial en système d'étanchéité,

recherche pour les régions Nord et Est de la France

**TECHNICO COMMERCIAL**

- ayant prouvé être un excellent vendeur ;  
- ayant une expérience Bâtiment et T.P. ;  
- pouvant assimiler documentation en anglais ;  
- disposé à voyager intensivement.

Nous offrons :  
- salaire fixe intéressant augmenté en fonction des résultats obtenus ;  
- réelles chances de promotion en France et à l'étranger.

Envoyer C.V. et prétentions à l'attention de M. Paul Borlo.

**LA FILIALE FRANÇAISE (REGION EST) d'une IMPORTANTE ENTREPRISE MULTINATIONALE INTERNATIONALE (12.000 personnes, 4 milliards de C.A.), fabriquant et distribuant des produits de grande consommation**

recherche

**UN CHEF DE PRODUIT**

Agé de 32 ans environ et diplômé d'études supérieures, il a une grande maîtrise des études de motivation et une bonne expérience « du terrain ». Pour ce poste, une bonne connaissance de la langue anglaise ou allemande est indispensable.

**UN ADJOINT A LA DIRECTION DES VENTES**

Il a 35 ans environ. Possédant une solide expérience des ventes de produits de grande consommation, il a également une large connaissance des circuits de distribution (modernes et traditionnels). Bonnes possibilités d'avenir.

Écrire avec C.V., photo et prétentions sous la référence 7.255 à AGENCE ELAYAS, 8, rue Carnot, 51100 REIMS, qui transmettra.

**DIRECTEUR TECHNIQUE ADJOINT**  
VOSSGES - 100.000 F.

La Société - 600 personnes - 3 usines dans l'Est - est un fournisseur des constructeurs automobiles. Pour le seconder sur l'ensemble des problèmes techniques : (méthodes, Etudes, Outillages, Coordination des fabrications) le Directeur des usines recherche un Ingénieur Mécanicien diplômé AM, ENSI ou simili, de plus de 32 ans et ayant une expérience confirmée des fabrications grandes séries.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Références 71 M.



offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

### RESPONSABLE EXPORTATION

120.000/140.000 F

Connaître nos produits, notre marché, nos clients, notre activité, n'est pas essentiel. C'est votre personnalité, votre expérience, vos capacités de développement et d'adaptation qui comptent.

Nous recherchons donc un négociateur, habitué aux contacts élevés et ayant un excellent contrôle de lui-même et capable de traiter des affaires complexes dans un milieu qu'il connaît bien. Nous sommes capables de lui offrir le poste à vos mesures, en vous laissant toute l'autonomie et les initiatives que vous souhaitez.

Nous vous formons également à nos produits. De votre côté, il vous faut une expérience certaine de l'exportation, un diplôme d'études supérieures commerciales et la pratique d'une ou plusieurs langues.

Le poste est à Paris, les voyages sont, vous vous en doutez, fréquents.

Merci d'envoyer votre C.V. sous-références 3508 à :

INTERNATIONAL  
BUSINESS DRIVE  
28, avenue de Messine  
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

### CHEF COMPTABLE

QUARTIER SAINT-LEGER

est recherché par un établissement financier français de leasing européen, filiale d'un puissant groupe américain.

Après une période de mise en ordre des comptes, il participera à l'élaboration des C.E. et à l'analyse de la forme financière et commerciale, assure la gestion administrative des dossiers clients et le recouvrement des créances.

Il faut un D.E.G.E., avoir acquis plus de 2 ans d'expérience et pratiquer couramment l'anglais.

Les personnes intéressées envoient leur curriculum vitae, photo (recommandée) et rémunération souhaitée sous réf. 22-249 M.A. CLAP 2, av. Faidherbe, 75008 Paris.



### Vous avez une formation supérieure. Complétez-la chez IBM

Vous êtes titulaire d'un diplôme d'une Grande École (scientifique, commerciale...) ou d'une université équivalente attestant votre capacité de maîtriser les techniques informatiques et commerciales.

La formation complémentaire, que nous vous proposons de suivre, est indispensable à votre réussite dans les fonctions d'ingénieur commercial.

### Ingénieur commercial (Division des Systèmes de Grande Diffusion)

Au terme de cette formation de 10 mois environ, vous serez titulaire d'un diplôme de l'École Supérieure de Commerce de Paris (E.S.C.P.) à l'équivalence de la licence de l'Université de Paris.

Les problèmes qu'il vous sera demandé de résoudre concernent souvent l'analyse des entreprises.

Vous aurez donc à démontrer à vos interlocuteurs - généralement des dirigeants de P.M.E. - le bien-fondé des solutions proposées et à les convaincre.

Les responsabilités attachées à cette fonction sont considérables. Les hommes et les femmes qui

auront su faire la preuve de leur aptitude à les assumer disposeront d'une rémunération de prestige et de leur carrière.

Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature, accompagnée d'un cv détaillé et d'une photo récente, sous références 1001, à :

IBM FRANCE  
Messieurs J. JOUBERT  
Système Grande Diffusion  
Tom Beckley-Codex 10  
2001 PARIS-14 DÉPENSE



(Nous vous prions de mentionner, si possible, un numéro de téléphone).

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ BANLIEUE OUEST

### PROGRAMMEURS

Niveau Bac - D.U.T.

Pratique langage ASSEMBLEUR exigée

Ecrire avec C.V. ou se présenter :

### SINTRA

Direction du Personnel  
26, rue Malakoff, 92600 ASNIERES

### ENTREPRISE DE BATIMENT

d'importance nationale

### INGÉNIEURS D'AFFAIRES

ayant de 3 à 5 ans d'expérience dans la fonction.

Il devra avoir la capacité de réaliser les études de prix, l'habileté de conseiller les sous-traitants et d'assurer la coordination des études techniques.

Il sera responsable du suivi des opérations en particulier du respect des prix et des délais ainsi que des démarches commerciales.

Ecrire avec C.V. et n° 20.807, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1<sup>er</sup>), qui transmet.

### BANQUE AMÉRICAINE

Quartier OPÉRA

RECHERCHE

pour son organisation informatique

### — 1 CHEF DE PROJET

### — 1 ANALYSTE

### PROGRAMMEUR

Atouts souhaités :

— 30 ans minimum ;

— Expérience informatique confirmée du même poste ;

— Connaissance de la Banque et si possible de la comptabilité ;

— Caractère simple, travailleur et dynamique ;

— Anglais courant impératif ;

— Disponible rapidement.

Salaires motivants et nombreuses possibilités d'avancer au sein de la multinationale en cas de succès.

Envoyer C.V. et prétentions à Mlle CLERMONT, Service du Personnel AMERICAN EXPRESS I.B.C., 11, rue Scribe - 75009 PARIS.

LIENS CONTACT

### spécialiste système

Nous recherchons pour le service informatique d'une de nos Sociétés spécialisées dans le financement des entreprises, un spécialiste système.

Il interviendra à une époque où le rôle est de : mettre au point des outils permettant la gestion du Trésorerier et de la base des données ; assurer l'assistance technique à l'ensemble du service.

Nous souhaitons :

• une expérience de 3 à 5 ans ;

• une bonne connaissance pratique d'IBM-D.O.S., de C.I.C.S. et du V.S.A.M.

Adressez C.V. sous réf. 462, Service Recrutement - 25, avenue Kléber, 75016 Paris.

LIENS CONTACT

compagnie bancaire

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

### DIRECTEUR EXPORTATION

Première entreprise française dans sa spécialité - le jouet, elle est aussi la 1<sup>ère</sup> exportatrice avec 1/3 de son C.A. réalisé principalement sur les marchés européens.

Pour continuer cette performance cette société basée à STRASBOURG recherche un Cadre Exportation, expérimenté + de 30 ans, formation école supérieure de commerce, parlant l'Anglais et l'Allemand.

Il sera responsable de la définition et de l'exécution de la politique commerciale à l'exportation.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 75014.

LIENS CONTACT

### Bauknecht

Pour sa nouvelle usine de réfrigérateurs et congélateurs d'un effectif de 1.100 personnes à SAINT-AVOUD (Moselle) recherche :

### UN INGÉNIEUR DE FABRICATION

Mission :

• Aux ordres de la Direction et en liaison avec tous les chefs de service ;

• Assurer la responsabilité complète des réalisations : fabrication et production - tôle et montage ;

• A ce titre, diriger et animer : — l'atelier de transformation des tôles, — l'atelier de traitement de surface des tôles, — l'atelier de montage en série des réfrigérateurs et congélateurs.

Effectif : environ 400 personnes à terme.

Profil du candidat : ingénieur expérimenté dans le domaine de la technique des transformations et traitement des tôles fines ; expérience de plusieurs années dans une usine de fabrication d'appareils en grande série.

Formation : B.S.M. - B.G.M. ou E.N.T.M.

Langue étrangère : allemand souhaité.

### UN INGÉNIEUR DE FABRICATION

Mission :

• Aux ordres de la Direction et en liaison avec tous les chefs de service ;

• Assurer la responsabilité complète de la fabrication de la production « matière plastique » ;

• A ce titre, diriger et animer : — l'atelier d'extrusion, — l'atelier de thermoformage, — l'atelier de moulage, — l'atelier d'injection thermoplastique.

Effectif : 350 personnes à terme.

Profil du candidat : ingénieur expérimenté dans le domaine des techniques de transformation de matières thermoplastiques ou construction de machines, expérience de plusieurs années dans un poste similaire dans une unité de fabrication d'appareils en grande série.

Formation de base : ingénieur avec complément.

Langue étrangère : allemand souhaité.

### UN RESPONSABLE DE LABORATOIRE

### CONTROLE QUALITÉ

Formation : ingénieur ou technicien en électrotechnique, connaissance et expérience affirmées en :

— technique de mesure et d'analyse,

— technique de mesure froide et acoustique,

— technique de mesure de la plasticité,

— statistiques de contrôle.

Langue étrangère : allemand fortement souhaité.

Nous vous offrons une situation intéressante et stable, des postes de premier choix à de bonnes rémunérations, des avantages sociaux et restaurant d'entreprise, des facilités de logement, une discrétion garantie et absolue.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :

BAUKNECHT INDUSTRIE

Service du Personnel  
Zone Industrielle Valmont, 57730 Folschviller

### DE L'AVANCE DANS LA REMORQUE

Chef de bureau d'études, vous avez déjà conçu des engins de TP ou de manutention, du matériel agricole ou de lavage...

Grâce à vos connaissances précises en matière de résistance des matériaux et de constructions mécano-soudées vous vous sentez capable, avec une vingtaine de collaborateurs (cadres, projeteurs, études) de faire prendre une bonne avance technique dans la conception des remorques et semi-remorques à un constructeur qui compte déjà parmi les meilleurs européens de sa spécialité.

Vous connaissez bien les méthodes modernes de travail du B.E., vous réagissez vite aux demandes commerciales (adaptations, modifications) tout en restant soucieux de standardisation, et de prix de revient usine.

Vous connaissez suffisamment d'anglais et d'allemand. De plus, vous souhaitez travailler en Province à quelques kms d'une grande ville. Pour vivre mieux.

Ecrivez sous référence 77432 M au cabinet de recrutement SIRCA. Ses consultants étudieront rapidement votre candidature et vous donneront les renseignements que vous souhaitez sur notre société.

LIENS CONTACT

SIRCA

64, rue La Boétie 75008 Paris

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

### Organisme Financier DLON

recherche un

### ANALYSTE FINANCIER

ayant une bonne connaissance des Entreprises

Celui-ci sera chargé :

— de l'analyse, de la négociation et de l'émission de prêts à long terme auprès d'industriels ;

— du suivi et du contrôle de la clientèle.

Poste à pourvoir au sein d'une équipe dynamique bénéficiant d'importants appuis logistiques.

Plan de formation sur 2 ans.

Déplacements limités (régionaux).

Sexe et âge indifférents.

Adr. C.V. en indiquant rémunération annuelle actuelle, sous référence 715, à :

JOUBLIN

62, avenue Wagram - 75017 PARIS.

Réponses et discrétion assurées.

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

### GRENOBLE

Nous recherchons notre

### directeur de la distribution

qui, dépendant du P.D.G., dirigera environ 50 personnes chargées du traitement des commandes et des opérations de magasinage et d'expédition concernant de petits articles de grande consommation.

Une expérience réussie de direction des hommes est indispensable.

Une compétence, acquise par l'expérience en matière d'organisation et de gestion d'opérations de stockage, d'expédition, de transport et d'import-export, s'ajoutant à des études supérieures et à la connaissance de la langue anglaise sont souhaitées.

Adressez C.V. détaillé, niveau de salaire recherché et date éventuelle de disponibilité au Directeur du Personnel.

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

### ENTREPRISE LYONNAISE DE PREMIER PLAN

recherche

### LE CHEF DE SON SERVICE

### FISCAL ET JURIDIQUE

RESPONSABILITÉS : fiscalité-contable-assurances - immobilier - droit des affaires - secrétariat juridique.

Ce poste convient à un (ou une) jeune licencié (e) en droit privé ou diplômé (e) de l'Ecole Nationale des Impôts, ayant acquis une première expérience professionnelle (administration fiscale ou 2 à 3 ans en cabinet conseil juridique ou avocat d'affaires ou 5 à 6 ans en entreprises).

Ecrire sous références LY 92 à :

### COMPÉTENCES

2, rue Childebert, 69002 LYON.

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT

LIENS CONTACT







# ANNONCES CLASSES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m sq.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

**REPRODUCTION INTERDITE**

## offres d'emploi



ASSEES

directeurs  
agences

JEUNE CADRE  
à service permanent

Cadres confirmés

chef de Projet

MICHELIN

directeur  
technique

U

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

# MERCK SHARP et DOHME CHIBRET

Filiale française de l'un des tout premiers producteurs mondiaux de spécialités pharmaceutiques recherche :

## chef du service réception-stockage et mouvement des matières

Il aura en charge l'ensemble des activités de réception, de stockage et de distribution des matières d'œuvre et des produits semi-ouvrés pour deux usines.

Il aura en outre la responsabilité du fonctionnement d'un magasin d'une capacité de 9 000 palettes entièrement automatisé et commandé par ordinateur.

La candidate que nous souhaitons rencontrer aura une formation d'ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, une expérience du commandement en usine et des connaissances en informatique.

La pratique courante de l'anglais serait appréciée.

L'expansion du groupe permet une réelle possibilité d'évolution dans le cadre de sa politique de développement.

Le lieu de travail est situé à Riom (Puy-de-Dôme).

Merci d'envoyer votre curriculum vitae avec photographie à :

MSD  
MERCK  
SHARP  
DOHME  
CHIBRET

MERCK SHARP & DOHME-CHIBRET  
Direction du Personnel  
200, Boulevard Etienne Clémentel  
63016 CLERMONT-FERRAND CEDEX.

# Groupe International recherche pour promouvoir sa Représentation responsable des relations extérieures

afin de lui confier, dans le cadre d'une large délégation, l'animation du Service Public-Relations Extérieures.

A ce titre, il devra assumer les tâches suivantes :

- Relations avec la presse.
- Organisation et animation de la présence de l'Entreprise aux grandes manifestations internationales.
- Création, mise à jour de documents publicitaires.
- Rédaction du journal d'Entreprise.
- Réception de la clientèle.
- Toutes actions touchant à la promotion de l'Entreprise.

Rattaché à la Direction, le candidat devra être un homme de contact. Il devra être âgé de 30 ans minimum, posséder une formation telle que Ecole de Commerce, Attachés de Presse, avoir une expérience pratique et réussie dans une fonction identique au sein d'une Entreprise.

L'anglais courant est indispensable, l'espagnol souhaité.

Envoyer C.V., détail, photo et prétentions sous référence 381 M

Cabinet Jean-Claude MAURICE  
Conseil en Gestion du Personnel  
42, rue Legendre - 75017 PARIS

# GENERAL AUTOMATION

Un des premiers fabricants mondiaux de mini-ordinateurs recruté immédiatement son :

## DIRECTEUR COMMERCIAL

Son rôle :

Aider et encadrer l'ensemble des ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux de la filiale française.

Son expérience :

Parler anglais, il devra afficher une expérience de plusieurs années dans un poste similaire.

Envoyer curriculum vitae, prétentions + photo à GENERAL AUTOMATION, Tour Gallieni II, 86 avenue Gallieni, 93170 BAGNOLET

# Très Importante Association pour la formation professionnelle liée à un puissant Organisme financier psycho-pédagogue

de formation supérieure (psychologie sociale, sciences de l'éducation) et sensible à la gestion des ressources humaines, il (elle) devra être particulièrement ouvert(e) aux techniques modernes de l'animation pédagogique.

Sous la responsabilité du Directeur pédagogique, il (elle) participera à l'élaboration de stages : à la conception de supports et la formation des animateurs ; à la coordination pédagogique.

Envoyer CV, photo et prétention sous réf. 349 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE  
Conseil en Gestion du Personnel  
42, rue Legendre - 75017 PARIS

# directeur de la division hospitalière

La filiale française d'un groupe mondial, leader dans le domaine de la santé, recherche l'homme capable de diriger et d'orienter le développement de sa division produits hospitaliers.

Responsable de la définition et de la mise en œuvre du plan et de la stratégie publicitaire et promotionnelle, il animera une équipe de chefs de produits et de délégués hospitaliers.

Ce poste conviendrait à un homme de formation supérieure ayant exercé avec succès des fonctions de directeur des ventes dans le domaine des produits hospitaliers.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. Lieu de travail : Paris.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1042/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS  
1, RUE DANTON 75003 PARIS CEDEX 06

# administration chantier MOYEN ORIENT

Nous concevons et réalisons de grands ensembles industriels aussi bien en France qu'à l'étranger.

Le cadre administratif que nous recherchons résidera en permanence sur l'un de nos sites au Moyen-Orient.

Il assurera la coordination de l'ensemble des activités administratives et financières du chantier, ainsi que la gestion de la base vie dans un délai de deux ans, 2000 personnes vivront sur le site.

Sa responsabilité comprendra également les relations avec les administrations locales.

Si vous avez au moins 40 ans, une solide expérience de l'administration de gros chantiers d'unités clés en main à l'exportation et une parfaite maîtrise de l'anglais (l'arabe serait souhaitable), ce poste vous concerne.

Adressez votre candidature et votre C.V. s/réf. M10 à Axel Publ., 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmetra.

# DIRECTEUR AUDIT

Dans le cadre de son développement industriel un très important groupe mondialement reconnu pour la qualité et la technicité de ses fabrications (équipements mécaniques) recherche son :

## DIRECTEUR AUDIT

afin de lui confier la responsabilité de l'animation d'une équipe de contrôleurs internes (3 personnes) chargée principalement de superviser et d'analyser les différents établissements dans leur gestion et leur organisation comptable.

A la fois ouvert et critique vis-à-vis des procédures existantes, il devra proposer à la Direction Financière les solutions réalistes aux problèmes qui lui seront posés et qu'il aura détectés.

Agé au minimum de 30 ans, de formation supérieure (HEC, ESCP, INSEAD ou équivalent) le candidat retenu devra justifier d'une première expérience réussie acquise soit dans un cabinet de Commissaires aux Comptes soit dans une grande société (multinationale si possible).

Connaissance de l'anglais indispensable, espagnol souhaité.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous la référence 380 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE  
Conseil en Gestion du Personnel  
42, rue Legendre 75017 PARIS

# CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche :

## ingénieur informaticien DÉBUTANT

(Grande Ecole ou équivalent) pour travaux sur des bases de données.

Connaissances appréciées :

- en IBM (MVS et Cobol),
- DL/1, system 2000 ou autres SGBD.

Adressez C.V. et prétentions à CISI, 35, bd Bruze, 75680 PARIS - Cedex 14.

# TRES IMPORTANTE SOCIETE COMMERCIALE

recherche :

## JURISTE international

Il sera chargé des études, de la conception et la rédaction de contrats internationaux, commerciaux et d'ingénierie ainsi que des montages financiers qui leur sont liés et du suivi contentieux de certaines affaires.

Le candidat sélectionné aura :

- 30 ans minimum
- Une formation équivalente au Doctorat en Droit commercial, option Droit international
- L'expérience des contacts internationaux
- La connaissance courante de l'anglais

Adressez CV détaillé, photo et prétentions sous réf 5708 à : L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris qui transmettra

Une Société parisienne, leader national et européen de biens d'équipements à usage industriel (appareils de mesure) effectif 600 personnes, CA annuel 70.000.000 de francs dont 25 % à l'exportation, filiale d'un groupe français de dimension internationale, crée dans le cadre de son expansion le poste de :

# Secrétaire Général

Placé sous l'autorité et le contrôle de la Direction Générale, il aura pour mission essentielle la direction des services Gestion, Comptabilité et Informatique du siège, des usines et des filiales à l'étranger. Il sera responsable également de la politique sociale de l'entreprise et de toutes les questions juridiques et administratives.

Ce poste sera confié à un diplômé d'Etudes Supérieures, 35 ans minimum, ayant si possible complété sa formation par une business school, l'IGS ou le CPA. Une bonne connaissance de l'anglais serait appréciée.

Le candidat qui sera retenu devra justifier d'une réelle expérience des fonctions demandées acquise de préférence dans une entreprise de production petites et moyennes séries, dont les produits hétérogènes impliquent un stock de composants importants et variés.

La rémunération annuelle prévue est en rapport avec la fonction proposée mais dépendra également de l'expérience et de la valeur du candidat.

Envoyer CV manuscrit, photo récente et prétentions sous la référence 6068/M à Fr. ROUSSEAU - SELECOS 33, quai Gallieni, 92182 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

# Production mécanique sur matériel automatique

Ingénieur Mines, Centrale, AM, vous avez quelques années d'expérience de production en grande cadence avec des machines automatiques de précision.

Nous offrons pour le poste de directeur industriel une large délégation de responsabilités dans tous les domaines d'une unité de production. Du commandement et de la formation du personnel à l'évolution des méthodes de fabrication en passant par tous les problèmes d'ordonnement, de lancement et d'entretien préventif.

Il faut souhaiter travailler en prise directe avec le Président d'une PME efficace liée à un grand groupe implanté en banlieue parisienne. Il faudra également réussir à s'intégrer dans une équipe performante à laquelle il convient d'ajouter un plus.

Nous avons confié aux consultants du cabinet de recrutement SIRCA le soin de réunir les candidatures. Ecrivez leur sous référence 77400 M.

Sirca  
64, rue La Boétie 75008 Paris

# Responsable transport

Pour important contrat clés en main (C.A. 2 milliards) au Moyen Orient.

Il prendra en charge l'organisation complète du transport des équipements nécessaires au chantier depuis le port d'embarquement jusqu'au site.

Il négociera avec les Compagnies maritimes et transitaires, et définira les procédures d'expédition.

Le poste est basé à Paris, mais implique des déplacements fréquents.

En outre, il sera aidé sur le site par un représentant qui coordonnera les problèmes de transports.

Il devra avoir au moins 10 années d'expérience dans les transports internationaux soit comme transporteur, soit comme transitaire.

Il est indispensable de parler parfaitement l'anglais. Réf : 97701

# Ingénieur études de génie civil

Il sera intégré à l'équipe chargée de coordonner les études de génie civil et d'installation générale (bâtiment exclu).

Sa fonction comportera des relations permanentes avec les bureaux d'études extérieurs et nos clients.

L'ingénieur que nous cherchons est diplômé d'une Grande Ecole et a environ 5 ans d'expérience en ingénierie de travaux publics et circuits fluides (tuyauteries).

Il maîtrisera nécessairement la langue anglaise et a de bonnes notions d'espagnol.

Réf : 97702

# Ingénieur méthodes

An sein d'une équipe jeune, il sera associé à l'optimisation d'un produit de haute technicité et à l'amélioration des méthodes de fabrication.

Ce poste nous paraît convenir à un ingénieur diplômé AM, INSA... qui aurait une première expérience industrielle d'environ 2 ans au contact de la production, et connaîtrait bien les procédés de fabrication en moyenne et grandes séries.

Réf : 97703

# Ingénieur calculs dynamiques de structures

Il sera responsable d'une équipe de 5 ingénieurs spécialistes des calculs dynamiques, dont il devra assurer la formation, coordonner les travaux et stimuler la réflexion (actions de recherche et développement).

Cette fonction peut convenir à un ingénieur Grande Ecole ou un Diplômé d'Université ayant acquis 5 années d'expérience en calculs de structures dans un secteur off shore, aéronautique ou nucléaire, et maîtrisant les techniques modernes d'analyse numérique.

Réf : 97704

# Ingénieur tuyauteries

Il sera intégré à une équipe qui, sur une affaire donnée, coordonne les études de tuyauteries et contrôle leur installation.

A ce poste, nous verrions bien un ingénieur de formation ECI, AM, IDN... et ayant déjà participé à des études de tuyauteries dans un enginering pétrochimique ou nucléaire.

L'anglais, écrit et parlé est nécessaire.

Réf : 97705

# Ingénieur électronicien

Il participera aux études de conception et au suivi technique des matériels de relayage concernant d'importantes affaires à l'exportation.

Ce poste conviendrait à un ingénieur INPG, SUPLEEC débutant ou ayant une première expérience professionnelle, et connaissant bien les techniques numériques.

Réf : 97706



سكزنا لالاحل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

demandes d'emploi

Société internationale en pleine expansion fabriquant périphériques d'ordinateurs et mini-computers, recherche

**INGÉNIEURS COMMERCIAUX**

pour région parisienne, ayant quelques années d'expérience et de succès en informatique, notamment dans la vente de mini-computers équivalents au Système 3.

**TECHNICIENS DE MAINTENANCE**

pour région parisienne ayant expérience périphériques et systèmes. Nous offrons d'exceptionnelles opportunités de carrière et des revenus importants.

Les personnes intéressées doivent écrire à : 42-52, rue de l'Aqueduc - 75010 PARIS.

**DECISION DATA**

NOUS RECHERCHONS

**INGÉNIEUR COMMERCIAL**

Ingénieur Electronicien 1 à 2 ans d'expérience technique ou commerciale, préférence Hardware Informatique.

Dynamique, ambideux, responsable, connaissant l'anglais.

Pour vente produits de haute technologie (périphériques) aux constructeurs d'ordinateurs et systèmes.

Nous sommes une société U.S. bien implantée en Europe avec un support industriel local.

Adresser C.V., photo et prétentions

**AMPEX**

Leader Mondial de l'enregistrement Magnétique 21, rue du Dôme 92100 BOULOGNE

**TRINDEL**

Société spécialisée dans les INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES INDUSTRIELLES recherche dans le cadre de l'expansion de son département INSTRUMENTATION

**INGÉNIEUR d'AFFAIRES INSTRUMENTATION confirmé**

— Ayant 5 ans d'expérience, activité entreprise.

— Devise, négociation, étude, approvisionnement, organisation et suivi de chantier, mise en service.

— Responsabilités technico-administratives, financières et humaines des affaires.

— Anglais souhaité.

Env. lettre man. av. C.V. et photo s/réf. A 18, 4 St. Germain, DP/PS, 44, r. Lisbonne, 75008 Paris.

Une Importante Société Française du secteur des COMPOSANTS recherche

**INGÉNIEUR - ÉLECTRONICIEEN**

Ayant acquis, au cours de 4 à 5 ans d'expérience industrielle, des connaissances approfondies en CIRCUITS INTÉGRÉS :

— soit dans le domaine de la Conception de Systèmes Informatiques

— soit dans le développement et la production de composants.

Il aura à participer au développement d'une nouvelle famille de circuits et prendra, dès que possible, la responsabilité complète d'un groupe de produits impliquant la direction d'une équipe d'ingénieurs et techniciens (conception, industrialisation et production).

Contacts internationaux fréquents et maîtrise de l'anglais nécessaires.

Adresser C.V. manuscrit à n° 38430, CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q. tr.

Importante société vente gros et détail 9 points de vente T.V. manager meubles recherche d'URGENCE

**CHEF COMPTABLE MINIMUM D.E.C.S.**

plusieurs années d'expérience de responsabilités, commandement, organisation.

**DIRECTEUR**

SERVICE APRES-VENTE T.V. MENAGER Plusieurs années d'expérience, sens aigu du commerce, de la gestion, de l'organisation, du commandement, compétences techniques.

Possibilité logement, position cadre.

Lettre manuscrite C.V., photo et prétentions à

**JACQUES MARINELLI**

3, place Saint-Jean, 77007 MELUN. Cedex. Téléphone 439-55-60.

Pour développer la promotion des ventes de ses fabrications auprès des distributeurs, installateurs et prescripteurs de la région parisienne.

**FRIGA BOHN**

décide de s'implanter à Paris et recherche

**UN CADRE RESPONSABLE TECHNICO-COMMERCIAL**

Si vous avez une bonne expérience en froid commercial et industriel, la capacité de convaincre, le goût des contacts et la volonté de réussir au sein d'une entreprise française de classe internationale, adressez vos C.V. et photo à :

**FRIGA BOHN**, rue Roger-Salengro, 69740 GENAS.

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

d'un organisme de conseil et de formation d'une dizaine de personnes basé à Paris spécialisé dans une branche professionnelle cherche

**SON DIRECTEUR GÉNÉRAL**

Il doit encadrer une équipe de consultants polyvalents et assurer la prospection d'une clientèle. De courts et nombreux déplacements en province sont nécessaires.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions sous n° 1477 à BLSU Publicité, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES, qui tr.

**MAZDA**

lampes et appareils d'éclairage recherche pour sa

**DIRECTION FINANCIÈRE UN CADRE COMPTABLE**

D.E.C.S. ou B.P. ancien régime...

Agé de 35 ans au moins, il aura acquis une solide expérience dans un CABINET COMPTABLE ou une GRANDE ENTREPRISE et se verra confier des missions de contrôle et d'assistance dans les domaines comptables et fiscaux.

Ce poste est susceptible d'évolution pour un candidat de valeur.

Peu de déplacements à prévoir.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, présent. COMPAGNIE DES LAMPES, Service du Personnel, 25, rue de Lisbonne, 75008 PARIS.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE**

**SUR UN MARCHÉ EN PLEINE EXPANSION**

**PROPOSE UN POSTE DE CHEF DE PRODUITS JUNIOR**

VOUS AUREZ LA RESPONSABILITÉ DE LA RECHERCHE ET DE LA MISE AU POINT DES NOUVEAUX PRODUITS.

DE FORMATION SUPÉRIEURE (E.S.S.E.C., E.S.C.P. ou équivalent).

VOUS AVEZ ACQUIS 2 à 3 ans d'expérience dans la gestion d'une gamme de produits ou dans les études de marché.

LE GOUT ET L'APTITUDE AUX CONTACTS à tous les niveaux sont des qualités essentielles dans ce poste.

MERCI D'ENVOYER C.V., photo et prétentions sous n° T. 81.746 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**IMPORTANT GROUPE**

recherche à PARIS

pour informatique scientifique et Gestion

**JEUNES INGÉNIEURS**

DEBUTANTS (ou faible expérience professionnelle)

• Connaissance en informatique indifférente ;

• Formation assurée par entreprise ;

• Niveau formation Grandes Ecoles Scientifiques (X. Mines, Supélec, Télécom., Centrale, etc.).

Grande importance attachée à personnalité du candidat.

Adresser C.V. sous réf. 414 à Créations Dauphines, 41, av. de Friedland, 75008 Paris, qui transmettra.

**SOCIÉTÉ DE SERVICES PÉTROLIERS**

recherche

**INGÉNIEURS GÉOPHYSICIENS**

3 ans d'expérience INTERPRÉTATION souhaités.

• Anglais parlé.

• Déplacements fréquents à l'étranger.

• Travail motivant dans équipe dynamique.

Adr. C.V. détaillé avec prétentions s/réf. CT 71 A

**PROFILS**

5 bis, rue Keppeler, 75116 PARIS.

**GROUPE SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION PARIS (8<sup>e</sup>)**

recherche

pour s'intégrer dans une équipe dynamique

**CHEF DE GROUPE COMPTABLE**

Formation cabinet souhaitée.

Ecrire avec C.V. et prétentions à SINEC, 8, rue Charles-Pothé, 94300 VINCENNES.

**CADRE ADMINISTRATIF**

recherché par Essie privée plein centre Paris

Expérience relations adultes et jeunes, informatique, méthodes, suivi-clients, matériel.

Age minimum 30 ans.

6 semaines vacances, avantages divers dont repas midi.

Excellent climat.

Env. C.V. manuscrit, photo et art. à n° 30 357, Condesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q. tr.

Organisme privé cherche PROFESSEUR de COMPTABILITÉ (titulaire B.T.S. comptabilité ou équivalent) pour corrections à domicile CAP employé de comptabilité régime 77. Ecrire à M. Nicolas, E.P.C. 7, r. Myrène, 92270 BOIS-COLOMBES

**RECHERCHONS ENQUÊTEURS (TRICES)**

Paris ou prov. qualitatifs ou quant. Début, ou expérimentés C.V. de F.S.V.D. Soc. marketing 20, r. Armandville, 92000 Neuilly

**2 JEUNES CADRES**

— Passionnés par la formation ;

— Ingénieurs + I.A.E. ou similaires ;

— Appointements selon compétence.

C.V. à I.B.G., 14, place de France, 92000 SARCÉLLES.

**ORGANISME FRANÇAIS**

recherche dans le cadre d'un grand projet technique Européen et du sa politique de « Rédaction des Coûts »

**UN INGÉNIEUR « MÉTHODES » de HAUT NIVEAU**

Possédant une solide expérience dans l'étude des procédés de fabrication et dans l'analyse des tâches.

Apte à encadrer et à animer un groupe d'analystes des procédés d'élaboration des produits, dans les domaines suivants : Électronique, structures, petite mécanique et prothèse.

Lieu de travail : BANLIEUE SUD

Env. C.V. et art. n° 30 332, CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q. tr.

Société de Services en Informatique (SPSI ONLY)

**INGÉNIEURS**

Grande Ecole, option informatique, 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine de la programmation des systèmes temps réel pour application télé-informatique.

Envoyer C.V., photo, art. à : T.I.T.N. SELECTION, 1, rue Gustave-Eiffel, 91200 MORANGIS.

Ensemble Intercontemporel, recruteur généraliste du personnel qualifié, expérience musicale requise. Adresser candidature manuscrite - Ensemble Intercontemporel, 15, r. de Bruxelles, 75009 PARIS.

**cours et leçons**

URGENT rech. professe. RUSSIE d'origine (condition) pour leçons particulières. Tél. : 585-09-53.

**secrétaires**

**Secrétaires de direction**

**SECRÉTAIRE BILINGUE ANGLAIS MI-TEMPS - PARIS**

**POUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL D'UNE IMPORTANTE AGENCE DE PUBLICITÉ AUX CHAMPS-ÉLYSÉES (100 personnes).**

Cette agence très dynamique offre ce poste stable dans un environnement stimulant à une secrétaire compétente possédant personnalité, discrétion, esprit clair et ayant une présentation agréable.

Les techniques de sténo et de dactylo doivent être excellentes pour rédiger en français et en anglais courrier et télex.

envoyer lettre, C.V., photo (indiquer l'intérêt que vous portez à cette proposition, rémunération actuelle). Nous garantissons le poste à pourvoir dans la société qui nous a confié l'examen des candidatures.

**ADC PARIS**

CONSEILS EN GESTION CAUDE BOUCHE

Département Recrutement

Réf. F 700

6, RUE BREY 75017 PARIS (à préciser sur enveloppe et lettre)

**TRÈS IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL (PARIS - NORD)**

recherche pour son Président

**une secrétaire de direction**

parfaitement bilingue ANGLAIS FRANÇAIS (indiquer dans les 2 langues).

Ce poste de haut niveau conviendrait à une personne pouvant justifier d'une expérience préalable dans des fonctions similaires.

Salaire élevé.

Ecrire avec C.V., détaillé et photo à n° 30.387 CONTESSÉ Publicité, 20, Avenue Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**GROUPE INTERNATIONAL T.P.**

Leader Européen dans un secteur d'activités recherche pour son

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL (92 - Levallois Perret)**

**secrétariat de direction confirmée**

• 5 ans minimum d'expérience professionnelle.

• Bonne pratique de la sténo et de la dactylographie.

• Très bonne connaissance de l'anglais lu et écrit. (niveau lycéen)

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions s/réf. 5551 à : P. LICHOU S.A., B.P. 220 - 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

**Secrétaires**

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ BANQUE NORD-OUEST**

recherche

**SECRÉTAIRE STENO-DACTYLO CONFIRMÉE**

FORMATION COMPTABILITÉ INDISPENSABLE

Nombreux avantages sociaux.

Moyenne entreprise dépannage, contrats, entretien S.A.V. 922, recherche pour nouveau siège social 3 Montpelier

**SECRÉTAIRE COMPTABLE EXPERIMENTÉE**

30 ans minimum pour comptabilité générale et analytique, trésorerie, clients, fournisseurs, déclarations fiscales et sociales.

Mise au courant au siège social à Paris par stage rémunéré deux mois environ.

Envoyer C.V., références, photo et art. n° 30 332, Condesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q. tr.

Organisme en format. rech.

**SECRÉTAIRE TEMPS**

chargée contact clientèle.

Adr. C.V. + lettre manuscrite, à HAVAS CONTACT, 15, boulevard Haussmann, 75008 PARIS

**représent. offre**

Société de vente de matériels scientifiques et de produits consommables pour le laboratoire recherche pour la région parisienne V.P. multinationale, très actif, des laboratoires de recherches. Ecrire M. Ridard, 22, rue Colonne-du-Trône, 75012 Paris, qui transmettra.

**enseignem.**

**APPRENDRE L'AMÉRICAIN à L'AMERICAN CENTER**

20, bd Raspail, 14<sup>e</sup>, 433-67-20

pour conversion, le soir INSCRIPTIONS IMMÉDIATES

DEBUT : le 10 OCTOBRE

COURS PRIVES. Sessions intens.

**travail à domicile**

**Demande**

Prof. d'anglais, gén. des collégiés, 10 à 15 par. corrigerait cours par correspond. de franç., d'hist. et de géographie. Mme MAURIN, 53, Roux, 92400 ST-VALLEIR.

**occasions**

Relevé de VOIERS et PIERRES DURES CHINOIS et JAPONAIS. Ecr. sous n° 66.001 à HAVAS CONTACT, 15, boulevard Haussmann, 75008 PARIS

**assistante de direction internationale**

28 ans - SCIENCES PO - D.E.S. DROIT

Trilingue : FRANÇAIS - ANGLAIS - PORTUGAIS

Depuis 4 ans, dont 1 au BRÉSIL, Secrétaire Général d'un GROUPE INTERNATIONAL.

Responsable des liaisons avec les filiales et des contacts internationaux à haut niveau. Souhaite participer au développement de votre Société à l'étranger.

Pour un premier contact écrire sous référence 2023 à ORGANISATION et PUBLICITÉ, 2, rue Marango - 75001 PARIS qui transmettra

**INGÉNIEUR CIVIL DES MINES (37 ans)**

Expér. industrielle solide, homme de contacts spécialisé des MISSIONS DIFFICILES, FRANCE ou ÉTRANGER

recherche

**POSTE DE DIRECTION**

BASE SUR RÉGION PARISIENNE

Tél. : (14) 457-45-45.

Ecrire n° T 81.747 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

**H. 28 ans, DUT JOURNALISME**

disponible rapidement

**BILINGUE FRANÇAIS-SUÉDOIS**

— ANGLAIS ET ESPAGNOL COURANTS ;

— notions allemand, italien, portugais ;

— 4 ans d'expérience professionnelle dans

**TÉLÉVISION - PRESSE ÉDITION**

PRATIQUE DU SECRÉTIARIAT DE RÉDACTION

recherche

**POSTE RESPONSABILE PRESSE - ÉDITION - MILIEU DIPLOMATIQUE**

Ecrire n° T 81.452 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>), qui transmettra.

**CADRE SUPÉRIEUR**

39 ans - Formation Ingénieur

— Expérience 8 ans Marketing produits de grande consommation.

— Directeur société de services, 30 millions C.A. équipements secteur tertiaire.

Recherche poste D.G. ou D.G.A. dans P.M.E.

Ecrire n° T 81.807 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

**EXPERIENCE PROFESSIONNELLE HAUT NIVEAU**

**FORMATION SUPÉRIEURE**

**HAUT NIVEAU**

Grande Ecole Commerciale - Gestion

Docteur distribution - 39 ans

Je cherche une société, France ou étranger, secteur alimentaire ou grand public pour aller plus haut et mettre ma compétence et ma personnalité à son service.

Ecrire n° L 1717 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75247 PARIS-9<sup>e</sup>.

Responsable assurance qualité

Ingénieur 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> des

10 ans expér. dans techniques modernes, contrôle qualité et fiabilité, organisation, services qualité et adhésion métal

Réd. de 1<sup>er</sup> ordre Industrie Carrière

Rech. poste équivalent

Rég. Rhône - Alpes - Provence

Ecr. n° T 8177 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>

J.F., 35 ans, Bacc. philo 10 ans expér. SECRÉTIARIAT DIRECT, haut niveau

commercial, Sér. réth. bilingue anglais, excell. connaissances LARGES CULTURES GÉNÉRALES AIMANT et SACHANT RÉDIGER

haut, réth. sensibilité, bilingue, facilité adaptation.

Pour de carrière, ch. poste autonome, vivant, supér. particulier ou sté France-Etranger.

Ecr. n° T 8171 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>

Levillier

SECRÉTAIRE MÉDICALE

dactylo rech. emploi similaire ou autre branche, préf. bent, est. ou 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> arrdt, ser. réf. Tél. 87126-78 117 h. à 20 h.

Urgent directeur animateur socio-éducatif, niv. 3 + stage

économat, ch. poste

M.J.C. Tél. 78-79-13 ou écrire

R. PRUNIER, 78-79-13 ou écrire

85 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>

AL, 31 ans, Docteur philo, bonnes connaissances, angl., allem. et dactylo expér. administ. ch. expér. étud. toutes propos.

Ecr. n° 1711 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9<sup>e</sup>

H., 31 ans, maîtrise de philo, nat. de roumainien, de théat., cherche emploi stable, de préf. de l'enseig., accepte mi-temps.

Ecr. n° 1712 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9<sup>e</sup>

Dynamisme de la jeunesse

Maturité : 10 ans vie profess.

Vente-Organisation-Achats

Levillier

Intelligent et responsable

Idées rentables.

peut remplir missions variées

85 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>

J.H., 29 ans, I.C. St. Ecq.

I.A.E. PROBATOIRE CERTIF.

JURIDIC DE D.E.C.S., 3 ans expér. de sté industrielle, recherche

**POSTE DE GESTION**

**CONTRÔLE DE GESTION**

Ecr. n° T 8172 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>

J.H., 20 a., sérieux, dynamique, lib. obl. mil. niv. prem. D. rech. place stable.

Gilles GUERARD

3, square du Var, 75008 Paris

Tél. 207-38-43

**CHEF DE TRANSIT**

20 ans expér. africaine dans branches import-export, Banque, Douanes, Transp. transit marit., terrestre, aérien, commerce international, très bonne connaissance des procédures, 1<sup>er</sup> responsable direction ou poste responsable de ces branches, préf. import. Site minier ou autres en Afrique Noire. Lib. rapidement. Ecrire 5410 HAVAS, ST-ETIENNE

**EX-REDACTRICE EN CHEF, EX-SECRÉTAIRE DE REDACT.**

cherche place

Pleine à tout faire.

Monique TISSOT, 37, rue Sébastien-Mercier, 75015 PARIS

Tél. 577-90-99.

**INGÉNIEUR SOUDEUR**

15 ans expér. et constructions soudées des raffineries, plates-formes, des forages et toutes constructions off-shore contrôle et supervision des travaux sur chantiers en France et étranger.

Paris, anglais rech. place stable, conviendrait parfaitement aux sociétés compagnies pétrolières.

Ecr. n° 20 971, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q. tr.

J.H. fille 27 a. secrétaire sténo-dactylo, licenciée en russe, com. angl., sans responsabilité, étud. très prop. de secrét. ou traduct. Ecr. n° 1710 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9<sup>e</sup>

**HYGIÈNE ET SÉCURITÉ**

Libéré O.M. octobre cherche emploi France ou étranger. Com. angl. Ecr. n° 1710 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9<sup>e</sup>

Homme 37 ans

**CADRE ADMINISTRATIF et COMPTABLE**

marie 2 enfants, 11 ans autre mariage, cherche situation

**OUTRE-MER**

disponible de suite

**BORELLI - ALIGHIO**

01230 CULOZ







سكنا من الاصل

## ÉCONOMIE - SOCIAL

### SÉCURITÉ SOCIALE

Selon un rapport de l'O.C.D.E.

## L'accroissement des dépenses publiques de santé devrait se stabiliser

La consommation médicale est-elle excessive ? Cette question simple, qui pourrait résumer la problématique élémentaire de la politique de la santé, est de celles qui divisent les observateurs ; d'autant qu'il n'existe nulle part de normes de consommation en matière de santé et que la qualité des services en cause intervient autant que leur valeur comptable dans une appréciation globale. Il est aussi vrai qu'une réponse affirmative nette conduirait logiquement à

l'instauration d'un contrôle ou d'un rationnement, ce que ne souhaitent ni les professions concernées, ni le public. On est pourtant parvenu à faire naître le doute que le niveau de consommation actuel dépassait les limites du raisonnable. Ce doute est, en particulier, fondé sur la révélation que d'importants écarts dans l'usage des ressources pouvaient exister, sans que des variations correspondantes dans les résultats obtenus soient perceptibles.

C'est la première fois que les dépenses de santé ont été analysées sur une base comparable au niveau international, et qu'on pu être étudiés les facteurs qui ont contribué à leur augmentation.

La santé représente le secteur dans lequel les dépenses publiques se sont accrues le plus rapidement (à la seule exception des sommes affectées à la garantie du pouvoir d'achat), dans tous les pays membres de l'Organisation. En l'absence de critères de « normalité », on peut s'aider de la notion d'écart par rapport à une moyenne pour établir un jugement.

L'intérêt de ce travail comparatif international est de permettre l'étude des variations qui existent, d'un pays à l'autre, dans l'usage des ressources de santé. Par exemple, une femme admise

pour accouchement en maternité reste hospitalisée 13,4 jours en moyenne aux Pays-Bas, 8,5 jours en France et en Norvège et seulement 4,9 jours aux États-Unis. Or, ces variations considérables ne s'accompagnent pas de différences concomitantes en mortalité infantile, en mortalité maternelle, ou en taux de complications. Le choix du mode d'accouchement (traduit par l'admission en maternité), et de la longueur du séjour en établissement de santé n'apparaît donc pas lié à des facteurs scientifiquement établis.

Une autre illustration des variations considérables qui existent d'un pays à l'autre est celle des prix unitaires des services, comme le montre le tableau ci-dessous, extrait du rapport, dans lequel on a pris comme unité de comparaison le prix de la consultation :

### PRIX COMPARÉS DE CERTAINS ACTES MÉDICAUX EN 1974

(Base de comparaison : prix d'une consultation)

	Allemagne	Belgique	France	Suisse
Examen des reins	1,17	0,32	0,43	0,54
Extraction dentaire	2,44	1,23	2	1,16
Radiographie du poignet	5	2	1,31	2,25
Ablation des amygdales	13,33	5,88	7,64	12,64
Accouchement par gynécologue	16	15,27	15,91	9,83
Opération à cœur ouvert	88,33	86,14	83,63	106,87
Anesthésie par spécialiste	23,33	61,90	35,55	42,78

Le poste le plus important des dépenses publiques est celui des services hospitaliers, avec des écarts importants allant de 30 % à 70 % du total.

Les différences dans les dépenses d'hospitalisation s'expliquent surtout par des différences de coûts unitaires des services, et, à un moindre degré, par des différences de niveau d'usage. La technologie bio-médicale, dont on a longtemps dit qu'elle serait un facteur d'amélioration de la productivité et de l'efficacité des soins, apparaît au contraire responsable d'un accroissement annuel de 1 % en moyenne des dépenses.

La répartition du financement des dépenses de santé tend à s'homogénéiser de plus en plus entre les pays, avec l'augmentation en charge par la collectivité de dépenses initialement supportées par les individus. Mais cet accroissement approche maintenant de ses limites, et une stabilisation est donc prévisible, quelles que soient les mesures prises par les gouvernements pour freiner les dépenses publiques de santé.

Le rapport étudie les moyens possibles de confirmer cette stabilisation des dépenses de santé à leur niveau actuel, sans affecter la qualité des soins. Par exemple, les économies peuvent résulter d'une baisse d'utilisation des hôpitaux, grâce à une diminution de la durée moyenne de séjour dans les hôpitaux, notamment accompagnée de mesures compensatoires telles qu'une meilleure surveillance des malades en dehors de l'établissement.

Une autre solution serait de réduire la « surqualification » des personnels de santé qui offrent leurs services, un abaissement,

par exemple, le niveau de formation des personnes qui pourraient s'occuper d'affections courantes. Pour la prévention, le rapport affirme que « les études démontrent qu'il n'y a pas de doute que les pratiques curatives actuelles... La plupart des domaines où d'importantes économies semblent possibles sont ceux où les individus sont eux-mêmes responsables (comportement sur les routes, hygiène dentaire, tabagisme, alcoolisme, nutrition...) ». Le rapport se termine par le rappel que, si les pouvoirs publics

prévalent des mesures allant dans le sens d'économies, « les dépenses en santé publique seraient mieux placées que les économistes pour clarifier les priorités et donner des avis sur la façon de répartir les ressources entre divers types de services ».

Mais les données recueillies et leur interprétation fournissent un cadre d'ensemble, qui permet de réconcilier ces priorités avec des objectifs et des contraintes économiques.

## Le poids des impôts directs et des cotisations sociales sur les revenus

La France est loin derrière les autres pays européens

La France est le pays du Marché commun où la participation des ménages au financement du budget de l'Etat et de la Sécurité sociale est la plus faible. La ponction est très modeste pour les familles françaises de deux enfants par rapport à celle opérée dans les autres pays. En réponse à une question d'un parlementaire européen à propos de la charge de l'impôt direct sur le revenu et des cotisations sociales incombant au salarié, la Commission européenne (1) a en effet publié une série de résultats comparatifs. Elle a calculé la part de l'impôt et des cotisations (barèmes en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 1976) sur le revenu moyen brut (y compris les prestations familiales) d'un travailleur masculin de l'industrie, rémunéré pendant cinquante-quatre semaines. Dans le cas d'un travailleur marié, il a été supposé que l'épouse n'avait pas de revenus propres et, dans le cas d'un père de deux enfants, que celui-ci avait neuf et treize ans.

● POUR LES CELIBATAIRES, la charge de l'impôt direct et des cotisations sur le revenu moyen est de 40,9 % aux Pays-Bas et seulement de 18,9 % en France. L'Italie occupe la dernière place avec une charge égale à 16,4 %. Les autres pays sont ainsi classés par ordre décroissant : Danemark (38,6 %), Luxembourg (34,2 %), Royaume-Uni (32,6 %), R.F.A. (32 %), Irlande (28,4 %), Belgique (25,6 %).

● POUR LES COUPLES MARIÉS SANS ENFANT, la France (13,3 %) est nettement en dernière position avec l'Italie (14,4 %). Les Pays-Bas sont toujours en tête (38,3 %) devant le Danemark (35 %), le Royaume-Uni (29,2 %), la R.F.A. (26,3 %), la Belgique (24,9 %) et l'Irlande (24,8 %).

● POUR LES COUPLES MARIÉS AVEC DEUX ENFANTS, la France est le pays où la ponction est la plus faible (9,5 %), l'écart étant très grand avec le Danemark (33,6 %) et les Pays-Bas (32,2 %) puisque dans ces deux pays la charge est quatre fois plus élevée — en pourcentage — que chez nous ! On trouve ensuite par ordre décroissant : la R.F.A. 25,2 %;

nomiques. Il s'agit donc d'une source d'information d'une importance fondamentale dans le cadre du débat actuel sur l'économie de la santé, que la visite du président de la République aux entretiens de Bichat est venue relancer.

Dr J.-F. LACRONIQUE.  
\* Les dépenses publiques de santé. Étude n° 4 de l'O.C.D.E. sur l'affectation des ressources. 150 pages, 40 F.

## IMMIGRATION

### Quatre millions d'intrus

### IMMIGRATION

## Quatre millions d'intrus

par ROBERT LION (\*)

On compte désormais en France quatre millions d'intrus. C'est ainsi que l'on risque d'entendre les propos de M. Stoléru. Une seule politique prévaut désormais : le retour. On pousse les étrangers dehors, moyennant finances ; on leur interdit de faire venir leur famille. Sur les conditions de vie des immigrés, et sur leurs relations avec la communauté nationale, aucune mesure nouvelle n'est annoncée, aucune politique n'est proposée.

Ce discours tourne le dos à ce que nous avons entendu depuis 1970, et spécialement entre 1974 et 1976, du temps de M. Djoudj. Avec un certain courage, le gouvernement avait alors prêché la solidarité ; il avait exhorté les Français à tendre la main aux immigrés ; il avait mis en place quelques moyens significatifs. On peut contester la manière ; on ne peut nier qu'un effort ait été fait. Ce langage, conforté par l'attitude de nombreux élus locaux et des centrales syndicales, avait contribué à réduire les tensions raciales qui traversaient les ateliers et les écoles, les villes et les villages.

A l'inverse, par ses silences, par ce thème unique du départ, M. Stoléru déterre à nouveau une hache de guerre sociale.

Par exemple, dans le logement. On trouve dans les H.L.M. locales plus d'un million d'étrangers, sur quelque neuf millions de locataires. Ce volet de notre mission sociale est le plus difficile à mettre en œuvre. Il ne nous vaut guère de reconnaissance, et l'exige des efforts considérables, si l'on veut éviter que la cohabitation ne tourne à la tension, voire à l'antagonisme : une gestion sociale très attentive ; des dépenses accrues ; une assistance multiforme, au point que, sans en avoir les moyens, nous devons souvent sortir de notre rôle et suppléer les services sociaux.

Pour conduire cette action, il ne suffit pas qu'on nous donne de temps en temps de l'argent. Ni le gouvernement ni les préfets ne nous y invitent, comme ce fut le cas jusqu'en 1976. Il faut que s'instaure en France ce « climat d'accueil et de compréhension » dont parle Tahr

Ben Jelloun. Or si le gouvernement ne prend pas parti, un tel climat ne peut être créé. En se taisant, en laissant entendre que les immigrés sont fauteurs de chômage, en les invitant publiquement à piler bagage, il ruine des années d'efforts fragiles, qui tendaient à lutter contre le racisme ambiant.

Avec quelques autres, les H.L.M. essaieront malgré tout de poursuivre leur politique d'accueil. Mais les appels leur manquant, le climat se retournant, leur tâche deviendra de plus en plus difficile. Les égoïsmes sacrés vont relayer la haine, et ceux qui ne parlaient de « ces gens-là » que pour souhaiter leur départ vont triompher : « Pourquoi loger des familles désormais marquées du sceau de l'errance ? Pourquoi accueillir dans nos classes trop nombreuses ces enfants en transit ? Qu'ils campent donc en salle d'attente, ou sous les hangars du port, puisque demain, prime en poche, ils auront vidé les lieux... »

Comme ils sont démolisseurs, les silences de M. Stoléru ! Comme ils encouragent le racisme ! Quel écho désirable ils donnent à ces paroles, que nous avions cru entendre, où il était question d'une France terre d'accueil, d'une France fraternelle !

(\*) Membre du Conseil économique et social, délégué général de l'Union nationale des H.L.M.

### MOTOCYCLISME

#### HONDA AUX ÉTATS-UNIS

##### D'abord des motos...

(De notre correspondant.)

New-York. — Alors que les pressions protectionnistes contre les importations japonaises ne cessent de s'intensifier aux États-Unis, Honda Motor Co vient de faire connaître son intention de construire l'année prochaine une usine de montage dans l'Ohio — vraisemblablement à Marysville. Cette usine ne fabriquera dans un premier temps, que des bicyclettes et des motos (entre trois mille et cinq mille motos par an). Elle fonctionnera à partir de l'automne 1978 et emploiera environ quatre cents ouvriers. D'après les informations dont on dispose, Toyota Motor et Nissan Motor déclinent à l'heure actuelle, la possibilité de suivre l'exemple de Honda en s'installant aux États-Unis pour tourner les obstacles qui pourraient être dressés par le gouvernement américain contre les importations japonaises.

En juillet dernier, les pouvoirs publics avaient menacé de lancer une enquête pour savoir si le succès des motos nippones aux États-Unis ne s'expliquait pas par un dumping sur les prix. En 1976, le montant total des ventes de motos japonaises aux États-Unis a été de 380 millions de dollars. De tous les fabricants étrangers, Volkswagen est le seul qui construisent actuellement une usine aux États-Unis. Volvo, qui avait un projet du même type à Chesapeake (Virginie), y a finalement renoncé.

On estime, dans les milieux spécialisés, que Honda ne se lancera pas immédiatement dans la fabrication de voitures aux États-Unis — « pas pour deux ans », nous a dit un expert. À moyen terme, et surtout à l'opération semblerait menée par Volkswagen, Honda pourrait élargir éventuellement ses productions jusqu'à l'automobile.

LOUIS WIZNITZER.

## SUISSE

### VILLARS-SUR-OLLON

altitude 1.300 m

### A VENDRE

dans domaine privé avec environnement protégé

### APPARTEMENTS DE LUXE

dans CHALET TIPIQUES de 5 à 10 appart. seulement VUE PANORAMIQUE

Crédit 70 % sur 20 ans intérêt 6 % Directement du constructeur

IMMOBILIER DE VILLARS SA Case postale 62 CH-1884 VILLARS-S.-OLLON Tél. 25/31039 et 32206

### REPUBLIQUE ALGERIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

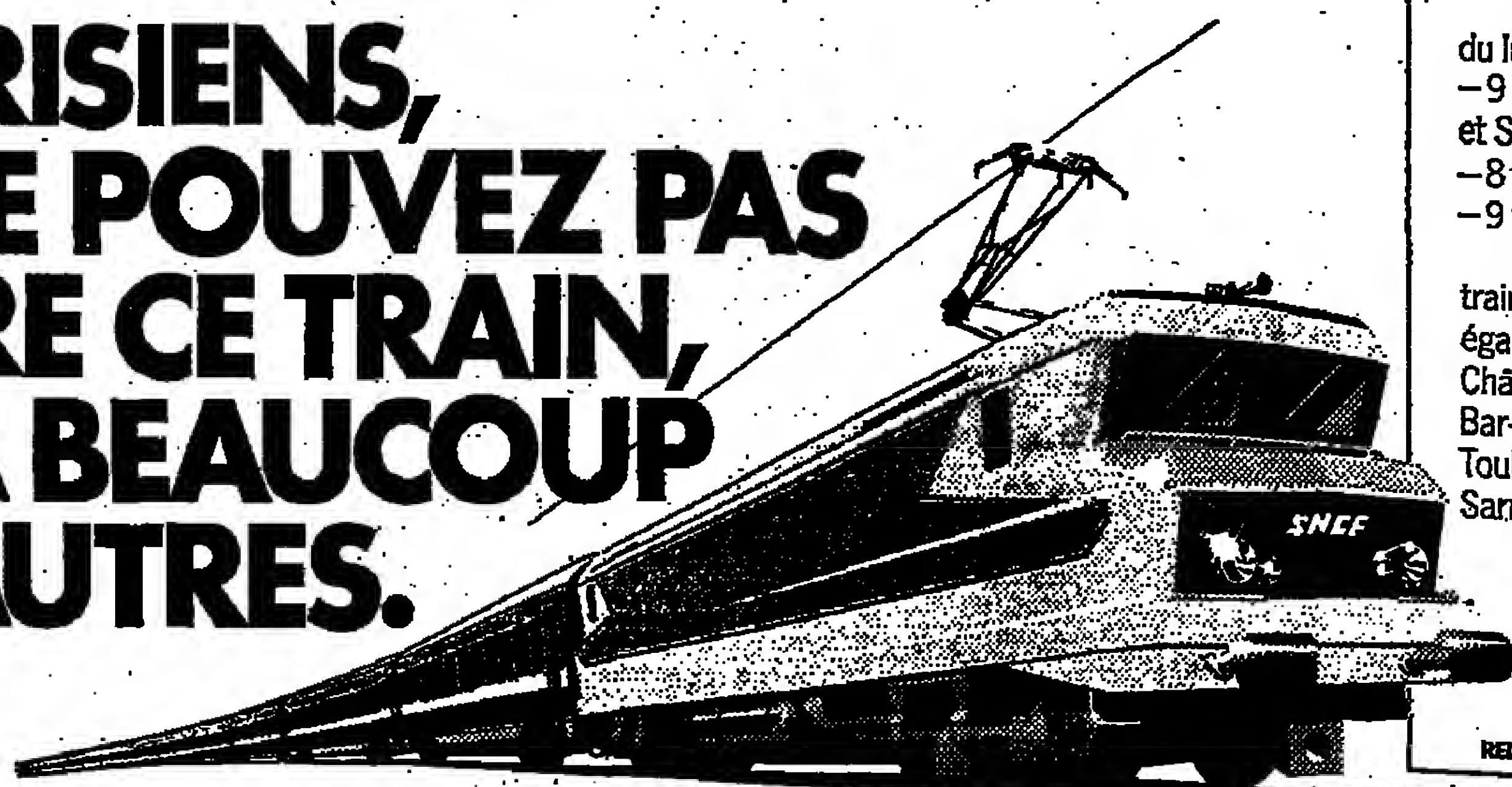
Ministère de l'Hydraulique, de la Mise en Valeur des Terres et de l'Environnement

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la réalisation des travaux d'équipement du Périmètre du Haut-Chéliff d'une superficie de 18 000 ha, répartis en 7 lots :

- RIVE DROITE :**
- Lot n° 1 - Génie Civil.
  - Lot n° 2 - Equipement hydromécanique et électrique : 5 stations de pompage 3 x 1200 KVA et 2 x 2500 KVA.
  - Lot n° 3 - Canalisations principales - Longueur : 82 700 m.
  - Lot n° 4 - Canalisations de transit - Longueur : 91 000 m.
  - Lot n° 5 - Canalisations de distribution - Longueur : 274 000 m.
- RIVE GAUCHE :**
- Lot n° 6 - Canalisations de transit - Longueur : 81 300 m.
  - Lot n° 7 - Canalisations de distribution - Longueur : 165 175 m.
- Les Entreprises intéressées peuvent consulter ou retirer les cahiers des charges à la Subdivision de l'Hydraulique, de la Mise en Valeur des Terres et de l'Environnement de KHEMIS-MILIANA (Wilaya d'EL-ASNAÏ).
- La date limite de remise des offres est fixée au 15 décembre 1977. Les offres, accompagnées de pièces réglementaires, doivent être adressées au Ministère de l'Hydraulique, de la Mise en Valeur des Terres et de l'Environnement, Ex-Grand-Séminaire KOUBA (ALGER). Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours.

PARISIENS,  
SI VOUS NE POUVEZ PAS  
PRENDRE CE TRAIN,  
IL Y EN A BEAUCOUP  
D'AUTRES.



Chaque jour,  
du lundi au vendredi :  
— 9 trains vers Nancy  
et Strasbourg,  
— 8 trains vers Metz,  
— 9 trains vers Reims.  
Certains de ces  
trains desservent  
également Epemay,  
Châlons-sur-Marne,  
Bar-le-Duc, Commercy,  
Toul, Lunéville et  
Sarrebourg.

SNCF  
REDECOUVREZ LE TRAIN.



# ÉCONOMIE - SOCIAL

## LA CRISE DANS L'INDUSTRIE TEXTILE

### Fibres synthétiques : Bruxelles prône une réduction ordonnée des capacités de production

De notre correspondant

Bruxelles. — Une réunion de travail a lieu, mardi 4 octobre, à Bruxelles, entre les services de la Commission et des représentants des principales entreprises de fibres synthétiques de la C.E.E. Elle a été précédée, courant septembre, par une rencontre entre M. Davignon, le commissaire chargé des affaires industrielles, et les principaux patrons du secteur. Le 6 octobre, des représentants des syndicats seront reçus à leur tour à Bruxelles. L'idée de la Commission est de promouvoir un plan anti-crise axé sur une réduction et un réajustement des capacités de production et appliqué, sous son contrôle, mais de façon volontaire, par les entreprises. Un tel programme ne pourrait, au mieux, prendre forme avant le début de 1978.

Les menaces qui pèsent sur Montefiore ont mis en relief les difficultés de ce secteur industriel où les entreprises ont survécu. Les usines tournent aujourd'hui à 70 % de leur capacité de production et plus de vingt mille emplois ont été supprimés entre 1974 et 1976. En juillet dernier, la Commission a adressé une lettre aux gouvernements membres de l'Union européenne leur enjoignant de ne plus accorder d'aide de nature à entraîner une augmentation de la capacité de production. Cette interdiction visait également les aides de caractère général (accrédités pour des raisons économiques ou sociales sans spécification de secteur) et régionales. A Bruxelles, on pense maintenant qu'il faut aller plus loin, et réduire la production de manière ordonnée afin d'éviter des faillites en chaîne.

La réduction des capacités de production, M. Davignon ne l'a pas dissimulé aux patrons, devra être supportée par les entreprises. Tout au plus la Commission peut-elle espérer affecter une fraction des crédits du fonds régional ou du fonds social aux opérations de restructuration et à la création d'emplois alternatifs. Mais la crise étant générale, ces fonds seront très sollicités. La part réservée à l'industrie de fibres synthétiques ne pourra donc être que modeste.

PHILIPPE LEMAITRE.

## louez une voiture

7 jours et 300 km

pour 350 F ttc \*

(\* Prix d'une R5 ou Fiat 127 (autres modèles disponibles)

autorent 555-53-49

11, rue Casimir-Périer, Paris-7<sup>e</sup>

## L'OCDE

annonce la parution d'une publication importante dans la série «Études sur l'affectation des ressources»

### DÉPENSES PUBLIQUES DE SANTÉ

Les dépenses publiques, dans la zone OCDE, ont connu, depuis 1960, un rythme d'augmentation qui a été 25% plus rapide que celui du PNB. 60% de cet accroissement sont dus à l'éducation, à la garantie de ressources et à la santé — plus de 20% pour ce seul dernier poste. Devant la résistance des contribuables et les nombreuses autres exigences vis-à-vis des ressources disponibles, les gouvernements en viennent de plus en plus à se demander s'il est souhaitable d'accroître davantage le poids du secteur public. L'OCDE analyse ici les principaux types de dépenses publiques en termes macro-économiques, évaluant les tendances futures probables et passant les responsabilités globales sur l'économie, la société et le bien-être de l'individu. C'est la première fois que les dépenses de santé ont été documentées sur une base comparable au niveau international et qu'ont pu être analysés les facteurs qui ont contribué à leur augmentation. (Septembre 1977, 154 p., F40)

Également disponibles dans la même série :

DÉPENSES PUBLIQUES D'ENSEIGNEMENT (Juin 1976, 108 p., F26)

DÉPENSES PUBLIQUES AFFECTÉES AUX PROGRAMMES DE GARANTIE DES RESSOURCES (Juillet 1976, 128 p., F36)

CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE L'OCDE : gratuit sur demande

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (Dépt. LM)

2 rue André-Pascal 75775 PARIS CEDEX 16

### Groupe Boussac : neuf cents salariés vosgiens seront reclassés

De notre correspondant

Epinal. — M. Lermignier, directeur général des usines vosgiennes du Comptoir de l'industrie textile de France (C.I.T.F.), maison mère du groupe Boussac, a présenté, lundi 3 octobre, au comité central d'entreprise des F.T.N. (Filières et Tissages de Nomeny), le plan de reconversion « de cette société. L'autre société du groupe Boussac dans les Vosges (Société Industrielle de Senones) ne serait pas concernée par ce plan. Près de neuf cents salariés seront reclassés « au cours des prochains mois » dans deux usines de confection employant cent cinquante femmes (à Saint-Laurent et à Vinéy) et chez Woco, firme allemande spécialisée dans la fabrication des pièces en caoutchouc, qui s'implantera dans les locaux de l'usine des Grands-Sablon d'Epinal. Au total, trois usines et tissages de la vallée de la Moyenne-Meuse seront reconvertis (Vinéy, Saint-Laurent et Grands-Sablon à Epinal). Les syndicats rejettent ce plan, « les reconversions n'étant, selon eux, que des licenciements déguisés ».

Le plan de reconversion annoncé concerne quatre usines : 1. A la Filature des Grands-Sablon, les femmes de moins de quarante-cinq ans (cinquante-six sur quatre-vingt-sept) suivront à compter du 24 octobre et jusqu'à la mi-décembre, le plan de formation habillément-confection. Celles qui réuseront seront embauchées à l'usine de confection de Saint-Laurent. Une vingtaine de femmes de plus de quarante-cinq ans seront réembauchées par Woco.

Les hommes (soixante), dès la fin octobre, commenceront les stages de reconversion dans la branche caoutchouc, Woco devant produire ses premières pièces au début de février 1978.

2. A l'usine de Saint-Laurent, l'échantillonnage sera transféré à Nomeny et les tissages fermés, à terme. Les locaux seront loués dès le début de l'année de 1978 à une usine de confection, employant cent cinquante femmes, et sans doute, « quelques mois plus tard », une fabrique de boutons.

3. Aux tissages de Thion-les-Vosges et de Nomeny, les métiers anciens, conduits par respectivement cent deux et quatre-vingt ouvriers, seront arrêtés. Les femmes iront à l'usine de confection de Saint-Laurent ou à celle de Vinéy. Les hommes seront mutés dans d'autres unités du groupe. La possibilité sera donnée à quelques-uns d'aller travailler chez Woco, dont le plan de développement prévoit la création de trois cents postes de travail en trois ans. La direction de Boussac envisageait aussi la création d'une usine de tissage à Nomeny, une centaine de métiers ultra-modernes.

### Une réunion houleuse

La filature de Vinéy est condamnée. Au début de 1978, seule la confection fonctionnera avec quelques métiers anciens. Deux cent soixante-dix hommes attendront, selon des modalités à préciser, l'implantation d'une unité industrielle. Des contacts seront eus avec Boussac et une usine de mécanique. La réunion du comité central d'entreprise F.T.N., qui s'est déroulée comme d'ordinaire à la

## AFFAIRES

### LA FIN DES «PAPETERIES DE BRETAGNE»

De notre correspondant

Rennes. — C'est à la fois d'une erreur de diagnostic et de traitement que la société Les Papeteries de Bretagne est victime. Quant à l'entreprise de négociation, elle doit quelque 600 000 F. aux Papeteries de Bretagne. Non seulement les 2 millions de francs promis n'ont pas été versés, mais encore le P.D.G. nommé en juillet 1977 a démissionné deux mois plus tard, précédant de quelques jours M. Bernard Gossel, qui exerçait ses fonctions d'administrateur.

Le 21 septembre, le tribunal de commerce de Rennes a nommé un administrateur provisoire qui, annoncé le 30 septembre au comité d'entreprise, son intention de déposer le bilan. Réuni lundi 3 octobre en assemblée générale à l'initiative des syndicats C.F.D.T., C.G.C., le personnel a décidé d'occuper les locaux à compter de mardi matin 4 octobre.

YANN ENJEU.

La cartonnerie, partiellement détruite par un incendie au mois d'avril et où une soixantaine de

Les salariés agricoles C.F.D.T. demandent la création d'un conseil supérieur des salariés de l'agriculture, composé pour moitié de représentants des salariés des employeurs et pour le reste de représentants de l'administration. Ce conseil, créé pour cinq ans, serait chargé d'évaluer la situation des salariés agricoles et de débiter des mesures à prendre en leur faveur de façon à harmoniser leur statut avec celui des salariés des autres secteurs. La Fédération de l'Agriculture C.F.D.T. demande notamment la création d'un régime social unique fondé sur l'application des régimes de base à la gestion par régimes de base la gestion par les salariés de leur protection et l'application des régimes sociaux particuliers.

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### Cinquième semaine de grève aux chantiers navals Dubigeon - Normandie

Incidents entre grévistes et non-grévistes

De notre correspondant

Nantes. — Imposée dans le conflit Dubigeon-Normandie à Nantes. Cette grève de construction navale (plus mille cinq cents salariés) est entrée dans sa cinquième semaine de grève générale. Le conflit a débuté sur un problème d'appareillage, une réforme du pontage du barge de travail annoncée depuis deux ans par la direction et mise immédiatement en application à cette grève de vacances. Cette affaire « pendule », en réalité, a servi de détonateur dans une entreprise jugée de plein foyot par la crise de la construction navale et dont le conseil de commandes est en mesure d'assurer du travail juste pour un an à ses clients.

Depuis comme une véritable provocation par le personnel déjà très inquiet quant à l'avenir de la construction navale à Nantes, l'affaire des « pendules » devait déclencher une grève générale.

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. demandaient une négociation globale et organisaient des piquets de grève aux portes de l'entreprise. La direction affirmait déjà qu'il n'y avait rien à négocier et que, de toute façon, il était exclu d'envisager même une discussion tant que le livre social ne serait pas rendu aux usages du chantier. D'accusation de « politisation » à l'accusation de « provocation », le ton s'est durci depuis quelques semaines et, malgré les démarches nombreuses auprès des pouvoirs publics, on en est toujours au même point.

Le maire de Nantes, M. Chenard, socialiste, après avoir offert ses services officiels, s'est franchement rangé aux côtés des travailleurs et rejette la responsabilité de la situation, sur la direction la responsabilité de la prolongation du conflit en raison de son intransigeance. Il a d'ailleurs condamné sans ambages l'action d'un comité de « non-grévistes » qui était donné pour gréviste de ras-

JEAN-CLAUDE MURGALÉ.

## A MARSEILLE

### Les dirigeants régionaux de la C.F.D.T. mettent en cause M. Beullac

De notre correspondant régional

Marseille. — L'union régionale Provence-Côte-d'Azur de la C.F.D.T. vient de dénoncer, au cours d'une conférence de presse, la reconversion de la politique électorale [du pouvoir et du mandat] à l'égard des chômeurs. Les responsables syndicaux ont notamment produit des lettres de M. Christian Beullac tendant à prouver que le ministre du travail « était pris, au mois de plus, en flagrant délit de mensonge ». Le 18 mai, en effet, M. Beullac avait répondu à M. Gaston Defferre, député socialiste et maire de Marseille, au sujet de radiations du bénéfice de l'aide publique de travailleurs

des chantiers du métro, licenciés pour cause économique, qu'il avait « immédiatement prié ses services de procéder à une étude approfondie de cette affaire ».

Or, un mois avant cette réponse, M. Beullac avait pris connaissance d'une enquête faite par ses services, selon laquelle la majorité des trois cents travailleurs du métro avaient refusé les reclassements proposés, notamment à Dijon, avait écrit au directeur régional de la mathématique de cette affaire. « Que les motifs ou arguments invoqués, n'est pas conforme à la législation ni acceptable en bon sens, que des salariés chômeurs ou sans activité ou en foyer, refusent les reclassements qui leur sont proposés à Dijon. Venu de loin travailler sur des chantiers temporaires, ils ne peuvent prétendre à un droit au travail sur place, d'autant qu'ils pourraient bénéficier des aides financières à la mobilité ».

M. Beullac ajoutait : « Je prends la décision d'un examen nouveau et immédiat des dossiers des cent soixante-trois personnes qui ont refusé les emplois offerts, s'agit d'appliquer la réglementation et de prononcer — sans délai — la radiation du bénéfice de l'aide publique des personnes qui ont sous obligation impérieuse de résidence à Marseille — auraient indûment refusé les offres de reclassement qui leur ont été proposées ».

Selon la C.F.D.T., ce sont en fait plus de deux cent cinquante radiations qui auraient été prononcées. — G. F.

### M. PIERRE ORDONNEAU PRÉSIDENT LA NOUVELLE COMMISSION DE LA CONCURRENCE

M. Pierre Ordonneau, conseiller d'Etat, sera très probablement nommé président de la nouvelle commission de la concurrence. Cette commission, qui doit être prochainement mise en place, est prévue par la loi relative au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de positions dominantes, votée en juillet 1977. Elle va remplacer l'ancienne commission technique des ententes et des positions dominantes, qui avait été créée il y a une vingtaine d'années, et qui était présidée depuis 1971 par M. Claude Lasfry, conseiller d'Etat.

## IMMIGRATION

### Quatre millions d'intégrés

On estime que quatre millions d'intégrés...

On estime que quatre millions d'intégrés...

On estime que quatre millions d'intégrés...

On estime que quatre millions d'intégrés...

On estime que quatre millions d'intégrés...

On estime que quatre millions d'intégrés...

On estime que quatre millions d'intégrés...

On estime que quatre millions d'intégrés...

On estime que quatre millions d'intégrés...

On estime que quatre millions d'intégrés...

On estime que quatre millions d'intégrés...

On estime que quatre millions d'intégrés...

On estime que quatre millions d'intégrés...

On estime que quatre millions d'intégrés...

On estime que quatre millions d'intégrés...



## ÉCONOMIE - SOCIAL

L'affaire des H.L.M.  
de la région parisienneLA COMMISSION DE DISCIPLINE  
A LONGUEMENT EXAMINÉ  
LE CAS DE M. GIRARD

La commission de discipline de l'Office de la H.L.M. Interdépartementale de la région parisienne, qui devait examiner le cas de M. André Girard, chef du service entretien-chauffage (le Monde du 4 octobre), a terminé ses travaux ce mardi 4 octobre après neuf heures d'un véritable débat. Il reste maintenant à son président, M. Claude Ratier, directeur général, le soin de transmettre à l'administrateur provisoire, M. François, l'avis de cette commission.

Pour le formuler, celle-ci ne s'est pas contentée du dossier dont elle dispose. Elle a aussi entendu plusieurs témoins, dont il a déjà été beaucoup parlé depuis la décision interministérielle du 16 septembre, de suspendre le conseil d'administration de l'Office et de charger la Cour des comptes d'une enquête. Ont ainsi été entendus notamment, MM. Michel Halard, ancien sous-directeur, Gabai, collaborateur de M. Girard, et Richard Mulet, l'entrepreneur qui bénéficie du « marché Gyronne » lequel aurait confirmé en version : l'affaire fut obtenue après qu'il ait consenti à rendre un « service politique » et rencontré à Nice, à l'invitation de M. Girard, un autre entrepreneur, M. Antoine Brocard, cousin de M. Tomasini.

Quant à M. Girard, s'il a admis la possibilité de certaines fautes ou erreurs techniques, il assure toujours n'avoir pas été mêlé à cette « négociation » de l'événement de marché dans l'affaire Gyronne.

M. André François étudiera très prochainement les cas Girard.

M. GRIOTTERAY : rattachement  
de l'Office à la région ou  
municipalisation.

Lors de sa réunion du 27 septembre, la commission spécialisée du conseil régional d'Ile-de-France a examiné le dossier relatif aux investissements de l'Office public d'H.L.M. interdépartementale de la région parisienne. M. Alain Griotteray (R.), rapporteur général du budget de la région, précise, dans un communiqué, qu'il a « demandé à ses collègues de se limiter à donner acte au président de la commission d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation des principaux offices de la région, dont les difficultés étaient déjà connues. En particulier l'ancien Office d'H.L.M. de la Seine, qui est devenu l'Office H.L.M. interdépartementale de la région parisienne.

« Au-delà des anomalies de gestion, le problème de structure de l'Office est posé. S'il doit survivre, il doit être rattaché au conseil régional, s'il doit disparaître, la meilleure solution aux yeux du rapporteur général du budget est la municipalisation, la gestion communale étant la mieux à même de connaître les besoins des habitants. »

## PRESSE

M. BRUNO MONNIER  
QUITTE LE GROUPE EXPRESS

M. Bruno Monnier, directeur général de l'Express, a décidé de rompre avec le groupe. Selon le communiqué publié lundi soir par la direction du groupe, il est précisé que, depuis la prise de participation, en mars dernier, du groupe Goldsmith (Généraliste occidentale), M. Monnier « a passé en revue les responsabilités de la Générale occidentale les projets d'aménagement de la gestion au niveau de la direction générale du groupe Express. Les responsables de la Générale occidentale ont constaté que ces projets modifiaient de façon importante les responsabilités de M. Bruno Monnier, et les deux parties, d'un commun accord, et dans un esprit de compréhension réciproque, ont décidé de se séparer ».

Rappelons que M. Bruno Monnier était à l'Express depuis 1960 et qu'il occupait, d'autre part, le poste de président-directeur général de Didot-Bottin, société filiale du groupe Express.

● PRECISION. — M. Raymond Bourguin (C.N.I.P.), conseiller municipal et nouveau sénateur de Paris, nous précise qu'à ce jour il n'est plus président-directeur général de l'Agence économique et financière, poste qu'occupe M. Eugène-Vincent Barbe.

Les États-Unis envisagent d'instituer  
sur certains aciers japonais  
des taxes anti-dumping

Le Trésor des États-Unis a annoncé lundi que des taxes anti-dumping pourraient être instituées sur certains aciers japonais. Saines d'une plainte par un petit sidérurgiste national, les autorités fédérales ont estimé, après enquête, que cinq producteurs japonais (Nippon Steel, Wippon, Kokan, Sumitomo Metal, Kawasaki Steel et Kobe Steel) vendaient sur le marché américain des tôles fortes au carbone à des prix « de dumping » (32 % au-dessous de leur coût de fabrication). En conséquence, elles envisagent de faire payer à ces cinq producteurs un droit de douane s'ajoutant à celui de 7,5 % déjà existant, pour compenser cette « différence » de 32 %.

L'estimation du Trésor devra néanmoins être confirmée par ses experts sous quatre-vingt-dix jours ; le dossier sera ensuite transmis à la Commission fédérale du commerce international, qui devra déterminer si le « dumping » nuit sérieusement à l'industrie américaine. Dans

## A L'ÉTRANGER

Le gouvernement espagnol prépare  
un nouveau plan d'austérité  
malgré l'« indiscipline sociale »

De notre correspondant

Madrid. — Augmentation du chômage, stagnation des investissements, réduction de la consommation, baisse de l'inflation et du déficit dans les échanges avec l'étranger, telles sont les prévisions pour l'an prochain des milieux officiels madrilènes. Accusés par l'opposition de ne pas affronter avec assez d'énergie la crise économique, le gouvernement Suarez a décidé de présenter prochainement aux Cortes le plan d'austérité dont il avait exposé les grandes lignes en juillet. Le plan sera sévère. Encore faudra-t-il qu'il soit appliqué.

Pour réduire la hausse des prix (30 % prévus en 1977), l'équipe économique gouvernementale estime nécessaire de donner un coup de frein aux salaires. Mais elle n'a pas réussi à conclure un accord sur ce point avec les syndicats. La formule anglaise, d'estimer l'entente avec les centrales, est révisée impossible, dit-on au gouvernement. La formule allemande, celle du compromis historique, l'est aussi : les principales formations politiques ne sont pas décidées à pactiser ensemble. Reste la formule française, qui consiste à imposer au pays les sacrifices indispensables. Notre objectif est de faire en sorte que l'épargne consommée mène et exporte davantage. Et d'arriver en deux ans à un taux d'inflation proche de 12 %.

Mais comment traiter les salaires ? Sur ce point, la réponse du gouvernement n'est pas très assurée. Les responsables de l'économie veulent réduire la hausse des salaires à 20 % l'an, et ils affirment que la différence sera peu à peu compensée l'an prochain par la dévaluation des prix. Mais le plafonnement envisagé, si on se réfère au secteur public, ne sera qu'un début. Autant dire que le gouvernement s'en remet à la bonne volonté des partenaires sociaux, après avoir reconnu l'impossibilité d'un compromis.

Dépenses publiques  
ou pressions fiscales

L'autre volet du plan d'austérité est la diminution des dépenses publiques et une augmentation de la pression fiscale. Le ministre des Finances, M. Fernandez Ordóñez, a envoyé aux Cortes un premier train de mesures visant à réprimer la fraude fiscale. Il a décidé, pour y parvenir, de supprimer la seconde banquette. Un deuxième « paquet » de mesures sera soumis au Parlement, en vue d'établir un impôt sur la fortune ainsi qu'une surtaxe sur les hauts revenus. A ce propos, les collaborateurs de M. Suarez ne cachent pas qu'ils se sont heurtés à de vives résistances patronales, qu'ils estiment avoir vaincues. Une partie de la banque et de l'industrie semble d'ailleurs acquiescer à une réforme de la fiscalité, destinée à doter l'Etat de moyens d'action mieux adaptés au bon fonctionnement

accordé des subventions aux entreprises pour les inciter à convertir leur personnel excédentaire et à embaucher des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Il craint, en effet, une nouvelle recrudescence du chômage au début de l'année prochaine. — (A.F.P.)

## UNION SOVIÉTIQUE

● Les achats de blé au Canada atteindront l'an prochain 1,8 million de tonnes, annonce la commission canadienne du blé. L'expédition de cette commande commencera en août prochain. En 1977, l'U.R.S.S. a acheté jusqu'à présent 3,5 millions de tonnes de blé au Canada. — (A.F.P.)

## SUEDE

● Lutte contre le chômage. — Le gouvernement suédois a présenté le 3 octobre un programme évalué à 2 milliards de couronnes (2 milliards de francs suédois) pour lutter contre le chômage jusqu'au printemps 1978. Face à la crise économique persistante et à la progression du sous-emploi (quatre-vingt-dix mille chômeurs sont officiellement recensés, soit 3,1 % de la population active), le gouvernement passe des commandes publiques anticipées et

AVIS FINANCIERS  
DES SOCIÉTÉS

## SOCIÉTÉ ROCHEFORTAISE

La majorité du capital de la Société Rochefortaise, jusqu'alors détenue par la Société Singer, vient d'être acquise par la Société Rochefortaise, dirigée par M. Pierre Charles Maurel. Singer garde un intérêt minoritaire dans la Société Rochefortaise. M. Jacques D. mon, précédemment président-directeur de Rochefort-Simat, se sera vu fonctions à la suite de la prise de contrôle par la Société Rochefortaise. La Société Rochefortaise a déjà des participations dans affaires de meubles, situées dans Sud-Ouest, dont les fabrications sont complémentaires de celles de Rochefort-Simat et de la Société Rochefortaise. M. Charles Maurel, qui a acquis la Société Rochefortaise, se propose de développer et d'élargir la position de la France dans le secteur du meuble face à une concurrence étrangère particulièrement active.

## SAINRAP ET BRICE

Pour les six premiers mois de l'exercice 1977, le chiffre d'affaires consolidé est de 733 millions de francs (+ 66 %), le cash flow a de 45 millions (+ 58 %) et le bénéfice de 123 millions de francs (+ 45 %). A données comparables, les résultats s'élevaient respectivement à 609 millions (+ 37 %), 45 millions (+ 58 %) et 103 millions (+ 73 %). Certaines nouvelles activités ont été créées notamment en France présent en effet : les résultats, compte tenu des difficultés conjoncturelles du secteur.

Pour cette raison, les perspectives pour l'exercice 1977 restent, sur les bases d'usage, voisines de celles déjà annoncées : chiffre d'affaires hors taxes voisin de 1,45 milliard (+ 58 %), bénéfices de l'ordre de 27 millions (+ 25 %).

En France, les travaux de génie civil de la centrale nucléaire de Paluel ont démarré dans une phase active, ainsi que la gare souterraine S.N.C.F.-R.F.S. Paris-Nord. A l'étranger, d'importants contrats dans différents pays du monde sont en phase finale de négociation, notamment l'expansion de la ville de Sétif en Algérie.

## JAEGER

## BOURSE DE PARIS 3 OCTOBRE

Le chiffre d'affaires du premier semestre 1977 s'établit, hors taxes, à 350 000 000 F, en progression de 9 % par rapport au premier semestre 1976.

Les résultats dégageés ressortent à bénéfices, à 13 800 000 F, soit 9 700 000 F pour la période 1976-1977, étant précisé que ce chiffre ne tient pas compte de la plus-value déduite à fin juin 1977 par la vente de biens immobiliers de 14 100 000 F aux fonds d'amortissements, contre 11 000 000 F en 1976 et de 2 millions de F à la provision pour hausse de prix.

Il faut noter qu'à la suite de ces résultats le déficit de la société se trouve entièrement résorbé. Le bilan au 30 juin 1977 fait apparaître une diminution importante de l'endettement bancaire, ce qui qu'une diminution importante de la situation financière de la société, dont le bilan au 30 juin 1977, en l'absence des plus-values d'amortissements, montre aux fonds propres tels qu'apparaissent à ce bilan, un excédent d'une somme de 100 000 000 F, correspondant à une valeur de 125 F par action.

L'ensemble des filiales à l'étranger, à court, au cours des six premiers mois de l'année, ont fort développé leur activité, ce qui a entraîné une baisse importante de la situation financière de la société, dont le bilan au 30 juin 1977, en l'absence des plus-values d'amortissements, montre aux fonds propres tels qu'apparaissent à ce bilan, un excédent d'une somme de 100 000 000 F, correspondant à une valeur de 125 F par action.

Les revenus du portefeuille se sont élevés pour le premier semestre 1977 à 11,4 millions de francs, au lieu de 9,3 millions de francs pour le premier semestre 1976.

COMPAGNIE  
GÉNÉRALE  
D'ÉLECTRICITÉ

Le résultat avant amortissements, provisions et impôt du premier semestre 1977 s'élève, ce qui concerne les opérations courantes, à 153,2 millions de francs, au lieu de 114,5 millions de francs, non compris les plus-values à long terme s'élevant à 0,5 million de francs.

Les revenus du portefeuille se sont élevés pour le premier semestre 1977 à 11,4 millions de francs, au lieu de 9,3 millions de francs pour le premier semestre 1976.

Institut d'Administration  
des EntreprisesUniversité de Paris - Panthéon Sorbonne  
162, rue Saint-Charles, 75016 PARIS

● DIPLOME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES  
SPÉCIALISÉES (Dess. 3<sup>e</sup> cycle) :  
FONCTION PERSONNEL  
DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS :  
Samedi 15 octobre  
TEST D'ENTRÉE : Lundi 3 octobre  
TOUS RENSEIGNEMENTS : 578-31-16, poste 234 - 401

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE, DE LA MISE EN VALEUR  
DES TERRES ET DE L'ENVIRONNEMENT

## WILAYA DE TLEMCEM - PROGRAMME SPÉCIAL

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL  
ET INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres est lancé pour les travaux d'aménagement et d'équipement de l'Extension du Périmètre Irrigable de MAGHNAIA. Cet appel d'offres porte sur les lots suivants :  
Lot A : Construction du Barrage de SOUANI (15 Hm3).  
Lot B : Conduite maîtresse (20 km, diamètre 1250).  
Lot C : Station de pompage du Kef.  
Lot D : Réseau de collecte et de distribution.

Les Entreprises intéressées peuvent soumissionner pour un lot ou plusieurs. Les dossiers d'appel d'offres pourront être consultés ou retirés auprès de la Direction de l'Hydraulique, de la Mise en Valeur des Terres et de l'Environnement de la Wilaya de TLEMCEM, 49, boulevard Mohamed-V, TLEMCEM.

La date limite de remise des plis est fixée au 1<sup>er</sup> décembre 1977.

Les offres devront être présentées sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe extérieure devra porter la mention : « Soumission Extension du Périmètre de MAGHNAIA - A ne pas ouvrir ». Elles seront adressées à la Wilaya de TLEMCEM (Bureau des Marchés) TLEMCEM.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours.







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES
  - Le point de vue de Mustapha Nasroui : « Valeurs orientales, valeurs occidentales ».
  - LES GRILLES DU TEMPS : un entretien avec Roger Gaudry (1) : « Par où commencer ? ».
3. ETRANGER
  - Les nouvelles perspectives de règlement au Proche-Orient.
- 4-5. AFRIQUE
  - INDE : Mme Gandhi est remise en liberté sous caution.
6. DIPLOMATIE
- 7-8. AMERIQUES
9. EUROPE
- 10-13. POLITIQUE
  - LES DIFFICULTES ENTRE LES SOCIALISTES ET LES COMMUNISTES. Libres opinions : « Les renouveau de l'histoire », par René Victor Pillard ; « Théâtre d'ombres », par Pierre Marchandier. Tribune internationale : « La dimension pathologique du P.C.F. », par Fernand Claudin.
- 14-15. L'ENVIRONNEMENT
  - L'Assemblée nationale examine le projet de loi « informatique et libertés ».
16. JUSTICE
17. SPORTS
18. HISTOIRE
  - Les Mémoires du général Guillaume.
19. SOCIÉTÉ
20. UNESCO
- EDUCATION

**LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES**  
Pages 21 à 23

**L'ESPACE VINGT ANS APRES LE SPOUTNIK**  
— Parité scientifique et programme militaire.  
— De l'aventure à la routine.  
— Les vols humains.  
— D'ici à la fin du siècle.

**24. ACTUALITE MEDICALE**  
— Les Entretien de Bichet.

**25 à 28. ARTS ET SPECTACLES**  
— EXPOSITIONS : les deux vies de Peter Weiss.

**30-31. EQUIPEMENT**

**40 à 42. ECONOMIE-SOCIAL**  
— IMMIGRATION : « Quatre millions d'intrus » par Robert Lion.

**LIRE EGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (25)  
Annonces classées (22 à 28) : Aujourd'hui (25) ; Carrière (17) ; « Journal officiel » (25) ; Météorologie (25) ; Mots croisés (25) ; Bourso (43).

## 200 calculatrices imprimantes en discount Duriez

Toutes les marques, les meilleures, les plus durables, les moins chères : Canon, Sharp, Adler, Texas-Instruments, Olympia, Olivetti, Sharp, Hewlett-Packard, etc. Simples ou non, fixes ou portables, électroniques ou mécaniques, à partir de 499 F TTC.

Pour bureaux, assurances, banques, comptables, professions libérales, hôtels, commerçants, etc. Duriez vend en magasin et en direct sans représentant. Certaines machines sont surstockées, d'autres sont supérieures à leur réputation. Duriez vous dit la vérité sur toutes et rembourse dans huit jours si vous n'êtes pas satisfait. Quantités limitées, 132, boulevard Saint-Germain.

**COLIS FAMILIAUX**  
**HUILE D'OLIVE**  
VIERGE EXTRA « OLIVIO »  
Produit par les frères Trévis  
Garantie extraite par  
PREMIERE PRESION A FROID  
et clarifiée à simple  
distillation et filtrée  
France port à partir de 5 m.  
Dém. docum. grat. n° 9 à la  
SIA PROVINCIALE OLEICOLA  
13300 SALON-DE-PROVENCE

A B C D E F G

## EN UNION SOVIETIQUE

### Le Soviet suprême adopte la nouvelle Constitution

De notre correspondant

Moscou. — Le Soviet suprême, qui s'est réuni en session extraordinaire le mardi 4 octobre pour approuver le projet de nouvelle Constitution, a entendu un rapport de M. Leonid Brejnev, secrétaire général du P.C. soviétique, président du présidium du Soviet suprême et président de la Commission constitutionnelle. Ce rapport avait été « entièrement approuvé » la veille par un plénum du comité central.

La session du Soviet suprême devait durer quatre jours, ce qui est une durée exceptionnelle, les sessions ne dépassant pas en général quarante-huit heures. Après le discours de M. Brejnev les commissions devaient se réunir pour examiner les « compléments, précisions et amendements » apportés au texte initial de la loi fondamentale à la suite de

la « discussion par le peuple tout entier ».

Le plénum du comité central du P.C. soviétique, qui n'a été qu'une demi-journée, a été entièrement consacré aux problèmes liés à la nouvelle Constitution. Il a réexaminé les questions de délimitation d'ordre personnel, notamment en éliminant M.M. Tcherenchenko et Kouznetsov, membres suppléants du bureau politique, de la veille des fêtes du cinquantième anniversaire de la révolution d'octobre, la direction soviétique se devait de donner une image de stabilité et de permanence. M. Podgorny, chassé du bureau politique en mai dernier,

n'a pas été remplacé mais la nomination de places dans l'instance dirigeante du P.C. n'étant pas fixée, on ne saurait dire que sa place reste vacante. Les deux promus viennent s'ajouter aux six autres membres suppléants du bureau politique sans qu'aucun départ soit enregistré.

La question que se posent tous les observateurs à l'occasion de la session du Soviet suprême est de savoir si la promotion de M.M. Tcherenchenko et Kouznetsov est liée à l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution qui prévoit la création d'un poste de premier vice-président du présidium du Soviet suprême. Ce premier vice-président sera, au niveau de l'Etat, l'adjoint direct de M. Brejnev.

A l'ordinaire, dans le plus grand secret, chacun s'attache à interpréter les « signes ». Le nom de M. Tcherenchenko était souvent cité depuis plusieurs semaines, comme celui d'un candidat possible. Dans ces conditions, son élection au bureau politique pourrait apparaître comme une confirmation de ces bruits. C'est un proche du secrétaire général, qui est encore relativement jeune (il a soixante-deux ans), et qui est un spécialiste des problèmes de l'organisation et du droit de l'Etat.

Le retour de M. Kouznetsov — il a déjà été membre à part entière du bureau politique d'octobre 1967 à mai 1968 — est plus surprenant. On voit mal un homme de soixante-seize ans occuper un poste qui ne sera pas seulement honorifique, et dont les obligations protocolaires seront assez lourdes. Mais il s'agit précisément d'un décalage. L'honneur fait à M. Tcherenchenko, lui aussi un proche du secrétaire général, qui vient d'être réélu, sans qu'un anniversaire le justifie, sa deuxième médaille d'or de héros du travail socialiste pour ses qualités « politiques et organisationnelles », attire également l'attention.

Mais il est possible aussi qu'un de ces trois personnages ne devienne le premier vice-président du présidium du Soviet suprême, ce qui est une véritable candidature de M. Gromyko, ministre des affaires étrangères, — et que leur promotion soit la distinction ne soit que le prélude à une redistribution plus ou moins des postes au sein de la direction du parti et du gouvernement.

DANIEL VERNET.

M. Tcherenchenko fait toute sa carrière à l'ombre de M. Brejnev. Né en 1911, il était chef du département d'organisation et de propagande au C.C. du P.C. soviétique. M. Brejnev en était le premier secrétaire en 1961, il occupa à Moscou et à Leningrad, puis à Moscou, le poste de premier vice-président du comité central. En 1966, il fut nommé au comité central. Il y a dix-huit mois, M. Brejnev a été élu premier secrétaire du P.C. soviétique. M. Tcherenchenko a été nommé à la tête du département d'organisation et de propagande au C.C. du P.C. soviétique. En 1966, il fut nommé au comité central. Il y a dix-huit mois, M. Brejnev a été élu premier secrétaire du P.C. soviétique. M. Tcherenchenko a été nommé à la tête du département d'organisation et de propagande au C.C. du P.C. soviétique.

### MORT DU COMPOSITEUR ALEXANDRE TCHEREPNINE

Le compositeur américain d'origine russe Alexandre Tcherepnine, qui avait été l'élève de Rimski-Korsakov, est décédé le 20 septembre à Paris (voir nos dernières éditions datées 4 octobre). Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

[Né à Saint-Petersbourg, fils du compositeur Mikhaïl Tcherepnine, qui avait été l'élève de Rimski-Korsakov, Alexandre Tcherepnine a mené parallèlement des activités de compositeur et une carrière de pianiste. Il était né en France depuis 1921 et avait appartenu, entre les deux guerres, à l'école dite « de Paris ». Auteur d'opéras, de ballets, d'ouvrages symphoniques et concertos, de pièces pour piano plus de cent opus au total, Alexandre Tcherepnine était considéré essentiellement comme un compositeur de musique contemporaine. Ses œuvres, particulièrement ses symphonies, ont été jouées en France, en Russie et particulièrement en Allemagne. Ses deux fils, Serge et Ivan, sont également compositeurs.]

## A l'Assemblée nationale

### M. OLLIVRO EST ELU PRESIDENT DU GROUPE REFORMATEUR

M. Edouard Ollivro, député des Côtes-du-Nord, a été élu à l'unanimité, mardi 4 octobre, président du groupe réformateur de l'Assemblée nationale, en remplacement de M. Max Lejeune, élu sénateur le 25 septembre.

Dès le 27 février 1961 à Lannion, d'agréable, M. Ollivro est professeur d'histoire. Conseiller municipal de Guingamp, en 1958, il devient maire en 1961 et conserve cette fonction jusqu'à mars 1977, date à laquelle sa liste a été battue. Il siège au sein de la minorité du conseil municipal.

Six députés depuis 1967, il a été vice-président du C.R.I.S. (Centre d'études et de liaison des intérêts bretons) de 1969 à 1976. Il est également l'auteur du roman « Etien, fils de son père », qui a été adapté en feuilleton pour la télévision.

## REPRISE « TECHNIQUE » DU DOLLAR

Une reprise « technique » du cours du dollar a été enregistrée, mardi 4 octobre, sur les marchés des changes, après la lourde chute du début de la semaine. La monnaie américaine est remontée à Francfort de 2,2875 DM à 2,2950 DM ; à Paris, de 4,8375 F à 4,8750 F ; à Zurich, de 2,33 francs suisses à 2,370 francs suisses, et, à Tokyo, de 260 yens à 261,50 yens.

Ce léger raffermissement, pour les cambistes, a des causes purement techniques : rachats de vendeurs et interventions des banques centrales au cours de la journée de lundi, essentiellement à Londres, où la Banque d'Angleterre a dû acquiescer à plusieurs centaines de millions de dollars pour freiner la hausse de la livre, stabilisée mardi à 1,765 dollar contre 1,745 dollar vendredi.

Le franc français s'est assez bien tenu, notamment vis-à-vis du franc suisse et du florin. Seul le deutschemark, très racheté spécialement, est monté à Paris au-dessus de 212 F.

## Classez 15 % moins cher chez Duriez

Pour travailler vite, bien, agréablement, efficacement, demandez Duriez. Il connaît tout, vous dit tout et propose 25 types de classements : grandes marques avec 15 % de remise : classeurs à chemises, classeurs à dossiers suspendus. Aussi chez Duriez : toutes fournitures bureau, papeterie, carbonnes, rubans, stylos, globes terrestres, lampes. Quantités limitées. Catalogue gratuit.

112, bd Saint-Germain. Tél. 633-20-43 (machines à calculer : 329-43-31).

**LATREILLE**  
LE SPECIALISTE DU TRES BEAU VETEMENT

**Costumes de Velours**  
Quinzaine spéciale du 23 sept au 8 oct.  
62, r. St-André-des-Arts 6°  
Parking attenant à nos magasins

## Le budget de l'île-de-France pour 1978

### UN EMPRUNT DE 600 MILLIONS DE FRANCS

M. Alain Griotteray (P.R.), maire de Charenton-le-Pont, rapporteur général du budget de l'île-de-France, fait le point sur le projet de budget régional pour 1978 dans une lettre adressée aux conseillers régionaux.

150 millions de francs devraient être dégagés du budget régional pour les mesures nouvelles, ce qui porterait le montant des autorisations de programme à 1.750 millions de francs. Les crédits de paiement sont estimés à 2.080 millions, ce qui représente une augmentation de 100 millions de francs par rapport aux propositions soumises aux élus en juin dernier : 600 millions de francs seraient couverts par l'emprunt.

La région consacrerait en 1978 335 millions de francs aux transports en commun (hors du débat d'orientation budgétaire, en juin dernier, le chiffre retenu avait été de 350 millions). Pour les routes, la dépense régionale s'établira à 325 millions (au lieu des 430 millions prévus).

Les obèques de Dom Jean Roy, deuxième abbé de l'abbaye bénédictine de Fontgombault (Indre) ont été célébrées le 29 septembre, à l'abbaye, en présence de plusieurs évêques. Dom Jean Roy est mort d'une crise cardiaque le 23 septembre, à Rome, où il assistait au congrès des abbés bénédictins.

Dès le 29 octobre 1971, Dom Jean Roy entra comme novice à l'abbaye de Solesmes en 1958 et fit sa profession deux ans plus tard. Son ordination eut lieu le 25 juin 1962. En 1964, il fut élu supérieur de Fontgombault, il fut élu Père Abbé en 1965.

Le numéro du « Monde », daté 4 octobre 1977 a été tiré à 574 937 exemplaires.

**FABRICANT GREATEUR**  
**OFFRE SPECIALE**  
valable un mois  
**UNE GOURMETTE EN OR**  
37 GR. — 2 100 F  
MADAME Paris - Tél. 770-44-06  
1, RUE SAULNIER - PARIS (9°)  
(1<sup>er</sup> ETAGE)

**parlez ANGLAIS**  
ALLEMAND ITALIEN ESPAGNOL ARABE RUSSO JAPONAIS  
**LOGOS international**  
centre privé de formation  
4, villa Ornano 75018  
PARIS Tél. 255.09.05  
TOURS 30.68.81 NANTES 37.70.90  
ORLANS 68.28.00 METZ 67.22.27

**SAINT LAURENT**  
rive gauche

hommes

12 PLACE SAINT-SULPICE, PARIS 6°

## A LA REGLE A CALCUL: INITIATION A LA PROGRAMMATION SUR CALCULATEURS HEWLETT-PACKARD

Jamais la programmation n'avait été aussi accessible : les deux derniers calculateurs Hewlett-Packard permettent, grâce à leurs 224 lignes de programme et leurs 25 registres de données, de résoudre les problèmes de programmation les plus arides.

HP 97 : version avec imprimante 5588 FTL. HP 67 : format poche 2992, 2922 FTL. HP 25 : 817,32 FTL. HP 26C : 1082,52 FTL. HP 29C : 1387,88 FTL.

Et jamais la programmation n'avait été aussi facile : à la « Règle à Calcul », une équipe de vente spécialisée vous expliquera tous les mystères de la programmation. Mystères très simples : en une demi-heure, vous en aurez fait le tour.

**la Règle à Calcul**  
1<sup>er</sup> distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP.  
85-87, bd Saint-Germain 75006 Paris.  
Tél. : 083 02.63 / 033 34.61

**HEWLETT-PACKARD**

**LES CONSEQUENCES**  
**Conflit du Proche-Orient**  
Les conséquences du conflit du Proche-Orient...

**Alain Dupa**  
**La lutte pour l'espace**